

M. Alfonsín jette l'éponge

L'Argentine n'a plus de président : Raul Alfonsín a annoncé, lundi 12 juin, sa démission pour la fin du mois, mais son successeur élu, Carlos Saul Menem, affirme pour l'instant n'avoir pas l'intention de prendre ses fonctions avant la date prévue par la Constitution, le 10 décembre prochain. Le pays, aux abois, n'avait guère besoin d'une telle vacance du pouvoir.

Lors des élections générales du 14 mai dernier, la défaite des radicaux de M. Alfonsín et la large victoire des péronistes de M. Menem avaient soulevé l'espoir d'une population accablée par une crise économique qui n'a fait que s'amplifier ces dernières années. Mais la dégradation rapide de la situation, soulignée par les dernières émeutes de la faim, ont eu raison de la détermination du président sortant de terminer son mandat. L'échec est cuisant pour lui, puisqu'une alternance dans l'ordre - qui ne s'est pas produite en Argentine depuis soixante ans - semble aujourd'hui à portée de main.

Carlos Saul Menem ne veut pas en effet endosser une situation dont il ne s'estime pas responsable. Le futur chef de l'Etat souhaite que son prédécesseur résolve d'abord la crise économique, du moins le problème des militaires rebelles, actuellement en procès pour les mutineries qui se sont succédées en 1987 et 1988. Depuis près d'un mois, radicaux et péronistes tentaient de s'accorder sur les modalités d'une transition que tous estimaient trop longue. L'équation était encore compliquée par l'instabilité du pouvoir législatif : la Chambre des députés actuelle est dominée par les radicaux, mais la nouvelle Assemblée, où les péronistes détiennent la majorité, ne doit être installée, elle aussi, que le 10 décembre.

Dans le cas d'une vacance à la tête de l'Etat, la Constitution argentine donne au Congrès la responsabilité de la désignation d'un président par intérim, qui doit être choisi parmi les députés, sénateurs et gouverneurs. Le propre frère du président élu, le président du Sénat Eduardo Menem, pourrait assumer cette charge.

Mais un scénario plus rocambolesque est possible. Dans cette hypothèse, le chef du parti d'Union du centre démocratique (droite libérale), Alvaro Alsogaray, représenterait l'homme du compromis. M. Alsogaray a récemment démissionné de ses fonctions à la tête du parti, en expliquant qu'il allait être appelé à une « fonction nationale ». Cet ancien officier de réserve, âgé de soixante-deux ans, présente, il est vrai, l'avantage d'être partisan de la clémence à l'égard des militaires, et pourrait profiter de son passage à l'extérieur pour satisfaire leurs exigences.

On voit mal dans cette hypothèse comment la cohérence du pouvoir pourrait être assurée avec un président libéral, une Assemblée radicale, pour six mois encore, et un président péroniste élu - qui a déjà formé son gouvernement - absent de la scène politique. Dans tout autre pays, une telle situation ferait craindre le pire. Pour l'Argentine, déjà en proie à de considérables difficultés, c'est une gageure de plus. A moins que, d'ici au 30 juin, Carlos Saul Menem ne se résolve à accomplir, par anticipation, la tâche pour laquelle il a été élu : gouverner.

(Lire nos informations page 4.)

M 0147-06140-4,50 F



3790147004500 06140

La visite à Bonn du numéro un soviétique

Désarmement : M. Gorbatchev se félicite du rôle joué par l'Allemagne fédérale

M. Mikhaïl Gorbatchev devait signer mardi 13 juin, lors de la deuxième journée de sa visite en RFA, une déclaration politique commune avec le chancelier Kohl, fixant les perspectives de la coopération entre les deux pays, et que, du côté allemand, on qualifiait lundi d'« historique ».

Dans un discours prononcé lundi soir, le numéro un soviétique s'est notamment félicité du rôle joué par la République fédérale dans le domaine du désarmement. La RDA n'avait fait jusqu'à mardi après-midi aucun commentaire sur cette visite.

BONN
de notre correspondant

« Ce fut une très bonne journée », a estimé le chancelier Kohl, lundi 12 mai en fin de soirée, à l'issue du dîner offert en l'honneur de M. Gorbatchev et de son épouse au restaurant « la Redoute », de Bad Godesberg. Ce jugement positif pouvait s'interpréter à différents niveaux. Vue sous l'aspect météorologique, la visite de M. Gorbatchev s'est ouverte sous les meilleurs auspices : un soleil radieux, une température estivale, « un vrai temps d'empereur », résumait M. Hans Klein, porte-parole du gouvernement fédéral, qui utilisait l'expression consacrée dans une Allemagne où l'empire n'a jamais été aussi beau que sous la république... Son homologue soviétique, M. Guennadi Guérassimov, se joignait volontiers à cette

appréciation, en précisant toutefois que « cela faisait un certain temps que [son] pays n'avait plus d'empereur ».

Dans un pays où l'ordre et la méthode passent pour des vertus cardinales, une « bonne journée » suppose que l'imprévu n'est pas venu déranger un ordonnance-ment méticuleusement mis au point. Atterrissage ponctuel, protocole respecté à la minute près, organisation efficace pour les quelque mille huit cents journalistes accrédités : tout cela était presque trop parfait, et témoignait de la volonté du gouvernement de Bonn de maîtriser d'un bout à l'autre un événement où son prestige est en jeu.

Le principal acteur du jour, M. Gorbatchev, s'adaptait parfaitement au terrain, avait quelque peu retenu sa volubilité.

LUC ROSENZWEIG.

(Lire la suite page 4.)

Un programme ambitieux après dix ans de « dérégulation »

Environnement : M. Bush relance la lutte contre la pollution de l'air

Le président des Etats-Unis a présenté, le lundi 12 juin, un plan de lutte contre la pollution de l'air. Des mesures contraignantes tranchent avec la « dérégulation » prônée pendant dix ans par M. Reagan. Les constructeurs devront fabriquer des voitures à carburant « propre » et les industriels réduire leurs émissions polluantes de 50 % d'ici à l'an 2000 (lire page 48 l'article de Roger Cans).

Après l'accord du 9 juin sur les normes antipollution des petites cylindres en Europe, M. Jacques Calvet, président de Peugeot-Citroën, dénonce, dans un entretien au « Monde », le « royaume d'Absurdie ».

« Voiture propre » : le patron de Peugeot-Citroën dénonce « le royaume d'Absurdie »

« Les ministres de l'environnement des Douze ont décidé, le 9 juin, de renforcer les normes antipollution pour les petites automobiles. Vous qui vous êtes souvent élevés contre les techniques de dépollution devez être particulièrement amers ».

« Le paradoxe est qu'on me présente souvent comme un anti-européen pollueur, alors que je suis un défenseur convaincu de l'environnement et que je crois beaucoup en l'Europe, non seulement pour des raisons de cœur mais aussi par nécessité. Mais je ne suis ni pour n'importe quelle Europe ni pour n'importe quelle mesure en faveur de l'environnement. Ces sujets

sont trop sérieux pour notre avenir et nos emplois pour qu'on les traite légèrement, sous des pressions, je dirais des pulsions, provisoires. Or ma première surprise sur ce dossier est qu'on a oublié les mois de discussions passés et qu'on renie les compromis signés entre les Douze en 1985, puis en 1988, pour applaudir l'avènement soudain de la « voiture propre ». Les décisions qui ont été prises sont à remettre dans ce contexte et elles sont, en réalité, très mauvaises.

Propos recueillis par
ERIC LE BOUCHER

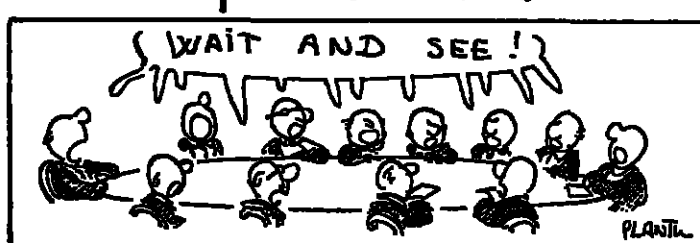
(Lire la suite page 43.)

La répression s'amplifie en Chine

Vivement l'Europe !



Enfin, avec l'Europe, on n'entendra qu'une seule voix :



Les rapports entre Pékin et Washington ne cessent de se détériorer, à la suite de la condamnation par les Etats-Unis de la répression militaire, et, surtout, de l'asile accordé par l'ambassade américaine au plus connu des dissidents chinois, M. Fang Lizhi, ainsi qu'à sa famille. Les médias chinois critiquant avec virulence les Etats-Unis. En même temps, Pékin a annoncé de nouvelles mesures pour contrôler les frontières, menacé d'ouvrir le feu sur toute manifestation « contre-révolutionnaire », et interdit les organisations étudiantes et ouvrières dissidentes.

Pendant ce temps, le pouvoir issu du coup de force du 3 juin s'organise. Les membres du gouvernement de M. Li Peng ressortent de l'ombre les uns après les autres. Il en est de même de M. Qiao Shui, qui se présente de plus en plus comme le successeur de M. Zhao Ziyang, secrétaire général du PCC, dont on reste sans nouvelles. La répression s'amplifie, et un dirigeant a déclaré que « la rébellion contre-révolutionnaire n'a pas encore été totalement anéantie ». Ce qui n'empêche pas le pouvoir, pour prouver que la vie a repris son cours normal, de rouvrir au public la Cité interdite, et à la circulation une partie de la place Tiananmen.

(Lire l'article
de notre correspondant
FRANCIS DERON
et nos informations page 2.)

La fin des écoles normales

PAGE 11

Un entretien avec le ministre israélien de la défense

PAGE 3

Bicentenaire : un casse-tête pour les policiers

PAGE 12

« Grand Jury RTL-le Monde »

M. Jean-Marie Le Pen, invité mardi 13 juin
M. Valéry Giscard d'Estaing, mercredi 14 juin
de 18 h 15 à 19 heures

Le Monde

SCIENCES ET MÉDECINE

■ Archéologie en Jordanie. ■ Les traitements de l'hypertension.
■ Le contrôle de l'éveil. ■ Soigner le mal de dos.

Pages 19 à 21

Le sommaire complet se trouve page 48

La « Dixième Symphonie » « complétée » par le compositeur italien

L'hymne de Luciano Berio à Schubert

Inachevée à la mort de Schubert, la « Dixième Symphonie » vient d'être complétée par le compositeur italien Luciano Berio. Elle sera créée à Amsterdam, le 14 juin. Les Parisiens pourront l'entendre, le 20, au théâtre des Champs-Élysées. Le musicologue hollandais Rob van der Hilst explique le travail de Luciano Berio.

L'histoire de la musique est jalonnée d'œuvres qui ne furent pas achevées par leurs auteurs. Du finale de la Neuvième Symphonie d'Anton Bruckner, à la Dixième de Mahler, en passant par la Dixième de Franz Schubert. Ce Chant du cygne symphonique de Schubert, dont il fit en

partie l'ébauche en 1828, l'année de sa mort, est exécuté le 14 juin, en première mondiale, à Amsterdam, dans le cadre du Festival de Hollande. L'Orchestre royal du Concertgebouw sera dirigé à cette occasion par le chef autrichien Nikolaus Harnoncourt qui fera une tournée européenne avec ce « nouveau » Schubert.

Particularité de cette première mondiale « à l'ancienne » : celui qui s'est chargé de réaliser et d'achever le dernier projet schubertien est un compositeur universellement reconnu : l'Italien Luciano Berio. Les esquisses de la dernière symphonie de Schubert, répertoriées sous le numéro D 936 A dans le catalogue officiel de ses œuvres, jouissent d'une certaine notoriété et ont

déjà suscité l'intérêt des musicologues. Ainsi, l'Allemand Peter Ludwig Gülke et son collègue britannique, spécialiste de Schubert, Brian Newbould ont travaillé, chacun de son côté, ces ébauches et sont parvenus à des reconstitutions qui respectaient fidèlement le style schubertien. Sous ces formes, elles furent déjà exécutées et enregistrées (par Neville Marriner, chez Philips, et Pierre Bartholomée, chez Riccardi).

La voie suivie par Luciano Berio dans sa « construction » de la Dixième de Schubert, à partir des fragments transmis, est complètement différente.

ROB VAN DER HILST.

(Lire la suite page 14.)

Force 10
Bout au vent - Face au soleil

Lunettes Force 10 hommes et dames, en cible marin d'acier et plaqué or. Solaires (verres Zeiss ou photochromiques).
Prix 3 800 F.

Existent également en verres optiques.

FRED
JOAILLER

6, rue Royale, Paris 8° 42.60.30.65
Le Claridge, 74, Champs-Élysées, Hôtel Ritz.
Hôtel Méridien - Espace "Galerie Lafayette", Paris.
Aéroport d'Orly - 92, rue Eugène Coles, Deauville.
21, bd de la Croisette, Cannes - Hôtel Loews, Monte-Carlo.
20, rue du Marché, Genève - Beverly Hills - Houston - New York.

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dir. ; Tunisie, 800 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$; Danemark, 11 kr. ; Espagne, 160 pes. ; Grèce, 60 p. ; Italie, 1.800 L. ; Japon, 6.400 ¥ ; Luxembourg, 30 F. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Suède, 235 F. CFA ; Suisse, 12,50 fr. ; Thaïlande, 1,50 \$; USA (continental), 2 \$.

هكذا من الأصل

La crise en Chine et ses répercussions

Le gouvernement sort de l'ombre

Les dissensions au sein de la vieille garde s'estompent

PÉKIN
de notre correspondant

L'homme généralement considéré comme le mieux placé pour prendre à présent la tête du parti communiste, M. Qiao Shi, a fait sa première grande apparition publique, lundi 12 juin, pour blâmer à son tour l'agitation « contre-révolutionnaire » suscitée par la mort, il y a deux mois presque jour pour jour, de celui qui lui avait mis le pied à l'étrier du pouvoir, Hu Yaobang. M. Qiao s'est rendu en visite auprès d'unités militaires chargées d'appliquer la loi martiale à Pékin et s'est rangé, dans un bref discours improvisé, aux côtés du « camarade Xiaoping », adoptant les vues de M. Deng sur la nature séditionnelle de la rébellion que l'armée vient d'écraser dans le sang.

La télévision l'a montré le soir même, en vareuse communiste et non plus en costume occidental, comme il avait tendance à se présenter depuis qu'il avait accédé à la position de numéro trois du bureau politique du parti, en novembre 1987. Il a souligné que les troupes parviennent à rétablir « le plus vite possible le calme et l'ordre social » dans la capitale, et a conclu son intervention sur une exhortation dans la droite ligne de l'éloquence maoïste d'antan : « Mettons-nous à l'école de l'armée populaire de libération ! »

Le « mystère Qiao Shi » va donc devoir se jouer au grand jour maintenant. Homme de l'ombre qui affectionne le travail des couleurs intimes du régime, il s'est soigneusement abstenu, depuis plus qu'il est parvenu au sommet du PCC, de livrer plus que le strict minimum sur sa personnalité (*le Monde* du 8 juin). C'est avant tout un homme d'ordre et de discipline. Il s'était rallié à M. Deng et au premier ministre, M. Li Peng, se montrant à leurs côtés, le 9 juin, lors du retour sur la scène publique de celui qu'on veut toujours présenter comme « l'architecte en chef » des réformes chinoises.

Mais en différant de plusieurs jours sa première intervention télévisée, M. Qiao Shi veut sans doute marquer ses propres distances à l'égard d'un premier ministre qui paraît isolé dans ce qui reste du Parti communiste. La propagande a insisté, ces derniers jours, sur l'écho rencontré dans les institutions par le « discours important » de M. Deng sur l'écrasement de l'insurrection pékinoise, mais non point sur le rôle de M. Li Peng dans cette affaire. En clair, il est demandé à l'appareil de se ranger derrière M. Deng dans l'intérêt supérieur du pays, et de fermer les yeux sur les méthodes expéditives du chef du gouvernement.

Les dissensions qui étaient apparues à cet égard au sein de la vieille garde du régime, seule force politique encore largement opérationnelle après le drame du 3 juin, commencent à s'estomper. Le maréchal Nie Rongzhen, par exemple, un des grands barons militaires « histori-

ques », qui avait exigé que l'on s'abstienne de demander à l'armée de tirer sur le peuple, a baissé les bras. Il vient d'adresser une lettre à la troupe pour la féliciter de son action. Lundi, le régime a encore exhibé une brochette de vétérans de la révolution, venus inspecter le camp militaire installé dans les cours de la Cité interdite. Le dignitaire qui les conduisait a insisté sur le fait que « la rébellion contre-révolutionnaire n'a pas encore été totalement anéantie », manière sans doute de justifier pour quelque temps encore la présence hantement incongrue, presque un viol de la sacralité des lieux, de troupes militaires et d'hommes en armes bivouaquant au pied de la grande porte du Milieu, où la géométrie situait un point majeur de convergence des flux du pays vers le trône impérial.

Radio-Asie se mobilise contre la délation

« La délation ne passera pas. » C'est le mot d'ordre que Radio-Asie (95,6 MHz), la radio de la communauté asiatique de France, vient de donner à tous ses auditeurs (*le Monde* du 8 juin). Pour empêcher les dénonciations anonymes de Pékin et d'ailleurs, les animateurs de Radio-Asie ont eu une idée simple : submerger d'appels les centraux téléphoniques que les autorités chinoises ont mis à la disposition de la population afin qu'elle désigne les « contre-révolutionnaires ».

Depuis la soirée du 10 juin, de nombreux auditeurs et sympathisants à la cause des étudiants chinois n'ont pas cessé d'appeler les deux numéros (1) destinés aux délateurs. L'opération, qui a reçu le soutien de l'une des associations de Chinois vivant en France a été relayée par la radio-télévision de Hongkong (RTHK), la télévision de Taiwan ainsi que plusieurs universités américaines. L'objectif — le blocage des lignes — pourra-t-il être atteint ? « De toute façon, même si ça sonne occupé, nous maintenons l'occupation, et ce ne coûte rien », explique un des organisateurs. « Et puis sans arriver à tout bloquer, nous pourrions peut-être retarder quelques arrestations et permettre à des gens de se mettre au vert. »

Conscients néanmoins de l'efficacité limitée d'une telle entreprise, ceux qui ont lancé cette offensive téléphonique insistent sur sa « valeur symbolique » : « Et puis les gens se plaignent toujours qu'ils ne peuvent rien faire. Cette fois ils ont une possibilité de peser sur les événements. »

J. R.

(1) 19-861 512 48 48 et 19-861 512 56 66.

Le pouvoir continue à négocier avec une société civile devenue totalement passive le retour à la normale, en lâchant quelques concessions sur le compte-gouttes. La police impériale proprement dite, dans la Cité interdite, a ainsi été rendue au public mais restait désert mardi matin en raison de la présence des troupes à son entrée sud. Il faut, pour le visiter, pénétrer par le nord, ce qui est pour ainsi dire inconcevable pour le Chinois attaché aux traditions. La portion de l'avenue Chang'an qui traverse le côté nord de la place Tiananmen, devant le portrait de Mao Zedong, a été également ouverte à la circulation cycliste — les piétons devront attendre, — et des foules assez denses de Pékinois à deux roues s'y voyaient, dans la matinée, pédalant le plus lentement possible pour avoir le temps de contempler le spectacle militaire qui se donne encore sur le reste de la place.

Hôtels vides

Lentement, également, le gouvernement de M. Li Peng sort de l'obscureté où il se terrait depuis l'instauration de la loi martiale. Plusieurs ministres ont ainsi rejoint les visites protocolaires aux troupes ou autres cérémonies liées, dans la propagande télévisée, au « retour à la normale ». Le ministre des relations économiques et du commerce extérieur, M. Zeng Zhiqun, qui s'était vu confier la tâche de la capitale, à Bruxelles, la semaine dernière, n'a pas hésité à se dire confiant, au cours d'une conférence de presse exclusivement réservée aux journalistes chinois, sur le retour rapide des investisseurs, à présent, « a-t-il dit, que le calme règne dans la capitale. »

Un grand nombre de représentants de firmes étrangères sont déjà revenus à Pékin, à l'en croire. Dans les hôtels internationaux de la ville, on ne voit pourtant que des journalistes. Tous les hôtels ont fermé leurs restaurants de luxe pour ne plus offrir qu'un simple buffet à prix unique.

FRANCIS DERON.

La répression à Chengdu

A la matraque et à la baïonnette

CHENGDU
de notre envoyé spécial

On aperçoit de loin la grande statue de Mao Zedong, étendant un bras bienveillant vers l'est qui marque le centre de cette ville de quatre millions d'habitants. Capitale du Sichuan, Chengdu fut le théâtre, la semaine dernière, des plus violents affrontements entre manifestants et forces de l'ordre après ceux de Pékin. Dans un périmètre de 500 à 800 mètres, un quartier commerçant a été entièrement incendié, dimanche 4 juin. Aujourd'hui, un cordon de police armé, mitrailleuses en batterie au grand carrefour de Renmin Dong Lu, cernent les ruines calcinées de ce qui fut le « marché du peuple ». Un grand magasin et un cinéma ont été également brûlés. Derrière la statue de Mao, dans la cour du Palais des expositions, une vingtaine de véhicules carbonisés (trolleybus, jeeps, camions) et un monceau de bicyclettes témoignent de la violence des affrontements.

Chengdu n'a pas été placée sous la loi martiale. Mais la présence de la police armée en faction devant les bâtiments officiels, dont certains ont les vitres brisées, les vérifications d'identité et du contenu des sacs à l'entrée de la porte ou de la Banque de Chine par des policiers la mitraille pointée vers le ciel, et surtout les patrouilles motorisées qui sillonnent lentement la ville la nuit, brisant inopinément un projecteur sur une façade ou sur des passants, rappellent à la population que la situation est encore loin d'être normale.

Le nombre des victimes des affrontements a sans doute été moins important qu'on ne l'avait annoncé à Hongkong. Les chiffres les plus souvent avancés par les habitants font état de 70 à 100 morts. Quatre personnes ont été tuées par balle. Mais il y aurait de nombreux blessés graves dans les hôpitaux. Il est d'autant plus difficile de connaître le nombre exact des victimes (officiellement 6) que beaucoup de personnes ne sont pas réapparues, notamment des étudiants qui, par

pour de la répression, ont quitté la ville, à moins qu'ils ne soient parmi les victimes.

La vie a retrouvé le rythme lent des villes chinoises et la plupart des magasins ont rouvert. Mais il n'est pas sans maline un climat de crainte sur cette ville, surnommée la « capitale du Paradis » en raison de sa situation géographique privilégiée, au cœur du riche bassin des Quatre Fleuves (Sichuan), comme en témoigne l'abondance des produits sur les marchés. Même avec des amis, les habitants ont peur de se confier, de raconter. Il y aurait déjà eu près de 100 arrestations. La télévision amonçait, mardi 13 juin, que la police avait établi la liste des personnes recherchées. Surtout, de bouche à oreille, tout le monde a désormais appris la sauvagerie avec laquelle l'ordre a été rétabli à Pékin.

Des provocateurs ?

Les affrontements les plus durs ont eu lieu dans la matinée du 4 juin. Quelques milliers d'étudiants qui manifestaient au pied de la statue de Mao pour protester contre le massacre de la place Tiananmen se sont violemment heurtés à la police. Selon les récits de témoins, celle-ci a chargé à la matraque et à la baïonnette. L'étudiant, qui, au pied de la statue de Mao, amonçait au haut-parleur les nouvelles de Pékin, aurait eu la gorge tranchée. Beaucoup de victimes ont été tuées à coups de matraque. La répression sauvage dont ont été victimes les étudiants a déclenché, dans l'après-midi, une émeute populaire. Depuis les premières manifestations, à la suite de la mort de Ya Yaobang, la population avait exprimé sa sympathie, sinon un soutien actif, aux étudiants. C'est au cours de ces émeutes que le Marché du peuple a été incendié. Les plus virulents au cours de ces émeutes ont été, semble-t-il, des chômeurs, de jeunes paysans venus en ville pour travailler sur les chantiers de construction et qui n'ont pas voulu rentrer, bien qu'il n'y ait plus de travail.

La rumeur circule que ce serait le père d'un étudiant massacré le

matin qui aurait mis le feu au marché. Certains, notant que la police est restée passive lorsque le feu se propagea, se demandent si l'insurrection n'a pas été le fait de provocateurs. La confusion s'est poursuivie jusqu'au mardi suivant. Les deux grands hôtels de la ville ont été légèrement endommagés.

Des « listes noires »

« Jamais on avait vu une telle violence depuis 1949, sous dit un intellectuel chinois. La situation est très différente de la Révolution culturelle, car cette fois c'est le gouvernement et la police qui massacent la population. » Nous sommes assis sur un banc le long de la rivière Nan. Les pêcheurs relèvent lentement les grandes nasses installées çà et là. Images paisibles. Mais notre interlocuteur ne souhaite guère s'attarder en compagnie d'un étranger.

Depuis le 11 juin, les autorités ont mis en place, comme dans les autres villes, un système de délation organisée : les médias rappellent régulièrement le numéro de téléphone qu'il faut appeler si on remarque « quelque chose d'anormal ou quelqu'un ayant un comportement étrange ». La police possède des « listes noires » établies à partir des photographies prises systématiquement au cours des manifestations. Une trentaine de jeunes professeurs, qui comptent parmi l'élite intellectuelle de la ville et ont soutenu les étudiants, sont directement visés.

MM. Deng Xiaoping et Li Peng sont nés dans la province du Sichuan. Mais les attaches régionales ne peuvent compenser aujourd'hui la haine rentrée que leur voue une partie de la population de cette ville meurtrie. « Lorsque quelque chose se produit sur terre, cela commence au Sichuan. Quand la paix revient, elle n'arrive pas jusqu'à là », dit un classique chinois. L'ordre a-t-il été rétabli, mais non le calme dans les esprits.

PHILIPPE PONS.

Les réactions à travers le monde

L'Espagne a été chargée par les Douze d'effectuer une démarche diplomatique auprès de la Chine pour exprimer la « réprobation » des pays européens face à la répression, a déclaré lundi 12 juin le ministre espagnol des affaires étrangères. Il a ajouté que la CEE n'envisageait pas de sanctions économiques pour l'instant, mais que « toutes les portes sont ouvertes pour des mesures futures ». Toujours pour protester contre la répression, le Canada a rappelé son ambassadeur à Pékin en consultation et la Suisse a interdit les exportations d'armes vers la Chine. En revanche, le Japon envisage de reprendre son aide économique.

La Grande-Bretagne, pour sa part, exige la libération d'un étudiant ressortissant de Hongkong et arrêté à Shanghai. Dans la colonie britannique, les manifestants qui occupaient les abords de l'agence Chine nouvelle ont mis fin lundi à leur mouvement. A Taiwan, M^{me} Song Mayling, la veuve de Tchang Kaï-chek, a condamné « le massacre sanglant et diabolique de vies innocentes ».

D'autre part, à Pékin, les autorités ont annoncé un renforcement des contrôles aux frontières, officiellement afin d'empêcher une

tentative de fuite du dissident Fang Lizhi. Elles ont également autorisé les forces de l'ordre à ouvrir le feu pour disperser tout rassemblement « contre-révolutionnaire » et interdit toutes les organisations étudiantes et ouvrières « illégales ». Enfin, Pékin a annulé la participation de deux cents artistes de l'Opéra de Pékin au dixième spectacle organisé à Paris le 14 juillet. A leur place, le responsable du projet, M. Jean-Paul Gaudé, et le ministre de la culture envisagent de faire ouvrir le défilé par des étudiants chinois à vélo, entourant un étendard tumbou.

Le dissident Fang Lizhi réfugié à l'ambassade américaine

Les relations entre Washington et Pékin continuent de se détériorer

WASHINGTON
de notre correspondant

M. Bush était conscient du danger, et il a fait son possible pour le prévenir. Mais, malgré tous ses efforts pour réagir avec modération et prudence à l'écrasement des manifestants de Pékin, un des principaux acquis de la diplomatie américaine des vingt dernières années est en train d'être compromis : les relations entre les Etats-Unis et la Chine, sans être rompues, sont redevenues détestables. Pékin ayant selon toute apparence choisi de faire de Washington le bouc émissaire de ses difficultés internes.

La Voix de l'Amérique — station financée par le gouvernement fédéral américain — est conspuée à longueur de journée par les médias chinois, mais c'est surtout la présence à l'ambassade américaine à Pékin du dissident chinois Fang Lizhi, de sa femme et de son fils, qui sert d'abcès de fixation et risque d'empoisonner pour longtemps les relations entre les deux pays.

En dépit des injonctions des autorités de Pékin, les responsables américains ont fait clairement comprendre qu'ils ne remettraient pas de leur plein gré à la police chinoise le dissident et sa famille.

Le choc des images télévisées

Les Américains ne semblent pas pour autant avoir complètement abandonné l'espoir d'une sorte de solution à l'amiable, sinon de compromis, telle que l'avait vaguement suggérée le président Bush lors de sa conférence de presse télévisée du 8 mai. Mais il ne pourrait guère s'agir d'autre chose que d'un exil du dissident. Officiellement, un silence total est maintenu sur tout ce qui touche à M. Fang Lizhi : « Le sujet est trop sensible pour être discuté », a déclaré, lundi 12 juin, le porte-parole du département d'Etat. Mais l'ambassadeur de Chine à Washington a été reçu deux fois, au cours du week-end, par de hauts responsables

du département d'Etat, et lundi après-midi il a de nouveau rencontré le secrétaire d'Etat Jim Baker.

Dans le même temps, la violence des accusations portées contre l'opposant par la propagande chinoise, les ordres donnés pour qu'une surveillance accrue soit exercée aux frontières pour empêcher sa « fuite », font penser qu'aucun arrangement n'est en vue. La presse américaine commence à évoquer le précédent du cardinal Mindszenty, qui avait trouvé refuge à l'ambassade américaine à Budapest après l'écrasement de l'insurrection hongroise de 1956, et ne devait en sortir que quinze ans plus tard, peu avant sa mort. D'autres précédents peuvent être rappelés — mais il ne s'agit pas de personnalités comme : celui des pentecôtistes qui ont habité, pendant des années, l'ambassade des Etats-Unis à Moscou ; celui, rarement évoqué des six Albanais qui se trouvent depuis trois ans à l'ambassade d'Italie à Tirane.

Autre signe que les autorités de Pékin ne cherchent absolument pas à « médier » : Washington, bien au contraire, l'utilisation de séquences filmées par les télévisions américaines pour susciter la délation et aboutir à l'arrestation de personnes qui avaient raconté leur version des événements de la place Tiananmen. La direction de la chaîne ABC s'est déclarée « offiçée » par ces pratiques, et les télévisions s'efforcent désormais de protéger leurs « sources » chinoises, en filmant de dos ceux qui acceptent de leur parler, ou en brouillant leurs visages. Mais cette protection comporte bien des lacunes — et CBS n'a pas hésité à diffuser une séquence, d'ailleurs pathétique, où un motocycliste, remonté sur une roue de campagne, tient à raconter ce qu'il a vu du massacre des étudiants, tandis que sa femme, que l'on voit à visage découvert, le supplie de ne rien dire : « Tais-toi, tu vas être exécuté ! ».

A tous égards, les perspectives semblent très grises pour les Etats-

Unis, et tout particulièrement pour M. Bush, qui s'est beaucoup investi personnellement dans la réponse à apporter aux événements en Chine.

M. Deng Xiaoping, que le président américain s'était évertué à « protéger », évitant soigneusement de le mettre en cause prématurément lors de sa conférence de presse, est réapparaît comme l'ordonnateur de la répression au lendemain même de l'indulgente prestation télévisée de M. Bush. Pour la première fois lundi, le département d'Etat a durci le ton en ce qui concerne le rôle personnel de M. Deng, qui aurait « coupé l'herbe sous le pied des réformistes mêmes qu'il recherchait ».

Une réaction trop prudente ?

Enfin, il est déplaisant pour les Américains de constater que le ministre chinois des affaires étrangères, qui devait se trouver mardi 13 juin à Washington avant que sa venue n'ait été annulée par la partie chinoise, se soit arrêté, le 12, à Moscou, au retour de Cuba. Si « président » dans leurs commentaires qu'il n'est pas les Américains, si « modéré » dans leurs sanctions (suspension des seules ventes d'armes), ils font forcément état beaucoup moins que les Soviétiques, bénéficiaires logiques de la brouille sino-américaine.

L'administration ne semble guère s'attendre à un revirement prochain de la situation. Au contraire, le directeur de la CIA, M. William Webster, vient de mettre en doute

les informations faisant état de tensions sérieuses au sein de l'armée chinoise, à plus forte raison de risques de guerre civile. Et alors même que le porte-parole du département d'Etat avait, il y a quelques jours, fait état d'affrontements de faible ampleur, M. Webster indique que ses services « ne savent pas » si de tels affrontements ont bien eu lieu.

En revanche, selon la chaîne ABC, les services américains ont constaté qu'un certain nombre de membres du comité central avaient été récemment acheminés de province à Pékin — ce qui semble être l'indice d'une réunion imminente d'un plénum, qui pourrait officialiser des changements au sommet de la hiérarchie.

Dans un premier temps, la manière — calme et « compétente », dont M. Bush a réagi aux événements en Chine avait suscité une approbation à peu près générale. Mais on commence à se poser des questions — la modération et l'art du juste milieu, qui sont la marque du « bushisme », n'ayant pas abouti à grand-chose dans le cas chinois. Si, après les ténors de Pékin, une détérioration des relations avec la Chine était de toute manière inévitable, n'aurait-il pas mieux valu être plus ferme, montrer plus clairement le « drapage » au nom des grands principes, comme M. Reagan l'avait fait après l'imposition de « l'état de guerre » en Pologne ?

L'échec apparent des méthodes « douces » permet en tout cas d'envisager un prochain raidissement des positions américaines. M. Bush avait lui-même déclaré qu'il se réservait la possibilité d'annoncer de nouvelles « sanctions » contre la Chine, en fonction de l'évolution des événements. Officiellement, on a répété, lundi à Washington, qu'aucune mesure nouvelle n'était en préparation. Mais M. Bush a déjà montré qu'il avait parfois caché son jeu et prouvé des décisions que l'on n'attendait guère.

JAN KRAUZE.

voiture 205 Green
en livraison immédiate*
avec l'intérieur en CUIR
GRATUIT
NEUBAUER
toujours plus avec la griffe
NEUBAUER
PEUGEOT
* en fonction des options choisies.
227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34

Proche-Orient

Un entretien avec M. Itzhak Rabin ministre israélien de la défense

Les Palestiniens des territoires « doivent choisir entre la violence et la négociation »

L'Egypte a proposé, lundi 12 juin, de servir d'intermédiaire entre Israël et les Palestiniens dans le processus de paix au Proche-Orient. Cette offre a été transmise au premier ministre israélien, M. Itzhak Rabin, par le ministre d'Etat égyptien aux affaires étrangères, M. Boutros Ghali, qui achevait une visite de quarante-huit heures en Israël. A Stockholm, le ministre égyptien des affaires étrangères, M. Esmat Abdel Meguid, a, pour sa part, souhaité que l'Etat juif « clarifie ses intentions » sur son projet d'élections dans les territoires occupés.

« Nous attendons des Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza qu'ils déclarent nos partenaires pour la paix ! » A soixante-sept ans, M. Itzhak Rabin ressent encore de l'impatience. Au terme d'une longue et tumultueuse carrière politico-militaire qui commença avec même la naissance de l'Etat juif, l'actuel ministre israélien de la défense assure attendre, une nouvelle fois, que l'adversaire réponde aux offres de Jérusalem. Mais, à la différence de son aîné Moshe Dayan, qui disait négocier « en son nom », Itzhak Rabin se dit aujourd'hui « le représentant du peuple d'Israël ». Il ne veut même pas penser aux conséquences éventuelles d'un tel échec.

Admettons, à court terme, ce pari optimiste de M. Rabin. Et après ? « Nos partenaires pour une négociation », dit-il, ce sont les Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza. Notre initiative s'adresse à eux. Ils forment numériquement la principale communauté palestinienne. C'est leur avenir, leur destin qui seront

l'enjeu de la négociation. Nous voulons donc que des Palestiniens des territoires, élus démocratiquement, négocient avec nous les modalités d'un accord d'autonomie intérimaire. Nous sommes prêts à modifier les réalités, à offrir aux Palestiniens ce que le monde arabe ne leur a jamais offert quand ils étaient sous son contrôle.

« Les gens de Tunis »

Ne va-t-il pas un peu vite en besogne ? Après tout, le droit du Likoud, emmené par MM. Ariel Sharon et David Lévy, organise déjà la fronde contre une initiative qu'elle entend bien torpiller lors de son comité central prévu pour le 2 juillet. La seule idée d'un parti nationaliste, révèle M. Rabin, « Comment ? Voilà une initiative soutenue par l'administration Bush, par la quasi-totalité du Sénat américain et qui serait remise en cause en Israël même ! Non, c'est inconcevable. D'ailleurs, je ne veux même pas penser aux conséquences éventuelles d'un tel échec.

Admettons, à court terme, ce pari optimiste de M. Rabin. Et après ? « Nos partenaires pour une négociation », dit-il, ce sont les Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza. Notre initiative s'adresse à eux. Ils forment numériquement la principale communauté palestinienne. C'est leur avenir, leur destin qui seront

les modalités d'éventuelles élections dans les territoires, qu'il tient, contre toute évidence, pour de simples « détails techniques » : participation au scrutin des résidents de Jérusalem-Est, conditions d'éligibilité des candidats, supervision internationale, etc. « Il faudrait être idiot pour dévoiler ses cartes avant même de savoir si on trouvera un partenaire. Négocier, c'est marchander. Prendre et donner. On ne marchandait pas tout seul. L'important, c'est que la négociation sera ouverte. Chacun pourra défendre la position de son choix, y compris l'éventualité d'un Etat palestinien. Mais au bout du compte, la solution devra évidemment résulter de l'accord des deux parties.

Pour M. Rabin, on l'a compris, il y a Palestinien et Palestinien. Comme tous les responsables isra-



liens, il refuse toujours d'envisager une négociation avec les dirigeants de l'O.L.P. ceux qu'il appelle « les gens de Tunis ». Il trace une « ligne de séparation fondamentale » entre l'O.L.P. et les Palestiniens de l'intérieur. L'O.L.P., poursuit-il, continue de mettre l'accent sur deux excès de primordiales, inacceptables pour nous : l'établissement d'un Etat palestinien indépendant en Cisjordanie, à Jérusalem-Est et à Gaza ; le droit au retour en Israël d'un million et demi de Palestiniens. Or, comme le disait un jour Abba Eban, le suicide ne fait pas partie des obligations internationales d'Israël.

Quoi qu'il en soit, toute procédure de paix israélo-palestinienne, souligne M. Rabin, ne pourra qu'avancer par étapes. Dans un premier temps, il s'agit d'instaurer l'autonomie provisoire des territoires occupés ; dans un second temps, de fixer leur statut définitif. « Toute tentative d'organiser des élections - et d'un seul coup - une solution permanente débouchera soit sur une impasse, soit sur une explosion. Le conflit est tellement complexe et passionnel qu'il peut être résolu de la manière graduelle, comme ce fut le cas avec l'Egypte, de 1973 à 1979.

Voilà pourquoi M. Rabin refuse non seulement d'envisager des élections en Israël, mais aussi d'examiner la solution définitive du conflit israélo-palestinien, mais aussi d'examiner

les modalités d'éventuelles élections dans les territoires, qu'il tient, contre toute évidence, pour de simples « détails techniques » : participation au scrutin des résidents de Jérusalem-Est, conditions d'éligibilité des candidats, supervision internationale, etc. « Il faudrait être idiot pour dévoiler ses cartes avant même de savoir si on trouvera un partenaire. Négocier, c'est marchander. Prendre et donner. On ne marchandait pas tout seul. L'important, c'est que la négociation sera ouverte. Chacun pourra défendre la position de son choix, y compris l'éventualité d'un Etat palestinien. Mais au bout du compte, la solution devra évidemment résulter de l'accord des deux parties.

Ce que M. Rabin reproche - courtoisement - au secrétaire d'Etat américain, M. Jim Baker, c'est précisément d'avoir, lors de son discours du 22 mai, « commis l'erreur d'évoquer, à ce stade, l'issue finale de la négociation » en invitant Jérusalem à renoncer à son rêve d'un « Grand Israël ». « Le problème actuel, dit-il, n'est pas de conclure le processus de paix mais de le déclencher. » Dans l'ensemble, pourtant, M. Rabin se déclare encouragé par la politique américaine. Il apprécie que l'administration Bush ait « accueilli favorablement l'initiative israélienne ». Même le dialogue officiel entre Washington et l'O.L.P. ne semble guère l'inquiéter. « Les Américains s'efforcent de trouver des partenaires pour la paix parmi les Palestiniens des territoires et de leur permettre de se décider sans crainte.

L'Europe ne trouve pas si bonne grâce à ses yeux. « Ah ! soupire M. Rabin, si l'Europe pouvait se rapprocher au plus près de la position américaine ! Les Américains, eux, ne cherchent pas à nous imposer une solution. Ils savent que celle-ci devra émaner des parties en conflit. Il ne nous traitent pas en bébé, mais en Etat souverain. Lundi, le ministre israélien de la défense a été reçu par M. Rocard. L'atmosphère était bonne. Mais je ne prends pas que nous sommes tombés d'accord. J'ai simplement essayé d'expliquer ma position.

Une chose est sûre : la sagesse diplomatique va de pair, selon M. Rabin, avec la fermeté sur le terrain. « Chaque fois que notre armée s'est montrée délibérément plus discrète en Cisjordanie et à Gaza, cela a été perçu à tort comme un signe de faiblesse et le noyau extrémiste en a profité pour intensifier la violence. Les pierres et les bouteilles incendiaires ne nous feront pas reculer d'un millimètre. Nous avons l'habitude des guerres d'usure. Nous avons menée une pendant mille jours [sur le front égyptien, jusqu'en avril 1970]. Entre la violence et la négociation, les Palestiniens doivent choisir.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

Afrique

NAMIBIE : cinq mois avant les élections

Les exilés commencent à rentrer au pays

WINDHOEK
de notre envoyé spécial

Le retour d'exil commence. Environ sept cents réfugiés sont rentrés, lundi 12 juin, dans leur pays, la Namibie. Cette opération de rapatriement de six semaines est l'une des plus importantes effectuées par le Haut Commissariat aux réfugiés (HCR). Au total, quarante et un mille Namibiens sont autorisés à retrouver leur foyer grâce à la publication, la semaine dernière, d'une loi d'amnistie (le Monde du 8 juin).

Il y avait beaucoup d'enfants à bord du vol des lignes aériennes zambiennes qui s'est posé en fin de matinée sur l'aéroport de la capitale. Ils foulaient pour la première fois le sol de cette colonie sud-africaine qui n'est pas encore leur nation. De nombreux passagers ont fait leurs premiers pas sur le tarmac, le poing levé. Un poing timide qui n'est pas encore un signe de victoire. Il reste encore cinq mois à attendre pour connaître le résultat des élections prévues début novembre.

Un cortège silencieux s'est glissé dans l'aérogare pour le début d'une longue série de formalités. A l'extérieur du bâtiment, cent cinquante supporters de l'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain (SWAPO) sont venus accueillir « les camarades ». « Bienvenue aux combattants de la liberté », proclament les slogans lancés par cent foule qui chante et danse face aux « bérets bleus » kenyanais chargés de veiller à ce que tout se passe dans l'ordre. Ce ne sont cependant pas encore les soldats, seulement des civils. « Il n'y a aucun membre de la PLAN (armée populaire de libération de la Namibie), affirme M. Nicolas Bwakira, un Burundais responsable du HCR en Namibie. C'est un moment historique, la communauté internationale peut être fière.

De l'autre côté de la barrière

Les 150 premiers réfugiés s'engouffrent dans les autocars sans avoir la possibilité d'apercevoir si un de leurs proches est là. Direction, le camp de transit de Dobra, un village de cinq cent dix tentes installées dans l'enceinte d'une mission catholique, à une quinzaine de kilomètres de Windhoek. La nouvelle attente sur le sol poussiéreux avant de procéder à de nouvelles formalités. La patience s'apprend très vite en exil. Les bras chargés d'une couverture ou d'un oreiller, accompagnés d'un guide, ces apprentis d'un liberté nouvelle vont prendre possession de leur demeure provisoire.

La plupart viennent du camp de Nyango à la périphérie de Lusaka en Zambie. Esther David y a attendu neuf mois le jour « J », le jour de pouvoir revoir Windhoek qu'elle a quittée il y a onze ans en autobus vers le nord avant de franchir la frontière à pied. Esther avait vingt-quatre ans. Elle a décidé de partir parce qu'elle ne pouvait plus vivre sous le joug sud-africain. Elle n'en dira pas plus. Depuis, Esther n'a pas eu de nouvelles de sa famille. « Elle est peut-être là, de l'autre côté de la barrière. Je ne sais pas. »

Le camp de transit de Dobra, comme les quatre autres à travers le pays, n'est qu'un centre d'accueil provisoire. Les réfugiés ne peuvent y rester qu'une semaine de plus, le

temps de retrouver trace de leurs proches. Cinquante-deux centres secondaires sont prévus pour ceux qui n'ont pas de foyer. Un programme d'assistance d'un an a été mis en place par le conseil des Eglises namibiennes. Il est intitulé les « 3 R » (rapatriement, réinsertion, reconstruction). Le programme alimentaire mondial (PAM) fournira la nourriture. Tout a été méthodiquement organisé. Certes, les onze vols prévus lundi n'ont pas tous eu lieu. Seuls 700 des 1 374 réfugiés ont été rapatriés. Mais, il faut que cette opération, dont le coût s'élève à 38 millions de dollars, se mette en marche.

Le rapatriement doit, avant tout, être une action humanitaire. La politique reprendra ses droits plus tard, le 1er juillet, quand la campagne électorale débutera officiellement. Le responsable de celle-ci pour le SWAPO, M. Hage Geingob, doit arriver dès dimanche prochain en compagnie d'autres officiels du mouvement de libération. Aucune date n'a encore été fixée pour le retour du président, M. Sam Nujoma.

Pour l'instant, la Namibie commence à peine à accueillir ceux qui ont fui la répression et qui ont choisi l'exil pour mener leur combat. Ces déracinés vont être plongés très bientôt au centre de querelles politiques. Certains sont morts dans les camps de la SWAPO en Angola et en Zambie. D'autres ont été torturés, accusés d'être des espions à la solde de l'Afrique du Sud. Ces témoignages ne manquent pas d'être exploités par les adversaires locaux de la SWAPO. Comme est déjà contesté le chiffre de 41 000 recensé par le HCR.

La Commission internationale des droits de l'homme estime que 77 000 personnes ont quitté la Namibie. Ce chiffre est proche de celui qui avait été fourni à l'ONU par la SWAPO pour pouvoir bénéficier de l'aide internationale. Cette Commission demande donc qu'une enquête indépendante soit menée pour déterminer si ceux qui ont manifesté leur désir de ne pas rentrer l'ont fait de leur plein accord.

MICHEL BOLE-RICHARD.

● AFRIQUE DU SUD : pas de nouvelles sanctions de la CEE. La CEE a estimé inopportunes, lundi 12 juin à Luxembourg, de nouvelles sanctions dans l'immédiat contre l'Afrique du Sud, estimant qu'il fallait au préalable connaître les intentions du futur président sud-africain qui succèdera à M. Pieter Botha. Les ministres des affaires étrangères des Douze ont ainsi rejeté, du moins temporairement, la demande que venaient de leur présenter leurs homologues des six pays membres de la « ligne de front » - Angola, Botswana, Mozambique, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe - opposés au régime d'apartheid sud-africain. - (AFP.)

● SEYCHELLES : un troisième mandat pour le président René. - Le président des Seychelles, M. France Albert René, candidat unique, a été déclaré réélu, lundi 12 juin, pour un troisième mandat de cinq ans, à la suite d'élections qui se sont déroulées en fin de semaine dernière. Seul candidat du parti unique, le Front progressiste du peuple seychellois (SPPP), il a été élu avec 98,1 % des voix. - (AFP.)

IRAN Paris et Bonn décident de renvoyer leur ambassadeur à Téhéran

La France et la RFA ont annoncé, lundi 12 juin, le prochain retour de leur ambassadeur en Iran, que ces deux pays, comme l'ensemble de la Communauté, avaient rappelé en février dernier à la suite de l'affaire Raschid, cet écrivain britannique d'origine indienne « condamné à mort » par l'imam Khomeiny pour avoir écrit un livre, les *Verbes sataniques*, jugé « blasphématoire » envers l'islam. Contrairement à la majorité des pays de la CEE, Paris et Bonn n'avaient pas encore renvoyé leur ambassadeur, tandis que le représentant néerlandais a fait une brève apparition à Téhéran, avant d'en repartir. Quant à la Grande-Bretagne, elle n'entretient plus de relations diplomatiques avec l'Iran.

Si M. Roland Dumas a parlé d'un retour « prochain » à Téhéran de

M. Christian Graeff, le ministre ouest-allemand des affaires étrangères, cité par l'AFP, a indiqué que le retour des deux ambassadeurs se ferait dès mercredi. Le ministre français a évoqué, à l'appui de cette décision, le nouveau contexte politique iranien après la mort de l'imam Khomeiny et la préparation de l'élection présidentielle d'août prochain. Election à laquelle se présente - seul, pour le moment - M. Ali Akbar Hachemi Rafsanjani, président du Parlement et homme fort de l'Iran. M. Rafsanjani, réélu, lundi, pour un an à la présidence de l'Assemblée, avait lancé, le 5 mai dernier, un appel au meurtre d'Occidentaux, ce qui avait conduit Paris à retarder le retour de M. Graeff à Téhéran.

A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan 500 missiles SCUD auraient été livrés à Kaboul

Washington. - L'Union soviétique a livré cinq cents missiles SCUD et mille deux cents cargaisons d'armes par avion en Afghanistan depuis le retrait de ses troupes, le 15 février, a indiqué, lundi 12 juin, un haut responsable du département d'Etat. Trois cent trente sur les cinq cents missiles ont déjà été tirés, avec un effet psychologique non négligeable sur les moudjahidines, a indiqué ce responsable qui a reçu l'anonymat. Les armes envoyées par mille deux cents vols d'Ilyouchine-76 ne représentent qu'une partie de l'aide soviétique, le reste étant envoyé par la route, a-t-il ajouté.

Ce responsable a reconnu que le gouvernement prosoviétique de Kaboul avait pour le moment l'initiative face aux moudjahidines, notamment en raison de l'échec du siège de la ville de Jalealabad, à l'est du pays. Ce diplomate a cependant affirmé que la coordination entre les factions de la résistance s'améliorait et qu'il était trop tôt pour réviser les estimations des services de renseignement américains selon lesquelles le gouvernement de Kaboul tomberait dans six à douze mois après le retrait de l'Armée rouge. - (AFP.)

Maroc Rétablissement du trafic voyageurs avec l'Algérie

Interrompu depuis treize ans, le trafic ferroviaire pour les voyageurs entre le Maroc et l'Algérie a été rétabli dimanche 11 juin. Le transport des marchandises était assuré depuis septembre 1988, après la normalisation entre les deux pays. Deux jours auparavant, les ministres des transports marocain, algérien, tunisien et mauritanien avaient inauguré la nouvelle ligne à bord du « train de fraternité et de concorde » parti de Tlemcen, en Algérie, à destination d'Oujda, au Maroc.

Samedi, à Alger, dix représentants de chacun des cinq Parlements des pays maghrébins signataires du traité de l'Union du Maghreb arabe (UMA) ont participé à la première réunion du Conseil consultatif maghrébin, abouche d'un futur Parlement maghrébin prévu par ce traité, signé en février à Manassah.

Alors que se poursuit la réconciliation entre Rabat et Alger, le Front Polisario a annoncé la libération de deux cents prisonniers marocains, le 17 juin, ainsi qu'une seconde rencontre entre le roi Hassan II et une délégation sahraouie de haut niveau « avant le 22 juin ». Le communiqué du Polisario affirme que ce geste devrait créer « une atmosphère propice au succès de la mission » que va poursuivre, du 18 au 24 juin, le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Pérez de Cuellar, dans les différentes capitales de la région concernées par la question du Sahara occidental. - (AFP.)

Pérou Massacre de quarante-cinq paysans

Un commando d'une centaine de personnes armées, membres, selon toute vraisemblance, du mouvement de guérilla Sendero lumineux, ont lapidé et achevé à coups de pelles et autres instruments tranchants quarante-cinq paysans de deux villages de la province de Huancavelica, à 250 kilomètres au sud de Lima, a-t-on appris, lundi 12 juin, dans la capitale péruvienne.

Les victimes, qui avaient d'abord fait l'objet d'un « jugement populaire » en présence des communautés rassemblées de Chris et d'Esmeralda, avaient participé à des réunions en vue d'organiser des groupes d'autodéfense tels que le gouvernement tenta d'en promouvoir face au Sendero lumineux.

Le ministre de l'intérieur du président Alan García (APRA, social-démocrate), M. Agustín Mantilla, a récemment annoncé son intention de fournir des armes à ces groupes.

Le massacre de la province de Huancavelica est le plus sanglant commis au Pérou depuis le début de 1989. - (AFP, UPI.)

Tunisie Les islamistes haussent le ton

Les islamistes tunisiens haussent le ton après le refus opposé à leur demande de reconnaissance comme parti politique du mouvement Ennahdha (la Renaissance).

Dans un communiqué diffusé samedi 10 juin, le mouvement « conteste » cette décision (le Monde du 9 juin), qui « traduit une volonté d'exclusion et d'arbitraire », et « condamne » sa motivation, « et repose sur les séquelles d'une injustice flagrante de l'ancien régime ». C'est-à-dire la condamnation, en septembre 1987, de ses dirigeants qui, n'étant pas privés de leurs droits civiques et politiques, Ennahdha demande la révision de la décision gouvernementale, qu'il estime de nature « à mettre en doute la crédibilité du pouvoir ».

Après s'être étonné du retard apporté dans l'établissement de la loi portant amnistie générale (promise en avril dernier par le chef de l'Etat), qu'elle assimile à « une manœuvre dilatoire », la direction du mouvement « prend l'engagement, vis-à-vis des masses populaires, de poursuivre sa lutte en vue de réaliser ses revendications légitimes de liberté, de dignité et de justice ».

Reste à savoir si ce texte doit être considéré comme une réelle mise en garde au pouvoir ou comme un exutoire à l'insurrection des tendances les plus radicales du mouvement.

M. D.

La manipulation du cerveau humain : nouvelle conquête ou grande peur du XXI^e siècle ?

LARRY COLLINS
Dédale

Fondé sur une enquête planétaire, LE PREMIER ROMAN DU TROISIEME TYPE

ROBERT LAFFONT
des livres ouverts sur la vie

مكتبة الأصيل

Amériques

ARGENTINE : la débâcle économique

Le président Raul Alfonsín annonce qu'il démissionnera le 30 juin

Buenos-Aires
de notre correspondante

Face à une situation économique de plus en plus incontrôlable, le président argentin Raul Alfonsín a annoncé, lundi 12 juin, qu'il démissionnerait de ses fonctions le 30 juin. Dans une allocution télévisée relativement brève, M. Alfonsín a indiqué qu'il demanderait « à chacun de ses ministres d'informier immédiatement et en détail ceux qui sont déjà désignés pour leur succéder ». Le chef d'Etat s'est aussi engagé à permettre l'adoption par l'Assemblée nationale — où les radicaux détiennent la majorité jusqu'au 10 décembre — des futurs projets de loi proposés par son successeur. En réponse aux accusations répétées de corruption lancées ces derniers mois par les péronistes contre son mouvement, il a indiqué avoir ordonné une « enquête exhaustive de tous les actes administratifs effectués pendant sa gestion ».

Le président élu le 14 mai dernier, M. Carlos Saul Menem, qui ne devait prendre ses fonctions que le 10 décembre prochain, a exprimé sa surprise de sa province de La Rioja où il était réuni avec son cabinet. Les discussions sur une éventuelle passation de pouvoir anticipée n'étant pas, selon lui, terminées, il en a conclu que la décision « unitaire » du chef de l'Etat était « impossible à appliquer ».

Selon la Constitution, c'est le président du Sénat, M. Eduardo Menem, le frère du président élu, qui sera chargé dans les prochains jours de réunir les parlementaires pour que ceux-ci désignent parmi eux et les gouverneurs élus le futur président intérimaire. A moins que Carlos Menem ne se décide à assumer immédiatement le pouvoir, au moment où le pays se trouve dans une situation catastrophique.

L'Argentine ne peut en effet plus attendre. L'inflation a atteint en mai le chiffre record de près de 80 %, soit deux fois plus que le mois précédent, et les prévisions annoncent 100 % pour juin. Les conséquences dans la vie quotidienne de cette érosion des salaires poussent les Argentins à des remèdes auxquels ils sont,

certes, habitués, mais qui touchent aujourd'hui à l'absurde. Un costume de bonne qualité vaut aujourd'hui aussi cher qu'une petite voiture en février. Le dollar continue de grimper, il se changeait lundi au marché noir à 350 australs, au lieu des 180 du taux officiel. Pour les petits salaires, c'est la lutte pour la survie. Il n'y a d'autre solution que de courir les magasins pour essayer de trouver celui qui n'aura pas encore eu le temps, ce matin, de remarquer ses prix.

Les salaires moyens deviennent insuffisants. De plus en plus d'Argentins, traditionnellement à l'abri du besoin, souffrent aujourd'hui de la pauvreté et, parmi eux, les militaires. Ce qui constitue d'ailleurs une des raisons pour lesquelles ceux-ci n'ont pas voulu intervenir à Rosario et dans la banlieue de Buenos-Aires, lors des pillages de la fin du mois dernier. Beaucoup d'entre eux avaient de la famille dans les bidonvilles où se sont produits les troubles.

La gauche, bon émissaire

Des raisons, il y en a d'autre évidemment. La principale est que les chefs militaires, qui ont gardé une solide rancune contre le président Alfonsín, — proche pour atteindre aux droits de l'homme sous la dictature, réduction du budget, des soldes, et des effectifs de l'armée — n'étaient pas disposés à lui apporter leur aide.

A l'heure des bilans, il est un terrain sur lequel péronistes, radicaux et militaires, ont réussi à se mettre d'accord, c'est l'éternelle lutte contre la gauche, bon émissaire après la vague d'émeutes de la faim qui a amené le pays au bord du gouffre. « Ce ne sont pas une centaine de trotskistes qui vont faire la loi », avait déclaré le président Alfonsín au lendemain des événements, rejetant ainsi la faute sur les plus faibles et niant du même coup la responsabilité de l'échec de la politique économique. Aussitôt, commençait ce que la gauche appelle « la chasse aux sorcières » avec l'arrestation d'une vingtaine de dirigeants trotskistes, dont le candidat du Parti

ouvrier (PO) à l'élection présidentielle du mois dernier, M. Jorge Altamira. Les locaux du parti ont été fermés et les documents qui s'y trouvaient confisqués.

Selon tous les témoignages, les quartiers pauvres d'où sont parties les émeutes de la faim ont été, et sont encore, le terrain idéal pour les infiltrés de tous bords. On y a signalé autant de militants de gauche que de membres de l'armée ou des services de renseignement. Ces événements ne servent en tout cas pas les intérêts de la gauche argentine. Erratique, mise à mal par l'attaque de la caserne de la Tablada par un groupe d'extrême gauche en janvier dernier, elle avait laborieusement regagné quelques points lors des élections du mois dernier avec une moyenne de 5 % des voix.

L'armée, en revanche, se trouve renforcée dans sa position. « La subversion n'est pas morte », ne cesse-t-elle de répéter, justifiant ainsi à la fois sa lutte passée et son rôle actuel. Elle n'a d'ailleurs à espérer de l'avenir que des satisfactions. En effet, le ministre de la défense choisit par M. Menem, M. Italo Luder, l'ancien candidat à l'élection présidentielle de 1983, vaincu alors par M. Alfonsín, est l'homme qui a signé le décret ordonnant aux forces armées d'« annihiler la subversion », décret sur lequel se fondent les militaires pour justifier les dix mille morts et disparus de la « guerre sale ». Il considère que la politique du gouvernement de M. Alfonsín a converti l'armée en « un ghetto de gens pleins de rancune ».

Mais lundi, on n'en était plus aux conditions. M. Menem a prévenu : « Le peuple est dans une situation difficile et il risque de perdre la patience dont il a fait preuve jusqu'à présent ». Il a rejeté la responsabilité de la crise sur le mouvement radical. « Il y a neuf millions de pauvres en Argentine, a-t-il déclaré, contre trois millions en 1983, quand le président Alfonsín a pris le pouvoir. Je n'aurais jamais pensé qu'un ouvrier argentin pourrait arriver à ne gagner que 20 dollars par mois, un des salaires les plus bas du monde ».

CATHERINE DERIVERY.

JAMAÏQUE : la visite à Paris de M. Michael Manley

La conversion d'un premier ministre socialiste aux lois du marché international

M. Michael Manley, premier ministre de la Jamaïque, a beaucoup changé. De longue date ses compagnons en Internationale socialiste, MM. Michel Rocard et Pierre Mauroy, qui le recevaient à Paris, lundi 12 juin, n'auraient pu manquer de le noter. Il demeure certes, à soixante-cinq ans, cet homme fin, élégant, qui, pour être de complexion blanche, n'en a pas moins continuellement séduit depuis trente-sept ans comme syndicaliste d'abord, puis comme homme politique — un pays dont 95 % des 2,3 millions d'habitants sont noirs. Même ses adversaires conservateurs du JLP (le parti de son vieil adversaire Edward Seaga) reconnaissent son charisme. Mais le discours de M. Manley a beaucoup changé depuis ces années 70 où, premier ministre déjà pour deux mandats consécutifs, il lançait des philippiques contre le Fonds monétaire international, recevait M. Fidel Castro à Kingston et défendait le « nouvel ordre économique international » face à Washington.

« Jouer le jeu »

« Nous avons réévalué notre stratégie, admet-il devant nous. Alors nous pensons que notre développement économique pouvait être fondé partiellement sur le secteur privé et partiellement sur l'action de l'Etat. Cette formule n'a pas bien marché. Désormais, nous estimons que les choses vont mieux si nous confions le soin de notre croissance aux

entreprises et utilisons les modestes ressources de notre Etat à développer des infrastructures et à créer et maintenir un climat permettant aux capitaux de travailler convenablement ».

Est-ce M. Manley qui a changé ou bien la planète autour de lui ? Dans le tiers-monde, en effet, une notable partie des leaders mêmes les plus progressistes ont désormais dressé le bilan des politiques des années 70 et de la situation des années 80. Et, face à l'ampleur de la crise — que symbolise sans la résumer la fameuse question de la « dette extérieure » — des socialistes ont opéré, contraints et forcés, une révision déclinante : le seul moyen, s'il en reste, de n'être ni emportés par des extrémismes de l'un ou (et) l'autre bord, ni progressivement marginalisés par la rapide évolution de l'économie mondiale, c'est de se (re)mettre sur le marché international.

Ainsi, à l'instar par exemple de plusieurs gouvernements latino-américains, M. Manley estime-t-il désormais qu'il est, tout compte fait, préférable de « jouer le jeu » des institutions internationales chargées d'administrer la dette du tiers-monde, le FMI par exemple. Le premier ministre jamaïcain a d'ailleurs rencontré, lors de son bref passage dans la capitale française, M. Jean-Claude Trichet, directeur du Trésor et président du Club de Paris.

Comme tant d'autres pays très endettés, en effet (4,5 milliards de dollars, une sorte de record par tête), l'île caraïbe anglophone tente d'obtenir par tous les moyens une diminution de son fardeau. Mais elle paiera. Elle cessera.

L'aide de la France

M. Manley donne d'ailleurs par avance à son principal créancier (les Etats-Unis, bien entendu) de sérieux gages. Tout d'abord, il a décidé de placer la question de la dette — cette obsession américaine — au cœur de ses propres préoccupations. C'est méritoire dans un pays dont une notable partie de la jeunesse fume peu ou prou la ganja, et par où transite plus d'un

chargement de cette marijuana et d'autres produits prohibés vers le grand marché des Etats-Unis. M. Manley admet même que, en des circonstances certes exceptionnelles, des accords bilatéraux puissent autoriser un pays tiers à dépêcher des moyens militaires pour aider une petite nation telle que la sienne, si elle venait à être suffoquée par la puissance de cartels de trafiquants.

Le PNP de M. Manley, en outre, fait partie de ces partis socialistes des Amériques qui défendent, lors de la prochaine réunion de l'Internationale à Stockholm les 20, 21 et 22 juin, la thèse de la suspension du PRD panaméen au pouvoir « si le général Noriega n'a pas démissionné avant ».

Et M. Fidel Castro, quel rôle peut-il jouer dans « le climat désormais très favorable » de la Caraïbe, où l'accent principal est très fortement mis, désormais, sur la croissance ?

« Son économie, ses centres d'intérêt sont tournés ailleurs, observe M. Manley, mais il y a un domaine où il pourrait être utile à tous : c'est en participant à la lutte contre la drogue, un problème qui intéresse tous les pays ».

Et que peut la France pour la Jamaïque ? « Les propositions de M. François Mitterrand sur la dette nous ont déjà apparues très positives. Nous avons par ailleurs besoin que la CEE ne nous ferme pas ses marchés. C'est vital par exemple pour nos bananes et en général pour nos exportations agricoles (1). Par ailleurs, la France nous offre une importante aide technique pour le développement de nos ressources hydroélectriques ».

De fait, la Jamaïque doit aujourd'hui limiter sa production d'alumine à partir de cette bauxite qui fournit l'essentiel de ses ressources en devises, en raison, principalement, d'une pénurie d'énergie. Des rumeurs ont même couru à Kingston que l'île caraïbe serait intéressée par une petite centrale nucléaire.

JEAN-PIERRE CLERC.

(1) La Jamaïque est aussi un gros producteur de café et de canne à sucre.

Europe

La visite à Bonn du numéro un soviétique

Désarmement : M. Gorbatchev se félicite du rôle joué par l'Allemagne fédérale

(Suite de la première page.)

M. Gorbatchev s'est laissé guider, parfois souriant, mais le plus souvent l'air grave, dans les divers lieux de la capitale fédérale où le condamnait le parcours officiel : à la villa Hammerschmidt, résidence du président fédéral, Richard von Weizsäcker, où lui furent rendus les honneurs militaires, à la chancellerie où il eut un premier entretien de plus de deux heures avec M. Kohl, à l'ambassade soviétique enfin, où il s'était réservé une plage de temps en fin d'après-midi pour suivre l'évolution de la situation dans son pays.

Le coup d'envoi politique de la visite fut vainement donné à 19 h 30, à l'occasion des toasts prononcés par M. Kohl et Gorbatchev, en ouverture du banquet officiel. Le chancelier, après avoir constaté que « la bonne graine semée en automne [lors de sa visite à Moscou] pouvait maintenant être récoltée », a déclaré que la RFA, « en tant que membre de l'alliance occidentale », se félicitait de voir l'URSS « d'ouvrir, à l'initiative soviétique, à l'extérieur, à l'indépendance et de droit, vers plus de compréhension par delà les frontières qui jusque-là divisaient ». Après avoir rappelé les décisions prises au sommet de l'OTAN de Bruxelles — négociation sur une suppression partielle des armes nucléaires à courte portée stationnées en Europe, en liaison avec le progrès des négociations sur le désarmement conventionnel, le chancelier a demandé « de manière pressante » à son hôte de « faciliter les négociations en procédant à un désarmement unilatéral dans le domaine des armes nucléaires à courte portée », car, a-t-il ajouté, « c'est là que la supériorité des forces du pacte de Varsovie est particulièrement préoccupante ».

Le chancelier a ensuite rappelé que cette année convenait particulièrement à l'évocation de ce « désir de paix qui anime notre peuple. Voici cinquante ans, a-t-il dit, commençait la Seconde Guerre mondiale, avec l'attaque de la Pologne, qui venait d'être, pour la quatrième fois, partagée à l'occasion d'un pacte honteux. Nous, Allemands, sommes conscients que la mort et la destruction, le malheur et la misère ont été provoqués en notre nom et par notre main ».

Ce rappel du passé effectué — l'allusion au « honteux » pacte germano-soviétique renvoyant à un débat très actuel sur le statut des pays baltes, — le chancelier Kohl a abordé la « question allemande » en ces termes : « Le sentiment d'appartenance commune des Allemands de l'Ouest et de l'Est reste intact. Nous ressentons la persistance de la division comme une blessure ouverte. (...) Le peuple allemand manifeste sa volonté de parvenir, dans le cadre d'une libre autodétermination, à l'unité et à la liberté de l'Allemagne, qui pourrait ainsi servir la paix dans le monde comme membre de la communauté d'une Europe unie. » Le chancelier précisait cependant, à

l'intention de ceux qui se font quel que souci sur les objectifs réels de la politique allemande, que son pays « était allié au sein de l'OTAN avec des Etats qui se reconnaissent dans les valeurs de liberté et de démocratie et intégré dans une communauté européenne comprenant aujourd'hui douze Etats. Ces liens ne sauraient être remis en cause ».

« Une réponse sérieuse et concrète »

La réponse de M. Gorbatchev alla, comme il en a coutume, droit au fait, sans s'embarasser de précautions oratoires. Il s'agissait de formuler une première réponse au nouveau « concept global » de l'OTAN élaboré à Bruxelles le 30 mai dernier. Celui-ci constitue « une réponse sérieuse et concrète à notre grande initiative de désarmement », a-t-il affirmé. Sur le problème du désarmement, nous constatons

pas convaincus par les arguments qui excluent notre proposition de mener parallèlement ces négociations à celles qui se déroulent sur le désarmement conventionnel ».

Habile Mikhaïl Gorbatchev ! Les critiques qu'il formulait, ainsi au compromis de Bruxelles recouper totalement les préoccupations de la RFA, telles qu'elles avaient été formulées par M. Genscher dans la période d'après discussions menées avec les Etats-Unis avant le sommet de Bruxelles. Le chef de l'Etat soviétique est ainsi apparu comme le défenseur de la « position allemande » sur le désarmement, en réclamant à nouveau que ne soit pas a priori exclue l'hypothèse d'une troisième option zéro concernant les armements nucléaires à courte portée, et qui ne font pas dépendre la négociation sur ce type d'armes des progrès enregistrés dans le domaine des armements conventionnels.

Qu'allait dire M. Gorbatchev sur la « question allemande » et sur Ber-



avec satisfaction que les Etats-Unis et l'OTAN se sont déclarés favorables à une réduction des troupes en Europe. Il est encourageant que l'on se soit déclaré prêt à réduire ses propres moyens offensifs, et à ne plus seulement exiger que nous le fassions. (...) Nous savons apprécier à sa juste valeur la position de la République fédérale, qui a contribué à l'élaboration des décisions prises à Bruxelles. (...) Mais, une fois les bases posées, M. Gorbatchev s'est néanmoins déclaré « particulièrement soucieux » du fait que les décisions de Bruxelles « tendaient à perpétuer la politique de dissuasion nucléaire. Un ordre de paix en Europe n'a pas besoin de dissuasion nucléaire, mais une élimination de ces armes. La question de la mise à l'écart des moyens nucléaires tactiques ne doit pas disparaître de l'ordre du jour. Nous sommes persuadés qu'il n'y a pas de raison de retarder les négociations sur ce type d'armes. Dans cette nouvelle atmosphère, qui est devenue la réalité des relations internationales, nous ne sommes

lin ? Allait-il, comme ce fut le cas à Moscou lors de la visite du chancelier renvoyer, le problème à l'évolution de l'histoire ? Le chef de l'Etat soviétique fut d'une exemplaire discrétion sur ce thème. Le nom de l'ex-capital du Reich ne fut pas une seule fois prononcé par lui au cours des douze premières heures de son séjour à Bonn. L'existence de l'autre Etat allemand fut évoquée en ces termes : « La RDA et sa conscience d'avoir une responsabilité particulière pour le maintien de la paix au milieu de notre continent sont un facteur stable du processus d'élucidation ». C'était, en quelque sorte, le service minimum sur une question où l'on attend beaucoup de lui. Il reste cependant encore trois jours à M. Gorbatchev pour préciser sa pensée. Du côté des officiels soviétiques, on laisse entendre que M. Gorbatchev s'exprimera sur cette question « si on l'interroge », ce qui sera certainement le cas lors de la conférence de presse qu'il tiendra à Bonn, jeudi 15 juin.

LUC ROSENZWEIG.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27

Tél. MONDOPAR 650572 F

Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-99-81

ABONNEMENTS

BP 50709 75427 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF FRANCE BENELUX SUISSE AUTRES PAYS

3 mois 365 F 399 F 504 F 700 F

6 mois 720 F 762 F 972 F 1 400 F

9 mois 1 030 F 1 089 F 1 404 F 2 040 F

1 an 1 300 F 1 380 F 1 800 F 2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne (tarif sur demande)

Pour vous abonner, RENVoyer CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

PORTAGE : pour tous renseignements Tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde

5, rue de Montigny, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-51 et 45-55-91-71

Tél. MONDPUB 286 136 F

Imprimé en France

7, rue des Italiens, PARIS-IX

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montigny, 75007 PARIS

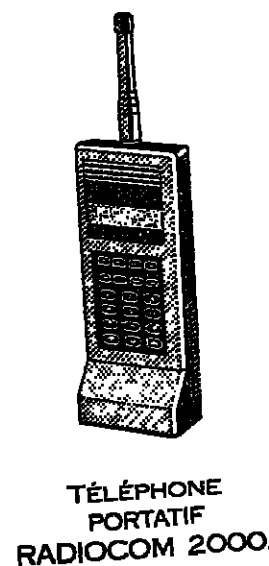
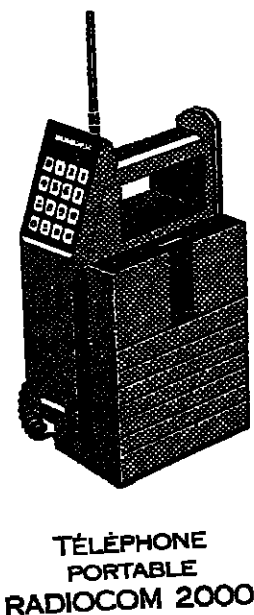
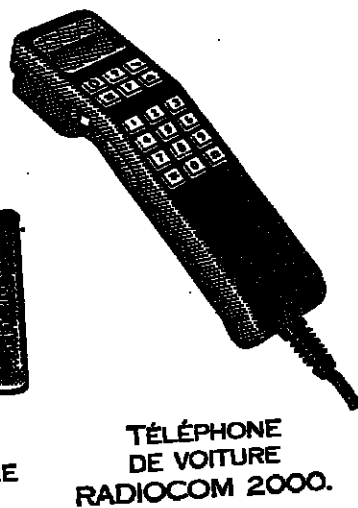
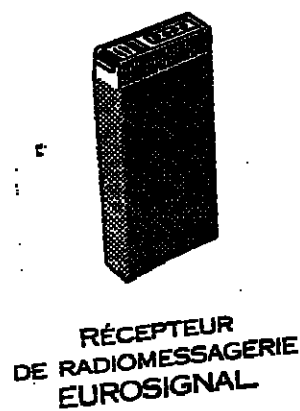
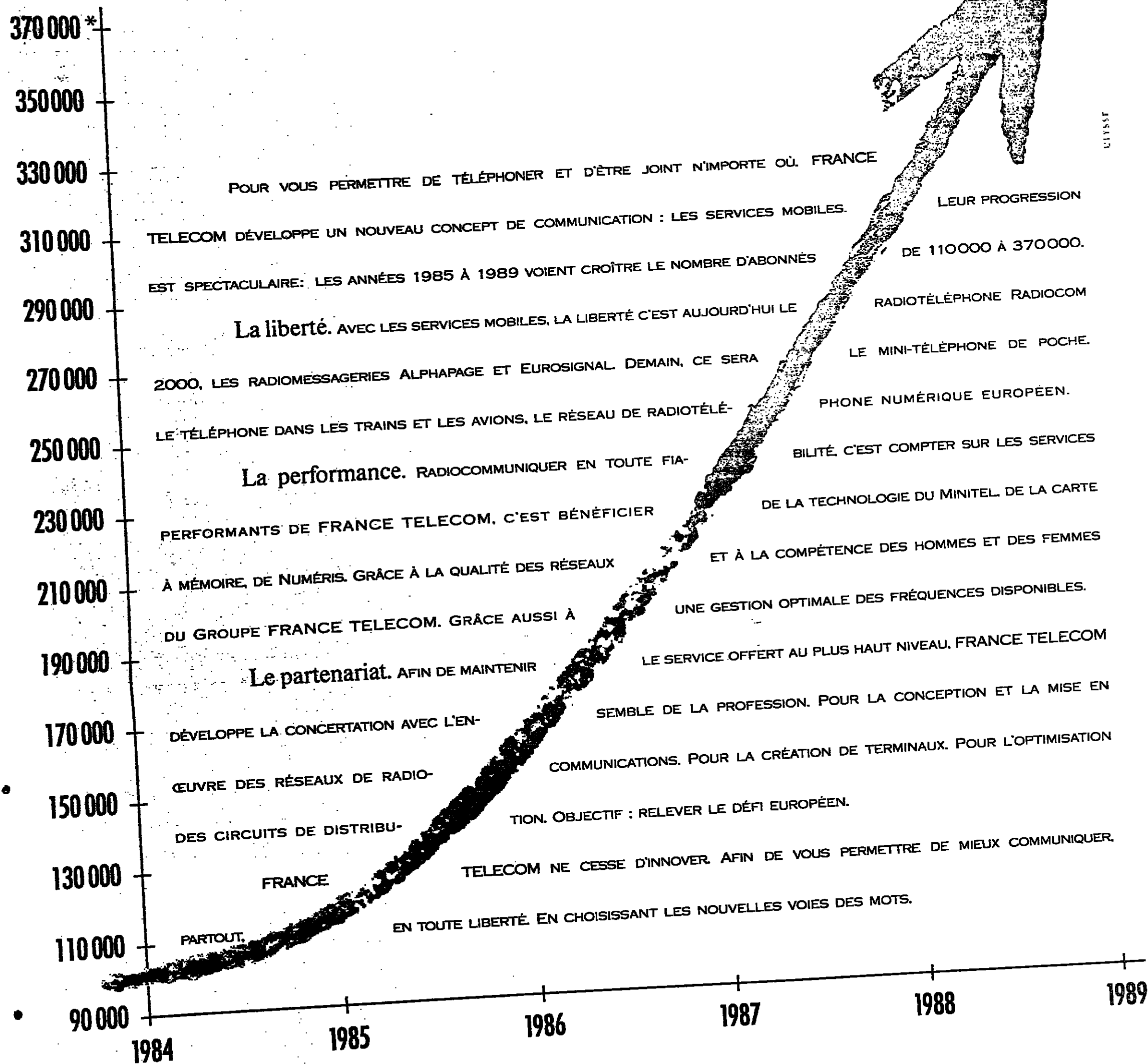
Tél. : (1) 45-55-91-51 et 45-55-91-71

Tél. MONDPUB 286 136 F

Imprimé en France

7, rue des Italiens, PARIS-IX

Les Nouvelles Voies des Mots



FRANCE TELECOM 
UN AVENIR D'AVANCE

* NOMBRE D'ABONNÉS AUX SERVICES MOBILES.

مكتبة مصر، الأقصر

Europe

URSS : les troubles en Ouzbékistan

Les Meskhs sont évacués vers d'autres Républiques

Le Kremlin a décidé de monter en première ligne dans les troubles qui se poursuivent en Ouzbékistan, en déplaçant sur place, lundi 12 juin, le premier ministre, M. Nikolai Ryjkov, de plus en plus utilisé comme pompier volant chaque fois que les difficultés s'accumulent quelque part. Commencée il y a mainte-

nant dix jours dans la ville de Fergana, la chasse aux Meskhs par des bandes d'Ouzbeks s'est étendue à plusieurs régions de la République d'Ouzbékistan, faisant jusqu'à présent une centaine de morts. Plusieurs centaines, si l'on en croit des sources non officielles à Moscou.

Devant la gravité de la situation, une vaste opération d'évacuation de la population meskh, dont 77 000 membres vivent en Ouzbékistan, a été déclenchée, a indiqué la Pravda, la plupart sont envoyés pour le moment vers la République de Russie. Les Meskhs avaient été déportés sous Staline de Géorgie et réinstallés depuis leur retour dans cette République. La télévision soviétique a annoncé qu'un véritable pont aérien avait été mis en place pour évacuer 17 000 Meskhs amenés à l'aéroport de Fergana en convois de bus escortés par des véhicules blindés. Elle a diffusé des images montrant des files de réfugiés faisant la queue avec des ballots dans les bâtiments de l'aéroport ; 2 000 Meskhs qui s'étaient réfugiés dans la République voisine du Tadjikistan, où des troubles sont également signalés, ont également dû être transférés vers une autre destination.

La plupart de ces réfugiés avaient été provisoirement regroupés dans des camps de fortune dans des conditions extrêmement sommaires. Il semble que la décision de les évacuer ait été prise après plusieurs attaques d'Ouzbeks contre ces camps.

Des affrontements armés entre forces de sécurité et Ouzbeks avaient fait six morts au cours du week-end. Le plus grave d'entre eux s'est produit près de la ville de Kokand. Une colonne de voitures et de camions avec 400 personnes à bord a tenté samedi soir de prendre d'assaut un camp abritant près de 2 000 réfugiés meskhs dans les montagnes dominantes de la ville. Les autorités ont dû déployer quatre hélicoptères remplis de membres des forces anti-sécessionnistes pour tenter de les arrêter en se posant en travers de leur chemin. Une fusillade a éclaté. Deux des assaillants ont été tués et cinq autres blessés. Les autres, profitant de l'obscurité, se sont enfuis dans la nature. Tous les réfugiés du camp, soit 1 990 personnes, ont été aussitôt évacués. Dans la ville ouzbèke de Margilan, un policier a tué, dimanche, un homme qui essayait de s'emparer de son arme. A Kokand, dimanche également, une patrouille a tué un motocycliste et blessé un autre homme qui avaient ouvert le feu sur elle avec un fusil à canon scié. Dans la ville de Namangan, au nord de Fergana, plus de 300 Ouzbeks de seize à trente ans ont tenté d'attaquer la gare, jetant des pierres sur les militaires.

La venue de Ryjkov en Asie centrale traduit l'inquiétude de Moscou devant les risques de débordements incontrôlés. Le chef du gouvernement soviétique a visité lundi la ville de Fergana, rencontrant des habitants et des responsables de la région. Il est accompagné dans son voyage de M. Viktor Tchebrikov, membre du bureau politique et président de la commission juridique du comité central. M. Tchebrikov est également l'ancien responsable du comité d'Etat à la sécurité (KGB).

La presse soviétique relève que les affrontements prennent désormais une coloration anti-russe et ouvertement islamique. « Il est clair que ce n'est pas seulement sur les Meskhs qu'il y a des tensions », portent leurs armes », estimait lundi l'agence Tass. « Il suffit de citer certains de leurs slogans : « L'Ouzbékistan aux Ouzbeks ! », « Débarrassons-nous de la racaille ! », « Que crévent les Turcs et les Russes ! », « Vive le drapeau islamique ! ».

Soulignant le caractère très organisé des émeutes, des responsables et des journaux soviétiques ont aussi laissé entendre que les troubles ont pu être attisés par de puissants groupes appartenant au crime organisé local. — (AFP, Reuter.)

Annoncée par M. Ryjkov devant le Soviet suprême

La réduction du gouvernement soviétique satisfait une vieille revendication des réformateurs

La réduction du gouvernement soviétique évoquée à la fin de la semaine dernière par M. Ryjkov (nos dernières éditions du 13 juin) satisfait tardivement une vieille revendication des réformateurs à Moscou. Dès la conférence du parti l'an dernier, plusieurs d'entre eux avaient insisté sur la réduction des appareils ministériels commencée en 1985. Des 100 membres du cabinet constitué à l'issue des dernières élections nationales de 1984, sous Tchernomir, et qui n'était en fait que la reconstitution pure et simple de l'ancienne équipe brejnevienne, il n'en restait plus que 26 dans le gouvernement actuel, et ce nombre va tomber à 10 ans dans le prochain cabinet. Cela signifie que 16 ministres ou vice-présidents du gouvernement dont plusieurs siègent aussi au comité central du parti, vont prendre le chemin de la retraite : aujourd'hui 63 membres du gouvernement sont membres ou suppléants du « Parlement » du parti, qui a déjà été purgé en avril d'une bonne centaine d'« âmes mortes », anciens responsables mis à la retraite ou sur la touche.

La liste complète du cabinet n'a pas été encore publiée, mais l'on connaît déjà les noms de ses principaux membres. Parmi les premiers vice-présidents du conseil, seul M. Maslouchov, (Gosplan), est maintenu dans ses fonctions. Est éliminé en revanche M. Mourakhtski, responsable des affaires agricoles, qui avait été très critiqué ces derniers temps, bien qu'il soit un fidèle de M. Gorbatchev. Mais il est remplacé par un autre associé du secrétaire général, M. Vladimir Kalachnikov, un ancien de la région de Stavropol lui aussi, aujourd'hui chef du parti dans la région de Volgograd. M. Lev Voronine, ancien vice-président du conseil, sera promu à la fonction de premier vice-président, en charge des affaires générales.

En dehors de M. Abalkine, l'économiste réformateur qui va devenir l'un des 10 vice-présidents du conseil, on note la promotion au même poste d'un autre académicien, M. Laverov. Au total, selon M. Ryjkov, le cabinet devrait compter, sur 70 personnes, 6 membres ou membres correspondants de l'Académie des sciences et 23 titulaires de grades universitaires. On comptera par ailleurs 5 ministres âgés de moins de cinquante ans (contre un seul aujourd'hui) et 13 membres de plus de soixante ans, contre 35 aujourd'hui et... 61 (une majorité) dans le gouvernement de 1984.

La distribution, au sein du Soviet suprême, des postes de présidents de commission (une pour chaque Chambre) et de comité communs aux deux Chambres) n'est pas encore achevée, mais l'on a déjà vu apparaître un comité pour « les affaires de la défense et de la sécurité d'Etat ». Là encore, cette nomination répond à une vieille demande des réformateurs, mais elle ne devrait pas annoncer trop de mauvaises surprises aux représentants du complexe militaro-industriel ni, sans doute, au KGB : la présidence de ce comité, M. Vladimir Lopyguine, est en effet un « constructeur général », membre éminent dudit complexe, qui a notamment contribué à la création de divers missiles militaires auprès des constructeurs d'armes Glouchko et Nadiradze.

responsable des affaires agricoles, qui avait été très critiqué ces derniers temps, bien qu'il soit un fidèle de M. Gorbatchev. Mais il est remplacé par un autre associé du secrétaire général, M. Vladimir Kalachnikov, un ancien de la région de Stavropol lui aussi, aujourd'hui chef du parti dans la région de Volgograd. M. Lev Voronine, ancien vice-président du conseil, sera promu à la fonction de premier vice-président, en charge des affaires générales.

En dehors de M. Abalkine, l'économiste réformateur qui va devenir l'un des 10 vice-présidents du conseil, on note la promotion au même poste d'un autre académicien, M. Laverov. Au total, selon M. Ryjkov, le cabinet devrait compter, sur 70 personnes, 6 membres ou membres correspondants de l'Académie des sciences et 23 titulaires de grades universitaires. On comptera par ailleurs 5 ministres âgés de moins de cinquante ans (contre un seul aujourd'hui) et 13 membres de plus de soixante ans, contre 35 aujourd'hui et... 61 (une majorité) dans le gouvernement de 1984.

La distribution, au sein du Soviet suprême, des postes de présidents de commission (une pour chaque Chambre) et de comité communs aux deux Chambres) n'est pas encore achevée, mais l'on a déjà vu apparaître un comité pour « les affaires de la défense et de la sécurité d'Etat ». Là encore, cette nomination répond à une vieille demande des réformateurs, mais elle ne devrait pas annoncer trop de mauvaises surprises aux représentants du complexe militaro-industriel ni, sans doute, au KGB : la présidence de ce comité, M. Vladimir Lopyguine, est en effet un « constructeur général », membre éminent dudit complexe, qui a notamment contribué à la création de divers missiles militaires auprès des constructeurs d'armes Glouchko et Nadiradze.

MICHEL TATU.

M. Jean-Marie Ménilon ambassadeur à Moscou

M. Jean-Marie Ménilon a été nommé ambassadeur à Moscou en remplacement de M. Yves Fagniez, a annoncé lundi 12 juin le ministère des affaires étrangères.

[Né le 12 février 1926, licencié de lettres, diplômé de l'Ecole libre des sciences politiques, ancien élève de l'ENA, M. Ménilon a occupé diverses fonctions à l'administration centrale (Factes, direction Europe à deux reprises, affaires africaines et malgaches) ainsi qu'au cabinet de M. M. Bettencourt (1954-1955) et Pinet (1956-1957). Il a été affecté à Rome de 1957 à 1963, puis comme ambassadeur à Amman (1968-1973), à Saigon (1973-1975) et à Athènes (1975-1977). Revenu à l'administration centrale comme directeur des affaires politiques jusqu'en 1979, M. Ménilon a ensuite été nommé ambassadeur à Alger, puis, en 1982, représentant permanent de la France auprès de l'OTAN à Bruxelles jusqu'en décembre 1984. Il était ambassadeur à Berne depuis novembre 1985.]

GRANDE-BRETAGNE : la préparation des élections européennes



M^{me} Thatcher pâtit dans les sondages de ses emportements contre les « bureaucrates » de Bruxelles

NOTTINGHAM de notre envoyé spécial

« C'est surtout pour la télévision », avait prévenu un des organisateurs dans l'autocar réservé à la presse. De fait, le deuxième et dernier meeting en province de M^{me} Margaret Thatcher avant les élections européennes, qui ont lieu ici le 15 juin, n'avait pas attiré, lundi 12, plus de six cents personnes dans le théâtre municipal de Nottingham. M^{me} Thatcher n'était qu'à une quarantaine de kilomètres de sa ville natale, Grantham, qu'elle ne visite d'ailleurs plus guère, mais elle s'est gardée de toute allusion à ce sujet.

La moyenne de l'auditoire était plutôt d'âge mûr. Le chanteur, plus jeune lui, son plus, avait choisi des succès d'antan d'Elvis Presley, parfaitement adaptés à son public. Le clou du spectacle était constitué par des lasers décomposant des formes changeantes dans les augeux de fumée, montaient des feux de Bengale allumés sur la scène. M^{me} Thatcher a fait son entrée au son de l'hymne à la joie de Beethoven, interprété dans une version pop fort peu orthodoxe. Que ne faut-il pas faire pour capter l'attention de l'électeur britannique, resté très indifférent.

On s'attendait, sur la foi de quelques confidences distillées par son entourage, qu'elle modère ses attaques contre les « bureaucrates » de Bruxelles, lesquelles sont à l'origine de la récente et considérable chute des conservateurs dans les sondages. Il n'en a rien été. M^{me} Thatcher est plus combative que jamais. « Nous ne sommes pas entrés dans l'Europe pour être avalés par un conglomerat bureaucratique », « L'Europe ne doit pas régir nos vies dans ses moindres détails », « Nous n'avons pas repoussé les frontières du socialisme dans ce pays pour nous les voir imposer de nouveau à partir de Bruxelles ». Telles ont été quelques-unes de ses tirades, désormais familières, contre les partisans du « super-Etat » européen.

L'avance des travaillistes

Le dernier sondage Gallup, publié le 12 juin, est inquiétant. Il donne quinze points d'avance aux travaillistes, qui recueilleraient 44 % des voix contre 29 % aux conservateurs, 10 % aux Verts (lesquels feraient ainsi une percée décisive), tandis que le reste s'éparpillerait entre les centristes, décidément en pleine

dégringolade (5 %) et les divers nationalistes régionaux. Personne ne se hasarde à donner un pronostic pour le nombre de sièges, car le Royaume-Uni est le seul pays des Douze à recourir, pour les européennes, au scrutin majoritaire uninominal.

Les conservateurs avaient obtenu 50 % des voix en 1979 et 40 % en 1984, contre respectivement 33 % et 36 % aux travaillistes. Il paraît désormais probable que les Tories perdront à nouveau des sièges au Parlement de Strasbourg, où ils

« Ted Heath avait eu l'imagination nécessaire pour faire entrer la Grande-Bretagne dans l'Europe ». C'était en 1972. Elle oubliait régulièrement jusqu'ici de mentionner ce point d'histoire.

« N'oubliez pas de voter : ne faites pas l'erreur de penser que cette élection est sans importance », a-t-elle répété lundi à Nottingham. N'est-ce pas un peu tard ? Le premier ministre n'a pas, c'est le moins qu'on puisse dire, fait campagne très activement. C'est plutôt M. Heath qui a réveillé l'opinion. Comment, dans ces conditions, appeler de façon convaincante à lutter contre les sirènes de l'abstention ?

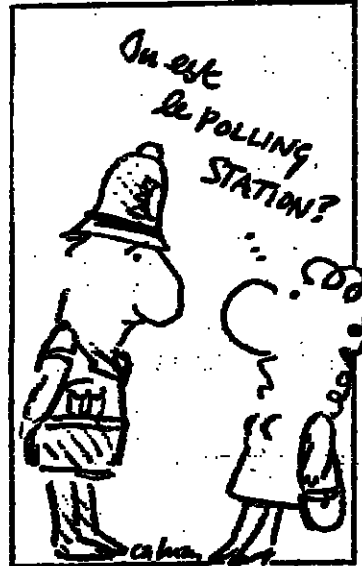
L'épouvantail du socialisme

La solution trouvée par M^{me} Thatcher est la suivante : elle joue les Cassandre et avertit solennellement les électeurs conservateurs que, s'ils oublient de voter, ils se retrouveront, sans l'avoir voulu, avec une majorité de gauche à Strasbourg, qui s'efforcera de faire revenir, « par la porte de derrière », le socialisme homi qu'ils ont chassé de Grande-Bretagne par la grande porte.

Paradoxalement, la « Dame de fer » parle donc beaucoup plus du socialisme, agité comme un épouvantail, que le leader travailliste, M. Neil Kinnock, dont c'est pourtant la doctrine officielle. Seulement la victoire à portée de la main, M. Kinnock, qui sait que son électorat n'est pas totalement acquis aux idées européennes, préfère rester prudemment dans le vague.

La conversion du Labour à l'idée européenne, qui est sans doute l'événement majeur de ces derniers mois, est acquise, mais nullement clarifiée. M. Kinnock accepte désormais ouvertement l'Acte unique européen, mais il en profite pour demander un plus grand contrôle sur les activités de la Commission de Bruxelles, qui serait exercé autant par le Parlement de Londres que par celui de Strasbourg. Les travaillistes refusent, de toute façon, de « brader les prérogatives du Parlement de Westminster dans les domaines essentiels, tels que la fiscalité et les dépenses publiques ». Quant à l'adhésion au système monétaire européen et à son mécanisme de taux de change, il n'en est pas question tant qu'un certain nombre de conditions préalables ne sont pas remplies. Il n'y a qu'à propos de la charte des droits des travailleurs, chère à M. Jacques Delors, que l'enthousiasme est sans mélange.

DOMINIQUE DHOMBRES.



Where is the bureau de vote ? (« The Times » du 13 juin).

avaient quarante-cinq députés, et les travaillistes trente-deux.

M^{me} Thatcher a senti, ces derniers jours, qu'une défaite grave se profilait, et elle s'emploie à limiter les dégâts. Des finissières ont été envoyées pour tenter de conclure un armistice avec M. Edward Heath. L'ancien premier ministre conservateur (1970-1974) ne déçoit pas contre la « Dame de fer », qu'il accuse haut et fort de vouloir « détruire » l'Europe. Cette polémique a causé beaucoup de tort aux Tories. Après avoir été accusés dans le sens du poil et avoir reçu quelques apaisements, M. Heath a promis de faire, avant le scrutin, une déclaration dans laquelle il appellera sans ambiguïté ses compatriotes à voter conservateur le 15 juin. Apparemment, cela n'allait plus de soi. M^{me} Thatcher a eu en outre la délicatesse de rappeler, lors de son meeting électoral de Nottingham, que

Après la réunion des douze ministres des affaires étrangères et des affaires sociales

Un affrontement avec les Britanniques paraît inévitable au conseil européen de Madrid

LUXEMBOURG (Communautés européennes) de notre correspondant

Un affrontement sérieux entre le Royaume-Uni et les autres Etats membres à propos de la politique sociale et de la politique monétaire ne pourra pas être évité lors de la réunion que les chefs d'Etat et de gouvernement des Douze tiendront les 26 et 27 juin à Madrid. Les sessions que les ministres des affaires étrangères et leurs collègues des affaires sociales ont tenu lundi 12 juin, à Luxembourg, ont confirmé que les positions sur l'union économique et monétaire ou sur la charte des droits sociaux sont inconciliables, onze pays appuyant les propositions de la Commission européenne alors que le Royaume-Uni les rejette catégoriquement.

A propos de la coopération monétaire, le secrétaire au Foreign Office a confirmé sans dévier d'un iota une position déjà connue. Son objectif, sous couvert d'une certaine bonne volonté, est de casser l'engrenage conçu par M. Delors et son équipe pour obliger les gouvernements à aller de l'avant. Le Royaume-Uni, a-t-il répété, veut bien examiner le contenu à donner à une première étape d'un programme d'union économique et monétaire, mais estime prématuré de débiter des maintenaient de la deuxième et de la troisième étapes, et surtout refuse de prendre un engagement politique ferme portant sur l'ensemble du processus. Or souscrire à un tel engagement constitue l'élément-clé du rapport du comité Delors, qui recommande au Douze de convoquer avant la fin de l'année une conférence intergouvernementale chargée de rédiger les amendements au traité de Rome devant résulter de la mise en place d'une union monétaire.

A la réunion des ministres des finances tenue par les Douze le

20 mai à S'Agro, quelques-uns des participants tels les représentants du Benelux, dont les jupes flageolaient dès lors que les Anglais menaient de s'écarter, avaient montré une certaine disposition à s'engager dans la voie « pragmatique » préconisée par M. Nigel Lawson, le chancelier de l'Echiquier et qui consiste à s'interdire toute précipitation. Plus grave, les propos ambigus tenus alors par M. Theo Waigel le nouveau ministre allemand des finances appartenant à la CSU avaient pu donner l'impression qu'il était prêt lui aussi à se laisser bercer par les sirènes londoniennes.

L'appui de la RFA à la Commission

Cette prise de distances inquiète MM. Pierre Bérégovoy et surtout Jacques Delors. La RFA tournait-elle casaque ? M^{me} Adam-Schwaizer, ministre d'Etat ouest-allemand, a corrigé le tir lundi. « Elle s'est exprimée dans un sens exactement opposé à ce que venait de dire Sir Geoffrey Howe », a constaté sans mécontentement M^{me} Edith Cresson. On admet d'un côté allemand que ses propos avaient valeur de mise au point.

La manœuvre londonienne après les premiers succès de S'Agro, semble donc avoir été contrée.

M^{me} Adam-Schwaizer a été tout aussi explicite à propos de la nécessité d'accompagner par des actions sur le plan social la mise en place du marché unique. Sir Geoffrey Howe de même que M. Norman-Fawler, le ministre du travail, se sont opposés avec force au projet de la Commission. Cette dernière veut faire accepter par les Douze une charte des droits sociaux fondamentaux et obtenir mandat pour en contrôler l'application. M. Fawler a insisté sur la diversité des politiques sociales dans la CEE. Il a rappelé qu'aux yeux de son gouvernement la seule politique crédible consistait à créer des emplois (trois millions en six ans au Royaume-Uni) et que le meilleur moyen de ne pas le faire serait d'alourdir la charge des entreprises en leur imposant de nouveaux règlements. Dix délégations ont refusé cette approche ultra-libérale (le gouvernement danois partage ce point de vue majoritaire mais doit le soumettre au Parlement).

Les ministres des Douze ont d'autre part adopté, en commission, le mandat de négocier un accord de commerce et de coopération avec l'Union soviétique.

PHILIPPE LEMAITRE.

POLOGNE

Le premier ministre, M. Rakowski ne se présentera pas au second tour des élections parlementaires

Le chef du gouvernement polonais, M. Mieczyslaw Rakowski, battu au premier tour des élections parlementaires, mardi 4 juin, a renoncé à se présenter à un deuxième tour de scrutin. Sur les trente-cinq dirigeants politiques de la liste nationale à laquelle appartenait M. Rakowski, deux seulement avaient obtenu le score nécessaire - 50 % des voix - pour être élus. Ces candidats n'étant pas en compétition avec d'autres personnalités, la loi électorale ne prévoyait pas de second tour pour eux.

Les autorités ont apparemment du mal à résoudre cet imbroglio. L'agence officielle PAP a annoncé lundi 12 juin que le gouvernement avait amendé la loi électorale et qu'il désignera sous peu soixante-dix nouveaux candidats du Parti ouvrier unifié (POUP) et de ses alliés dans les trente-trois circonscriptions dont les sièges restent à pourvoir.

Après MM. Alfred Miodowicz, dirigeant des syndicats officiels (OPZZ) et membre du bureau politique du POUP, et Roman Malinowski, président de la Diète, M. Rakowski est la troisième personnalité de la liste nationale à annoncer son retrait. Il a toutefois déclaré qu'il ne quitterait pas la vie publique pour autant et qu'il souhaitait, en dépit de sa défaite de dimanche dernier continuer d'« œuvrer en

favor des réformes du socialisme et de la démocratie en Pologne », tout « en respectant la volonté de l'électorat ». « J'entends, a-t-il ajouté, servir mon pays aux fonctions que mon parti et les organes constitutionnels de l'Etat voudront me confier et que j'espère être capable d'assumer. Toutefois l'avenir politique de M. Rakowski paraît très incertain puisque son gouvernement doit démissionner après le second tour des législatives, dimanche 18 juin, et la dissolution du Parlement.

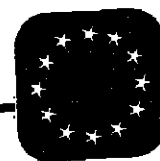
Par ailleurs, un nouveau différent est apparu entre le pouvoir et Solidarité à propos de l'élection du président de la République qui doit avoir lieu en juillet prochain. M. Jerzy Urban, ministre sans portefeuille et directeur des médias officiels, avait décidé dimanche dernier que, conformément aux accords de la table ronde, le nouveau président ne pourrait être qu'un « membre du parti » et probablement le général Wojciech Jaruzelski. Le porte-parole national de Solidarité, M. Janusz Onyszkiewicz, lui a apporté lundi un démenti catégorique en affirmant : « C'est faux, ces accords ne prévoient rien de pareil ». Plusieurs dirigeants du syndicat se sont déclarés opposés à la candidature du général Jaruzelski. — (Reuter, AFP.)

Avec Le Monde sur Minitel

Admissibilité INT Ingénieurs

GRANDES ÉCOLES

36.15 LEMONDE



Le Parlement européen en mutation

II. - La politique du compromis

Les parlementaires européens dressent un bilan positif de la législature qui s'achève : l'élargissement de leurs compétences, depuis l'instauration de la procédure de coopération, confère une nouvelle envergure à l'Assemblée (le Monde du 13 juin).

STRASBOURG
de notre envoyé spécial

Un mot, « consensus », et deux figures, « Oncle Rudi » et « Oncle Egon », résument à eux seuls les rapports de forces qui ont régi le Parlement européen au cours de cette législature. Le consensus est ancien. Traditionnellement, cette maison a toujours vécu sur un axe MRP-socialistes, explique le doyen de l'Assemblée, M. Christian de La Malène, parlementaire européen depuis 1958.

Cet axe « centriste » s'est renforcé depuis l'entrée en vigueur de l'Acte unique (1^{er} juillet 1987), puisque la procédure de coopération prévoit que la majorité absolue, soit 260 voix, est requise lorsque le Parlement veut amender une proposition de loi ou une directive. Etant donné l'abstentionisme — ne peuvent voter que les députés présents — ni la droite ni la gauche ne disposent de ces 260 voix. D'où l'éternelle recherche d'un compromis entre socialistes (166 membres) et démocrates-chrétiens (113 membres).

Quant à « Oncle Rudi » et « Oncle Egon », leurs relations ont beaucoup alimenté les conversations. M. Rudi Arndt est — pour encore plus d'un mois — le président du groupe socialiste, M. Egon Klepsch, celui du groupe chrétien-démocrate, le PPE (Parti populaire européen). Tous deux sont allemands et, bien qu'adversaires politi-

ques, « ils se sont très bien entendus sur le partage des avantages », pour reprendre l'expression du député écologiste belge François Roelants du Vivier. Sous-entendu : les deux grands groupes ont joué dominantement, au détriment des petits camarades.

Nul ne nie cette prédominance des formations socialiste et démocrate-chrétienne, pas même leurs membres, qui ne parlent d'ailleurs pas d'axe social-chrétien-démocrate, mais, en raison des deux présidences allemandes — un hasard, — d'axe allemand.

Un sentiment diffus d'hégémonie allemande régit sur les bancs de l'hémicycle. L'ouverture à l'Est, la victoire du Parlement dans le dossier « voitures propres », le suivi en matière d'environnement, parce que représentatifs des préoccupations de

la politique intérieure allemande, sont vécus comme des signes de cette hégémonie. Les intérêts germaniques auraient-ils été mieux défendus que les autres au cours de cette législature ? Personne pour répondre par l'affirmative... D'ailleurs, c'est déjà de l'histoire ancienne. M. Rudi Arndt n'est pas candidat aux européennes cette année, et bien que l'éventualité d'une présidence allemande du groupe socialiste ne soit pas encore totalement exclue, chacun sait que l'alternance serait la bienvenue.

Promesses et rumeurs

La présidence et l'importance mondiale des groupes sont déterminantes. Les présidents font partie du bureau élargi du Parlement, le « grand comité » de l'Assemblée,

puisqu'il décide de l'ordre du jour, de l'opportunité des votes d'urgence, détermine les temps de parole, ou encore tranche en cas de conflit au moment de la répartition des rapports entre les diverses formations. Plus un groupe est important, plus il reçoit de rapports à traiter, de présidences et de vice-présidences de commissions parlementaires à assumer. Et puis, comme le disait M^{me} Simone Veil, dans une interview aux *Dernières Nouvelles d'Alsace*, le 24 mai, « plus de troupes, plus d'argent » (le Parlement finance les groupes en fonction de leurs effectifs).

Devantage de pouvoir, davantage de moyens... De quoi justifier de grandes manœuvres : bien qu'ils ne franchissent que rarement les murs du palais de l'Europe (qui accueille les parlementaires à Strasbourg le

temps des sessions), pronostics et rumeurs vont bon train.

Les parlementaires s'attendent à un nouveau glissement à gauche — après celui de 1984 — à la suite, notamment, de pertes dans les rangs des conservateurs britanniques et allemands, qu'un sucès de la Nouvelle Démocratie grecque ne saurait combler. Les socialistes devraient y gagner, mais surtout les écologistes qui, leurs vues sur l'Europe étant parfois diamétralement opposées, pourraient alors se scinder en deux formations.

C'est essentiellement la future composition des groupes qui prête à conciliabules. On sait depuis un moment déjà que les communistes italiens, qui ne cachent pas leurs divergences (le mot est faible) avec leurs « camarades » français, envisagent de rejoindre le groupe socialiste, à moins qu'ils ne constituent une formation autonome avec certains Grecs et, peut-être, des Espagnols. De son côté, le nouveau Parti populaire espagnol, qui regroupe la démocratie chrétienne, l'ancienne Alliance populaire, a été invité à rejoindre le PPE, alors que la droite espagnole siège actuellement au sein du Groupe des démocrates européens.

Le pouvoir aux assises

Quant aux Français, ils sont pour l'instant éparpillés dans six groupes, contre trois pour les Allemands, clair-ement répartis entre chrétiens-démocrates (41 parlementaires) — socialistes (33) et écologistes (7). Autant cette « discipline » germanique fait la force des Allemands dans l'Assemblée, autant les Français manquent de poids en raison de leur « dispersion ». Une situation qui pourrait changer : il est possible que, après avoir fait campagne l'un

contre l'autre, M. Valéry Giscard d'Estaing et M^{me} Simone Veil rallient leurs troupes au sein du même groupe, le Groupe libéral, démocratique et réformateur (LDR), actuellement présidé par M^{me} Veil. A moins que, moyennant compensations, M. Giscard d'Estaing ne rejoigne le PPE ?

Mais plus encore que la cohésion des groupes, c'est l'assiduité qui donne le pouvoir. L'assiduité non pas tant dans l'hémicycle — sinon au moment des votes — que lors des réunions de commissions. Les sessions mensuelles à Strasbourg ne sont que la partie émergée de l'iceberg : les rapports, fruits du travail des commissions, qui y font l'objet des débats et des votes, sont élaborés, à Bruxelles, par... les présidents, évidemment. Et ce sont ceux-là qui tiennent les rênes. A savoir, d'abord les Britanniques, les Allemands, les Espagnols et les Belges. Les Français ? Dans certaines réunions, ils ne pèsent pas plus que les Luxembourgeois, selon M. Egon Klepsch, le président du groupe démocrate-chrétien. Mais il paraît que cette époque est révolue. Les ténors l'ont promis.

MARIE-PIERRE SUBTIL

Prochain article :

LA DÉMOCRATIE
« EN DÉRCIT »

Lire aussi

- La préparation des sections européennes : pages 8 à 10.
- Les succès européens des huissiers de justice : page 12.
- Un entretien avec M. Jacques CALVET : page 1.

Une Assemblée, huit groupes

A l'exception de quatorze d'entre eux qui siègent comme « non-inscrits », les parlementaires européens sont répartis en huit groupes. Le nombre minimal de députés nécessaire à la constitution d'un groupe est fixé à 23 s'ils appartiennent à un seul Etat membre, à 18 s'ils appartiennent à deux Etats membres et à 12 lorsqu'ils appartiennent à au moins trois Etats membres.

- Groupe socialiste (S). — 166 membres dont notamment 33 travaillistes britanniques et 33 socialistes allemands, 29 Espagnols et 20 Français. Seule l'Irlande n'est pas représentée dans ce groupe, présidé par l'Allemand Rudi Arndt.

- Parti populaire européen (PPE). — 113 membres, dont 41 Allemands de la coalition

CDU-CSU, 27 Italiens et 8 Français, pour la plupart CDS, élus en 1984 sur la liste de Mme Veil. Le groupe démocrate-chrétien, présidé par l'Allemand Egon Klepsch, ne compte pas de représentants britanniques.

- Groupe des démocrates européens (ED). — 66 membres, dont 45 conservateurs britanniques, 17 Espagnols et 4 Danois. Le Britannique Christopher Prout dirige le groupe.

- Groupe des communistes et apparentés (COM). — 48 membres, dont 25 Italiens, qui détiennent la présidence en la personne de M. Giovanni Cervetti, et 10 Français.

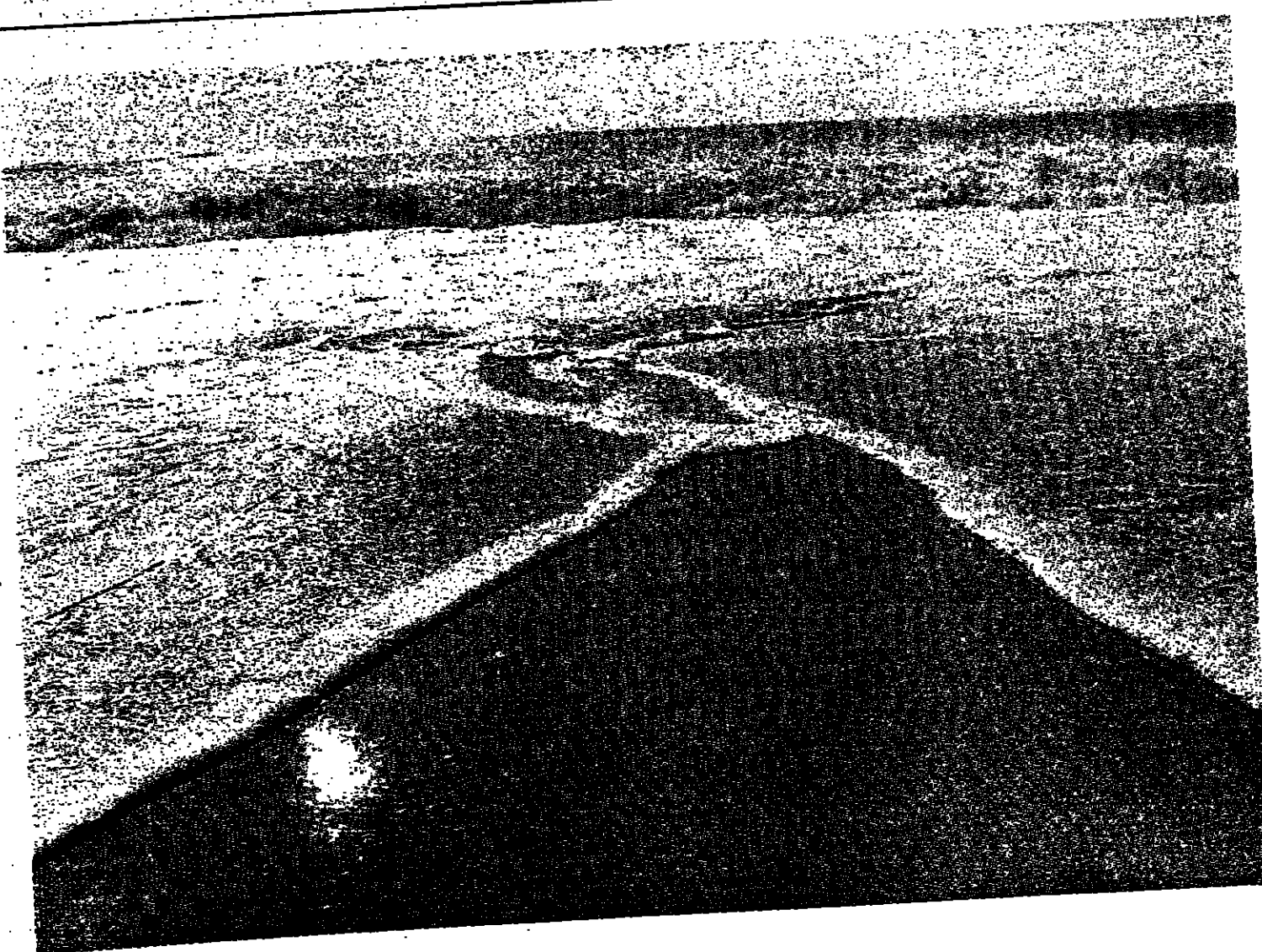
- Groupe libéral, démocrate et réformateur (LDR). — 45 membres, dont 13 Français et 10 Portugais. La formation est présidée par M^{me} Veil.

- Groupe du Rassemblement des démocrates européens (RDE). — 30 membres, dont 20 Français pour la plupart gaullistes, et 8 Irlandais du Fianna Fail. Ce groupe est dirigé par M. Christian de La Malène.

- Groupe Arc-en-ciel (ARC). — 20 membres de divers horizons : 7 « Grünen » allemands en font partie, ainsi que des écologistes, des régionalistes et des eurocommunistes. Ce groupe, auquel aucun Français n'appartient, a instauré une présidence tournante entre quatre de ses membres.

- Groupe des droites européennes (DR). — 16 membres, dont les 9 députés du Front national et 5 Italiens du MSI. M. Jean-Marie Le Pen préside ce groupe.

M.-P. S.



AU-DELA D'UNE CERTAINE TAILLE
L'IMPORTANT N'EST PLUS DE GRANDIR,
MAIS DE SE COMPRENDRE

Atlas 400, la messagerie électronique universelle
de Transpac.

Plus une entreprise se développe, plus complexes deviennent ses modes de communication, et plus cruciale la nécessité de les concilier avec ceux de ses différents partenaires économiques. Comment communiquer avec des matériels d'origines diverses et souvent incompatibles ? Quelle langue parler dans cette cacophonie informatique ? Atlas 400 est l'Esperanto de cette tour de Babel.

Service universel d'échanges d'informations, il affranchit l'entreprise des contraintes intolérables de compatibilité et de disponibilité simultanée. 24 h sur 24, 7 jours sur 7, Atlas 400 régle la transmission des messages, assure leur stockage temporaire, leur diffusion, gère leur remise directe ou différée, et permet aux équipements hétérogènes, micro-ordinateurs, terminaux, télex, télétypes, minitel, télétex... de dialoguer en toute compatibilité.

Avec l'ouverture de multiples nouveaux services, en particulier Atlasfax, qui permet d'envoyer des messages aux télécopieurs du monde entier, Atlas 400 abolit contraintes d'horaires et frontières techniques. La communication inter-entreprises prend sa vraie dimension humaine : celle de la compréhension mutuelle.

TRANSPAC est une filiale de COGECOM (Groupe FRANCE TELECOM).

TRANSPAC, 33 av. du Maine, 75755 Paris Cedex 15.
Tél.: (1) 45.38.88.88.

TRANSPAC

UN ELAN POUR LES ENTREPRISES

مكتبة جامعة القاهرة

Politique

Le scrutin du 18 juin

En Guyane et aux Antilles

M. Mauroy s'est efforcé de répondre aux craintes qu'inspire l'Europe

Si personne, en métropole, ne s'affiche ouvertement anti-européen, il en va autrement aux Antilles. Le débat provoqué par le scrutin du 18 juin n'y suscite guère plus d'intérêt qu'ailleurs, mais, à ceux qui y participent, il inspire davantage de passion. M. Pierre Mauroy a pu le mesurer pendant les quatre jours qu'il a passés, du 8 au 11 juin, dans les Caraïbes. Le premier secrétaire du PS avait décidé de répondre personnellement à

une demande des socialistes locaux. Ceux-ci, mécontents de ne pas voir l'un des leurs en position d'éligible sur la liste de M. Laurent Fabius, avaient souhaité qu'un dirigeant socialiste viant, au moins, s'entretenir avec eux des problèmes que le grand marché de 1993 pose à ces départements, et s'engager à ce qu'ils soient défendus au Parlement de Strasbourg.

POINTE-A-PITRE
de notre envoyé spécial

Profitant de la déception exprimée par leurs alliés socialistes, les dirigeants du Parti progressiste martiniquais (PPM), que préside M. Aimé Césaire, ont fait preuve d'une grande habileté. Ils avaient fait planer la menace d'une « liste DOM-TOM », qu'ils auraient formée avec le PC réunionnais, pour obtenir de M. Fabius des engagements, qu'ils considéraient comme un contrat en vertu duquel ils appellent à voter pour la liste socialiste. Ainsi le PPM se pose-t-il, sans prendre beaucoup de risque pour lui-même, comme le véritable partenaire du gouvernement à la Martinique, ce qui ne fait pas le bonheur de la fédération socialiste.

L'accueil qu'a reçu M. Mauroy à la mairie de Fort-de-France, le 9 juin, était révélateur de la démarche du PPM. Le maire de la ville, M. Césaire, était absent, mais la visite du premier secrétaire du PS a été l'occasion d'un petit meeting, auquel ont participé une centaine de personnes et qui a permis à

nistes ou par des formations détachées de ce courant, comme le PPM, et, plus récemment, par les indépendantistes. La pression que ces tendances exercent favorise l'affirmation du nationalisme parmi les socialistes. Dès 1956, ceux de Guyane avaient formé leur propre parti, le PS guyanais, autonome par rapport à la vieille SFIO.

En Guadeloupe, le principe d'une évolution semblable est périodiquement remis à l'ordre du jour, M. Dominique Larifla, président du Conseil général, s'en étant, dernièrement, fait l'avocat. A la Martinique, le maire de Ducos, M. Maurice Louis-Joseph-Dogué, député, préconise la formation d'un PS, là aussi, autonome.

Aux uns et aux autres, M. Mauroy a apporté des réponses partiellement différentes et partiellement communes. Aux socialistes guyanais, qui bénéficient des divisions de la droite locale, mais connaissent de fortes tensions internes — l'exclusion de M. Georges Othily, président du Conseil régional, rendue publique la veille de l'arrivée de M. Mauroy, le 8 juin, en est l'illustration, — le premier secrétaire a proposé de renfor-

affirmé : « Le plus royal cadeau que l'Europe puisse vous faire, c'est de vous permettre de vous développer vous-mêmes », et il a insisté sur le fait que les socialistes veulent « une Europe qui respecte et qui renforce l'identité de chacun ».

Les « hordes européennes »

Les craintes qu'inspire la construction européenne sont liées, notamment, à l'idée que celle-ci ferait des Antilles un champ ouvert à la libre circulation des biens, des capitaux et des personnes. Cette inquiétude est entretenue par les indépendantistes, qui, à la Guadeloupe, de concert avec le PC, préconisent l'abstention le 18 juin. Cependant, le thème de « l'invasion des hordes européennes », brandi par M. Luc Reinette, l'un des dirigeants de l'ex-Alliance révolutionnaire caribéenne, trouve des échos à la Martinique, où M. Mauroy a pu entendre l'adjoint au maire de Fort-de-France, M. Alikor, dénoncer les « clochards » qui infesteraient le département et qui, demain, pourraient venir d'Europe « parce qu'il est plus confortable d'être clochard sous les tropiques ». L'immigration licite ou illicite est dénoncée, aussi, par les socialistes guyanais.

A cette inquiétude s'ajoute celle qu'inspire le sort de l'écroû de mer, taxe qui alimente le budget des communes aux Antilles et en Guyane et dont les socialistes se sont engagés à défendre, à Strasbourg et à Bruxelles, la maintien ou, si elle devait disparaître, la compensation.

Les responsables de ces départements sont, cependant, bien conscients, aussi, des avantages que leur apporte la CEE. M. Mauroy, qui a visité le centre spatial de Kourou, a pu constater que les socialistes guyanais, s'ils ont décidé de « ne pas participer » au scrutin du 18 juin, n'en considèrent pas moins, aujourd'hui, les investissements induits par les programmes Ariane et Hermès comme un bienfait pour leur département. Il n'est plus à souligner, notamment devant les socialistes de Kourou, — section directement rattachée au PS — le « paradoxe » que représente la position du PSG.

A la Martinique, M. Darsières a lui-même observé que les aides européennes avaient représenté 674 milliards de centimes de 1984 à 1987. Son homologue président du conseil régional de la Guadeloupe, M. Félix Proto, socialiste, a souligné, lors d'un meeting aux Abymes, le 10 juin, devant cent cinquante personnes, les apports des différents fonds européens au développement de ce département, des fonds que, s'il dit, « nous n'avons aucune honte à solliciter ».

« L'Europe est déjà là. C'est le partenaire obligé de votre économie », a répété M. Mauroy, dimanche, aux socialistes de Bouillante, de Vieux-Habitants et de Baillif. Cela n'empêchera pas la participation au scrutin du 18 juin, dans ces départements, d'être très faible, mais les réunions auxquelles a participé le premier secrétaire du PS auront été, sans conteste, les seules qui aient attiré un peu de monde dans cette campagne du 18 juin aux Antilles.

PATRICK JARREAU.

« La Nouvelle Action royaliste présente le vote blanc. — La NAR considère que « les principales formations politiques françaises manquent la réalité des enjeux sous des discours vagues ». S'opposant à « la politique de régression » du PCF et au « nationalisme agressif » du Front national, et ne pouvant accepter que « la cause écologique soit confisquée par un parti », la Nouvelle Action royaliste de M. Bertrand Ramouin « regrette de devoir préconiser le vote blanc » aux élections du 18 juin. Elle rappelle qu'elle est cependant « toujours en accord avec le projet du président de la République ».

PORTRAITS D'EUROPÉENNES

M^{me} Danielle De March : la rigueur

TOULON

de notre correspondant régional

Huitième sur la liste communiste en 1979, M^{me} Danielle De March avait eu l'insigne honneur d'occuper, pendant cinq ans, la seule vice-présidence dévolue à son groupe au Parlement européen.

Promue à la deuxième place, derrière Georges Marchais, en 1984, l'élu varois figure, cette fois, à un rang, le douzième, qui, si l'on en croit les sondages, ne lui laisse pratiquement aucune chance d'être réélue. De surcroît, elle est devenue par trois autres femmes dont une seule a déjà séjourné à Strasbourg. Mais que l'on n'aille surtout pas tirer de conclusions « hâtives » de son positionnement. Pas plus qu'elle n'était devenue la « protégée » du secrétaire général du PCF en 1984, elle n'est, aujourd'hui, tombée en disgrâce ou victime d'une quelconque ingratitude de son parti. « Nous avons décidé, explique-t-elle, de procéder à un profond renouvellement de notre liste et l'électorat communiste des régions Midi-Pyrénées, Rhône-Alpes et Nord-Pas-de-Calais, devait, à son tour, avoir des élus européens. Pourquoi, par ailleurs, la confiance qui m'a été témoignée n'aurait-elle pas été accordée à d'autres jeunes femmes ? »

M^{me} De March n'est pas de celles, au demeurant, à se plaindre de son sort. « Née dans le parti », elle lui doit tout, aussi bien son épanouissement personnel qu'une formation politique qui ne l'a jamais déçue. Elle se souvient, comme si c'était hier, de son entrée au PC, en 1954, à l'âge de quinze ans, recevant sa première carte des mains de Jean Bertolini, l'un des figures du PC varois qui fut maire de Toulon à la Libération.

Elle avait choisi d'adhérer, seule, sans en informer son père, un modeste tailleur de pierre, lui-même militant communiste et résistant dans l'exemple de son père, à la fois ouvrier et résistant. Danielle De March avait trouvé son « chemin ». Elle n'en a jamais dévié en se taillant une réputation de militante passionnée et rigoureuse, voire « puritaine », qui a tou-

jours eu des relations très conflictuelles avec ses partenaires socialistes locaux.

Cette ancienne sténo-dactylo qui avait ressenti comme une « injustice » l'obligation d'interrompre ses études pour des raisons matérielles, s'est formée dans les luttes. En particulier, celles en faveur des femmes dont elle fut, à vingt-trois ans, la responsable départementale.

Le rapport des forces politiques, à Toulon et dans le Var, lui a valu plus d'échecs que de succès électoraux. Suppléante de Toulon-Mer, député et maire de La Seyne-sur-Mer, en 1967, puis du successeur de celui-ci, Philippe Giovannini, en 1973, elle n'a pu conserver le mandat de parlementaire de ses devanciers, en 1978, ni le reprendre, en 1981.

« La contre-offensive des peuples »

C'est une défaite, pourtant, qui a pleinement consacré ses qualités de battante et lui a servi de tremplin : celle qu'elle a subie, de justesse, à la tête d'une liste de la gauche, comportant une vingtaine de socialistes dissidents, aux municipales de Toulon, en 1977. Deux ans plus tard, après avoir été élu conseiller général — elle est, alors, la seule femme à siéger au sein de l'assemblée départementale varoise — le parti la récompensait en lui permettant de poursuivre son action à l'échelon européen.

En dix ans de mandat à Strasbourg elle se félicite d'avoir acquis une dimension politique nouvelle et de s'être personnellement enrichie tout en restant « intacte ».

Assidue et « bûcheuse » — cinquante-six projets de résolution déposés au cours de son dernier mandat — elle s'est particulièrement investie dans les dossiers concernant l'agriculture — avec son ami Emmanuel Mitterrand — la protection de la forêt méditerranéenne, les chantiers navals et la défense des droits des salariés. Sa principale « vocation » : l'adolescence, en novembre dernier, des nombreux amendements qu'elle a présentés, au nom de son groupe,

contre le projet Delors d'harmonisation des législations sociales. « Le Parlement européen, estime-t-elle, n'est pas un lieu de concentration mais d'enregistrement où l'on démontre les souverainetés nationales. Mais nous sommes, aujourd'hui, à la contre-offensive des peuples... »

La seule Europe qu'imagine est, au demeurant, l'Europe sociale. Celle qui présente, dit-elle, un bilan, « de dix-sept millions de chômeurs et de quarante-quatre millions de pauvres » et qui « a été élaborée par des « écoristes coupés des réalités » ne saurait qu'être « condamnée ».

Son expérience de vice-présidente — partie en butte aux motions retardataires des communistes anglais — lui aura appris, de son propre aveu, à être « plus tolérante, à écouter les autres ». Mais l'événement le plus marquant de sa vie de parlementaire européenne est un voyage au Japon, en décembre 1988, au cours duquel elle a eu le « choc » d'Hiroshima. « En tant que militante de la paix et du désarmement, cette visite dans la ville martyre que j'ai affectuée seule, en marge du programme de la délégation européenne, a été pour moi un moment unique. J'ai promis aux survivants de porter témoignage. Ce que je fais en tout temps et en tout lieu. »

Si elle n'était pas réélue, elle ne craindrait pas le « vide », car elle a « beaucoup à donner ». (Elle n'est plus conseillère générale — elle a été battue en 1985 — mais elle reste membre du comité central du PCF, où elle est entrée en 1972 et occupe, depuis 1982, les fonctions de premier secrétaire de la fédération communiste du Var.)

Sans doute en profiterait-elle, aussi, pour mieux jouir de la nature varoise qu'elle affectionne et refaire ses forces favorables parmi lesquels le poète turc Nazim Hikmet. Celui dont elle conserve précieusement, sur elle, l'un des vers : « Je suis amour de la tête aux pieds, amour, une balançoire accrochée aux étoiles... » Car pour avoir toujours fait preuve d'une stricte orthodoxie, Danielle De March, qu'on le sache, n'est pas une communiste sans âme...
SUY FORTE.

L'outre-mer dans les programmes

Les programmes des listes en compétition le 18 juin prévoient des dispositions pour les départements et territoires d'outre-mer. « Les peuples des DOM-TOM, souhaite la PCF, doivent pouvoir maîtriser leurs ressources et se développer. Toutes les mesures à leur égard doivent être prises par la CEE doivent être abrogées. Il est urgent de mettre un terme aux profondes discriminations sociales qui y existent et d'assurer la pleine égalité des droits sociaux avec la métropole. Une assemblée unique dans chacun des DOM doit être créée, dotée de compétences et de moyens étendus, ainsi que de prérogatives spécifiques à l'égard de la CEE. »

Le Parti socialiste juge que « les DOM méritent une attention particulière. Ils ont un important retard de développement et des économies fragiles qui nécessitent des mesures d'adaptation et des dérogations indispensables jusqu'à ce que leur niveau de développement permette l'application des dispositions relatives au nouvel espace économique européen. Les régions françaises

d'outre-mer doivent bénéficier de l'augmentation prévue des crédits des fonds structurels européens et de toutes les mesures visant à leur meilleure insertion dans leur environnement régional. Elles doivent être le pivot des coopérations régionales et le relais du dialogue Nord-Sud. Pour assurer ce rôle, il est nécessaire, de préserver la responsabilité des collectivités locales et de doter les DOM de tous les moyens d'information disponibles dans la CEE, notamment les Euroguides. De même l'association des territoires d'outre-mer à l'Europe doit encourager leur développement dans le respect de leurs spécificités grâce notamment aux crédits du Fonds européen de développement ».

UDF et RPR veulent veiller pour les DOM-TOM, « qui sont des atouts pour l'Europe », à ce que « soient prises en compte leurs contraintes et que soit mis en place un programme spécifique d'intervention communautaire en veillant à ce que soient sauvegardés leurs intérêts face aux pays tiers ».

La coopération entre les deux partis.

Il a proposé de revenir dès la fin juillet pour diriger une session de travail en commun. S'adressant aux Martiniquais, il a repris à son compte la formule de la « priorité au rattrapage économique », mise en avant par le PPM, et s'est engagé à créer, au niveau des parlementaires, une « antenne » spécialisée, afin de faire avancer les dossiers propres aux DOM. Avec les socialistes guadeloupéens, il a, sur son initiative, signé un « contrat » semblable à celui dont se prévaut le PPM dans le département voisin et définissant les conditions d'une « mise à niveau sur le plan économique, technologique et social », préalable à tout alignement des DOM sur les règles du marché unique.

A tous, M. Mauroy a tenu un discours insistant sur la dimension socialiste de leur engagement. Dans ces départements proches de Cuba, il a souligné « l'échec du communisme », en s'appuyant sur les événements de Chine et sur les évolutions en cours en Union soviétique et dans l'Est européen. M. Mauroy a évoqué la situation de l'Amérique latine et des autres pays des Caraïbes pour expliquer que seul le « socialisme de la liberté et de la responsabilité » peut répondre à leurs besoins et que ces pays cherchent, en outre, à établir des liens avec la CEE. Aux Antillais, qui, eux, font partie de la Communauté européenne, il a

Tendances
autonomistes

Il n'empêche que la tactique du PPM met en évidence la situation particulière du PS dans ces départements. Les socialistes bénéficient, pour des raisons historiques, d'une primauté dans la représentation des populations antillaises et guyanaises, mais cette situation leur est depuis longtemps contestée par les commu-

M^{me} Djida Tazdait : l'oxygène

M^{me} Djida Tazdait, présidente de l'Association des Jeunes Arabes de Lyon et barienne (JALB), qui figure en huitième position sur la liste des Verts, a déclaré, mercredi 7 juin, que sa candidature est une « garantie » pour que les problèmes de l'immigration ne soient pas « exclus du débat » au Parlement européen. Née en Kabylie, âgée de trente-deux ans, M^{me} Tazdait avait perdu la nationalité française dans son enfance. Elle l'a retrouvée depuis le 19 mai. M^{me} Tazdait qui mène une campagne « autonome » permet la réglementation restrictive de l'immigration dans l'Europe des Douze et propose l'élection d'une « carte de résident européen ».

LYON
de notre bureau régional

Ah, le joli pied de nez que voilà ! L'enfant de Lyon la bourgeoise le mieux placé sur les listes européennes, tous partis confondus, s'appelle Djida Tazdait, trente-deux ans, d'origine kabyle, l'initiative est venue des Verts du Rhône, qui ont convaincu M. Antoine Waechter d'intégrer sur sa liste, en position éligible, à la huitième place, l'immigrée porte-parole des jeunes immigrés en révolte de l'agglomération lyonnaise.

Dès avant l'été chaud des Minguettes, en 1982, un petit groupe de Beurs avait commencé à s'organiser contre les expulsions, les violences policières. « On lisait alors davantage la rubrique faits divers que les pages politiques », raconte aujourd'hui Djida Tazdait. La liste est longue, en effet, de ceux qui sont morts, souvent dans la rue : Ahmed, Wahid, Nordine, Malik, Farid, une dizaine au total en moins de dix ans, pas

tous blancs de cœler judiciaire, mais sûrement un peu trop « bronzés » aux yeux de leurs meurtriers. Un jour, égarée de voir l'un de ceux-ci condamné à six mois de prison alors que Selim, un de leurs copains, vient d'échapper de deux ans pour un simple rachat de mobylettes, deux cents jeunes manifestants occupent les locaux du Progrès, rue de la République à Lyon, pour exiger la publication d'un communiqué. « C'était la première fois qu'on parlait de nous dans la presse », se souvient Djida.

Radio, théâtre
et photo

Puis, profitant des nouveaux droits reconnus aux étrangers après l'arrivée de M. François Mitterrand au pouvoir, le petit groupe se constitue en association afin de pouvoir se porter partie civile dans les procès. Djida Tazdait en devient la présidente, « parce que les autres avaient sans doute un peu peur », précise-t-elle. Née en 1967 dans un petit village de Kabylie, elle est l'aînée d'une famille de cinq enfants. A leur arrivée en France en 1964, les Tazdait étaient hébergés dans les chalets de sans-abri de Lantilly, dans le Rhône, puis dans une cité de transit de la banlieue de Lyon. « C'est sans doute au cours de mon enfance que j'ai pris l'habitude de m'occuper des autres », affirme Djida pour expliquer sa « vocation ».

Après un bac de biologie appliquée et deux années d'études de médecine, elle travaille comme laborantine à l'Institut Mérieux, puis comme aide-soignante dans un hôpital. Elle reprend des cours de psychologie, puis fait de la radio, du théâtre, de la photo avant de monter plus récemment une petite société de production audio-visuelle. Parallèlement, ses dossiers sous le bras, elle fait le

siège des journaux, des avocats, des organisations de solidarité des qui survient une mauvaise affaire. Petits, souriants et habillés de noir, vive mais sans agressivité, et cascade d'une inconnue proférée, elle parle et on se prend à l'écouter.

En 1988, en compagnie de Nasser Zaf et avec le soutien du père Christian Delamain, « le curé des Minguettes », Djida observe une grève de la part de vingt-deux jours contre le projet de loi Pasqua sur l'entrée et le séjour des étrangers en France. Le cardinal Albert Decourtray, archevêque de Lyon, intervient en faveur des deux jeunes grévistes. Une semaine après avoir cessé leur jeûne, Djida et Nasser sont reçus à la garden-party du 14 juillet à l'Elysée. MM. Pasqua et Pandraud, eux, ont bouclé la réception. « Vous êtes ici chez vous », leur lance le président de la République.

Djida se sent-elle aussi chez elle parmi les Verts ? De ses premiers contacts avec eux, elle tire l'observation que les Allemands sont beaucoup plus avancés sur les questions liées à l'immigration que leurs collègues français. « Mais de notre côté, reconnaît-elle, il a aussi fallu discuter, parce que les Verts distillent une vision d'une façon plutôt négative. Ils sont profs, ingénieurs, et vivent dans le confort. Pour nous, c'est plutôt le chômage, les petits boulots et la précarité ». Pas dupe du coup médiatique que représente pour les Verts sa propre candidature, elle s'attend, une fois élue, à être personnellement courtisée par M. Michel Noir. Mais qu'importe, l'Europe, dit-elle, « c'est l'occasion d'harmoniser les législations par le haut. Pour nous, ce qui compte, avant l'oxygène de la vie, c'est l'oxygène apporté par le respect du droit ».

JEAN-LOUIS SAUD.

Politique

Les structures administratives en question après le scrutin du 18 juin

Faut-il des régions ou des villes de taille européenne?

L'histoire n'a pas fait de la France un Etat fédéral. La situation est inverse chez nos voisins. Au lendemain de la guerre, les Alliés ont volontairement cassé l'Etat unitaire allemand et ont pu, pour cela, s'appuyer sur la tradition des Etats allemands que Bismarck avait en tant de mal à fédérer. L'Italie est, elle aussi, de construction trop récente pour que n'y aient survécu les réalités de ses anciennes principautés; la renaissance des régions s'est appuyée sur elles, au point que, sur les vingt dessinées dans la «botte», cinq ont un statut spécial, tant leur particularisme est nettement marqué. Le françaisisme, non plus, n'a pas fait disparaître tout sentiment régionaliste, et si l'Espagne est divisée en dix-sept «communautés autonomes» c'est parce que trois régions historiques ont fait entendre leur voix lors du retour de la démocratie; elles disposent d'ailleurs de compétences élargies. Les autres ont décidé elles-mêmes de leurs frontières, et pris progressivement leurs responsabilités.

La technocratie, en revanche, a engendré les régions françaises. Depuis toujours, l'Etat central se méfie des particularismes locaux. La Révolution fut la l'hérésie des rois. Toutes les tentatives de provincialisme de la IIIe République et des lendemains de la Libération furent vouées à l'échec. Il fallut que, dans les années 50, quelques fonctionnaires du Plan constatent que la petite taille des départements ne permettait pas une décentralisation de la planification. Le pouvoir politique les laissa faire, à condition qu'ils agissent dans la discrétion. L'un de ceux qui participa à ce découpage, M. Serge Antoine, se souvient comment il plaça un calque sur la fenêtre de sa cuisine, pour dessiner les frontières des multiples divisions administratives qui ne correspondaient pas aux départements (il en existait plus de quatre-vingts).

Un découpage technocratique

Une schéma de carte régionale est ainsi apparu. Pour l'affiner, on ne trouva rien de mieux que de tenir compte de l'importance des commu-

nications téléphoniques d'une ville à une autre. Un décret arrêté du 28 novembre 1956 valait la création de vingt-deux circonscriptions d'action régionale. Malgré l'effervescence du début de la V^e République, malgré la remise de ce travail sur le chantier, un décret du 2 juin 1960 ne modifia que fort peu le découpage précédent, bien que les fonctionnaires se soient alors posés, déjà, le problème des régions de taille européenne, de l'éventuelle liaison entre celles-ci et les grandes métropoles. Ils n'osèrent pas trop bousculer les «politiques», qui ne s'aperçurent pas de l'importance des choix faits alors par l'administration.

Leur dessin ne fut jamais remis en question, même si, lors de la préparation de la loi régionale que le général de Gaulle a soumise à référendum en 1969, de nombreuses voix, particulièrement à gauche (Convention des institutions républicaines, Club Jean-Moulin) plaident pour des «régions de taille européenne». Mais déjà, le ministre compétent, M. Jean-Marcel Jeanneney répondit qu'il ne fallait pas risquer de mettre en cause l'unité nationale. Eternel débat!

La France est-elle, dans ces conditions, en état d'infirmité? Si la Belgique vient d'éclater en trois, pour des raisons purement linguistiques, ni la Grèce, ni le Portugal, ni le Danemark, ni l'Irlande, ni bien sûr le Luxembourg, n'ont de structures à proprement parler régionales. Et si les Pays-Bas ont des provinces, leur taille et leurs pouvoirs ne permettent pas de parler de structures régionales. En outre, il ressort des statistiques que les régions françaises ne sont pas aussi mal placées qu'on le croit.

La taille, elle-même, n'est pas beaucoup plus faible en France que dans les trois autres pays ayant des structures fédérales (Allemagne, Italie, Espagne): sur les onze plus grandes régions d'Europe, quatre sont françaises - qui ne sont devancées que par deux allemandes, - et sept de RFA sont plus petites que treize régions françaises. La comparaison est évidemment moins flatteuse en termes de population: sur les douze principales, cinq sont alle-

mandes, trois italiennes, deux espagnoles et deux françaises, et la seconde (Rhône-Alpes) occupe le dernier rang; il n'y a que onze régions françaises plus peuplées que les trois «villes-Etats» allemandes et la Sarre.

Douze cités

La richesse, toutefois, n'est pas liée à la taille. Ainsi, la comparaison du produit intérieur par habitant en



même pour la création de valeur ajoutée, l'Île-de-France est au deuxième rang, derrière la Rhénanie du Nord-Westphalie, et il y a trois françaises devant cinq allemandes; la Sarre est même moins puissante que la plupart des régions françaises.

La puissante Catalogne, première des régions espagnoles, est devancée par quatre de ses homologues françaises. Mais sa richesse ne tient-elle pas à la puissance de Barcelone? De même la Ligurie italienne, plus petite que n'importe quelle région française, produit une valeur ajoutée supérieure à celle de dix de ses homologues chez nous, tout simplement grâce à Gênes.

Et si l'Europe ne devait pas être celle des régions, mais celle des villes? Le débat serait alors posé dans d'autres conditions. Une récente étude de la DATAR montre que, là encore, la France n'est pas aussi mal placée qu'il est de bon ton de le dire. De la mise en commun de critères fort variés, elle en a déduit que douze villes françaises disposaient d'un niveau européen... L'Allemagne n'a plus de cités du même niveau. Un regard plus précis relativise ce succès. Si la France place Paris dans la «première classe», où elle est seule avec Londres, elle est absente des classes intermédiaires, où l'Allemagne et l'Italie se précipitent.

Ces métropoles européennes devraient-elles être les centres autour desquels il faut dessiner douze régions? Mais que deviendraient les dix chefs-lieux de région qui n'ont pas droit à ce classement, mais qui, grâce à leur fonction administrative, commencent à sortir du lot?

Les partisans de «grandes régions» assurent que celles-ci doivent se bâtir autour de réseaux de villes, que trop souvent les structures régionales empêchent de bâtir. Seulement, l'expérience montre que la cohabitation de deux cités importantes dans une même unité administrative se fait dans la douleur. D'ailleurs, si l'Allemagne et l'Italie disposent de nombreuses villes puissantes, c'est parce qu'elles ont pu se développer à l'ombre de frontières solides. En France, au contraire, la disparition des barrières intérieures

a fait la fortune de Paris, qui a puisé toute la richesse du pays.

Difficulté politique

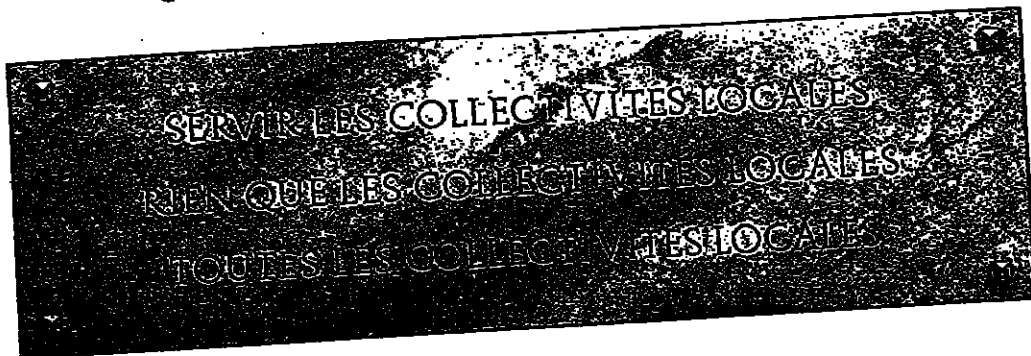
Un débat ancien refait ainsi surface. Certaines alliances sont pourtant curieuses. Un régionaliste comme Pierre Mauroy défend les «grandes régions», à côté d'un départementaliste comme François Mitterrand. Pour l'un, il s'agit de donner plus de pouvoirs aux régions, pour l'autre d'éviter que les départements ne soient trop asphyxiés par la proximité des régions. Mais créer un véritable pouvoir régional n'impose-t-il pas de donner à cette structure une autorité sur les départements, comme c'est le cas en Allemagne? Les départementalistes peuvent-ils l'accepter? D'autant que la comparaison avec l'étranger montre que ce qui différencie vraiment la France de ses voisins, ce n'est pas tant la taille et la richesse économiques que les prérogatives administratives et politiques. L'essentiel serait donc de continuer l'œuvre décentralisatrice de Gaston Defferre.

Cette thèse est, en tout cas, défendue par la plupart des hommes politiques, en dehors de Raymond Barre, qui est si favorable aux «grandes régions» qu'il envisage un référendum sur ce thème. Mais alors, ce sont les «jacobins» qui s'inquiètent face à une Europe qui fédérerait des régions, au détriment de l'Etat-nation. Ainsi, c'est toute l'organisation territoriale qui est remise en question à travers ce dossier. D'où la prudence de Maitron, où l'on est parfaitement conscient de la difficulté politique d'une telle entreprise. Si Michel Rocard s'est dit favorable à des fusions, si les élus le souhaitent, il n'a fait que rappeler une possibilité qui existe déjà dans la législation actuelle. Pour que l'ensemble du territoire français ne soit pas désertifié par la construction européenne, il faut qu'il y ait partout, en province, des villes dynamiques, et il est nécessaire de s'attaquer vraiment au dossier de l'agglomération parisienne.

THIERRY BRÉHER.

CETTE PUBLICITÉ DU CRÉDIT LOCAL DE FRANCE N'EST PEUT-ÊTRE PAS TRÈS AMUSANTE, MAIS NOUS POURRONS ENCORE L'UTILISER DANS VINGT ANS.

Depuis plus de vingt ans, nous finançons le développement local. Et ce n'est pas près de changer. La pérennité de cette relation qui nous unit aux collectivités territoriales, c'est la marque du Crédit Local de France, institution financière spécialisée. Notre unique vocation est de contribuer à donner vie aux projets locaux, quelles que soient leur nature et leur importance. C'est là notre seule ambition et nous nous y tenons. Fort de son expérience long et moyen terme. Deuxième émetteur sur le marché obligataire français après l'Etat et intervenant majeur sur l'Euromarché. Le Crédit Local de France est une signature reconnue au plan international. Représenté sur le terrain par ses directions régionales qui sont aussi celles de la Caisse des dépôts et consignations, le Crédit Local de France, seule institution au service exclusif du développement local, est le partenaire fidèle de milliers de communes. C'est aujourd'hui en France l'établissement de référence du secteur local. Il le sera demain au-delà des frontières de l'hexagone.



Le Banquier des Ambitions Locales.

مكتبة الأصيل

هنا من الأصل

Politique

Le scrutin du 18 juin

Les « petites listes »

Les électeurs français auront le 18 juin prochain, jour des élections européennes, le choix entre quinze listes que l'on peut regrouper en deux grandes catégories : les listes généralistes à vocation majoritaire (listes présentées par le RPR et l'UDF, le centre, les Verts, le PS, le PC, le FN) et les « petites listes », pour lesquelles l'Europe constitue moins une échéance électorale qu'un moyen de se faire connaître ou reconnaître. Parmi ces dernières, trois sous-catégories peuvent être distinguées : les listes politiques, les listes thématiques et les listes atypiques.

Les premières regroupent les listes présentées par le Mouvement pour un parti des travailleurs (MPTT), le Mouvement des rénovateurs communistes (MRC), le Parti ouvrier européen (POE), Lutte ouvrière (LO). Elles sont le fait de partis bien situés sur l'échiquier politique et candidats de

manière plus ou moins régulière aux différentes consultations électorales. Leur programme couvre tous les aspects de l'Europe : économique, social, politique, institutionnel et culturel.

La deuxième catégorie dans laquelle peuvent être rangées les listes Chasse-Pêche-Travail, Liste apolitique pour la protection des animaux et de leur environnement et Liste de l'Alliance comprend des candidatures de circonstance qui se font souvent écho. Ainsi la liste des chasseurs entend-elle donner la réplique à celle des Verts, adversaire désigné, et la liste des protecteurs des animaux à celle des chasseurs. Les candidats défendent une cause unique, la chasse et la pêche pour les uns, les animaux pour les autres, la famille pour l'Alliance.

Enfin, dans la troisième catégorie peuvent être classées les listes initiative pour

une démocratie européenne (le Monde du 13 juin) et Génération Europe avec Gérard Tonnati, difficilement identifiable, car empruntant les caractéristiques de l'une ou l'autre catégorie précédente. Composée en majorité de jeunes, IDE présente une liste de candidats simultanément dans trois pays de la Communauté : aux Pays-Bas, en Espagne et en France. Ils privilégient l'éducation et la culture, « pierres angulaires de l'édifice européen ». Quant à M. Gérard Tonnati, déjà candidat aux élections européennes de 1984 (0,6 % des suffrages), il conduit une liste composée de socio-professionnels.

Nous publions ci-dessous les listes, l'Alliance, RFL, Génération Europe et la Liste apolitique pour la protection des animaux et de leur environnement, les autres listes ayant été diffusées dans nos éditions précédentes.

Rassemblement pour une France libre

La liste Rassemblement pour une France libre (RFL) est conduite par M. Jacques Cheminade, secrétaire général du Parti ouvrier européen. Composée de socio-professionnels, cette liste s'oppose à « l'Europe des cartels financiers, dominée par la Bourse de Londres », et propose une « Europe construite autour de grands projets ».

1. Jacques Cheminade, quarante-sept ans, président du RFL, président de l'Institut Schiller ; 2. Ruth-Engelme Imbertson ; 3. Jean-Pierre Maurer ; 4. Eliaze Magnan ; 5. Mathis Bortner ; 6. Hubert Ferrin ; 7. Christophe Laverne ; 8. Christian Proquet ; 9. Marguerite Mercier ; 10. André Pauly ; 11. Marc Fumei ; 12. Eric Saure ; 13. Benoît Sessat ; 14. Emmanuel Grenier ; 15. Jean-Jacques Monot ; 16. Aline Cotten-Henaff ; 17. Michel Cornelia ; 18. Neil Edmonson ; 19. Jean-Claude Aviat ; 20. Jacques Rivière ; 21. Laurent Rosenfeld ; 22. Dominique Piau ; 23. Philippe Coudaux ; 24. Gabriel Fressi ; 25. Pierre-Joseph Comte ; 26. Marie-Annick Prevost ; 27. Agnès Parkes ; 28. Dominique Marin ; 29. Bernard Rolot ; 30. Yvette Lemerclier ;

31. Richard Ennet ; 32. René-Jacques Dru ; 33. Roland Ferie ; 34. Maurice Regeffe ; 35. Anne-Marie Dunat ; 36. Philippe Jamet ; 37. Brigitte Sauze ; 38. Jean-Alain Scemama ; 39. François Loup ; 40. Madeleine Le Boyer ; 41. Marcel Balsier ; 42. Huguette Arias ; 43. Pascale Epron ; 44. Jean Lefevre ; 45. Marc Vell ; 46. Jean Huteau ; 47. Christiane Cousin ; 48. Gérard Chopin ; 49. Jean-Pierre Laffaire ; 50. Guy Sallou ; 51. Pierre Vial ; 52. Evelyne Emma ; 53. Claude Albert ; 54. Jean-Paul Henaff ; 55. Yvette Dramard ; 56. Gilbert Lett ; 57. Garance Upham ; 58. Odile Diet ; 59. Francine Lene ; 60. Bernadette Caltra ; 61. Dominique Vial ; 62. Gérard David ; 63. Marc Jowald ; 64. Anne-Marie Tilière ; 65. Marie Kottelat ; 66. Michel Cusart ; 67. Odile Mojon ; 68. Anne-Marie Dessoche ; 69. Cécile Desmas ; 70. Carmen Chavir ; 71. Jacques Revel ; 72. Christian Barriat ; 73. Sothbasse Erbland ; 74. Philippe Lohel ; 75. Jocelyne Fournier ; 76. Madeleine Gaillard ; 77. Yves Faumier ; 78. Marie-Elisabeth Oufang ; 79. Jeanine Wolff ; 80. Marc Rampelberg ; 81. Isabelle Demerco.

Génération Europe

La liste Génération Europe est conduite par M. Gérard Tonnati, chef d'entreprise et candidat aux élections européennes de 1984. Cette liste composée de socio-professionnels se donne cinq objectifs : construire l'Europe des régions unies, l'Europe des chances, l'Europe des libertés, l'Europe des croissances et l'Europe des espaces.

1. Gérard Tonnati, chef d'entreprise ; 2. Jean-Claude Cherrier, chef d'entreprise ; 3. Simone Bartel ; 4. Alain Eich ; 5. Hugues Federici ; 6. Jean-Paul Letombe ; 7. Frédéric Toussaint ; 8. Emmanuel Morucci ; 9. Marie-Thérèse Pallard ; 10. Claude Oulhene ; 11. Guy Labeyrie ; 12. Guy Lemoine ; 13. Adrien Marlier Grandemoulin ; 14. Ryad Boussetta ; 15. Michel Morleyrol ; 16. Michèle Dujardin ; 17. Baudouin Charles Djoudi ; 18. Jean-Charles Aouizerate ; 19. Jean-Jacques Fabien ; 20. René Gigueley ; 21. Jean-Luc Battini ; 22. Martine Cordier Michout ; 23. Michèle Komshelle ; 24. Jean-Louis Amato ; 25. Dominique Buridan ; 26. Marcel Cohen-Solal ; 27. Emmanuelle Giudicelli ; 28. Christiane Peter-Baeche ; 29. Pierre Berthier ; 30. Jean-Claude Fournier ; 31. Eugénie Lohert ; 32. Edouard

Gouteyron ; 33. Patrice Sainz ; 34. Paul Elkhann ; 35. Philippe Duval ; 36. Gwennell Pierre ; 37. Jacques Carrier ; 38. Maryvonne Maneront-Bonhomme ; 39. José Amar ; 40. Stéphane Bodiot ; 41. Jean-Michel Beckman ; 42. René Martin ; 43. Jeanine Zingher ; 44. Jacques Atlan ; 45. Michel Grandamy ; 46. Raymond Janiaux ; 47. Valérie Goubin ; 48. John Martial ; 49. Marie-Christine Morel ; 50. Jean-Pierre Orth ; 51. Jean-Claude Tabariès ; 52. Evelyne Gonthier ; 53. Jackie Heurtau ; 54. Antoine Hernandez ; 55. Alain Levy ; 56. Bernard Cioffi ; 57. Laurence Noury ; 58. Michel Kahn ; 59. Jean-Pierre Lehmsich ; 60. Serge Lagache ; 61. Jean-Pierre Hicher ; 62. Pierre Monginy ; 63. Eliane Aigrain ; 64. Jean-Pierre Allouche-Chenail ; 65. Léon Barre ; 66. Jean-Louis Dumas ; 67. Alain Besnard ; 68. Michel Godot ; 69. Josephine Tizon ; 70. Gérard Pagano ; 71. Michel Salinas-Keryhu ; 72. Michèle Massonnet ; 73. A. François Seigle ; 74. Gérard Sionneau ; 75. Charles Janivel ; 76. Magali Farail-Attuyer ; 77. Daniel Piestrak ; 78. Jean Kij ; 79. Didier Camps Bres ; 80. Michèle Muller ; 81. Maurice Tonnati.

La campagne intimiste des rénovateurs communistes

Les réunions des rénovateurs communistes sont à la mesure de leurs moyens : intimes et confidentielles, informelles et insolites, mais souvent chaleureuses et toujours en dehors des cadres politiques traditionnels.

Celle organisée, lundi 12 juin à Paris sur une péniche, était à cette image : mélange de musique et de débat, de militants et d'artistes, de fidèles et de badauds. Sous une banderole affirmant « la terre est le seul pays de l'art », les hommes en sont les héritiers, des musiciens sériels, salvatoriens et irrévérencieux se sont succédés pour rappeler que « la terre est notre unique frontière ». M. Georges Moustaki, venu « en ami », s'est dit « disponible à toutes les émo-

tions », « présent pour essayer de comprendre ce que l'on recherche ensemble ».

M. Claude Llabres, chef de file des rénovateurs communistes et tête de liste aux élections européennes, a plaidé en faveur « d'une grande politique européenne de soutien à la création, pour mettre fin à l'omniprésence de l'argent, qui empêche certains artistes de s'exprimer ». « Il ne faut pas adopter une attitude frileuse ou défensive face à l'Europe. Le nationalisme est particulièrement absurde dans un domaine qui a vocation à l'universalité », a-t-il déclaré. Il a exprimé, à ce titre, son scepticisme à l'égard des quotas de diffusion, « qui ont plus d'effets pervers que d'avantages ».

● L'élection municipale de Sarcelles est annulée. Le tribunal administratif de Versailles a annulé lundi 12 juin le résultat des élections municipales à Sarcelles (Val d'Oise) et mardi 13 juin celui des élections municipales à Port-Marly (Yvelines).

À Sarcelles, la liste d'union de la droite dirigée par M. Raymond Lamontagne (RPR), maire sortant,

l'avait emporté le 19 mars, en obtenant 7 424 suffrages, devant de 281 suffrages la liste socialiste dirigée par M. Dominique Strauss-Kahn.

Dans cette ville où la gauche était théoriquement majoritaire, le maintien au second tour de la liste communiste (qui avait obtenu 2 481 voix) avait compromis le possible succès de M. Strauss-Kahn.

Alliance

La liste de l'Alliance, conduite par le chirurgien Henri Joyeux, est composée de socio-professionnels et de mères de famille. « Plaçant la famille en tête de leur programme », les candidats proposent de « donner un soutien financier équivalent au SMIC au père en même d'un enfant » et de « remettre en honneur notre héritage judéo-chrétien ».

1. Professeur Henri Joyeux, chirurgien à l'Institut du cancer et professeur à la faculté de médecine de Montpellier ; 2. René Lejeune ; 3. Régine Froustey ; 4. André Nester ; 5. Jacques Jullien ; 6. Pierre Tracol ; 7. Yannick Bonnet ; 8. Pierre Jeudon ; 9. René de Salina ; 10. Angèle de Malherbe ; 11. Jeanne Briand ; 12. Jean Proudhon ; 13. Chantal de Billy ; 14. Mathieu Sablon ; 15. Albert Tor ; 16. Catherine Barbary ; 17. Guy de Testa ; 18. Jean Miguet ; 19. Edmond Roche-Bryon ; 20. Sabine Tureanu ; 21. Bruno Barot ; 22. Sothbasse Erbland ; 23. Anne Collignon ; 24. Jean-François Bernier ; 25. Yves de Segau ; 26. Marie-Thérèse Patral ; 27. Robert Cleary ; 28. Roger Hertz ; 29. Emmanuel Gravier ; 30. Pierre

Protection des animaux et de leur environnement

La Liste apolitique pour la protection des animaux et de leur environnement, conduite par deux femmes, M^{mes} Arlette Alessandri et M^{lle} Liliane Sujansky, est un regroupement de plusieurs associations protectrices des animaux, dont la Fondation Brigitte Bardot. Considérant que « les limites de l'acceptation ont été franchies dans la plus totale insouciance des souffrances et des formations politiques », cette liste propose notamment « la création d'un comité d'éthique pour lutter contre la vivisection et l'expérimentation médicale » et « la mise en place de programmes d'éducation humanitaire dans les écoles ».

1. Arlette Alessandri, présidente nationale d'Assistance aux animaux ; 2. Liliane Sujansky, directrice de la Fondation Brigitte Bardot ; 3. Jacques Leboeuf ; 4. Gilbert Monthon ; 5. Jacques Manry ; 6. Jacques Dery ; 7. Paul Marchisio ; 8. Eric Brauer ; 9. Suzanne Arbeau-Barre ; 10. Claude Drahot ; 11. Patrick Perrier ; 12. Serge Belais ; 13. Jacques Kalm ; 14. Patricia Lottier ; 15. Jeanne Charrier ; 16. Simone Metzger ; 17. Henri Anton ; 18. Anne Fontaine-Nativel ; 19. Renaud Blanc ; 20. Maryse Lebesco ; 21. Pierre Garcia ; 22. Claude

Feyrabend ; 23. Daniel Bortiaux ; 24. Frédéric Césaire ; 25. Alain Sogno ; 26. René Paoli ; 27. Jean-Yves Bonnet ; 28. Denise Schlesinger ; 29. Anne Rooryck ; 30. Victoria Thieb ; 31. Jacqueline Etienne ; 32. Daniel Hailan ; 33. Thierry Tournier ; 34. Jean-Jacques Madec ; 35. Karine Roca ; 36. Jean-Paul Soulie ; 37. Christiana Koc ; 38. Lucienne Collette ; 39. Nicole Baudet ; 40. Christiane Gaulin ; 41. Jacqueline Blangon ; 42. Pierre Deligne ; 43. Martine Pechenart ; 44. Louis Pignatelli ; 45. Roger Serre ; 46. Fabien Urribarri ; 47. Joëlle Bergallat ; 48. Jacques Mailly ; 49. Philippe Vio ; 50. Georges Hilbert ; 51. Louis Sorlin ; 52. Georges Hilbert ; 53. Jacques Saint-Cyr ; 54. Pascal Gaze ; 55. Joël Dejardin ; 56. Jacqueline Pekar ; 57. François Barbary ; 58. Jacques Lemarquis ; 59. Jean Derru ; 60. Robert Queney ; 61. Robert Dumont ; 62. Anne-Marie Castagny ; 63. Simone Serval ; 64. Eve Gudin ; 65. Georges Borden ; 66. Amick Le Borec ; 67. Jean-Laurent Marie ; 68. Dominique Le Biban ; 69. Hubert Mistr ; 70. Jacques Salazar ; 71. Jean-Marc Chevut ; 72. Emile Kattar ; 73. Françoise Beylat ; 74. Robert Pavin ; 75. Philippe Vio ; 76. Claudette Sagnard ; 77. Robert Bry ; 78. Vera Desmet ; 79. Laurence Julien ; 80. Gilbert Roy de Bouteville ; 81. Jean-François Bianchetti.

Au « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Herzog (PCF) table sur dix députés

M. Philippe Herzog, qui conduit la liste du PCF à l'élection européenne, invité du « Grand Jury RTL-le Monde », lundi 12 juin, a déclaré : « Autant nous sommes contre un gouvernement de l'Europe, une supra-nationalité, autant nous pensons que le Parlement doit disposer des pouvoirs importants de proposition de coopération » concernant essentiellement « les secteurs publics ». « Nous sommes à fond pour des accords de coopération à géométrie variable, dès lors qu'il s'agit de créer des richesses et des emplois en commun. Aujourd'hui, selon lui, on assiste plutôt à des transferts de technologie vers les Etats-Unis. Et en France, on les voit toujours pas ! »

A propos de l'affiliation du PCF dans un groupe politique au Parlement européen, après le 18 juin, M. Herzog a dit : « On peut parfaitement être dans un même groupe et avoir des divergences sur le projet de supra-nationalité, qui est celui des communistes italiens (...). Si les

italiens, comme les Espagnols et les Français, sont d'accord pour défendre les intérêts de leurs travailleurs et de leur populations, pour combattre l'injustice fiscale, s'ils sont contre les privatisations et pour le désarmement, vous conviendrez qu'il en va donc de 90 % des dossiers (...). Je fais un appel à l'union, et à mes camarades italiens, je dis : il faut pouvoir continuer à travailler ensemble ; il y a de l'intérêt des travailleurs, des forces populaires, de la gauche dans toute la Communauté ».

Interrogé sur le développement de la répression en Chine, M. Herzog a répondu : « Je trouve cela révoltant, révoltant et infâme. Il a ajouté que, « dans les circonstances actuelles, rien ne doit tempérer, d'aucune façon, la condamnation totale des méthodes utilisées par la direction chinoise ».

Enfin, la tête de liste du PCF estime qu'un bon résultat serait un score supérieur à celui de 1984, soit 11,28 % et dix députés.

Après les élections provinciales en Nouvelle-Calédonie

Le RPR réaffirme son hostilité à toute éventuelle amnistie

Dans un entretien publié mardi 13 juin par les Dernières nouvelles d'Alsace, le secrétaire général du RPR, M. Alain Juppé, commente les résultats des élections provinciales du 11 juin en Nouvelle-Calédonie en déclarant notamment : « Globalement, les deux formations qui ont accepté un processus de négociation et de concertation sont les grands vainqueurs de ces élections. C'est une bonne étape. Si aujourd'hui l'on repart sur des bases nouvelles, je suis pour tout ce qui peut conduire à l'apaisement et à la construction d'une Nouvelle-Calédonie qui soit elle-même, et elle-même dans la France ».

Le RPR a toutefois réaffirmé ses réserves à propos d'une éventuelle amnistie dont pourraient bénéficier, en particulier, les militants indépendantistes impliqués dans l'affaire d'Orléans. Le premier ministre ayant rappelé, dimanche, l'« engagement moral » d'un « pardon généralisé » à ce sujet, par « les trois parties » présentes aux accords de Matignon, M. Juppé réagit sur le territoire, la formation que préside M. Jacques Chirac a diffusé, lundi, un communiqué demandant un gouvernement de « ne prendre aucune initiative susceptible de remettre en cause l'équilibre qui s'est établi sur le territoire » et réitérant « son hostilité à toute procédure qui viserait à amnistier les auteurs de crimes de sang commis en Nouvelle-Calédonie. Une telle mesure, souligne le RPR, ne pourrait, en effet, qu'exacerber les passions aujourd'hui apaisées et encourager les extrémismes qui ne reculent pas devant la violence ».

Commentant le recul électoral de ses partisans locaux, M. Jean-Marie Le Pen a dit, humilié à Toulon : « Il n'y a pas de surrogat possible du peuple sans lui. Le Front national a fait ce qu'il a pu pour éviter les Français de Nouvelle-Calédonie sur les risques et les dangers inséparables, dont l'indépendance, que leur fait courir la politique actuelle, mais si les Calédoniens sont en faveur de cette solution, je ne peux pas les en empêcher, tout en le déplorant ».

Le porte-parole du Comité de soutien national à la Nouvelle-Calédonie française, M. Jacques Rousseau, a « constaté que les Calédoniens viennent de soutenir massivement un cadre des accords de Matignon en rejetant les extrémismes de tout poil », en ajoutant : « Les partisans de la Calédonie française, même s'ils ont la majorité au Congrès, seraient bien inspirés de ne pas l'utiliser pour freiner les légitimes progrès socio-économiques attendus par les Mélanésiens. Les élus loyalistes doivent, au contraire, selon M. Rousseau, aller de l'avant en élaborant une véritable coopération entre toutes les ethnies et les régions ».

Commencement du recensement électoral de ses partisans locaux, M. Jean-Marie Le Pen a dit, humilié à Toulon : « Il n'y a pas de surrogat possible du peuple sans lui. Le Front national a fait ce qu'il a pu pour éviter les Français de Nouvelle-Calédonie sur les risques et les dangers inséparables, dont l'indépendance, que leur fait courir la politique actuelle, mais si les Calédoniens sont en faveur de cette solution, je ne peux pas les en empêcher, tout en le déplorant ».

Le porte-parole du Comité de soutien national à la Nouvelle-Calédonie française, M. Jacques Rousseau, a « constaté que les Calédoniens viennent de soutenir massivement un cadre des accords de Matignon en rejetant les extrémismes de tout poil », en ajoutant : « Les partisans de la Calédonie française, même s'ils ont la majorité au Congrès, seraient bien inspirés de ne pas l'utiliser pour freiner les légitimes progrès socio-économiques attendus par les Mélanésiens. Les élus loyalistes doivent, au contraire, selon M. Rousseau, aller de l'avant en élaborant une véritable coopération entre toutes les ethnies et les régions ».

Ni épousailles ni guerre

NOUMÉA. de notre correspondant dans le Pacifique sud

« Le « ouï-ouï » ne sera le théâtre ni d'épousailles spectaculaires ni d'une guerre de tranchées. Au lendemain des élections provinciales du dimanche 11 juin, les différentes formations représentées dans les trois conseils de province et au sein du congrès ont levé le voile sur leur future attitude. Elles réagissent avant tout au coup par coup au gré des projets soumis à leur avis, excluant a priori toute obstruction systématique que l'alliance inconditionnelle. Il n'y aura donc pas de bouleversement du paysage politique local, comme pouvait le laisser croire l'absence de majorité absolue au congrès du territoire. La majorité relative suffira de toute manière au RPR pour contrôler cette instance territoriale.

Si M. Jacques Lafleur et François Burck se sont rencontrés officiellement pour la première fois mardi à la résidence du haut commissaire — rien n'a filtré de cet entretien —, chacun conserve sa liberté de manœuvre. « Les accords de Matignon ne sont pas une alliance mais un pacte de non-agression », a rappelé le bureau politique du FLNKS, qui tient ainsi à dissiper les rumeurs sur une éventuelle majorité conjuguée RPR-FLNKS autour des accords de Matignon. « Ponctuellement, il peut se présenter des votes communs lorsqu'il s'agit de partage et de réajustement », a ajouté la direction du mouvement indépendantiste, en précisant, toutefois : « Il n'y aura pas d'alliance politique qui rapporte un objectif qui reste fondamentalement différent pour 1998 ».

La section locale du Front national (trois élus) a annoncé qu'elle votera les textes comportant « plus de France » et rejettera ceux où il y aura « moins de France », tandis que M. Bernard Marant, tête de la liste Calédonie demain (deux sièges), a écarté toute « opposition systématique », soulignant que son groupe

figurera parmi « les alliés naturels du RPR ».

Le même pragmatisme prévaut au sein du parti de l'Union calédonienne (deux sièges). M. Muliava Kalepo, sa tête d'affiche, a indiqué qu'il « soutiendra toutes les décisions qui vont dans le sens de la défense des intérêts des Wallisiens et Futuniens », tout en veillant à « préserver une totale indépendance vis-à-vis de toute forme de pressions ». La percée de cette liste, qui, après quelques semaines d'existence à peine, a recueilli 40 % des suffrages mélanésiens et futuniens, reste l'une des grosses surprises de ce scrutin.

Quant au grand perdant de ces élections, le Front uni de libération kanak (FULK), impuissant à perturber le déroulement du scrutin comme à entraîner une abstention massive en milieu canaque, il ne semble guère disposé à faire amende honorable. S'appuyant la majeure partie des abstentionnistes traditionnels, il s'est réjoui que dans seize communes à majorité canaque 33 % des électeurs aient « boycotté le plan Record, ce qui est très significatif ». S'il est vrai que dans quatre communes de la Grande Terre (Kaua-Gomen, Houailon, Poinindé, Voh) le décalage de 10 à 30 % observé entre le taux de participation à ce scrutin provincial et celui des dernières municipales — où le FULK était présent — peut être imputé à des consignes de boycottage, il reste que cette « abstention politique » ne dépasse pas 2 % à Lifou et Maré, fiefs du parti de Yann Ouléme Utegei, qui recueillait l'ordinaire des scores avoisinant les 15 %.

Le FLNKS a pris acte du fait que de nombreux adhérents du FULK sont allés voter dimanche, contrairement aux instructions de leur état-major. Ce constat l'amène à chercher une formule qui lui permette d'exclure de la coalition les dirigeants du FULK, définitivement discrédités par leurs déclarations, sans s'aliéner tous ses militants en proie à des états d'âme.

FRÉDÉRIC BOBIN.

M. Philippe Séguin en désaccord avec les « rénovateurs » de la Chartreuse

M. Philippe Séguin était peut-être absent de la rencontre de la Grande-Chartreuse « parce qu'il avait autre chose à faire », comme il le dit. Mais au lendemain de celle-ci, le maire d'Épinal est renforcé dans son désaccord avec ses onze collègues députés « rénovateurs », dont il était pourtant apparu, à l'origine, comme l'inspirateur le plus écouté. Invité du Club « Profession politique » lundi 12 juin, M. Séguin a formellement contesté le bien-fondé de l'entreprise rénovatrice, réaffirmé son attachement au RPR et renoué sa confiance à M. Jacques Chirac, qui est toujours « le seul à pouvoir porter les couleurs et les espoirs de l'opposition ».

Le député des Vosges a rappelé son hostilité à « l'idée de constitution d'une nouvelle formation politique », hypothèse qu'il voit « fondamentalement mauvaise ». Un

parti du centre serait, selon lui, « tenté de jouer un rôle de bascule entre la fraction dure de l'opposition et la majorité », ce qui « rendrait quasiment impossible la désignation d'un candidat commun de l'opposition à l'élection présidentielle ». M. Séguin souhaite en conséquence, que « les rénovateurs soient récupérés, ce qui signifierait qu'ils auront gagné ». Au total, il est donc favorable à l'organisation de l'opposition mais non à la reconstitution totale du paysage politique que souhaitent certains « rénovateurs ».

Cette prise de position rejoint sur de nombreux points celle de M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, qui, après avoir participé à la rencontre de la Chartreuse, a été « frappé par les profondes différences qui existent entre les rénovateurs ». Il préfère donc se dire lui-même « réformateur ».

EDUCATION

La loi Jospin et la suppression des écoles normales

Les instituteurs et les professeurs du secondaire seront formés dans les mêmes « instituts universitaires »

Le projet de loi d'orientation sur l'éducation, adopté par l'Assemblée nationale, samedi 10 juin (Le Monde daté 11-12 juin), devrait être examiné par le Sénat à partir du 27 juin. M. Paul Séramy, sénateur centriste de Seine-et-Marne, doit en être le rapporteur. Sans doute peu de passion jusqu'à présent, ce texte, que M. Jospin a voulu être « consensuel », a été notamment complété par trois importants amendements gouvernementaux. L'un précise le statut des futurs instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM), qui se substitueront aux écoles normales d'instituteurs et aux divers centres de formation de professeurs. Les deux autres prévoient que les parents d'élèves qui siègent dans les instances consultatives de l'éducation nationale seront indemnisés par l'Etat et pourront obtenir des autorisations d'absence de leur employeur.

A partir de la rentrée 1990, les enseignants, de la maternelle au lycée, seront tous formés dans un type unique d'établissements rattachés aux universités : les instituts universitaires de formation des maîtres. Le vénérable réseau départemental des écoles normales d'instituteurs, celui des centres pédagogiques régionaux où sont formés actuellement les titulaires du CAPES théorique, ainsi que les établissements destinés aux professeurs du technique, fusionneront. Tel est, en tout cas, l'ambitieux projet du ministre de l'éducation nationale, qui figure dans l'article 16 de la loi d'orientation.

Nombreux sont les gouvernements à avoir tenté de réaliser pareille réforme sans succès : les écoles normales, héritage de la loi Guizot de 1833 (1), et financées par les conseils généraux, fonctionnent trop souvent en vase clos et la coopération avec les universités est très limitée pour des raisons à la fois corporatives, historiques et administratives. C'est donc un triple tabou que M. Jospin s'apprête à transgresser dans son objectif d'unifier le corps enseignant et de rationaliser le potentiel de formation.

Des parents d'élèves indemnisés

Les députés ont adopté deux amendements au texte de M. Jospin précisant les conditions dans lesquelles vont pouvoir être indemnisés les parents d'élèves élus, qui siègent dans les conseils départementaux, régionaux, académiques — instances nées de la décentralisation — et nationaux de l'éducation nationale. L'Etat s'engage à leur attribuer un dédommagement forfaitaire (pour un coût estimé entre 2 millions et 3 millions de francs), et affirme le droit à des autorisations d'absence de leur travail pour assister aux réunions.

Ces mesures, qui satisfont la vieille revendication des fédérations de parents d'élèves d'un « statut de délégué-parent », vont faciliter la tâche des militants séjournant dans les instances consultatives. Mais elles ne touchent pas la grande masse des parents qui participent à la vie scolaire quotidienne, et notamment dans les conseils d'administration.

Dans sa rédaction initiale, le projet de loi ne précisait pas la forme juridique de ces nouveaux instituts ; cela a été fait grâce à un amendement gouvernemental qui prévoit la création d'un statut spécifique d'établissement public d'enseignement supérieur administratif, dérogatoire à la loi Savary de 1984 sur les universités. Il s'agit de concilier deux impératifs contradictoires : rattacher solidement les IUFM à une ou plusieurs universités, qui sont autonomes, et préserver la cohérence nationale de la politique de formation des enseignants. Chaque IUFM serait bien rattaché à une ou plusieurs universités. Mais, créé par l'Etat, il serait placé sous la tutelle du ministre de l'éducation nationale et son autonomie serait donc limitée. Son conseil d'administration serait présidé par le recteur, le directeur étant choisi par le ministre sur une liste proposée par le conseil d'administration.

« Politique de grignolage »

En principe, il n'existerait qu'un institut par académie, ce qui pose le problème de l'avenir des écoles normales départementales d'instituteurs, et de leurs personnels. M. Jospin a reçu, mercredi 7 juin, les représentants des conseils généraux pour envisager les modalités de la dévolution à l'Etat des biens des écoles normales. Mais cette opération nécessite le vote d'une loi spécifique. Toutes les écoles normales ne deviendraient pas des IUFM : les locaux libérés pourraient être utilisés pour des classes de lycée, des antennes universitaires ou mis à la disposition de la formation professionnelle ou d'enseignements relevant du ministère de l'Agriculture. Quant aux 2 700 professeurs d'école normale, qui sont des certifiés ou des agrégés pour la plupart, ils pourraient enseigner dans les structures nouvelles, mais seraient incités à rejoindre les lycées, les universités ou les corps d'inspection. Cette vaste réorganisation de la formation des enseignants, pourrait constituer la

principale innovation introduite par la loi Jospin. Des moyens, aujourd'hui dispersés, seraient regroupés et la formation théorique pourrait être associée à une expérience du terrain.

La constitution de pôles régionaux de formation aurait des conséquences sur le mode de recrutement et de gestion des personnels. L'hypothèse de travail qui prévaut au ministère consisterait à recruter les instituteurs au niveau académique et non plus départemental, ainsi que l'avait suggéré en 1988 un rapport de la Cour des comptes, qui mettait en lumière la sous-utilisation de certaines écoles normales. Quant aux professeurs du second degré, ils continueraient d'être recrutés par des concours nationaux, mais leur notation serait confiée aux inspecteurs pédagogiques régionaux.

Il reste à donner une réalité concrète aux IUFM. Les obstacles ne manquent pas : les conseils généraux ne sont certainement pas prêts à « lâcher » sans contrepartie, les écoles normales, dont ils sont fiers. Ces dernières ont-elles d'ailleurs intérêt à passer sous contrôle de l'Etat, alors que les élus départementaux les subventionnent généreusement ? En outre, les directeurs et les professeurs d'école normale ont toujours réussi à s'opposer à une réforme qui viserait à les en écarter au profit des universitaires et d'enseignants du terrain — ce qui est, à l'évidence, l'un des objectifs du ministère. Déjà, de nombreux directeurs d'école normale ont signé un texte dénonçant la « politique de grignolage » du ministère, visant à supprimer les écoles normales capables de vivre dans la « prospérité, en marge du giron universitaire ». Contre l'intrusion des universitaires, les directeurs et professeurs défendent « la spécificité des formations d'instituteurs ».

Les professeurs de lycée et les universitaires défendent un tout autre point de vue. Ceux de la FEIN (SNES et SNESup) protestent déjà contre ce qu'ils considèrent comme un simple rattachement de façade des écoles normales, assimilées péjorativement à l'enseignement primaire. Ils critiquent aussi l'insuffisance des liens prévus entre IUFM et universités, qui semble résulter de l'efficacité pression... des instituteurs du SNI-FEGC, autre syndicat de la FEIN. De son côté, la conférence des présidents d'université estime que la direction de ces instituts doit être assurée par des universitaires et que les universitaires doivent participer à l'enseignement. Jospin, qui s'est donné pour principe de ne rien imposer aux personnels, va devoir user de toute sa force de persuasion.

(1) La loi Guizot obligeait chaque département à entretenir une école normale de garçons.

PHILIPPE BERNARD.

ENFANCE

La grève est reconduite dans les crèches parisiennes

Après une interruption du mouvement vendredi 9 juin, plus d'un tiers des crèches municipales de Paris ont à nouveau fermé leurs portes le mardi 13 juin à l'appel de l'intersyndicale CFDT-CFTC-FO-CGT pour une cinquième journée de grève effective. Les personnels réclament une revalorisation des carrières des salaires et de meilleures conditions de travail.

« C'est la première fois que je vois une telle mobilisation dans notre profession. Le personnel, jusque-là, n'était pas. Sans doute trop scrupuleux par rapport aux enfants dont il s'occupe », constate la directrice d'une des trois crèches municipales. Le salaire est la revendication principale des grévistes dans cet établissement où soixante-douze enfants sont conduits chaque matin et jusqu'au soir s'achèvent, jouent, pleurent... ou dorment sous la surveillance d'une douzaine d'auxiliaires puéricultrices et éducatrices.

« Un salaire valorise une profession », disent-elles. Or, une auxiliaire en fin de carrière gagne 6 231 francs brut : à peine 1 000 F de plus qu'à ses débuts. Avec une formation de quatre années après le baccalauréat, les puéricultrices débutent à 6 629 F pour terminer à 9 706 F. « Le seul fait d'être appelée auxiliaire, ou encore « post-puéricultrice », est la preuve même de la dévalorisation de notre métier », souligne une jeune employée de vingt-six ans, venue de province pour trouver du travail à Paris.

Autre revendication : le manque de personnel et de formation dont souffrent la plupart des crèches municipales. « Puéricultrices ou éducatrices sont des métiers sérieux. La bonne volonté ne suffit pas, il faut une formation solide », insiste la directrice. Lorsqu'une employée est malade ou est en stage de perfectionnement il est rare qu'elle soit remplacée. Une puéricultrice peut ainsi se retrouver avec plus de dix bébés sous sa responsabilité, alors que les règlements prévoient un maximum de huit.

Enfin, les grévistes protestent contre l'insuffisance des crédits accordés par la municipalité. Financé à plus de 50 % par les collectivités locales, le coût de la crèche s'élève à 250 F par enfant et par jour. Les familles débourseront 50 F par enfant, la municipalité et les allocations familiales apportent le complément. Mais le personnel en est parfois réduit à payer de sa poche la dégradation et l'entretien de son cadre de travail.

« Au début de la grève, précise un auxiliaire, les parents étaient agressifs. Les deux tiers des effectifs de la crèche, dont aucun n'était syndiqué, ont arrêté le travail. Et puis, au fur et à mesure, ils ont mieux compris. Maintenant, ils alimenteront nos revendications et nous soutiendront. Les parents, conscients de la relation affective qui lie les puéricultrices à leurs enfants, semblent avoir progressivement admis la légitimité de cette grève, compréhension facilitée par les contacts quotidiens avec le personnel ».

« Le souci de prévention et de suivi de l'enfant pendant deux ans est un travail de femme qui n'est pas mesurable vu de l'extérieur », estime la directrice. Et avec un brin d'humour elle ajoute : « A l'heure où l'on réfléchit sur les droits des enfants, il est temps de se pencher sur les métiers qui ont un rapport avec ces droits. »

G. Co.

EN BREF

• Une usine de plutonium accusée de pollution aux Etats-Unis. — Un rapport publié par le FBI accuse de graves manquements aux normes anti-pollution les responsables de la seule usine de production de plutonium militaire américaine, à Rocky Flats (Colorado). Selon le FBI, « il existe la présomption » que le DOE (département de l'énergie) et la firme aérospatiale Rockwell, chargée d'exploiter l'usine pour le compte du DOE, « ont produit de fausses déclarations ou dissimulé des faits matériels, et ont violé la loi sur la propreté des eaux ». Une partie de l'usine avait été fermée en octobre 1988 après un incident au cours duquel trois personnes furent légèrement irradiées. — (AFP.)

• Tremblement de terre à Los Angeles. — Un séisme de magnitude 4,5 a secoué, mardi 12 juin à 9 h 57 (heure locale, soit 18 h 57 heure de Paris), l'agglomération de Los Angeles. A 10 h 20 (19 h 20, heure de Paris), une « réplique » de magnitude 4,3 s'est produite. L'épicentre était situé à Montebello, à 15 kilomètres à l'est du centre de Los Angeles, mais les secousses ont été ressenties dans toute l'agglomération et même jusqu'à Banning (à 135 kilomètres à l'est de Los Angeles). Les seuls dégâts signalés se limitent à quelques pierres fissurées et à des coupures de conversations téléphoniques. — (AFP, UPI.)

Robert MERLE



«Une documentation sans faille sur les études scientifiques menées dans le monde entier, une curiosité tendre et lucide pour le monde animal qui n'entame en rien l'amour de ses semblables, et Robert Merle nous entraîne, en 360 pages, dans un roman dont on ne sait pas très bien s'il n'est que fiction.»

Richard Le Ny Le Figaro Magazine

Robert Merle

Le propre de l'homme

Éditions de Falaise

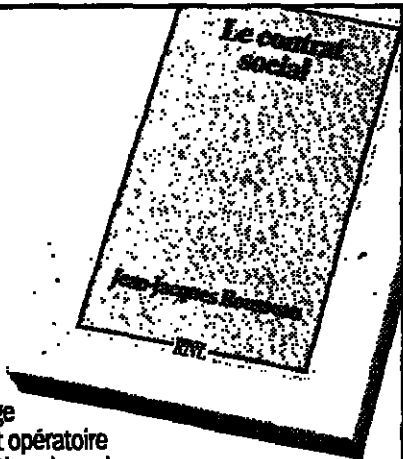
PARIS

A défaut du vous pouvez éventuellement consulter cet ouvrage...



Cela dit, si vous cherchez l'ouvrage de référence à la fois objectif et opératoire qui vous permettra de gérer les relations humaines au mieux des intérêts de tous, tout en respectant un Droit en constante évolution, c'est plutôt le Lamy Social qu'il vous faut.

Pour vous procurer le Lamy Social téléphonez au plus vite au



01 42 42 42 42

Pour régler vos commandes avec facilité

5524 من الأصل

Justice

Atteint d'un cancer, selon son avocat

Paul Touvier fonde sa défense sur l'impossibilité d'un nouveau procès

Inculpé de crimes contre l'humanité, après avoir été arrêté le 24 mai dans une communauté religieuse de Nice, Paul Touvier, qui fut chef du deuxième service de la milice à Lyon dans les dernières années de l'Occupation, a été entendu, lundi 12 juin, pendant trois heures par M. Jean-Pierre Genti, juge d'instruction au tribunal de Paris, chargé du dossier. A l'issue de ce premier interrogatoire, son défenseur, M. Jacques Trémolet de Villiers, a déclaré au journal de 20 heures de la Cinq que son client souffrait d'un cancer. Cependant, l'avocat a insisté que cette maladie n'empêcherait pas pour l'instant Paul Touvier de répondre aux interrogatoires et de participer à l'instruction de son procès, qu'il souhaite voir conduire « sur un rythme assez soutenu ». D'ores et déjà, il a été prévu que l'ancien militaire serait de nouveau interrogé les 16 et 19 juin.

L'interrogatoire du lundi 12 juin semble avoir porté sur une première approche du dossier et l'établissement d'un programme de l'instruction. Paul Touvier, qui est détenu à l'hôpital des prisons de Fresnes, a été transporté jusqu'au cabinet du juge d'instruction installé dans un fauteuil roulant, possédé par deux ambulanciers. Il doit être opéré pro-

chainement de la prostate. En attendant, il a été invité, au cours de l'interrogatoire, à constater la présence des malles et cartons saisis et placés sous scellés depuis son arrestation par la gendarmerie, et qui contiennent les papiers et archives qu'il a accumulés au cours de ses années de persécution.

Il apparaît en tout cas dès maintenant que la défense de Paul Touvier aura pour objet de démontrer que juridiquement aucun nouveau procès ne peut être envisagé. Son avocat l'a d'ailleurs signalé sans équivoque en déclarant que la maladie n'empêcherait pas son client de participer sans réserve à l'instruction s'il apparaissait que « le but de celle-ci, comme je le souhaite, est la reconnaissance du droit, de la suprématie des lois de la République et du respect de la France que le président Pompidou avait manifesté avec cette grâce ».

En revanche, M. Trémolet de Villiers ne pense pas que l'on puisse aboutir « si le but de l'instruction est une recherche épurée d'une vérité qui va s'égarer dans quarante-cinq ans d'histoire ». Car, pour l'avocat, « une fois qu'une chose a été classée et que la paix est revenue, il ne faut plus chercher à dégrader pour dégrader ».

Congrès à Avignon

Les soucis européens des huissiers

Le dix-huitième congrès national des huissiers de justice s'est réuni du mercredi 7 au samedi 10 juin à Avignon. Les sept cents officiers de justice et magistrats présents ont réfléchi à l'avenir de la profession dans la perspective des prochaines exigences européennes.

AVIGNON

de notre envoyée spéciale

L'Europe de 1993 concerne assez peu les huissiers de justice. Pourtant ils s'en inquiètent. L'article 55 du traité de Rome, énonçant de l'acte unique « les activités participant, même à titre occasionnel, à l'exercice de l'autorité publique », ce qui est leur cas, leur semble une protection insuffisante. Certes une telle clause rend impossible l'installation en France d'huissiers d'autres pays européens. Le confrère italien ne pourra venir saisir, au nom de la loi, sous les yeux de son collègue parisien. Le monopole est donc sauve. Mais, comme l'explique le président de la chambre nationale, M. Roland Soudant, les activités protégées par le monopole « représentent la partie de moins en moins rentable de notre profession. Pour le reste, nous allons vers une situation anarchique, avec une concurrence avivée des agences de recouvrement et même des avocats ».

Or, pour les huissiers français, ce « domaine concurrentiel » offre les meilleures perspectives de gain pour l'avenir. Aujourd'hui, le recouvrement de créances, pour des particuliers mais surtout des entreprises, est devenu l'une des principales sources de revenus. Si l'on y ajoute le conseil en matière juridique, l'ensemble représente près de la moitié des activités d'un huissier. Rien d'étonnant dans ces conditions si la première commission des travaux du congrès, la plus importante, a été consacrée à

« la recherche de nouveaux marchés ».

Car les huissiers français ont le sentiment que c'est également en renforçant leur poids économique qu'ils garderont leur place au soleil. « C'est pour nous la meilleure protection contre la concurrence », devait dire M. Soudant lors de son discours d'ouverture, « une véritable garantie contre une uniformisation des législations européennes qui se ferait forcément par le bas ».

Pour ancrer définitivement leur action dans le monde de l'entreprise et préparer efficacement 1993, les huissiers se proposent de créer un « réseau européen de recouvrement », le RER.

Cette structure utiliserait le réseau des chambres départementales et régionales et permettrait de récupérer rapidement des créances dans les douze pays de la Communauté. « Actuellement, il n'existe aucun organisme capable de centraliser et de traiter ce genre de problèmes », a expliqué M. Jean-Claude Belot, à l'origine de la proposition de RER. « Prenons l'exemple d'une entreprise ouest-allemande qui ne parvient pas à se faire payer par ses créanciers en France. Elle va devoir prendre un avocat en Allemagne fédérale, qui transmettra le dossier à un confrère français, s'il en connaît... Au bout du compte, avec les frais de juristes et de traduction, cela revient très cher, et pour une créance inférieure à 20 000 F, le débiteur laisse généralement tomber ».

Une procédure accélérée et moins onéreuse grâce au réseau européen voilà ce que les huissiers aimeraient présenter à leurs clients lorsque l'Europe ouvrira ses portes. Ce qui leur a valu cette réflexion indignée d'un homme au fort accent belge : « Les confrères veulent-ils devenir des commerçants ou rester des officiers de justice ? ». Visiblement, les « confrères » français ont fait le choix de ne pas choisir.

JUDITH RUEFF.

Mal connus mal aimés

De tous leurs collègues européens, les 2 935 huissiers de justice français (dont 10 % de femmes) sont les mieux formés. Alors qu'en Italie on accède à la profession avec le baccalauréat, il faut en France une licence en droit, et les candidats sont le plus souvent titulaires, en outre, d'une maîtrise. Le stage professionnel, qui complète la formation universitaire, d'une durée de deux ans bien sûr, est plus long. La récompense de ces années d'études se traduit par des responsabilités et une activité diversifiées. Et aussi par des revenus de profession libérale — contrairement à de nombreux pays, comme l'Italie, où l'huissier est un fonctionnaire — estimés à 400 000 F par an selon une étude du CER.

Pourtant, les huissiers français souffrent d'un mal secret : le « complexe du sous-juriste ». Mal aimés, peu prisés par une opinion qui les perçoit, au mieux, comme « un mal nécessaire », les huissiers ont du vague à l'âme. Pour les reconforter, la chambre nationale leur prépare un spot publicitaire dont l'objectif est de les révéler sous le jour de médiateurs attentifs.

J. R.

Le militant basque Joseph Etcheveste remis en liberté. — La chambre correctionnelle du tribunal de Paris a fait droit, lundi 12 juin, à une demande de liberté de Joseph Etcheveste, militant présumé du mouvement basque Iparretarak. Celui-ci, inculpé de destruction par explosif de biens immobiliers et d'association de malfaiteurs, avait été blessé par balles lors de son arrestation en février 1988. Paraplégique, il était détenu à l'hôpital des prisons de Fresnes. Le tribunal a jugé que son état exigeait des soins dans un établissement spécialisé. Joseph Etcheveste, qui est placé sous contrôle judiciaire, doit être jugé le 3 juillet. Le parquet s'était opposé à une première ordonnance de mise en liberté, délivrée par le juge d'instruction (Le Monde du 19 avril).

Incidents à la centrale de Clairvaux. — Les gendarmes mobiles sont intervenus, lundi 12 juin vers 22 heures, à la centrale de Clairvaux (Aube). Une trentaine de détenus, qui s'y refusaient depuis le début de l'après-midi, ont finalement réintégré leurs cellules au cours de l'intervention qui, selon M. Philippe Masson, préfet de l'Aube, a eu lieu « sans violence ». Les incidents avaient commencé, peu avant 15 heures, lorsqu'un détenu, condamné à la réclusion à perpétuité, a blessé un surveillant avec une lame. Celui-ci, dont la blessure est superficielle, a pu être délogé par un de ses camarades, mortifère de jodo. Une enquête a été ouverte. La lame avec laquelle le surveillant a été blessé n'a pas été retrouvée.



Bicentenaire

Le Paris fou des célébrations

Un casse-tête policier

La manifestation de l'école privée, en 1984 et une statistique selon laquelle, lorsque 500 000 personnes s'assemblent, il faut prévoir au moins 3 000 malaises, divers entraînant au sein d'urgence et de transports à l'hôpital. Ce soir-là, donc, 10 000 pompiers, médecins et infirmiers des SAMU de Paris et de la petite couronne, secouristes bénévoles de la Croix-Rouge et de la Protection civile, tous placés sous le commandement du général commandant la brigade de sapeurs-pompiers de Paris, seront sur le qui-vive. Des hélicoptères seront affectés, et dix hélicoptères en état de pré-alerte, leurs personnels étant renforcés en équipes chirurgicales.

Mesures extraordinaires pour craintes exceptionnelles. Le sommet et son complément « tiers-mondiste » donnent la migraine aux responsables de la lutte antiterroriste. Aucune menace précise n'a été enregistrée, mais les rumeurs ne manquent pas. On évoque l'Armée rouge japonaise, le Hezbollah, les épigones d'Action directe. Et on bat le rappel des spécialistes. Contrôleur général de la police nationale chargé de la protection du sommet des Sept, M. Roger Lejeune a mobilisé non seulement l'ensemble des policiers des VO mais, aussi, les anciens du service. Tous viendront en renfort des gardes armés que chaque chef d'Etat déplace avec lui.

On épêche les flics, on vérifie les appartements disposés sur les parcours sensibles, et certains habitants de

la manifestation de l'école privée, en 1984 et une statistique selon laquelle, lorsque 500 000 personnes s'assemblent, il faut prévoir au moins 3 000 malaises, divers entraînant au sein d'urgence et de transports à l'hôpital. Ce soir-là, donc, 10 000 pompiers, médecins et infirmiers des SAMU de Paris et de la petite couronne, secouristes bénévoles de la Croix-Rouge et de la Protection civile, tous placés sous le commandement du général commandant la brigade de sapeurs-pompiers de Paris, seront sur le qui-vive. Des hélicoptères seront affectés, et dix hélicoptères en état de pré-alerte, leurs personnels étant renforcés en équipes chirurgicales.

Deux dîners à la Concorde

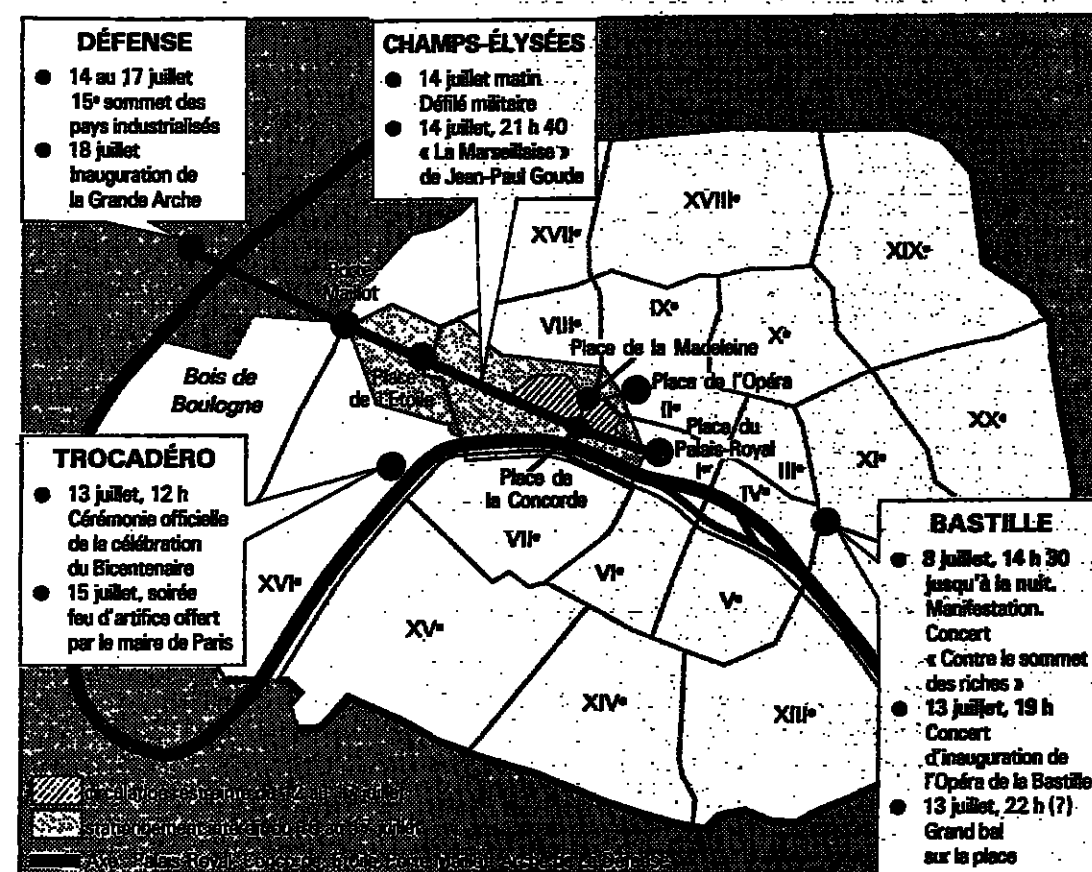
Prévoyant, le préfet de police avait souhaité interdire, le soir du 14 juillet, la vente des boissons alcoolisées, et même des « boissons contenant des emballages dangereux, en verre notamment », aux abords des Champs-Élysées. Les limonadiers se

les menus des grands et des moins grands seront identiques mais, afin de gagner l'effet domageable de ce banquet à deux vitesses, il est envisagé que les épouses des « six » rejoignent, un moment ou à un autre, le dîner des « vingt et un ». Dans le même esprit, l'idée se fait jour d'une nouvelle fête populaire, place de la Bastille, le 14 juillet après la « Gonderie », où il y aurait « à boire et à manger ».

Illustrant jusqu'à la caricature les contradictions créées par la convocation du sommet, le partage des rôles entre M. Mitterrand et M. Rocard, place de la Concorde, suscite des commentaires peu amènes à Matignon. Quant à la défilé-spectacle, sous les balcons officiels, de « plus de la nouveauté », tel conseiller assure que l'accès aux tribunes donne lieu à « un insupportable trafic d'influence ». Tel autre s'empare contre l'image donnée par un centre de Paris « réservé à la circulation des voitures à corderons ». Tel autre encore s'inquiète du « bêtisier claque ».

Car les lendemains de fête, pour l'Etat, seront d'abord financiers. Une telle débâcle d'initiatives n'a sans doute pas sans dérapages. Reste à

La capitale du 8 au 18 juillet



Le périmètre où la circulation sera restreinte correspond au secteur de résidence de la plupart des chefs d'Etat et de gouvernement présents à Paris

entre le 13 et le 17 juillet. De plus, M. Mikhaïl Gorbatchev sera en visite officielle à Paris du 4 au 6 juillet, puis M. Cory Aquino, les 11 et 12 juillet.

la place de la Bastille rejoignent, le 13 juillet au soir, quelques invités forcés. Les tireurs du GIGN et du RAID — les unités d'élite de la gendarmerie et de la police — sont requis, et ils ôteront sur les toits de Paris des soldats sans armes, jeunes appelés dont l'uniforme, espère-t-on, dissuadera les amoureux de l'escalade.

Des milliers de gendarmes mobiles et de CRS seront alignés, « en jalonnement » selon le terme technique, le long des avenues qui mènent de l'Arche de la Défense, lieu du sommet, aux différents endroits où sera célébré le Bicentenaire. Quarante-trois escadrons de gendarmes mobiles et trente et une compagnies de CRS (plus de la moitié des effectifs), venus de toutes les provinces, y pourvoiront. Par comparaison, ces dernières années, l'emploi parisien des compagnies de CRS est compris entre dix et quinze par jour. Quant à la gendarmerie nationale, elle servira de garde du corps, on ne connaît pas les heures supplémentaires, elle envisage de vider ses écoles de la plupart de leurs stagiaires et supprime les permissions.

Du moins reste-t-on encore en terrain connu : la protection d'un chef d'Etat. Seule difficulté : leur nombre. Il n'en va pas de même s'agissant des foules qui envahiront la capitale. Les responsables de la sécurité ont eu une grande frayeur en apprenant que leurs partenaires de la culture évaluèrent de 800 000 à 1 200 000 les spectateurs du défilé-spectacle conçu, pour la soirée du 14 juillet, par M. Goude le long des Champs-Élysées. L'expérience, et à raison de cinq personnes agglutinées par mètre carré, ils arrivent déjà au chiffre, faramineux à leurs yeux, de 500 000 !

Face à une telle masse, étalée le long des deux kilomètres des Champs-Élysées, sur les vingt-cinq mètres de trottoirs qui, de part et d'autre, bordent l'avenue, l'application des règles traditionnelles de sécurité donne des résultats incertains. Seules références :

sont évidemment émus. Ils pourront donc rendre tout ce qu'ils veulent, mais à l'instar de leurs collègues, ils ne pourront pas. Quant aux bouteilles en verre, M. Verbrugghe paraît intraitable.

Il faut bien avouer que les services officiels ont été quelque peu désorientés par la démesure débridée des projets de M. Goude lorsque, certains et mesurés à la main, il a fait le tour des ministères pour exposer ses vues et formuler ses demandes. Au ministère de la Défense, on se souvient encore avec émotion de ce jour où, devant une brochette de généraux en uniforme, M. Goude, vêtu avec l'exactitude de l'artiste, a demandé, outre la mobilisation de quelque 3 500 soldats, la réquisition de quarante porte-chars, la fourniture, durant trois semaines, de l'aérodrome de Villacoublay pour ses répétitions, et la mise à disposition des avions du Cotam (Commandement du transport aérien militaire) pour amener du Brésil, d'Afrique, d'URSS, de Chine et de Floride les milliers de danseurs et autres artistes de son spectacle.

Les policiers sont plus partagés, mais ils eurent aussi quelques frayeurs pour les vitres des immeubles de l'avenue quand M. Goude envisagea de faire battre ensemble 1789 tambours : on transigea à 300. Ils firent enfin les sourds quand l'artiste leur parla de faire avancer, seuls, sans escorte, sur la place de la Concorde, où se déroulera le final du spectacle, sous les regards de 16 500 invités privilégiés dans les tribunes, MM. Mitterrand et Rocard.

Finalement le président de la République et le premier ministre resteront en balcon. Mais pas le même. A celui de l'Hôtel de la Marine pour M. Mitterrand, qui dîna avec les six autres participants du sommet des pays industrialisés. A celui de l'Hôtel Crillon pour M. Rocard, qui, en compagnie de M. Danielle Mitterrand, dîna avec les vingt et un autres chefs d'Etat ou de gouvernement invités pour le Bicentenaire (1). On ne sait si

espérer que le Cœur des comptes les jugera tolérables. Coordonnateur principal d'organisation, M. Jeanneney est tranquille : la Mission du Bicentenaire n'aura dépensé que 330 millions de francs, en employant quarante-sept personnes, alors que son équivalent australien, pour le Bicentenaire de cette île continent, en 1988, a dépensé 1,2 milliards de francs, avec deux cent cinquante employés.

Ces calculs sont bien mesquins. Après tout, la Révolution est un investissement d'avenir. C'est Victor Hugo qui le dit, dans une belle citation choisie par M. Jeanneney pour conclure son préambule au « programme » de trois cent cinquante pages du Bicentenaire : « Toutes les histoires sont du présent. L'histoire de la Révolution est l'histoire de l'avenir. La Révolution a conquis en avant. Il y a donc ce qu'elle nous a apporté en plus de terre promise que de terrain gagné ». Pour quoi s'inquiéter ? Les sans-culottes avaient bien raison qui chantaient :

Al ! Ça ira, ça ira, ça ira
Malgré les mistres tout réussira !

GEORGES MARION
et EDWY PLENEL

(1) Les vingt et un se sont peut-être que vingt et une la liste précédente donnée par l'Élysée, le 12 juin. Dix africains : Côte d'Ivoire, Djibouti, Égypte, Gabon, Madagascar, Niger, Ouganda, Sénégal, Togo, Zimbabwe. Quatre latino-américains : Brésil, Mexique, Uruguay, Venezuela. Trois asiatiques : Inde, Pakistan, Philippines. Trois européens : Grèce, Islande, Portugal.

Demain :
LE DÉFILÉ-FANTASME
DE JEAN-PAUL GOUDE
par Daniel SCHNEIDERMAN

Culture

THÉÂTRE

... La Monde • Mercredi 14 juin 1989 13

«Lapin chasseur», de Jérôme Deschamps, à Chaillot

Les ingénus impudiques

Le théâtre de Jérôme Deschamps est un monde de folie cohérente, habité par une population qui a dépassé les frontières du courage et du ridicule et où le rire explose, irrésistible.

Il est bien connu qu'on ne peut pas se trouver à la fois au four et au moulin, devant la scène et en coulisses. Puisqu'il ne peut pas dédoubler les corps, Jérôme Deschamps, en toute logique dédoublé le temps. Il fait vivre deux fois de suite la même situation, comme si les aiguilles de la montre revenaient en arrière, mais le point de vue diffère : une fois on regarde les coulisses et une fois la scène, c'est-à-dire la cuisine et le restaurant. Car il s'agit d'un moment dans l'existence d'une brasserie Caf'Conc', dont les employés exécutent des numéros divers.

Les spectateurs groupés se croisent à l'entracte pour changer de point de vue. L'idéal est de commencer par la cuisine. Là où les personnages ne sont pas en représentation, où ils se défont avec une impudique ingénuité - le cuisinier alcool, la gérante hystérique, le maître d'hôtel mégalomane, et le chef silencieux, le barman pédé propre, la serveuse introvertie et celle à l'étrémité dans son corps, et un invraisemblable gnome universel, un ET fascinant d'étrange beauté... Plus les musiciens, les artistes, des gens qui passent, avant d'aller de l'autre côté.

Dans la cuisine, chacun avec une tâche bien définie s'affaire en un rituel minutieux et désordonné, s'affaissant après le temps, s'exaspérant pour ces riens qui peuvent conduire au meurtre, tant ils sont absurdes et vous laissent impuissants. Par moments, on pourrait penser au spectacle qui a été le premier grand succès public du Théâtre du Soleil, la Cuisine de Wexler. Mais, finalement, c'est le contraire. Les comédiens d'Ariane Mnouchkine



Maurice Lamy, Philippe Rousseau, François Toumarkine

stylisent le réalisme, les cadences infernales, l'uniformisation du travail à la chaîne. Chez Jérôme Deschamps, les comédiens, qui viennent de partout sauf du théâtre, jouent une particularité à eux, généralement cachée, la mettent en avant jusqu'à ce qu'elle efface ce qui les fait ressembler à tout le monde.

A partir de là, ce ne sont pas des caricatures, plutôt des pauvres humains en lambeaux essayant de se

rassembler le temps d'un sursaut. Ils sont les consens de la méconnaissable famille Deschamps - point de départ du monde de Deschamps, - ces irrésistibles lambdas émergés d'un ne sait quel sous-sol, en déséquilibre au bord d'un vertigineux néant, démunis, privés de parole. Les gens du Lapin chasseur peuvent parler. Mais ils n'ont rien à dire. Ils s'engouffrent, grommelent entre leurs dents, haussent les épaules, ont désappris le sourire. Ils renvoient

l'image de toutes les maladrances, de tout ce qui résiste et fait trébucher. Contrairement aux membres de la famille Deschamps, ils ont chacun une place bien assignée, mais dans un univers si chaotique, si dégingolée, que, forcément, ils sont à côté de tout et d'eux-mêmes. Comme des acteurs sans emploi, ils n'attendent qu'une chose : le moment où, côté restaurant, ils pourront se mettre en représentation, se révéler.

Drôle à faire mal

Tandis que l'on assiste au stéréotype de la cuisine, on entend des bribes de chansons, des cris suraigus, des bruits de chute. Du côté du restaurant, les attractions interviennent dans le fouillis banal de la vie quotidienne. Des attractions évidemment loufoques, drôles à faire mal, et les artistes ressemblent aux ringards délicieux du film de Woody Allen Broadway Danny Rose, aux « cultureux » de la Veillée - soirée de gala dans une maison des jeunes - plutôt qu'aux clowns braves du Magic Circus. Jérôme Deschamps les laisse aller sans raillerie ni attendrissement excessif, sans paternalisme en tout cas.

Le jeu frôle la cruauté, et, grâce à la façon dont les comédiens assument leurs personnages, se redresse dans une glorification de la dignité : ces gens qui font ce qu'ils ne savent pas faire avec un enthousiasme d'enfant, forcent l'admiration. Et le rire.

On connaît les numéros, on les a vus déjà chez Deschamps, mais plus on les voit, plus on rit. Au fil des années, ils se renforcent, racontent une histoire dingue qui s'achève dans la folie d'une danse tragiquement solitaire.

COLETTE GODARD.

★ Théâtre national de Chaillot, 20 h 30, jusqu'au 8 juillet. Tél. : 47-27-81-15.

« La librairie Séguier-Archimbaud publie un livre de Maïa Makiéff, deschamps deschamps, l'histoire de la famille, en photos et en récits. Préface de Frédéric Mitterrand, 105 p., 180 F.

Concours scolaire « 1789 »

La Révolution en culottes courtes

Pendant une semaine, à la Cartoucherie de Vincennes, collégiens et lycéens ont rejoué « 1789 », créé il y a dix-neuf ans par Ariane Mnouchkine et le Théâtre du Soleil. Les lauréats s'envolent cet été vers l'URSS et l'Inde.

Bonnets phrygiens de guinots, tambours majors hauts comme trois pommes, Louis XVI en herbe, sans-culottes en culottes courtes : les comédiens qui ont peuplé la Cartoucherie de Vincennes la semaine passée avaient le feu sacré, sinon le professionnalisme. Du haut de leurs douze ou treize ans, ils ont vécu le Bicentenaire de la Révolution française comme un jeu, une fête et une leçon d'histoire permanente. Depuis un, parfois deux ans, dans toute la France, trente-six groupes de théâtre scolaire ont recréé, plus ou moins fidèlement, sous la houlette de leurs enseignants, « 1789 ou la Révolution doit s'arrêter à la perfection du bonheur », l'œuvre collective qui, en 1970, révélait le Théâtre du Soleil et Ariane Mnouchkine.

En cette année du Bicentenaire, pressée de remonter son spectacle, Ariane Mnouchkine a préféré offrir les droits de sa pièce aux lycées et aux collèges. Pendant une semaine, neuf groupes, sélectionnés par des jurys régionaux, ont participé au concours organisé par l'Association française d'action artistique.

Elèves de la sixième à la terminale, souvent mêlés, ils étaient parfois plus de cent, venus de Vendée, du Vaucluse, des Deux-

Sèvres, du Limousin ou de l'Isère, sur le plateau de la Cartoucherie de Vincennes. Présente à peu près tous les soirs, Ariane Mnouchkine, qui n'a pas fait partie du jury, a su consoler les exclus du concours en leur racontant comment, un jour, il y a longtemps, le Théâtre du soleil avait perdu un concours des jeunes compagnies.

Les quarante participants de l'atelier de pratique artistique de Poitiers (1^{er} prix), partent cet été pour donner une série de représentations dans des camps de vacances en Crimée, puis à Moscou, à l'invitation de l'Union des gens de théâtre.

La joie du théâtre

Les quatre-vingt-douze élèves du collège Louis-Merle de Secondigny (Deux-Sèvres) s'envolent pour Pondichéry, où des lycéens indiens ont, eux aussi, recréé « 1789 ». A défaut de longs voyages, le lycée François-Truffaut à Chalais, en Vendée, l'Atelier-théâtre de Cavillon et du Vaucluse (3^e prix ex-æquo) et le lycée Corot de Savigny-sur-Orge (5^e prix) reviendront à la rentrée prochaine rejouer « 1789 », à la Cartoucherie, et la plupart de ces « 1789 », nés cette année, seront repris pendant l'été dans leur région d'origine.

Une soirée à la Cartoucherie suffisait à faire comprendre combien l'Histoire, l'apprentissage de la parole publique, la musique, le sens du travail collectif, faisaient bon ménage avec la joie du théâtre : une leçon que ne renierait sans doute pas Ariane Mnouchkine.

ODILE QUIROT.

PHOTO

Le regroupement de cinq galeries

La révolte des privées

Pour le 150^e anniversaire de la photographie, qui se déroulera à l'automne, cinq galeries privées, cinq profils différents vont unir leurs efforts. Pour faire reconnaître leur travail par les pouvoirs publics.

Cinq galeries privées parisiennes se regroupent. Chacune d'entre elles a une stratégie et défend des choix esthétiques qui lui sont propres. Leurs animateurs partagent une ambition commune et une même inquiétude.

Viviane Edders a ouvert sa galerie en 1979. Aujourd'hui exilée au côté des Gobelins, elle a révisé en France William Wegman, Toni Catany ou Eileen Cowin. Son propos est assez véhément. « Nous sommes boycottés par les institutions. On ne nous respecte pas. On ne nous consulte pas. Nous sommes exclus d'Arles. En dix ans, Robert Delpeire, directeur du Centre national de la photo, n'a jamais mis les pieds dans ma galerie. Sans moyens, nous avons fait un travail de pionniers. Maintenant qu'il y a de l'argent pour la photo, on nous oublie. Notre situation est semblable à celle des producteurs de cinéma indépendant. La haine est intégrale. En 1981, j'ai montré William Wegman. Personne n'en voulait. Aujourd'hui, je dois acheter ses œuvres pour l'exposer. En dix ans, j'ai investi 4 millions dans ma galerie. Nous sommes des laboratoires de recherche. Pourquoi ne pas utiliser nos compétences ? Pourquoi ne pas nous confier le commissariat d'une grande exposition ? »

Agathe Gaillard a quarante ans d'activité. Elle représente Bonbat, Cartier-Bresson, mais aussi Ralph Gibson et Bernard Paoon. Erica Lennard propose chez elle un voyage exotique et sensuel au pays de ses rêves. « Les galeries privées sont indestructibles, dit-elle. Les photographes en ont besoin. Le public vient. La photo existe aussi par les collectionneurs. Nous exis-

tions avant les institutions. Aujourd'hui, les membres des commissions d'achat ne viennent jamais nous voir. Ils achètent directement au photographe. Aussi le pouvoir et l'argent sont-ils en train de créer une culture officielle : on voit les mêmes partout. Quand aux galeries de peinture qui exposent aujourd'hui des photographes, elles n'aiment pas vraiment la photo. Elles spéculent et récupèrent. On a inventé les photographes « artistes ». C'est ridicule. La photographie ne doit pas avoir honte de ce qu'elle est. Cette année, la FIAC refuse de nous accueillir. On ne m'a pas donné de raison. On nous oriente vers le SAGA. Pourtant, imaginez que toutes les galeries ferment : les musées seraient vides au bout de dix ans. »

Miser sur la création

Jean-Pierre Lambert est plus modéré. Il a ouvert son petit espace voici cinq ans, place Sainte-Catherine. Il travaille à mi-temps et procède avec rigueur, à l'écart des modes, comme le prouve son choix d'auteurs maison. « J'ai vendu une soixantaine de tirages en cinq ans. A raison de 2 500 F en moyenne, ce n'est pas rentable. Mais en cinq mois, cette année, j'ai dépassé mon chiffre de 1988. La galerie est une passion, pas un commerce. C'est un lieu de rencontre et d'échange et nous avons conscience d'ouvrir pour l'avenir, mais il n'y a pas d'histoire sans marché. Xavier Navatte, Paul den Hollander ou Jan Skirooka que j'ai découverts figurent maintenant dans les collections publiques. Je ne comprends pas notre mise à l'écart. Nos artistes sont montrés au Centre national de la photo, mais on omet de nous citer dans les catalogues. Les pouvoirs publics pourraient nous aider par des achats. Les galeries sont des intermédiaires indispensables. »

Carol Marc Lavillier gère le studio 666. Lui-même photographe depuis trente ans, il a toujours misé sur la création. Et continue avec

Gilles Teller qui expose pour la seconde fois et dont l'univers baroque évolue vers la maîtrise et l'apaisement. Seule une galerie privée peut présenter un tel talent. « Il ne s'agit pas de pleurer. Notre rôle est de participer à un moment de l'histoire de la photographie. Ce n'est pas un problème de marché. La photo de demain se cherche. Nous en sommes les relais. Les institutions récoltent sans problème ce que nous avons semé au risque de transformer la photographie en un art officiel. La disparition des galeries serait un drame. Les pouvoirs publics, incohérents de cette situation, ne nous aident ni par des achats ni par des bourses. Nous demandons seulement de pouvoir tenir la place qui est la nôtre. »

Autre son de cloche chez Alain Paviot pour qui les affaires sont les affaires. Dans son local, situé à deux pas de la rue de Rivoli, il n'a monté qu'une exposition cette année. « Mes clients sont des collectionneurs privés, Orsay ou le Musée d'art moderne. Mon chiffre d'affaires, en 1988, est de un demi-million de dollars. Je ne m'occupe pas d'artistes vivants. Depuis onze ans, j'investis dans les œuvres anciennes. Pour le cent cinquantième anniversaire de la photographie, je publie mon propre panorama. La photo est un business. Je travaille à 90 % avec l'étranger. Nadar vaut 120 000 francs, un petit Sudek 35 000 francs. Je vends aussi Man Ray, Balbus ou Bérénice Abbott. Je mise sur la qualité. »

PATRICK ROEGERS.

★ Galerie Viviane Edders, Paolo Quartana, 40, rue Pascal, Paris 13^e. Jusqu'au 13 juin.

Galerie Agathe Gaillard, Erica Lennard, 3, rue du Pont Louis-Philippe, Paris 4^e. Jusqu'au 7 juillet.

Galerie Jean-Pierre Lambert, « Corps de cœur », 3, place du Marché Sainte-Catherine, Paris 4^e. Jusqu'au 27 mai.

Galerie studio 666, Gilles Teller, 6, rue Maître-Albert, Paris 5^e. Jusqu'au 30 juin.

Galerie Octant, « La dernière séance », 5, rue du Marché Saint-Honoré, Paris 1^{er}.

ARTS

Une exposition Tal-Coat à Paris

La difficulté de peindre

Tal-Coat dans les années 20 et 30 : un peintre obsédé par les choses et les visages, à la recherche d'un naturel presque inaccessible.

De Pierre Tal-Coat, les œuvres de l'après-45, abstractions poétiques, transcription de la nature et de la lumière dans un style diaphane et caressant, ont assuré la notoriété. Quatre ans après sa mort, elles défendent contre l'oubli la mémoire de leur auteur. Peut-on cependant les comprendre sans regarder d'abord les Tal-Coat de l'entre-deux-guerres, portraits, natures mortes et paysages ? Probablement non. Pour une raison toute simple : c'est que les œuvres « non figuratives » ont avec les toiles antérieures une connexité étroite et que toutes, quelles que soient la date et la manière, ont été exécutées au nom d'une inquiétude identique, celle du comment capter l'essentiel des choses sur une toile, avec quelques couleurs et des brosses.

Les portraits du Tal-Coat des années 20 et 30, effigies de Gertrude Stein, d'André Marchand et d'Alberto Giacometti sont certes, et principalement, de formidables analyses de caractères. Mais à travers le jeu des références, Fayoum, Pompéi, les primitifs, Ingres, Cézanne, Gauguin, Tal-Coat parvient à rendre son projet peu à peu compréhensible. Il s'agit, en un temps saturé d'esthétiques et de modèles, de trouver un moyen, neuf peut-être, fort en tout cas, pour capter la présence de l'homme que l'on peint.

La peinture peut paraître lourde, maladroite, terreuse quelquefois, criarde et barbare ailleurs, ces excès n'ont d'autre but que d'imposer par la violence le poids d'un être. Les natures mortes procèdent de la même obsession de la présence réelle. Leur naïveté, si choquante, la pauvreté des tons et du dessin répondent à la volonté de se débarrasser de toutes les commodités. Tal-Coat pourrait peindre l'ancêtre et l'éponge à la façon des cubistes français, de Braque, des Hollandais ou des Espagnols. Il lui arrive de temps en

temps de lâcher un pastiche, adroit et vite peint. Mais le pastiche lui déplaît. Il refuse que s'interpose entre l'objet et son image l'écran charmant des citations et des souvenirs.

Son effort est héroïque et son car on ne se dérobe pas de l'histoire. D'ailleurs, dont Tal-Coat a suivi un moment les pas, le savait et le disait dans ses tableaux.

Que dans cette assemblée épuisante, Tal-Coat ait pu croire que l'allusion et le presque abstrait garantiraient à son œuvre l'ingénuité tant espérée se comprend d'autant mieux que la solution était dans l'air. Après les Massacres inspirés par la guerre d'Espagne, Tal-Coat expérimente dissolution et décomposition des formes. Plus de portraits, plus de fruits dans leurs corbeilles, plus de ces dessins au trait que l'on découvre désormais : la peinture feint de s'éloigner de l'apparence pour mieux la surprendre, autrement.

PHILIPPE DAGEN.

★ Galerie Fanny Guillon-Lafaille, 133, boulevard Haussmann, jusqu'au 13 juillet.

A défaut du Lamy Protection Sociale, vous pouvez éventuellement consulter cet ouvrage...



Cela dit, si vous cherchez l'ouvrage de référence qui vous présentera toutes les règles de financement des différents régimes de protection et de leurs couvertures associées, sur le plan légal, social et fiscal, c'est plutôt le Lamy Protection Sociale qu'il vous faut.

Pour vous procurer le Lamy Protection Sociale téléphonez au plus vite au

01 47 33 11 11

Lamy Pour agir en connaissance de cause

مكتبة الأصل

PIANO
★ ★ ★ ★
19 JUIN
ALFRED BRENDL
20 JUIN
MARIA TIPO
23 JUIN
VLADO PERLEMUTER
SALLE PLEYEL
LOCATION : 45.63.88.73

**ART ESPAGNOL
CONTEMPORAIN**
Sculpture et peinture

Jusqu'au 30 juin au :
Centre culturel Espagnol
7, rue Quentin-Bauchart,
75008 Paris
du mardi au samedi
de 14 h 30 à 19 h 30
Tél. : 40-70-92-92

**Concerts
Radio France**

17
Samedi 17 juin, 20 h 30
Salle Pleyel
Orchestre National de France
Franck : Le chasseur maudit
Saint-Saëns : Symphonie n° 1
Méhul : Ouverture de la Chasse
du jeune Henri
Beethoven : Concerto pour piano
et orchestre n° 1
Piano et direction :
Philippe Entremont

22-23
Jeudi 22 juin, 20 h 30
Vendredi 23 juin, 20 h 30
Basilique de Saint-Denis
Orchestre National de France
Chœur et Musique
de Radio France
Honegger : Jeune au bûcher,
oratorio sur un livret de
Paul Claudel
M. Keller - G. Wilson
P.M. Escourroux - M. Command
Ch. Barbois - N. Stutzmann
J. Aler
Direction : Seiji Ozawa

28
Mercredi 28 juin, 20 h 30
Théâtre des Champs-Élysées
Orchestre Philharmonique
et Chœur de Radio France
Beethoven : Missa solennelle
E. Conwell - J. Rappe - M. Becker
M. Solmin
Direction : Marek Janowski

Location 14 jours à l'avance
RADIO FRANCE
SALLE PLEYEL
Tél. 45.63.88.73
Tél. 45.63.88.73
BASILIQUE DE SAINT-DENIS
Tél. 42.43.30.97

**Partez en vacances
avec
Le Monde**



ABONNEMENTS VACANCES

VOUS N'ÊTES PAS ABONNÉ : Renvoyez-nous le bulletin ci-dessous, accompagné de votre règlement par chèque ou par Carte bleue.
VOUS ÊTES DÉJÀ ABONNÉ : Vous n'avez aucun supplément à payer pour que le Monde vous suive en vacances, partout en France métropolitaine. Renvoyez-nous simplement le bulletin ci-dessous sans oublier de joindre votre bande.

DURÉE	FRANCE	ÉTRANGER* (voir normale)
2 semaines	90 F	150 F
3 semaines	120 F	210 F
1 mois	150 F	251 F
2 mois	280 F	482 F
3 mois	365 F	700 F

* TARIF PAR AVION, NOUS CONTACTER AU : (1) 42-47-98-72

« LE MONDE » ABONNEMENTS
BP 50709, 75422 PARIS CEDEX 09

Attention : la mise en place de votre abonnement vacances nécessite un délai de 10 jours.

● VOTRE ABONNEMENT VACANCES : DURÉE _____
du _____ au _____

● VOTRE ADRESSE DE VACANCES :
NOM _____ PRÉNOM _____
N° _____ RUE _____
LOCALITÉ _____
CODE POSTAL _____ VILLE _____
PAYS _____

● VOTRE RÈGLEMENT :
☐ CHÈQUE JOINT ☐ CARTE BLEUE N° de CB : _____
Date d'expiration : _____ Signature : _____

● VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ (si vous êtes déjà abonné)

Sur minitel 3615 LEMONDE code ABO

Culture

MUSIQUE

La « Dixième Symphonie » « complétée » par le compositeur italien

L'hymne de Luciano Berio à Schubert

(Suite de la première page.)

Le point de départ de cette entreprise étonnante n'est pas le style de composition propre à Schubert, mais une méthode de travail connue et couramment utilisée dans le domaine de l'archéologie. Lorsque, au cours des fouilles, les archéologues trouvent des tessons anciens, ils veulent les compléter pour reconstituer la forme originale de l'objet déterré. Là où des fragments font défaut, ils combinent les vides avec de l'argile de couleur neutre, permettant ainsi au public d'admirer l'objet en son entier au musée. Le musicien procède de la même manière.

Là où Schubert a laissé des « trous » dans la partition ébauchée, Berio les remplit en utilisant son propre matériau, qu'il a constitué à partir d'autres œuvres composées par Schubert dans les dernières années de sa vie. Quand il suit les annotations de Schubert, Berio réalise l'orchestration selon le plus pur style schubertien. Mais lorsque, pour parvenir à l'unité de la forme, il remplit les vides des « tessons » qui manquent, alors le son d'un orchestre jaillit de l'orchestre, les parties instrumentales se ramifient avec délicatesse et la musique déploie essentiellement des timbres d'une douceur propre à Berio.

L'alternance Schubert-Berio-Schubert-Berio-Schubert, dans le premier mouvement de cette Dixième est la conséquence logique du choix fait au dix-neuvième siècle par ce précurseur de Berio lorsqu'il imagine la forme de la première partie de l'œuvre.

Dans le deuxième et dernier mouvement de la symphonie l'andante, dont l'auteur de cet article n'a pu voir la partition que très récemment — Berio fut sommé de bien la remettre à temps par l'édition Universale de Vienne, Nikolaus Harnoncourt et l'Orchestre royal du Concertgebouw, — on peut beaucoup moins parler d'une distinction nette entre les éléments originaux de Schubert et les ajouts de Berio. Ce dernier incorpore cependant à l'œuvre des éléments contrapuntiques disparates, trouvés dans des brouillons, qui n'ont aucun rapport avec le véritable matériau destiné à la Dixième. Est-ce une révérence respectueuse adressée au compositeur préromantique ?

« Rendre, témoigner
payer »

Cette reconstruction de la dernière symphonie de Schubert ne reçoit pas de Berio le nom de

dixième symphonie. Il nomma cette composition orchestrale *Rendering*, terme anglais qui signifie « rendre », « témoigner », « payer ». Berio exprime ainsi son estime pour Schubert : il « rend », une œuvre importante à l'histoire de la musique et donne une gifle musicale à ses détracteurs, qui ne voulaient pas entendre parler de ses précédentes transcriptions (d'œuvres de Brahms et de Mahler).

Berio a choisi de terminer la Dixième Symphonie en suivant la voie « non authentique » et cela provoquera sans doute des remous dans le monde des musicologues et des spécialistes de Schubert. Il considère son œuvre comme un « acte d'amour », non comme la satisfaction d'un intérêt d'ordre académique, porté à un grand compositeur (et collègue). Berio va à l'encontre du principe appliqué jusqu'à présent pour achever des chefs-d'œuvre symphoniques, comme la Dixième de Mahler (par Deryck Cooke, musicologue aujourd'hui décédé) ou le finale

de la Neuvième Symphonie, de Bruckner (par le musicologue américain William Carragan et aussi par le duo italien Samale et Mazzuca), et il brise ainsi un code universitaire reconnu, qui oblige les compositeurs inspirés du vingtième siècle à considérer les chefs-d'œuvre inachevés transmis à la postérité comme des pièces de musée auxquelles il est interdit de toucher.

En créant cette symphonie de « Schubert et Berio », ce dernier repousse avec une pratique musicale tombée en désuétude depuis le décès du compositeur italien et allemand Ferruccio Busoni (1866-1924). Busoni prit, en effet, lui aussi, ses distances par rapport à la conception romantique en vigueur à la fin du dix-neuvième, selon laquelle un chef-d'œuvre serait « intouchable », créé pour l'éternité. Selon lui, « avec l'achèvement d'une œuvre, la musique n'a pas dit son dernier mot ». Cette liberté prise par Busoni dans ses transcriptions d'œuvres de Bach, d'une manière suspecte, s'est discréditée sous l'influence du purisme des musicologues de la période qui précéda et suivit la seconde guerre mondiale. Il est possible que *Rendering*, de Berio, marque là un tournant décisif.

ROB VAN DER HILT.
(Traduction Laure Van Dijk)

* *Rendering* sera donné en première française par les mêmes interprètes, le 20 à 20 h 30, au Théâtre des Champs-Élysées, dans le cadre du Festival de Paris. Location, tél. : 40-27-82-25, ou directement aux caisses du théâtre.

ABONNEZ-VOUS RÉABONNEZ-VOUS

LE MONDE ET SES PUBLICATIONS

Gérez vos abonnements sur minitel
24 heures sur 24 - 7 jours sur 7

ABONNEMENTS

36.15 LEMONDE

SULLY
LE FESTIVAL DE TOUTES LES MUSIQUES

Parrainé par RTL, réalisé avec l'aide du CREDIT AGRICOLE et de AVENIR, FRANCE-TELECOM, EDF

1er week-end

Vendredi 16 juin 20h30
Orléans / Cathédrale
REQUIEM DE MOZART
THE HANOVER BAND CHOIR
DE LA CATHÉDRALE D'OSLO
Gundula Janowitz, soprano
Paul Esswood, contre-ténor
Andrew Murgatroyd, ténor
Gerald Finley, basse
Direction : Roy Goodman

Samedi 17 juin 21h
Sully / Château - Salle d'honneur
KOMEDIE VAN HOUT
(Théâtre de bois d'Amsterdam)
Spectacle de marionnettes conçu par Hendrik Bonneur
Bastien Bastienne de Mozart
Galimathias de Mozart

Dimanche 18 juin 20h30
Orléans / Théâtre Municipal
PATRICK DUPOND
& LE BALLET FRANÇAIS DE NANCY
Dove

2ème week-end

Vendredi 23 juin 21h
Sully / Château - Salle des gardes
GIDON KREMER, violon
OLEG MAISENBERG, piano
Schubert : 3 sonates pour violon et piano

Samedi 24 juin 21h
Eglise de Cléry St-André
CHOEUR ORTHODOXE DU MONASTÈRE DE ZAGORSK
Liturgie orthodoxe russe, chants populaires russes

Dimanche 25 juin 19h
Sully / Château - Salle des gardes
MIKHAIL RUDY, piano
Schubert, Liszt, Chopin

3ème week-end

Vendredi 30 juin 21h
Château de Sully - Cour d'Honneur
ORCHESTRE PHILHARMONIQUE DE FRANCE
PATRICE FONTANAROSA, violon
Direction : Laurent Petit-Girard
Beethoven : Symphonies n°7 & concerto pour violon

Samedi 1er juillet 21h
Dimanche 2 juillet 15h30
Germigny des Prés - Eglise
THE LONDON BAROQUE
Direction : Charles Meldam
Haendel, Vivaldi, Haydn, Bach, Mozart

Dimanche 2 juillet 19h
Sully / Château - Salle des gardes
LES VIRTUOSES DE L'ORCHESTRE PHILHARMONIQUE DE BERLIN
CYPRIEN KATZARIS, piano
Bach, Mozart, Offenbach

4ème week-end

Vendredi 7 juillet 21h
Sully / Château - Salle des gardes
SERGEI EDELMANN, piano
Chopin, Schumann

Samedi 8 juillet 21h
Sully / Château - Cour d'Honneur
THE COUNT BASIE ORCHESTRA
Dimanche 9 juillet 21h
Sully / Château - Cour d'Honneur
THE SCOTTISH CHAMBER ORCHESTRA
Direction : Mario Venizago



16 JUIN AU 9 JUILLET 1989
16ème Festival International de Musique de Sully-sur-Loire



NUMERO VERT 05.03.45.05

CONCEPTION P. A. G. S. A. I.

Culture

Armin Jordan et Alicia de Larrocha

Une musique en or

L'Ensemble orchestral de Paris a le vent en poupe et les œuvres, inconnues ou trop célèbres, y rayonnent de génie.

A une époque où les grands chefs sont rares, quelle chance pour l'Ensemble orchestral de Paris d'avoir Armin Jordan ! Lundi soir 12 juin, salle Pleyel, on respire tout de suite la musique à pleins poumons : la *Symphonie n° 24* en ré mineur, quasi inconnue, d'un Haydn de trente-deux ans, c'était cela à l'évidence, cette élégance, cette fierté, ce rayonnement, dans un tempo parfait.

Jordan donne à l'auditeur un sentiment de plénitude, de calme assuré. Devant lui, les portes s'ouvrent, les perspectives se déploient, s'approfondissent : les instrumentistes enchantés jouent comme un seul homme avec une homogénéité, une similitude rares de coups d'archets ou d'accents ; et l'on devine que cette discipline, souvent durement acquise, est devenue pour eux une joyeuse habitude.

Haydn nous fait maintenant la surprise d'un petit *adagio* concertant pour la flûte seule de Clara Novakova. Puis Jordan enchaîne un pas de danse sur le *laendler* avec une grâce un peu lourde (que démentent quelques indications foudroyantes de son bras gauche...), avant de repartir vent en poupe dans le final.

Tout ce qu'il touche devient de l'or : ainsi la *Sérénade* op. 44 de Dvorak (pour instruments à vent, violoncelles et contrebasses) avec sa marche solennelle et hémionistique, les danses campagnardes et rouscouleries du deuxième mouvement, un *adagio* où palpite de grands appels amoureux, et le final désinvolte, nourri de chansons de terroir. Jordan met à l'aise ses « chanteurs », on sent physiquement le souffle qui gonfle les joues des instrumentistes, expire, respire avec bonheur, libéré par eux. Des vents merveilleux avec, au premier rang, Daniel Aronson, le hanté inspiré.

Restait un miracle à accomplir : ressusciter une œuvre aussi « usée » que le 3^e *Concerto* en ut mineur, de Beethoven. Et voici que nous avons retrouvé une partition flamboyante de génie, un texte tout neuf d'appréhension, dans la magistrale interprétation, tenue en bride et en haleine, d'Alicia de Larrocha, si bien accordée à la rigueur souveraine de Jordan.

Car la grande pianiste espagnole a su reconstruire l'œuvre avec gravité et humilité, calme et noblesse, mais dans le feu de l'esprit, à travers ce jeu qui, malgré quelques durées passagères, a une frappe toujours superbe et colorée.

JACQUES LONCHAMPT.
* Le programme de l'Ensemble orchestral de Paris pour la saison prochaine vient de paraître. Renseignements et abonnements : 252, rue de Flandre-Saint-Hippolyte, 75008 Paris. Tél. : 45-62-67-57.

Chopin
par Guiomar Novaès

Fête par les deux Amériques, cette pianiste brésilienne morte il y a juste dix ans, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans, est maintenant, hélas ! bien oubliée. Elle domina pourtant le piano mondial du début des années 20 à la fin des années 50, et ses apparitions publiques aux États-Unis attirèrent invariablement Rachmaninov, Hoffmann, Rubinstein, Godowsky, Lhevinne, qui étaient, avec Wilhelm Backhaus, ses plus grands fans.

Sous étiquette Allegro, Vox réédite son enregistrement du *Concerto en mi mineur* de Frédéric Chopin réalisé en tout début des années 60 avec l'Orchestre symphonique de Hambourg dirigé par Jonel Păulescu. Les pianistes courent toujours la poste dans ce concerto, Guiomar Novaès le joue en quarante-trois minutes quarante-huit secondes (habituellement trente-neuf minutes), c'est dire si elle mène ! Ce faisant, elle a le temps de faire chanter les formules de virtuosité qui envahissent le premier mouvement, de faire sonner à la main gauche des contrechords inouïs. Et comme sa sonorité est belle, flexible, chantante, comme ses traits sont fluides, délicats. Si l'on en croit les quelques témoignages laissés par ses contemporains, c'est ainsi que jouait Frédéric Chopin.

Que Vox ne s'arrête pas en si bon chemin et que cet éditeur nous rende bientôt tous les disques de cette géniale pianiste. Cela nous changera de tous ceux des tapers (parfois illustres) qui encombrant les rayons des disquaires et gâtent le goût des plus jeunes.

A. L.
* Un disque compact Allegro ACD 8006 (43487). Prix de son stéréophonisme merveilleux mais avec du souffle. Disque économique.

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

LAURENCE DALE
Ténor
MARTINEAU
Piano
AUS D'OPERA
et d'OPERA-COMIQUE
FRANÇAIS

QUATUOR ELYSÉEN
Beethoven - Mendelssohn
Brahms
(avec FRÉDÉRIC)
UN DUMAS
A ROYALMONT
Brahms - Salome de thé
Violon - Contrebasse
12 h MEZZOS

M. BOYER, I. DUPUY
Piano, R. LIFSCHITZ
DVOŘAK, DE FALLA,
LIBETZ, RACHMANINOV,
RAVEL
17 h 30 : ENSEMBLE CHAMBERLIN
(avec FRÉDÉRIC)

CHRIS MERRITT
Ténor
LAWSON
Piano
HAENDEL, BELLINI
ROSSINI, DUFAY,
MASSENET, BRAHMS,
STRAUSS, DONIZETTI
ORCHESTRE

KUENTZ VIVALDI
Coproducteur violon BACH
Amor - Cantate 35
Cto Brandebourgeois n° 6
Mozart - France
Columbi
Eclairage - Mercier
Parier-Layec

La musique espagnole d'aujourd'hui

6 compositeurs
4 créations

Ensemble
Intercontemporain
Groupe Vocal de France
Direction Arturo Tamayo

Jeudi 15 et mardi 20 juin
20 h 30
Théâtre de la Ville
Location 42 46 67 70

Coproduction
Ensemble Intercontemporain
Festival de Paris

EIC

Peintures anciennes

Exécutée de façon quasi industrielle par quelques grands maîtres hollandais au dix-septième siècle, multipliée par les ateliers, la nature morte est depuis quatre ou cinq ans activement recherchée par les professionnels et les particuliers. Aujourd'hui comme hier, fleurs délicates et fruits exquis trônent dans des salles à manger sombres. « Un collectionneur commencera souvent à s'intéresser à la peinture ancienne par le biais de la nature morte, plus facile à appréhender que des sujets religieux ou mythologiques », affirme Etienne Breton, expert en tableaux anciens chez Sotheby's.

Les commissaires-priseurs européens et américains ne manquent jamais d'en faire figurer un certain nombre dans chacune de leurs ventes. Il en sera ainsi dans les dispositions de tableaux anciens à Paris, Genève et Monaco entre le 16 et 27 juin. L'étude Ader-Picard-Tajan, par exemple, consacre à la nature morte flamande, hollandaise et française plus du tiers de son catalogue avec notamment un panneau de chêne parqué de Brueghel le Jeune (1400 000 francs) et des compositions de Desportes comme *Chien de chasse gardant du gibier à plumes*, estimée à 1 500 000 francs. Mais seront également vendus chez Sotheby's, *Paysage avec personnages*, de Boilly (140 000 francs), et un étonnant Hubert Robert, *Jet d'eau dans un parc au feuillage impressionniste* avant la lettre. Probablement esquissée d'une œuvre

siècle précédent, il aura fait un clin d'œil à la gravure en pleine expansion avec deux grisailles en trompe-l'œil, les *Cœurs reconnaissants* et l'*Affligée Nouvelle*, estimées chacune à 3 500 000 francs. Le style presque naïf du *Portrait d'un avocat* (400 000 francs), « à la manière » anglo-saxonne du dix-huitième siècle, n'a plus rien à voir avec un autre portrait romantique d'un jeune homme exécuté dans la première moitié du siècle suivant (220 000 francs).

Les portraits commencent, après vingt ans de disgrâce, à retrouver les faveurs du public. Ici, Nicolas Largillière avec sa *Jeune femme en robe*, joues de porcelaine et deux doigts en l'air (150 000 francs). Là, Pierre Mignard avec son portrait de la marquise de Sévigné (180 000 francs). Ailleurs, une jeune fille de Jean-Baptiste Greuze (300 000 francs), un majestueux *Portrait d'un gentilhomme*, de Nattier (1 200 000 francs), un agréable et rare *Portrait présumé de Monsieur Garnier de l'Isle*, par Quentin

de La Tour (700 000 francs) et une fragile *Jeune violoniste*, d'Anne Vallayer-Coster (1 800 000 francs).

Injustement sous-estimées, la peinture ancienne a amorcé une remontée remarquable avec la vente Polo l'année dernière à Paris, qui s'est concrétisée le mois dernier à New-York avec la vente du Pontormo pour un prix record de 210 millions de francs, un cap désormais franchi qui devrait permettre à la peinture ancienne de s'envoler vers d'autres sommets à un moment où les Japonais commencent à s'y intéresser et où l'argent disponible sur le marché s'oriente vers d'autres secteurs que la peinture moderne, devenue pour beaucoup hors de prix.

Alice Sedar.

* Ventes : le 16 juin, à Monaco, chez Christie's ; les 16 et 17 juin, à Monaco, chez Sotheby's ; le 18 juin, à Genève, chez Habsburg Feldman ; le 27 juin, à Paris, Drouot-Montaigne chez Ader-Picard-Tajan (21 heures) ; le 29 juin, à Paris, Drouot-Montaigne, chez Ader-Picard-Tajan (20 heures).

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66

MINITEL 36.15 CODE A3T puis OSP

Vente sur saisie immobilière, au palais de justice à Nanterre
le JEUDI 22 JUIN 1989, à 14 h
UN APPARTEMENT de 5 P. PRINC. à CLICHY (92)
N° 1. Saint-Basile - 2^e ét. M. A. et 2 CAVES
S'agit d'un appartement principal, avec
M. à P. : 250 000 F
38, avenue de la République-Loup, Nanterre
(92) - Tél. : 45-24-08-48 - S.C.F. Gaudouin, Makoum, C. de
avocat associé à Paris (69) - 2, boulevard de l'Est - Tél. : 45-03-02-21
Tous avocats près TGI Nanterre - S/Reux pr vis.

Vente aux Enchères Publiques HOTELS DES VENTES
54, rue de l'Abbaye 77100 MEAUX le Dimanche 18 Juin 1989 à 14 h
BIBELOTS, TABLEAUX XVII, XIX,
Bijoux, Argent, Mobilier XVII, XIX, et de 18 à 19 h, Dimanche de
Tapisserie - Expo Samedi 17 h de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h, Dimanche de
10 h à 12 h M. A. de CORNILLAN Commissaire-Priseur (1) 64-34-11-97

Vente sur saisie immobilière, au palais de justice à Nanterre
le JEUDI 29 JUIN 1989, à 14 h - EN UN LOT
APPARTEMENT 4 P. à NEUILLY-SUR-SEINE (92)
59, rue Chauveau
au 1^{er} étage M. B. - CAVES et BOX dans le bâtiment C
M. à P. : 400 000 F
S'agit d'un appartement principal, avec
à Suresnes (92150) - Tél. : 47-25-02-62 - 13 avocats TGI Nanterre - S/Reux pr vis.

Vente sur saisie au Palais de Justice de Paris Jeudi 29 Juin 1989 à 14 h 30
IMMEUBLE à PARIS 11^e
51, RUE SAINT-MAUR et 6 PASSAGE GUILHEM SANS N°
Situé sur caves d'un rez-de-chaussée comportant 2 BOUTIQUES, cinq étages
de 3 LOGEMENTS (chaque) (dont 2 de 2 pièces cuisine et un de 3 pièces)
et un 6^e étage mansardé divisé en 7 PIÈCES avec cour intérieure - Cote 1 à 17 m
MISE A PRIX : 1 500 000 F
S'adresser à M. R. BOESSEL, avocat 9 bis Saint-Germain à Paris 5^e
Tél. : 43-29-46-38, M. Ph. BARAT avocat, 92, avenue Mozart à Paris 16^e

Vente au Palais de Justice de CRETEIL, le JEUDI 29 JUIN 1989 à 9 h 30
PROPRIÉTÉ à VILLIERS-SUR-MARNE (94)
5 allée de Parc
comportant UNE MAISON d'habitation : sous-sol : garage, chauffage, deux caves
Rez-de-chaussée : hall, cuisine, salle de séjour avec coin repas, salle-de-bains, w.c., vestiaire, deux chambres - 1^{er} étage : 2 chambres, salle-de-bains, grand garage - sur terrain de 5 a 15 m
MISE A PRIX : 300 000 F
S'ad. à M. Patrick VARNOT, Avocat au Barreau du Val-de-Marne, 166 bis Grande Rue (94130) Nogent-sur-Marne
Tél. : 48-71-03-78 - MINITEL : 3616 LAVEN

Vte s/sais au Pal. de Just. Paris le Jeudi 22 juin 1989 à 14 h 30 EN UN SEUL LOT
BOUTIQUE à PARIS 1^{er}
au rez-de-cha. avec RESERVE, CAVES et SALLE au sous-sol
22 et 24 PLACE VENDÔME - 31 et 33 RUE DANIELLE CASANOVA
29 PLACE DU MARCHE SAINT-GERVAISE et IMPASSE COMBOUST sans n°
M. à Px : 750 000 F
S'ad. M. P. P. MORELLE avocat.
Tél. : 43-67-18-98
18, rue de Labrousse à Paris 1^{er}

VENTE sur licitation, au Palais de Justice de NANTERRE
le JEUDI 29 JUIN 1989 à 14 heures
UNE PROPRIÉTÉ à CLAMART 92
75, rue Emmanuel Sarty
comp. PAVILLON D'HABIT. S'agit d'un rez-de-cha. et 1 étage
GARAGE - Jardin - Cont. superf. 3 ares 72 centimètres.
S'ad. M. P. B. CHABRAT, avocat au Barreau
des Ets-de-S. 16, av. Charles-de-Gaulle
NEUILLY/S/SEINE - Tél. : 47-22-40-13 - M. Alain PITERMANN,
avocat 11 bis, rue Portails PARIS (89) - Tél. : 45-22-22-56 - Tous avocats
près T.G.I. de NANTERRE - Sur les lieux pour visiter

270 000 F pour une guillotine

Une guillotine en chêne a été adjugée 270 000 F, lundi 12 juin, à la Salle Drouot au profit d'un collectionneur allemand. Haute de 4,22 mètres, elle est dotée d'un plateau roulant et d'un coupeur biseauté.

Au cours de cette vente de souvenirs historiques, l'exemple personnel de Robespierre du projet de la constitution élaboré en 1791 a été vendu 300 000 F. Un collectionneur français a emporté pour 130 000 F une lettre de Marie Antoinette du 10 octobre 1789 dans laquelle la reine écrivait : « Jamais on ne pourra croire ce qui s'est passé dans les dernières vingt-quatre heures à Versailles [...] ». Tout est préférable à une guerre civile ».

plus importante, ce petit tableau fut pendant longtemps considéré comme un *Fragrant* et exposé en tant que tel à la rétrospective de 1921 à Paris (220 000 F).

Mais la palme de la fraîcheur revient incontestablement à la *Pro-menade*, d'Antoine Watteau, un artiste très rare sur le marché (plus de trois millions de francs), en dépit du médiocre état de conservation du tableau.

Pourtant, l'un des aspects les plus intéressants de ces dispositions sera le survol de la carrière de Louis-Léopold Boilly (1761-1845), chez Sotheby's et Habsburg Feldman. Les époques passeront, les styles changeront, mais Boilly restera toujours fidèle à la scène de genre. Vers la fin de sa vie, il peindra deux minuscules huiles sur toile, évaluées chacune à 120 000 F, la *Leçon de dessin* et la *Mère attentive*, qui rappellent par l'esquisse des visages l'émotion d'un Daumier peintre. Au

LA GRANDE HALLE - LA VILLETTE

PRÉSENTANT AVEC FRANCE LIBERTÉ
FONDATION DANIELLE ET HENRI BERTHOUD

HALLE THAT JAZZ 89

EUROPE 1

13 JUIN
A 19H30 ET 22H
Jay Mc Shann Kaness
City Band
Eric Widmer
(direction musicale)
Jenny Woods (sax)
Jay Mc Shann (piano)
Eric Widmer (basse)
Clark Terry (trompette)
Teresa Blanchard (trompette)
Carroll Jones (trompette)
Al Grey (trombone)
James Williams (trombone)
Mick Lewis (batterie)
James Moody (sax tenor)
Hui Singer (sax tenor)
Jenny Heath (sax tenor)
Phil Woods (sax alto)
Sonny Carter (sax alto)
Sally Shalish (sax baryton)

14 ET 15 JUIN
A 21H
All Stars-Historique
Darryl Gillespie (trompette)
Mark Jones (piano)
Mick Jackson (batterie)
Jackie McLean (sax alto)
Sonny Carter (sax tenor)
Mick Rosch (batterie)
Percy Heath (basse)
Phil Woods (sax alto)
Billy Eckstine (chant)

16 JUIN
A 21H
European All Stars
Hank Vinter
(direction musicale-piano)
M.H.G.P. (basse)
David Hammett (batterie)
Glen Farris (trombone)
Eric Barret (sax tenor)
Valery Ponomarev (trompette)
Eric La Luan (trompette)
Mauricio Urbani (sax alto)

17 JUIN
A 21H
Charlie Parker
with Strings
Michael Legrand (direction
musicale et orchestre)
Frank Morgan (sax alto)
Warren Bernhardt (piano)
Pierre Michelot (basse)
Rory Higgins (batterie)
et un orchestre à cordes
de seize musiciens

et Alto Summit
Jackie McLean (sax alto)
Bob Mover (sax alto)
Charmo Sharp (sax alto)
Frank Morgan (sax alto)
Vicent Harris (sax alto)
Phil Woods (sax alto)
Walter Davis Jr (piano)
Percy Heath (basse)
Roy Haynes (batterie)

LOCATION : LA GRANDE HALLE 42 49 72 72
FNAC, VIRGIN - MEGASTORE, BILLETU,
Tél. 46 03 80 44, REV CONCERTS 42 46 47 56

A défaut du Lamy Fiscal vous pouvez éventuellement consulter cet ouvrage...

Cela dit, si vous cherchez l'ouvrage de référence à la fois exhaustif et pratique qui vous permettra de tirer le meilleur parti de la réglementation fiscale, sans vous faire aspirer par l'inflation des textes législatifs, c'est plutôt le Lamy Fiscal qu'il vous faut.

Pour vous procurer le Lamy Fiscal téléphonez au plus vite au 01 44 44 44 44

Pour agir en connaissance de cause

مكتبة الأصل

Le Carnet du Monde

Naissances

— André et Denise NAGGAR, Frédéric RITCHIN et Carole NAGGAR RITCHIN ont la grande joie d'annoncer la naissance de leur petit-fils et fils

Ariel Salomon,

à New-York, le 11 avril 1989.

— Jacques et Coët LANDREAU, sont heureux d'annoncer la naissance, chez leurs enfants Danièle et Anne, de

Anaïs,

arrivé le 10 juin 1989,

juste à temps pour fêter dans quelques jours les noces de diamant de ses arrière-grands-parents, M. et M^{me} Louis Landreau.

— Philippe, Vincent et Rosalie CAYLA, sont heureux de faire part de l'arrivée dans leur foyer de

Isabelle,

née le 30 décembre 1988.

Paris, le 10 mai 1989.

— Catherine et Jean-Claude ELALOUF, Jeanne et Raphaëlle, sont heureux d'annoncer la naissance de

Sara,

le 8 juin 1989.

1, passage Paillé, 92110 Cligny.

Décès

— Le docteur M.E. Abela, M. et M^{me} P. Villanueva, Marc et Claire Villanueva, M. et M^{me} Salama, Les parents et amis, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Rosine ABELS,

survenue à Suresnes, le 8 juin 1989, dans sa quatre-vingt-onzième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité à Vanves,

4, avenue du Général-de-Gaule, 92170 Vanves. 11, résidence Foch, 92380 Garches.

— André Brand, son mari, Marie-Noëlle Desbats, Pierre et Nicole Brand-Vaunoy, Les docteurs François et Réginald Pordes, Les docteurs Jean-Marie et Sylvie Brand-Dujardin, ses enfants, Emmanuel, Olivier, Amélie, Nicolas, Jean-Baptiste, Charlotte, Sébastien, Antoine et Elodie, ses petits-enfants, Ses parents et amis, ont la tristesse de faire part de la mort de

Marie-Thérèse BRAND, née Scherf, chevalier des Palmes académiques, survenue le 11 juin 1989, à Bruxelles.

1328 Lesne, Drève des Pommiers, 3, Belgique.

— Mont-Saint-Aignan (76), le 11 juin 1989, à Grenoble,

M^{me} Robert-C. FLAVIGNY, née Thérèse Durand-Vell, est entrée dans la paix du Seigneur, à l'âge de soixante-dix-huit ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 15 juin, en l'église Saint-Romain de Rouen, à 14 heures. L'inhumation aura lieu au cimetière Saint-Etienne d'Elbeuf.

De la part de : Ses fils, Francesco, Amelino, Pierre-Olivier, Etienne, Philippe et leurs conjoints, Ses petits-enfants, Ses sœurs, frères, belles-sœurs, beaux-frères.

3, allée des Chênes-Verts, 30400 Villeneuve-la-Grange, 22, rue Emile-Duploy, 13007 Marseille, 11, rue Charles-Goussard, 94000 Créteil, 8, allée de la Colline, 38100 Grenoble, 11, rue Chopin, 91790 Boissy-sous-Francis.

— La Société française des seiziémistes, L'Association Réforme, Humanisme, Renaissance, font part avec tristesse du décès, le 8 juin 1989, de

M. Claude LONGEON, professeur, président honoraire de l'université.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

— L'Institut d'études de la Renaissance Jean-Monnet, ses collègues, ses amis, ont la tristesse de faire part du décès de

Claude LONGEON, professeur de littérature française à l'université, survenue le 8 juin 1989.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

— La Société française des seiziémistes, L'Association Réforme, Humanisme, Renaissance, font part avec tristesse du décès, le 8 juin 1989, de

M. Claude LONGEON, professeur à l'université Jean-Monnet.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

34, rue Francis-Baudier, 42023 Saint-Etienne Cedex. Tél. (77) 25-22-02.

— M^{me} Claude Michel, Olivier et Arianna, Antoine et Marie-Hélène, Anne, Clémence et Aliana, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Claude MICHEL, ministre plénipotentiaire, le 12 juin 1989.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 15 juin, à 10 h 30, en l'église réformée de l'Annonciation, 19, rue Courambert.

— M. et M^{me} André Garnier, son épouse, Annie et Gérard Peyronnet, Bernadette et Alain Peyronnet, ses enfants, Bruno, Fabien, Anne-Laure, Benoît et Céline, ses petits-enfants, M. et M^{me} Jean Rollot et leurs enfants et petits-enfants, Ses frères, belles-sœurs, neveux, nièces, petits-neveux et petites-nièces, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Jeanne PEYRONNET, née Rollot, institutrice, survenue le 10 juin 1989, dans sa soixante-quatrième année.

Après la levée du corps à l'hôpital Tenon, Paris-20^e, à 10 heures, les obsèques auront lieu à Châtenay, 41600 Lamotte-Beuvron, le mercredi 14 juin, à 16 heures.

4, place de la Porte-de-Bagnolet, 75020 Paris.

26, rue de la Gaucherie, Châtenay 41600 Lamotte-Beuvron.

— M. et M^{me} Louis Wartski, M. et M^{me} Jonathan Feinby, Sonia et Yonell Wartski, Sara et Alexandre Feinby, M. et M^{me} Jean-Paul Bragère et leur fille Charlotte, M. et M^{me} Jacques Spajer, ses enfants, petits-enfants, arrière-petits-enfants, Ses frères, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Jeanne WARTSKI, née Spajer, survenue le 10 juin 1989, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

L'inhumation aura lieu le mercredi 14 juin, à 11 h 15, au cimetière parisien de Bagneux. On se réunira à l'entrée principale.

Ni fleurs ni couronnes.

L. Wartski, 51, rue Carvès, 92120 Montrouge.

— M^{me} Albert Kohn, née Hélène Wimpfen, a la douleur de faire part du décès de

Albert KOHN, ancien élève de l'Ecole normale supérieure (1925), professeur honoraire du lycée Louis-le-Grand, survenue le 4 juin 1989.

Ses obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

134, boulevard Berthier, 75017 Paris.

— M^{me} Langlet, M^{me} Claude Longeon, Claire, Catherine, Clotilde, Sa mère, son épouse, ses filles, ont la grande tristesse de faire part du décès de

Claude LONGEON, survenue à l'âge de quarante-huit ans, le 8 juin 1989, à Saint-Etienne.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale.

[Né le 2 mai 1941, Claude Longeon a fait toute sa carrière à l'université de Saint-Etienne, où il fut successivement assistant (1966), maître-assistant (1970), professeur (1979). Agrégé de lettres (1964), docteur d'Etat en 1974 (thèse : *Le roman français à la Renaissance*), lauréat de la Fondation de la recherche scientifique, il a été président de l'université de Saint-Etienne de 1982 à 1987. Il était président de la Société française des seiziémistes depuis 1987 et auteur de plusieurs ouvrages sur Etienne Dolet et sur le théâtre du seizième siècle.]

— Le président et les personnels de l'université Jean-Monnet, Saint-Etienne, font part avec tristesse du décès, le 8 juin 1989, de

M. Claude LONGEON, président honoraire de l'université.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

— L'Institut d'études de la Renaissance Jean-Monnet, ses collègues, ses amis, ont la tristesse de faire part du décès de

Claude LONGEON, professeur de littérature française à l'université, survenue le 8 juin 1989.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

— La Société française des seiziémistes, L'Association Réforme, Humanisme, Renaissance, font part avec tristesse du décès, le 8 juin 1989, de

M. Claude LONGEON, professeur à l'université Jean-Monnet.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

34, rue Francis-Baudier, 42023 Saint-Etienne Cedex. Tél. (77) 25-22-02.

— M^{me} Claude Michel, Olivier et Arianna, Antoine et Marie-Hélène, Anne, Clémence et Aliana, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Claude MICHEL, ministre plénipotentiaire, le 12 juin 1989.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 15 juin, à 10 h 30, en l'église réformée de l'Annonciation, 19, rue Courambert.

— M. Jean-Pierre Peyronnet, son épouse, Annie et Gérard Peyronnet, Bernadette et Alain Peyronnet, ses enfants, Bruno, Fabien, Anne-Laure, Benoît et Céline, ses petits-enfants, M. et M^{me} Jean Rollot et leurs enfants et petits-enfants, Ses frères, belles-sœurs, neveux, nièces, petits-neveux et petites-nièces, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Jeanne PEYRONNET, née Rollot, institutrice, survenue le 10 juin 1989, dans sa soixante-quatrième année.

Après la levée du corps à l'hôpital Tenon, Paris-20^e, à 10 heures, les obsèques auront lieu à Châtenay, 41600 Lamotte-Beuvron, le mercredi 14 juin, à 16 heures.

4, place de la Porte-de-Bagnolet, 75020 Paris.

26, rue de la Gaucherie, Châtenay 41600 Lamotte-Beuvron.

— M. et M^{me} Louis Wartski, M. et M^{me} Jonathan Feinby, Sonia et Yonell Wartski, Sara et Alexandre Feinby, M. et M^{me} Jean-Paul Bragère et leur fille Charlotte, M. et M^{me} Jacques Spajer, ses enfants, petits-enfants, arrière-petits-enfants, Ses frères, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Jeanne WARTSKI, née Spajer, survenue le 10 juin 1989, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

L'inhumation aura lieu le mercredi 14 juin, à 11 h 15, au cimetière parisien de Bagneux. On se réunira à l'entrée principale.

Ni fleurs ni couronnes.

L. Wartski, 51, rue Carvès, 92120 Montrouge.

— M^{me} Albert Kohn, née Hélène Wimpfen, a la douleur de faire part du décès de

Albert KOHN, ancien élève de l'Ecole normale supérieure (1925), professeur honoraire du lycée Louis-le-Grand, survenue le 4 juin 1989.

Ses obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

134, boulevard Berthier, 75017 Paris.

— M^{me} Langlet, M^{me} Claude Longeon, Claire, Catherine, Clotilde, Sa mère, son épouse, ses filles, ont la grande tristesse de faire part du décès de

Claude LONGEON, survenue à l'âge de quarante-huit ans, le 8 juin 1989, à Saint-Etienne.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale.

[Né le 2 mai 1941, Claude Longeon a fait toute sa carrière à l'université de Saint-Etienne, où il fut successivement assistant (1966), maître-assistant (1970), professeur (1979). Agrégé de lettres (1964), docteur d'Etat en 1974 (thèse : *Le roman français à la Renaissance*), lauréat de la Fondation de la recherche scientifique, il a été président de l'université de Saint-Etienne de 1982 à 1987. Il était président de la Société française des seiziémistes depuis 1987 et auteur de plusieurs ouvrages sur Etienne Dolet et sur le théâtre du seizième siècle.]

— Le président et les personnels de l'université Jean-Monnet, Saint-Etienne, font part avec tristesse du décès, le 8 juin 1989, de

M. Claude LONGEON, président honoraire de l'université.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

— L'Institut d'études de la Renaissance Jean-Monnet, ses collègues, ses amis, ont la tristesse de faire part du décès de

Claude LONGEON, professeur de littérature française à l'université, survenue le 8 juin 1989.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

— La Société française des seiziémistes, L'Association Réforme, Humanisme, Renaissance, font part avec tristesse du décès, le 8 juin 1989, de

M. Claude LONGEON, professeur à l'université Jean-Monnet.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

34, rue Francis-Baudier, 42023 Saint-Etienne Cedex. Tél. (77) 25-22-02.

— M^{me} Claude Michel, Olivier et Arianna, Antoine et Marie-Hélène, Anne, Clémence et Aliana, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Claude MICHEL, ministre plénipotentiaire, le 12 juin 1989.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 15 juin, à 10 h 30, en l'église réformée de l'Annonciation, 19, rue Courambert.

— M. Jean Guichot-Pérès, M. Alain Lecour, président-directeur général des Editions du Croissant, votre maison, ont le regret de faire part de la mort, survenue à Paris, de

M. Félix PORTAL, ingénieur des Arts et Métiers (1922), fondateur en 1947 des Editions du Croissant, administrateur général du journal l'Intransigeant (1938-1947), gérant du Groupement d'importation des produits sidérurgiques GIFS (1947-1967), président-directeur général des Forges d'Elmehoult (1958-1963), membre de la Société des ingénieurs et scientifiques de France, officier de la Légion d'honneur, pieusement décédé le 8 juin 1989, dans sa quatre-vingt-septième année.

Les obsèques religieuses traditionnelles ont été célébrées dans la stricte intimité, en l'église Saint-Jean-Baptiste de Capdenac-le-Haut (Lot), le 10 juin 1989.

L'inhumation avec bénédiction par M. l'abbé François, curé de Capdenac-le-Haut, a eu lieu au cimetière d'Espalion (Aveyron), où il était né le 30 juillet 1902.

— Sa famille et ses amis ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean REBROCK, survenue dans sa soixante-douzième année, à Draguignan (Var), le 1^{er} juin 1989.

Les obsèques religieuses, célébrées en l'église de Saint-Antoine-du-Var, ont été suivies de l'inhumation à Roquebrune-sur-Argens.

M^{me} André Rebstock-Gelée, Les Défenses, 83520 Roquebrune-sur-Argens.

CARNET DU MONDE Renseignements : 42-47-95-03

— M. Jean REBROCK, survenue dans sa soixante-douzième année, à Draguignan (Var), le 1^{er} juin 1989.

Les obsèques religieuses, célébrées en l'église de Saint-Antoine-du-Var, ont été suivies de l'inhumation à Roquebrune-sur-Argens.

M^{me} André Rebstock-Gelée, Les Défenses, 83520 Roquebrune-sur-Argens.

CARNET DU MONDE Renseignements : 42-47-95-03

— M. Jean REBROCK, survenue dans sa soixante-douzième année, à Draguignan (Var), le 1^{er} juin 1989.

Les obsèques religieuses, célébrées en l'église de Saint-Antoine-du-Var, ont été suivies de l'inhumation à Roquebrune-sur-Argens.

M^{me} André Rebstock-Gelée, Les Défenses, 83520 Roquebrune-sur-Argens.

CARNET DU MONDE Renseignements : 42-47-95-03

— M. Jean REBROCK, survenue dans sa soixante-douzième année, à Draguignan (Var), le 1^{er} juin 1989.

Les obsèques religieuses, célébrées en l'église de Saint-Antoine-du-Var, ont été suivies de l'inhumation à Roquebrune-sur-Argens.

M^{me} André Rebstock-Gelée, Les Défenses, 83520 Roquebrune-sur-Argens.

CARNET DU MONDE Renseignements : 42-47-95-03

— M. Jean REBROCK, survenue dans sa soixante-douzième année, à Draguignan (Var), le 1^{er} juin 1989.

Les obsèques religieuses, célébrées en l'église de Saint-Antoine-du-Var, ont été suivies de l'inhumation à Roquebrune-sur-Argens.

M^{me} André Rebstock-Gelée, Les Défenses, 83520 Roquebrune-sur-Argens.

CARNET DU MONDE Renseignements : 42-47-95-03

— M. Jean REBROCK, survenue dans sa soixante-douzième année, à Draguignan (Var), le 1^{er} juin 1989.

Les obsèques religieuses, célébrées en l'église de Saint-Antoine-du-Var, ont été suivies de l'inhumation à Roquebrune-sur-Argens.

M^{me} André Rebstock-Gelée, Les Défenses, 83520 Roquebrune-sur-Argens.

CARNET DU MONDE Renseignements : 42-47-95-03

— M. Jean REBROCK, survenue dans sa soixante-douzième année, à Draguignan (Var), le 1^{er} juin 1989.

Les obsèques religieuses, célébrées en l'église de Saint-Antoine-du-Var, ont été suivies de l'inhumation à Roquebrune-sur-Argens.

M^{me} André Rebstock-Gelée, Les Défenses, 83520 Roquebrune-sur-Argens.

CARNET DU MONDE Renseignements : 42-47-95-03

— M. Jean REBROCK, survenue dans sa soixante-douzième année, à Draguignan (Var), le 1^{er} juin 1989.

Les obsèques religieuses, célébrées en l'église de Saint-Antoine-du-Var, ont été suivies de l'inhumation à Roquebrune-sur-Argens.

M^{me} André Rebstock-Gelée, Les Défenses, 83520 Roquebrune-sur-Argens.

CARNET DU MONDE Renseignements : 42-47-95-03

— M. Jean REBROCK, survenue dans sa soixante-douzième année, à Draguignan (Var), le 1^{er} juin 1989.

Les obsèques religieuses, célébrées en l'église de Saint-Antoine-du-Var, ont été suivies de l'inhumation à Roquebrune-sur-Argens.

Anniversaires

— Il y a deux ans,

Christine DELABALLE quittait les siens. Une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.

— Il y a vingt ans,

François DRUT nous quittait. Que tous ceux qui l'ont connu et aimé aient une pensée pour lui et son épouse Nelly.

— Le Syndicat national des journalistes CGT, L'Organisation internationale des journalistes, dont il était président d'honneur, demeurent fidèles à la mémoire de

Jean-Maurice HERMANN, journaliste, décédé, il y a un an, le 16 juin 1988, au matin.

Correspondant du *Populaire*, en chef des Républicains espagnols de 1936, grand mutilé de guerre en juin 1940, résistant, député, il a consacré beaucoup de son temps à la défense des intérêts matériels et moraux des membres de sa profession et à l'existence d'une presse libre, vivante, soumise à ses lois.

— Une pensée est demandée à tous ceux qui ont connu

André SAURET, éditeur, en ce vingtième anniversaire de sa mort.

Danièle et Raymond Lévy.

— Le 14 juin 1985,

Charles ZYGEL, nous quittait.

Que son souvenir demeure présent parmi nous.

— Le 14 juin 1985,

Charles ZYGEL, nous quittait.

Que son souvenir demeure présent parmi nous.

— Le 14 juin 1985,

Charles ZYGEL, nous quittait.

Que son souvenir demeure présent parmi nous.

— Le 14 juin 1985,

Charles ZYGEL, nous quittait.

Que son souvenir demeure présent parmi nous.

— Le 14 juin 1985,

Charles ZYGEL, nous quittait.

Que son souvenir demeure présent parmi nous.

— Le 14 juin 1985,

Charles ZYGEL, nous quittait.

Que son souvenir demeure présent parmi nous.

— Le 14 juin 1985,

Charles ZYGEL, nous quittait.

Que son souvenir demeure présent parmi nous.

— Le 14 juin 1985,

Charles ZYGEL, nous quittait.

Que son souvenir demeure présent parmi nous.

— Le 14 juin 1985,

Charles ZYGEL, nous quittait.

Que son souvenir demeure présent parmi nous.

Le Monde

SCIENCES ET MEDECINE

Archéologie : l'Occident en herbe

Depuis toujours, la Jordanie est un carrefour de civilisations. Ses sites archéologiques sont parmi les plus riches et les plus variés du monde.

En juillet 1983, des fouilles ont eu lieu sur le site d'Ain-Ghazal, près d'Amman (Jordanie). Le docteur Gary O. Rollefson (professeur à la San Diego State University), qui dirige les travaux depuis 1982 avec les docteurs Zaid Kafafi (professeur à l'université du Yarmouk) et Alan Simmons (professeur à l'université du Nevada) est appelé. Au fond d'une fosse, une face humaine apparaît. Une des découvertes les plus extraordinaires de ces dernières années commence : vingt-cinq statues de pâte de calcaire (treize en pied, hautes de 90 centimètres ; douze bustes, hauts de 45 centimètres), les plus vieilles statues du monde puisqu'elles ont été faites probablement vers 6750-6500 ou 6300 avant Jésus-Christ.

Nouvelle trouvaille analogue en 1984 et 1985 : onze statues sères, vingt ou vingt-cinq probablement. Soit, en tout, trente-six statues – cinquante peut-être – toutes faites en pâte blanche modelée sur une armature de faisceaux de roseaux dont une au moins est antérieure à 7100 avant notre ère. Bien entendu, les roseaux ont disparu au fil des millénaires, ne laissant que leur empreinte. Toutes ces statues sont donc en mille morceaux et le matériau commence à se craquelier dès qu'il est dégagé de son cocon de terre. Les statues ont donc été enlevées en bloc. Le bloc de 1983 est à l'Institut d'archéologie de l'université de Londres pour que les statues soient récupérées, rassemblées et traitées. Celui de 1984-1985 est à la Smithsonian Institution de Washington. Seules trois statues (de 1983) sont présentées au tout nouveau musée de l'université du Yarmouk à Irbid. La remise en forme des statues est très coûteuse : plus de 5 millions de francs pour le seul bloc de Londres.

Selon les archéologues, ces statues représenteraient des ancêtres

tres mythiques, hommes ou femmes. Ce genre de culte des ancêtres aurait été pratiqué pendant plusieurs siècles par la culture que les spécialistes de la préhistoire du Proche-Orient appellent PPN (prépoterie néolithique) B et C.

La préhistoire et l'archéologie de la Jordanie, comme celles du Proche-Orient dont elles font partie, sont extraordinairement riches. Ce qui explique que deux cent sept spécialistes de dix-huit nationalités se sont réunis pour leur quatrième congrès, du 30 mai au 4 juin à Lyon.

Les essais de Jabbès

Le Proche-Orient – et donc la Jordanie – est une région fondamentale pour nous. Là, sont nés notre histoire et notre destin : sauf le riz et le maïs, les céréales sauvages, d'où sont issues toutes les variétés utilisées partout dans le monde, y poussent et y poussent encore spontanément, et il s'est trouvé des populations qui étaient prêtes, culturellement, à passer de l'économie de prédation (chasse, pêche, cueillette) à l'économie de production (agriculture puis élevage), c'est-à-dire à lancer la première « révolution néolithique », selon l'expression proposée il y a une cinquantaine d'années par le Britannique Gordon Childs.

M. Jacques Cauvin, directeur de recherche au CNRS, est un des meilleurs spécialistes du passage à l'économie de production. Non seulement lui et son équipe fouillent au Proche-Orient, mais ils se livrent, à l'Institut de préhistoire orientale de Jabbès (Ardèche), à des expériences de cultures et de récoltes (avec des outils de pierre) de céréales « sauvages » qui permettent de vérifier ou d'infirmer les diverses hypothèses proposées pour reconstituer cette période capitale de l'histoire de l'humanité.

Les céréales sauvages se différencient des céréales domestiques par la solidité des péduncules qui attachent les grains à la tige. Dans les céréales sauvages, les péduncules, très fragiles, se rom-

Or les essais pratiqués à Jabbès ont prouvé que les céréales étaient cueillies vertes, séchées dans les maisons et gardaient pourtant leur capacité de germination. Une agriculture « prédomestique » a

pêche, et de la cueillette de céréales sauvages. Les maisons en fosses étaient rondes et regroupées pour la première fois en hameaux. De petits ruminants étaient sculptés dans la pierre ou l'os. De 8200 à 8000 (à Mureybet), les Khiamiens ont à peu près le même mode de vie, mais ils commencent à façonner dans la pierre des figurines féminines et « adorent » les taureaux dont des crânes complets sont insérés dans les banquettes garnissant les maisons.

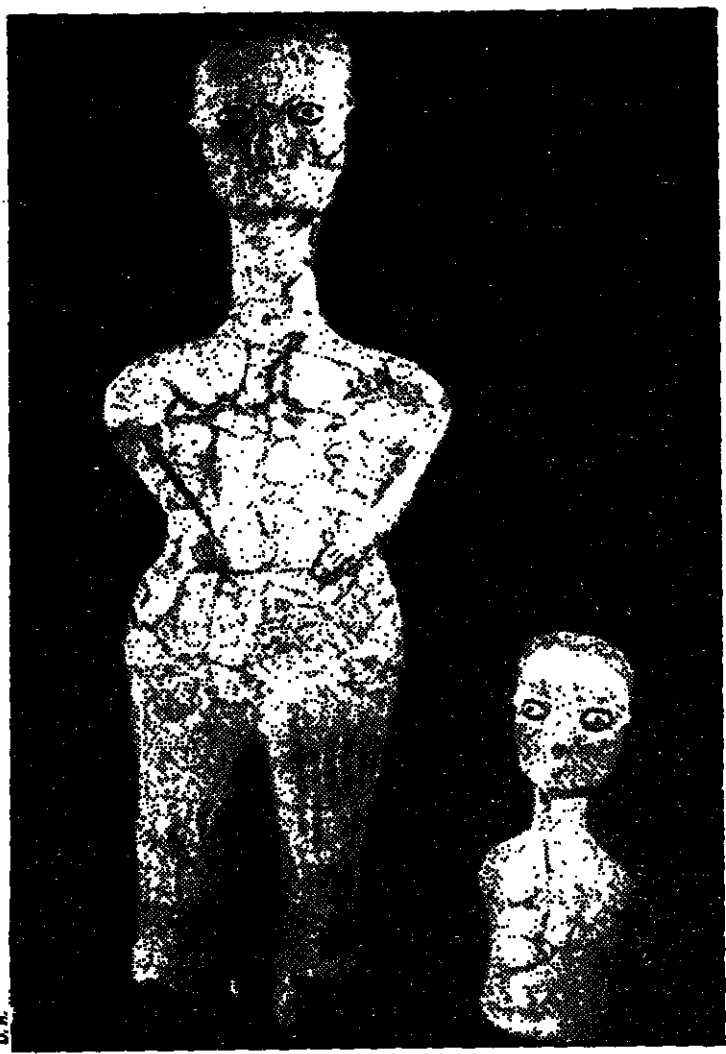
Vient ensuite le PPN A (mureybetien de 8000 à 7600 : appelé sultanien dans la vallée du Jourdain de 8000 à 7200) qui invente la culture des céréales, façonne des figurines féminines

en pierre ou en argile et n'insère dans les murs des maisons que les cornes des taureaux. Au PPN B (7200-6500), les maisons sont carrées ou rectangulaires, l'agriculture est généralisée et apparaît, notamment à Jéricho et à Beidha (près de Pétra, Jordanie), les premières traces de domestication de moutons et de chèvres.

Lorsqu'on vit de la chasse, les âges des animaux tués sont répartis à peu près également. Lorsque l'élevage apparaît, certaines classes d'âge – qui varient selon les époques et les modes d'exploitation des animaux – sont sur-représentées ou sous-représentées.

YVONNE REBEYROL.

(Lire la suite page 20.)



Une statue (hauteur 90 cm) et un buste (hauteur 35 cm) trouvés à Ain-Ghazal en 1983 et datés aux alentours de 6750 avant Jésus-Christ. (Restauration faite par Mrs Kathy Tubb, de l'Institut d'archéologie de l'université de Londres.)

pent lorsque les grains sont mûrs. Ce qui permet le remaniement spontané mais empêche la moisson. Au contraire, les péduncules de quelques individus mutants sont suffisamment solides pour résister à la maturité et à la récolte. Il semblait donc logique de penser que les premiers cultivateurs avaient inconsciemment sélectionné ces mutants-là.

pu exister et la naissance de l'agriculture doit plutôt être cherchée dans les capacités d'inventivité et de transformation culturelle de certains hommes.

Pendant la période natoufienne (10000-9000 avant Jésus-Christ à Jéricho en Cisjordanie ; 8500-8200 à Mureybet sur l'Euphrate syrien), les hommes vivaient de la chasse, éventuellement de la

LE BON GÉNIE DE LA GÉNÉTIQUE

MOINS de vingt ans après avoir vu le jour le génie génétique entre de plus en plus dans le champ de la médecine. Alors qu'entre 1975 et 1980 elles suscitaient les plus vives frayeurs, nul aujourd'hui ne craint plus la mise en œuvre de ces techniques qui permettent l'analyse et la manipulation du patrimoine héréditaire des êtres vivants. Et cette gigantesque entreprise de cartographie et de manipulation des gènes permet de nourrir de substantiels espoirs.

Parfaite illustration de ces avancées, une équipe américaine a tenté à y a peu, avec la bénédiction des autorités sanitaires, la première greffe de gène sur un être humain atteint d'un cancer de la peau (le Monde du 24 mai). On aurait tort, pourtant, de croire que les applications médicales de génie génétique se bornent à de telles tentatives spectaculaires. Car, sans parler des enjeux considérables des biotechnologies appliquées aux animaux et aux plantes, le génie génétique « médical » est, depuis quelques années déjà, une véritable réalité industrielle.

On compte déjà près d'une vingtaine de substances (insuline, hormone de croissance, interférons, vaccin antihépatite B, érythropoïétine, facteurs de coagulation sanguine) produites à l'échelle industrielle par génie génétique et utilisées en thérapeutique générale humaine. Si dans certains cas il ne s'agit que d'obtenir la même protéine par d'autres voies industrielles, dans d'autres, au contraire (hormones de croissance ou érythropoïétine notamment), le génie génétique

fournit déjà un apport thérapeutique considérable. C'est aussi le cas en médecine légale et en criminalistique grâce aux « empreintes génétiques ».

Plus impressionnante, la thérapie génétique (correction par manipulation du patrimoine héréditaire des anomalies d'origine génétique) apparaît encore beaucoup plus difficile à mettre en œuvre. Il est clair aujourd'hui qu'aucune modification de génome des cellules souches humaines ne peut, pour d'évidentes raisons éthiques (transmission de la modification à la descendance), être tentée. Tout, en outre, laisse penser – puisque, pour reprendre l'expression des professeurs Jean-Claude Kaplan et Marc Delpech, « l'éthique précède le savoir-faire » (1) – qu'il faudra encore de nombreuses années avant que l'on sache passer de l'identification et de la compréhension des gènes pathologiques à leur modification à des fins thérapeutiques.

D'ores et déjà dans ce domaine c'est le diagnostic (notamment en période prénatale) des maladies génétiques qui connaît le plus grand essor. Et l'on peut penser que le génie génétique permettra peut-être à court terme de réaliser de considérables progrès en cancérologie, en proposant une thérapie moléculaire de la génèse des cancers.

J.-Y. M.

(1) *Biologie moléculaire et médecine*, de J.-C. Kaplan et de M. Delpech, Flammarion, 656 pages, 400 F. Cet ouvrage indispensable aux médecins, étudiants et chercheurs, va être publié avec le concours du ministère de la recherche et de la technologie.

Le pouls de l'hypertension

Vers la rationalisation des traitements contre l'hypertension artérielle.

Il existe, à propos de l'hypertension artérielle, un authentique problème. Dans cette maladie extraordinairement fréquente puisqu'elle atteint plus de cinq millions de Français, en ce qui concerne la prescription thérapeutique et les examens complémentaires de surveillance, un désordre évident et même une certaine confusion.

Soucieux de mettre de l'ordre dans cette foule de médicaments et d'examen dont la prescription obéit souvent plus à des modes ou à des courants d'opinion qu'à des règles précises, le Comité national pour l'évaluation médicale vient de choisir, avec l'appui financier de la Caisse nationale d'assurance-maladie, l'hypertension artérielle comme thème de sa première conférence d'évaluation stratégique.

Ce choix n'étonnera pas ceux qui, depuis quelques années, déplorent l'inflation des médicaments antihypertenseurs proposés à grand renfort de publicité par

l'industrie pharmaceutique et les prescriptions, parfois anarchiques, d'examen aussi sophistiqués qu'inutiles. Ainsi, on ne compte pas moins d'une centaine de médicaments prescrits pour cette maladie qui, par son impact cardiovasculaire, constitue à la fois la première cause de mortalité au-delà de cinquante ans et le plus gros poste des dépenses de médicaments de l'assurance-maladie. Quant au prix de ces produits, il est extrêmement variable. Du simple diurétique, considéré comme le moins coûteux des traitements de l'hypertension, à l'inhibiteur de l'enzyme de conversion, le plus cher – sinon le plus efficace – des antihypertenseurs, le prix du traitement quotidien d'un malade hypertendu varie dans une proportion de un à dix.

Même variété dans le domaine des examens complémentaires : du banal électrocardiogramme aux examens les plus sophistiqués comme la coronarographie, qui

nécessite plusieurs journées d'hospitalisation, en passant par les explorations à ultrasons, le nombre, le choix et la fréquence des examens fluctuent trop souvent en fonction du médecin consulté et de sa spécialité.

Mécénat et indépendance

La première conférence de consensus, organisée par le Comité national d'évaluation depuis sa création en juin 1987, aura donc la lourde tâche d'établir dans cette profusion de médicaments et de méthodes le juste milieu garantissant à la fois la qualité des soins et le respect des impératifs d'économie de la santé. Cette initiative du Comité d'évaluation, longtemps taxé d'immobilisme, aurait été impossible, souligne son président, le docteur Louis René, sans la Caisse nationale d'assurance-maladie, disposée à investir les quelques 400 000 F nécessaires à l'organisation de ce type de conférence.

Qui dit mécénat dit aussi indépendance. La Caisse nationale d'assurance-maladie s'est en effet engagée à respecter en tous points la liberté du jury qui dégagera les grandes lignes du consensus, quel

que soit, souligne-t-elle, le coût des options choisies.

Aujourd'hui, l'heure est aux préparatifs de cette conférence qui aura lieu au printemps 1990. Un nombre de questions volontairement restreint, un public aussi large que possible, s'étendant des médecins aux représentants des consommateurs en passant par des juristes, une documentation abondante, la conférence entend trancher, mais aussi faire connaître et respecter son opinion. « Nous ne voulons pas d'un consensus tellement mou qu'il contenterait tout le monde et ne recouvrerait rien du tout », prévient le docteur René, par ailleurs président du Conseil national de l'ordre des médecins. Arriveront, dès lors, à une situation cartésienne où des malades particulièrement avertis rappelleront à leur médecin, mal informé, les règles de consensus ? C'est peu probable, d'autant que les organisateurs espèrent faire respecter leurs conclusions bien au-delà des pourcentages habituellement connus par les consensus précédents (20 % à 40 % selon les médecins). Quel qu'il en soit, on ne peut à l'heure européenne que se féliciter de cette initiative française.

BÉATRICE BANTMAN.

SALON AERONAUTIQUE DU BOURGET

cette semaine dans



مكتبة الامم المتحدة

L'éveil aux armes

L'état de veille serait indispensable dans une guerre éclair. Mais le médicament anti-sommeil reste à découvrir.

« **L**e prochain qui s'endort aura perdu la guerre... » C'est peut-être une boutade, mais les militaires sont unanimes : aujourd'hui, l'homme est devenu le maillon faible des systèmes d'armes modernes. Grâce au développement de la vision infrarouge, les guerres éclairs que mèneront les États-majors de demain se poursuivront sans discontinuer pendant deux, trois ou quatre jours. Pour vaincre, les combattants devront donc passer une, voire plusieurs nuits blanches sans que leur vigilance — physique et mentale — faiblisse. Et si la pilule « anti-sommeil » idéale manque encore à l'appel, les manœuvres visant à sa mise au point étaient au cœur des entretiens « Science et défense », qui se tenaient récemment à Paris sous l'égide de la Délégation générale pour l'armement (DGA).

Les amoureux de la nuit le savent bien : conserver sans dormir, pendant plusieurs jours, un état de vigilance compatible avec une attention soutenue relève actuellement de la plus parfaite utopie. « Lorsqu'un éveil continu est poursuivi au-delà de vingt-quatre heures, des épisodes de « micro-sommeil » surviennent avec une fréquence de plus en plus grande, dont le sujet n'est le plus souvent pas même conscient », confirme M. Michel Jouvet, directeur de l'unité 52 de l'INSERM (département de médecine expérimentale de l'université Claude-Bernard, Lyon), qui collabore depuis plus de vingt ans aux travaux

sur la vigilance menés par la direction des recherches, études et techniques de la DGA. « Après un éveil continu de plus de quarante-huit heures, des tests relativement simples, tel le décodage de messages, démontrent une augmentation importante du nombre d'erreurs. Et la poursuite d'un éveil efficace au-delà de soixante-douze heures est presque impossible chez la majeure partie des sujets... » Cigarettes, café et douches froides n'y pourront rien changer : en ce qui concerne ses capacités opérationnelles, obligé une armée à faire ses trois jours éveillés revient à peu près à rendre hors service 80 % de ses effectifs. Et les 20 % restants ne sont pas beaux à voir.

Si les substances stimulantes ne manquent pas dans la pharmacopée du service de santé des armées, bien peu, en effet, sont promises à une brillante carrière. Les excitants les plus courants, telles la nicotine et la caféine ? Ils permettent, au mieux, de tenir quelques heures de plus. Les amphétamines et leurs dérivés ? Également inaptes au service : outre le dangereux phénomène de dépendance et de tolérance qu'elles entraînent, leur action stimulante est suivie d'une période de récupération tellement invalidante, caractérisée par des accès de sommeil de type narcoleptique, que cette phase de « rebond » compromet toute efficacité prolongée.

« De plus, si l'on sait que ces drogues permettent de retarder la venue du sommeil, on n'a guère

évalué jusqu'à présent la qualité de l'éveil artificiel qu'elles procurent. Leur action est-elle identique selon que l'on demande au combattant de fournir un effort physique ou intellectuel ? Quel est le prix à payer par l'organisme après une utilisation

prolongée de plusieurs jours ? Actuellement, aucune équipe au monde ne peut réellement répondre à ces questions », souligne le professeur Alex Colquhoun (université Paris-V). Seule certitude : à la guerre comme à la ville, la pilule anti-sommeil idéale, efficace et sans effets secondaires, reste à découvrir. Ainsi, d'ailleurs, que les mécanismes

neurotransmetteurs acquis depuis vingt ans, on découvre aujourd'hui que l'éveil met en jeu tout un ensemble de systèmes neuronaux, régis les uns sur les autres et sans doute redondants. Et que la stimulation d'un seul d'entre eux par un agent pharmacologique peut entraî-

ner de l'éveil en stimulant la libération de ces neurotransmetteurs. Ainsi en est-il également du Modafinil, une molécule étudiée depuis plusieurs années par l'équipe lyonnaise du professeur Jouvet, sur laquelle les chercheurs français étaient restés remarquablement discrets jusqu'à des déclarations récentes par Europe 1 du docteur Bernard Rousset, médecin militaire à la retraite (le Monde du 17 mai), et qui était officiellement présentée, pour la première fois, au colloque « Science et défense ».

« Le Modafinil pourrait constituer une nouvelle classe de médicaments capables d'entraîner un éveil de « bonne qualité » et sans phénomène de rebond », affirme M. Michel Jouvet, qui précise qu'il ne provoque « ni agitation, ni dépendance ou tolérance », et ne présente apparemment « aucun effet toxique ». Suggérant de doter cette molécule du qualificatif d'« eugérogène » (du grec eu : bon, gèro : réveil), il a précédé utiliser depuis plus de cinq ans le Modafinil (pour lequel une demande d'autorisation de mise sur le marché a été déposée par les laboratoires pharmaceutiques Lafca au ministère de la santé), pour traiter plusieurs centaines de malades atteints d'hypersomnie.

M. Michel Jouvet souhaite s'en tenir à sa position de médecin en ce qui concerne l'emploi potentiel de cette molécule « favorisant le surmenage » car, a-t-il affirmé, « le problème de son utilisation chez l'individu sain est totalement du cadre de nos expérimentations ». Il est clair toutefois que les militaires ne peuvent ignorer cette voie de recherche susceptible de leur fournir une nouvelle arme : un guerrier sans repos.

CATHERINE VINCENT.



tion prolongée de plusieurs jours ? Actuellement, aucune équipe au monde ne peut réellement répondre à ces questions », souligne le professeur Alex Colquhoun (université Paris-V). Seule certitude : à la guerre comme à la ville, la pilule anti-sommeil idéale, efficace et sans effets secondaires, reste à découvrir. Ainsi, d'ailleurs, que les mécanismes

neurotransmetteurs acquis depuis vingt ans, on découvre aujourd'hui que l'éveil met en jeu tout un ensemble de systèmes neuronaux, régis les uns sur les autres et sans doute redondants. Et que la stimulation d'un seul d'entre eux par un agent pharmacologique peut entraî-

ner de l'éveil en stimulant la libération de ces neurotransmetteurs. Ainsi en est-il également du Modafinil, une molécule étudiée depuis plusieurs années par l'équipe lyonnaise du professeur Jouvet, sur laquelle les chercheurs français étaient restés remarquablement discrets jusqu'à des déclarations récentes par Europe 1 du docteur Bernard Rousset, médecin militaire à la retraite (le Monde du 17 mai), et qui était officiellement présentée, pour la première fois, au colloque « Science et défense ».

L'Occident en herbe

(Suite de la page 19.)

Nouveau progrès au PPN B récent (6500-6000), les villages et les espèces de céréales cultivées sont de plus en plus nombreux. L'élevage est généralisé, celui des bovins apparaissant vers 6000. A la même époque, est inventée la « vraie » céramique. A l'argile et à l'eau, on ajoute un « dégraissant » (paille hachée, sable, etc.), qui évite à la poterie d'éclater à la cuisson. Ce qui permet la fabrication de récipients assez grands pour être utilisés. Cette période voit aussi l'éclosion des cultivateurs. Vers la côte plus humide (Ras Shamra, en Syrie, en 6500) et en même temps vers le désert (Bogras, sur l'Euphrate syrien) et aussi vers les oasis (Aza, en Jordanie, El-Kowm, près de Palmyre, en Syrie). L'agriculture sort donc à ce moment de la zone où les conditions écologiques avaient favorisé son invention. Elle est parfois remplacée par le nomadisme pastoral. En tout cas, elle se diffusera peu à peu dans toute l'Europe jusqu'au littoral atlantique.

La plupart des touristes qui visitent la Jordanie vont à Pétra. Cette ville, avec ses monuments construits mais, surtout, creusés dans des falaises de grès multicolores, est effectivement un des sites les plus extraordinaires du monde. L'arrivée par la très étroite gorge de l'oued Siq, sur le gigantesque « Trésor du pharaon » (qui était plutôt un tombeau n'ayant rien à voir avec un roi de l'Égypte antique) laisse une impression inoubliable. Mais l'histoire du site et des Nabatéens, qui l'ont garni de constructions étranges, comporte encore beaucoup d'inconnues, que des archéologues comme MM. Jean-Marie Dentzer (professeur à l'université Paris-I), François Villeneuve (laboratoire d'archéologie de l'École normale

supérieure) et Fawzi Zayadine (directeur adjoint des antiquités de Jordanie) s'efforcent d'élucider. Le nom des Nabatéens apparaît au quatrième siècle avant notre ère dans des textes grecs, sans que l'on sache très bien s'il s'agit d'un groupe arabe ethnique ou tribal ou d'une population arabe dominée par ce groupe. A l'époque, les Nabatéens sont des pasteurs qui nomadisent avec leurs moutons dans tout le désert situé à l'est du Jourdain, depuis les montagnes volcaniques du Hauran (au sud de la Syrie) jusqu'à Hegra (actuellement Madaba-Salah, en Arabie saoudite). Ils contrôlent avec beaucoup de profits les routes caravanières par lesquelles les épices, essentiellement l'encens et la myrrhe du sud de l'Arabie arrivent dans le monde méditerranéen. Selon les auteurs grecs, tout Nabatéen qui veut cultiver la terre ou se sédentariser est puni de mort. Mais on a la preuve que les Nabatéens ont, dès cette époque, installé le « coffre-fort » (selon l'expression de M. Zayadine) où ils gardent leurs grandes richesses sur Umm-el-Biyara, un piton rocheux du site de Pétra.

Jusqu'au premier siècle avant notre ère, les Nabatéens restent les maîtres du désert et sont de plus en plus impliqués dans les luttes opposant entre eux tous les rois et princes, hellénistiques ou locaux. Mais ils ne laissent pas de traces archéologiques, sauf les monnaies que leurs « tyrans » puis leurs rois battent depuis le deuxième siècle avant Jésus-Christ. La grandeur architecturale de Pétra se construit entre le premier siècle avant notre ère et le deuxième siècle après Jésus-Christ. Même si les Romains annexent définitivement la province d'Arabie à l'Empire en 106.

En fait, Pétra n'est pas isolée au milieu de rien, comme le visiteur pressé en a l'impression. Dans sa proche « banlieue », ont existé des agglomérations secondaires et des installations de défense. Plus loin, on découvre sans cesse des villages, des fermes dispersées, des sanctuaires, qui

sont autant de jalons sur les grandes routes et où l'on retrouve les mêmes décors. Sans parler de Bosrah, tout au nord (dans la Syrie du sud), qui a été la seconde capitale des Nabatéens au premier siècle de notre ère.

A partir du premier siècle avant Jésus-Christ, les Nabatéens, en effet, ont créé leur propre style, qu'ils ont inlassablement répété pendant cent cinquante ans. Comme s'ils voulaient, par opposition au monde hellénistique dont ils se sont pourtant inspirés, marquer leur territoire et leur originalité avant de disparaître comme entité particulière au troisième siècle de notre ère.

Les Nabatéens n'ont pas été les seuls habitants de la Jordanie antique à profiter du commerce international. Les fouilles faites à Agaba depuis 1986 par les docteurs Donald Whitcomb (Oriental Institute de l'université de Chicago) et Ghazi Bisheh (depuis peu directeur des antiquités de Jordanie) dégagent peu à peu Ayla, la ville construite du septième au neuvième siècle après la conquête musulmane de 650. Elles ont mis au jour, entre autres choses, des céramiques d'Égypte, d'Irak et surtout de Chine, qui prouvent qu'Agaba était une des portes de l'empire abbaside, au carrefour de l'Occident et de l'Orient.

YVONNE REBEYROL.

COLLEGE DES INGENIEURS

ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE
ÉCOLE NATIONALE DU GÉNIE RURAL
DES EAUX ET DES FORÊTS
ÉCOLE NATIONALE DES PONTS ET CHAUSSEES

avec le soutien de
**L'AIR LIQUIDE
IMETAL
EUROSTART**

Le Monde

LE MAINTIEN DE L'EMPLOI

Contrainte ou arme stratégique ?

Jusqu'où l'intérêt collectif de l'entreprise peut-il coïncider avec l'intérêt particulier de ses employés ?
Jusqu'où le management s'intéresse-t-il au problème de l'emploi ?

SÉNAT - 27 JUIN 1989

Salle Modicis de 9 h à 16 h 45

Renseignements et inscriptions :
Association pour la Promotion
du Collège des Ingénieurs
28, rue des Saints-Pères, 75007 Paris
Tél. : 42-88-01 79 FAX 42-60-40-72

(Publicité)

École d'été de science de l'information, 7^e cours

LE TRAITEMENT JURIDIQUE DE L'INFORMATION

Collecte, conservation, communication 13-22 septembre 1989.
Inscription : Ministère de l'Éducation nationale, de la jeunesse et des sports, D.P.D.U. — SDB 3, bd Pasteur 75015 Paris.

PARTICULES EN DÉFAUT DE SYMÉTRIE

Un colloque de physique qui se termine au son du cor, le fait n'est pas courant. Mais le héros de « la fête » n'était pas non plus... Les scientifiques, réunis pour une semaine au château de Blois à la fin du mois dernier, sont penchés en effet sur un phénomène subtil qui, vingt-cinq ans après sa découverte, se trouve toujours au cœur des problèmes fondamentaux de la physique des particules et de l'astrophysique : la « violation de CP ». Des mois auparavant, deux physiciens pour, indépendamment de leur contenu, réviser les livres par leurs vertus poétiques », comme le soulignait Jack Lang. Si le terme est plus évocateur pour les 180 physiciens réunis récemment par Jean Tran Thanh Van, de l'université d'Orsay, parmi lesquels les prix Nobel Léon Lederman, Jack Steinberger, Val Fitch et James Cronin, il n'en représente pas moins une zone d'ombre dans les théories actuelles.

Observer un visage humain suffit à montrer à quel point la nature a horreur de la symétrie. Le fait qu'aucune créature vivante ne soit vraiment symétrique est d'autant plus étonnant que dans le domaine de la microphysique toutes les particules et les interactions qui les relient obéissent à des lois parfaitement symétriques. Tel était du moins il y a une trentaine d'années le credo des physiciens qui avaient identifié trois types de symétries, baptisées C, P et T. Les phénomènes naturels observés chez les particules doivent rester les mêmes si l'on change la matière en antimatière (C, pour « conjugaison des charges »), si on les regarde dans un miroir (P pour « parité ») et si l'on « pousse le film à l'envers » (T pour « renversement du temps »).

Le premier choc qui fit vaciller cette belle « inviolabilité CP » a eu lieu en 1956 quand Tsung Dao Lee et Chen Ning Yang montrèrent que la parité P était violée au cours de certaines désintégrations radioactives.

Malgré la violation de la parité et celle de la « conjugaison de charge C qui fut démontrée peu après, il semblait cependant que la combinaison CP, faisant correspondre à la matière son antimatière vue dans un miroir, devait constituer un invariant universel.

Mais en 1964 James Cronin, Val Fitch et James Christenson, de l'université de Princeton, et René Turlay, du laboratoire de Saclay, observèrent que certaines particules, les « mésons K étranges », se désintègrent (une fois sur mille) d'une façon inattendue par l'invariance CP. « Nous avons d'abord cherché à nous débarrasser de cet effet par tous les moyens », raconte Val Fitch, puis, après six mois de vérifications, nous avons fini par admet-

tre que la violation de symétrie CP était la seule explication possible. » La découverte rapporta le prix Nobel à Fitch et à Cronin, et plongea les théoriciens dans un embarras dont ils ne sont toujours pas sortis. Quel phénomène est responsable de cette violation ? Et pourquoi ne s'observe-t-elle que chez une seule famille de particules ?

Pourquoi sommes-nous faits de matière ?

En même temps que le vingt-cinquième anniversaire de cette découverte troublante, il était prévu de fêter à Blois la soixante-huitième anniversaire d'André Sakharov, qui a dû se démettre de la présidence de l'Union soviétique pour la raison de la situation difficile que connaît son pays. Le célèbre physicien soviétique est le premier à avoir, en 1967, exploré les conséquences de la violation de CP pour la cosmologie. Cette légère asymétrie, difficilement détectable aujourd'hui, a peut-être eu des effets décisifs lors du big-bang, il y a quelques quinze milliards d'années. Tout indique que la matière et l'antimatière existaient alors en quantités équivalentes, et que le « défaut dans le miroir universel » qui est la violation de CP a pu permettre à un peu de matière, notre univers en l'occurrence, d'échapper à la gigantesque annihilation originelle. De fait, on n'a jusqu'à présent détecté aucune trace d'antimatière dans notre univers.

Des scénarios cosmologiques plus récents placent notre univers dans une « bulle » de matière, elle-même environnée de bulles d'antimatière, et une dizaine de théories, toutes très spéculatives, sont proposées pour résoudre l'énigme CP. La situation s'éclaircit peut-être avec la mise en service à Zurich et à Tokyo de machines nouvelles qui permettront d'étudier dans le détail la désintégration des particules étranges.

« L'effet vu par Fitch et Cronin est peut-être comparable à celui que l'astronome Le Verrier a observé en 1859 », déclarait Abraham Pais, de l'université de New-York, lors de l'ouverture du colloque : « Une petite anomalie dans le mouvement de la planète Mercure, qui ne fut expliquée que soixante ans plus tard par la relativité d'Einstein. » Tous les physiciens présents à Blois espèrent qu'il en ira de même avec la violation de CP, qui pourrait être le signe avant-coureur d'une physique nouvelle. Mais personne n'est prêt à parier qu'il ne sera pas nécessaire, en 2014, de fêter le cinquantième anniversaire de cette mystérieuse découverte.

NICOLAS WITKOWSKI.

Point de vue

POUR UNE POLITIQUE DE LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE

par ANDRÉ CAUDERON (*)

La diversité du monde vivant contribue aux grands équilibres climatiques qui rendent la biosphère habitable, et elle offre par ailleurs aux hommes le riche assortiment d'espèces et de variétés dont ils se nourrissent. Cette diversité est aujourd'hui menacée.

D'abord, depuis un ou deux siècles, la nature est très profondément affectée par la puissance de nos interventions : destruction ou exploitation excessive de peuplements naturels, modifications du régime des eaux et de l'atmosphère, pollutions, etc. Les équilibres biologiques et le jeu de l'évolution s'en trouvent fortement perturbés, et l'on constate de plus en plus fréquemment la disparition d'espèces ou de communautés vivantes récemment encore prospères. Cette simplification va parfois jusqu'à la désertification.

Ensuite, dans un nombre croissant de régions et de pays, techniques agricoles et habitudes alimentaires s'alignent sur un modèle mondial dominant. Les plantes cultivées et les animaux domestiques convergent à ce système se répandent. La sélection n'est d'ailleurs plus conduite dans chaque village : des multinationales scientifiques créent des variétés qui remplacent les innombrables variétés locales autrefois modelées et maintenues par les paysans.

Banques de gènes et réserves naturelles

Cette érosion biologique diminue la richesse du monde vivant, longtemps considérée comme inépuisable. Or la diversité conditionne à la fois notre survie dans le monde tel qu'il est et toute adaptation à un avenir qui reste imprévisible : changement de climat, apparition de parasites inhabituels, besoin de productions nouvelles, aménagement de territoires non agricoles, etc.

Dans ces conditions, nous devons désormais préserver les « ressources génétiques » : pour nous-mêmes et pour les générations futures. D'excellentes actions, trop peu nombreuses, sont conduites dans ce sens. D'une part, des « banques de gènes » conservent des collections de variétés locales pour les principales espèces domestiques, assurant une base de départ pour de nouvelles sélections ; d'autre part, on protège des formes sauvages et des écosystèmes menacés dans des sanctuaires comme les parcs naturels. La France, à la traîne dans ces deux domaines en dépit du dévouement de quelques équipes, doit faire beaucoup plus et participer davantage aux systèmes internationaux que certains pays mettent en place pour faciliter, ou pour contrôler, l'accès aux ressources génétiques du monde. C'est là en effet, un facteur stratégique de préparation de l'avenir : qu'il s'agisse d'économie ou d'écologie.

Mais une politique de la diversité ne relève pas seulement de quelques spécialistes. D'abord, le monde vivant tout entier est à considérer ; même dans les zones urbaines, où des écosystèmes originaux se mettent en place ; même lorsqu'il s'agit d'espèces qui n'ont pas accès au végétarisme de la baignade et de l'équipement ; même pour les espèces jugées inutiles, car nous ignorons de quels organismes et de quels gènes nous aurons besoin demain. De plus, on doit se préoccuper en même temps de l'impact des activités humaines sur le milieu — sols, eaux, atmosphère — par ces conditions du devenir du monde vivant. En fait, un réexamen s'impose dans de nombreux domaines, par exemple en matière juridique : lois et règlements doivent à la fois protéger la diversité et prévenir les abus de son appropriation. En conclusion, tous les hommes sont concernés à travers leur mode d'existence ; chacun doit savoir que son propre comportement quotidien de citoyen, de travailleur, de consommateur, de vacancier, de promeneur, de jardinier amateur, etc., est important. Laisser une place et une autonomie suffisantes aux autres espèces vivantes tout en ménageant le milieu ; au pays de Descartes, voilà une interprétation peu courante de la « maîtrise et possession de la nature ». Le nombre des hommes et leur façon de vivre ont à être ajustés aux capacités de la biosphère.

C'est là une révolution culturelle qui donnera quelque réalité aux droits de l'homme en matière d'environnement, tout en maintenant l'essentiel des avantages liés au développement.

Que pouvons-nous faire dans l'immédiat ?

• Réaliser des inventaires. Pour les formes domestiques comme pour les formes sauvages, depuis les micro-organismes jusqu'aux mammifères, chaque région doit étudier, échantillonner, répertorier et cartographier écosystèmes, espèces et variétés. Vaste programme, rendu possible par l'informatique, et qui mobilisera des chercheurs de nombreuses disciplines, incluant les sciences humaines ; mais aussi les « métiers de la diversité » : agriculture, aménagement, environnement, santé, bio-industries, ainsi que le secteur associatif et les collectivités locales ou régionales.

• Sur la base de ces inventaires, assurer une surveillance écologique de toutes les zones, même biologiquement banales : les périphéries urbanisées, les régions de grande culture, de tous les écosystèmes, même ceux qui ne paraissent pas en danger. Il faut suivre l'évolution des situations et détecter les déséquilibres, en vue de protéger la diversité et d'optimiser sa répartition, mais aussi pour parer aux accidents affectant le milieu.

• Protéger les êtres vivants dans leur diversité. Maintenir les écosystèmes sur le terrain est la meilleure solution lorsqu'elle est accessible. Parallèlement, on doit renforcer les banques de gènes en coordonnant et en faisant connaître les réalisations actuelles. Des réseaux internationaux relieront les divers systèmes de conservation et associeront tous les acteurs concernés.

• Entretenir, autour des banques de gènes et des parcs naturels, des foyers actifs de recherche, d'applications et d'information relatant le nom de centres de ressources génétiques. En effet, en dépit des progrès de la biologie, les bases scientifiques d'une gestion du monde vivant sont encore bien incertaines ; alors qu'il est indispensable de perfectionner nos méthodes de maintien des collections et de protection des sanctuaires, mais aussi d'imaginer d'autres voies pour assurer la diversité dans l'avenir. La recherche fondamentale a donc un rôle primordial à jouer en plaçant en priorité le thème « diversité », et les sciences de la nature — trop délaissées en France — bénéficieront des remarquables avancées de la biologie moléculaire. Les applications, et singulièrement la sélection, qu'il s'agisse d'agriculture, d'industrie, de santé ou d'environnement seront relancées par l'essor des biotechnologies. Enfin, les travaux des sciences humaines, les études à caractère culturel, les enseignements, les interventions des médias, feront de la diversité biologique un thème attractif aux yeux de l'opinion.

L'action indispensable en matière de diversité va donc bien au-delà du maintien de sanctuaires naturels et de jardins collections ; elle se traduit par la mise en place d'une politique à long terme de gestion des territoires et de leurs ressources vivantes, avec ses implications internationales. La diversité ignore les frontières, et l'Europe a là une magnifique occasion de participer au dialogue du monde de demain.

En France, l'opinion commence à comprendre concrètement la nécessité de « faire quelque chose ». Mais les familles très diverses qui devraient travailler ensemble sont bloquées par leurs particularismes ou leur méfiance ; même les organismes de recherche, qui ont un rôle primordial à jouer et qui sont bien placés pour susciter un grand programme d'inventaire biologique national, ne s'engagent pas réellement dans ce genre d'action, qui n'est pas encore à la mode.

L'idéal serait que les politiques déclenchent le mouvement ; faute de quoi on devra attendre que les pressions de l'opinion deviennent assez fortes et assez précises pour que les décideurs se décident. Le plus tôt sera le mieux.

(*) Membre de l'Académie des sciences, secrétaire perpétuel de l'Académie d'agriculture.

Le mal de dos à la racine

Une nouvelle technique permet d'apporter de réels soulagements à ceux qui souffrent de maux de dos incurables.

RHIZOLYSE : ce ne sera sans doute pas la panacée pour les milliers de personnes qui souffrent du dos. Pourtant, une bonne partie d'entre elles trouveront peut-être là une solution thérapeutique qui leur permettra, enfin, d'oublier leurs douleurs. Mise au point il y a près de vingt ans et mise en œuvre pour l'essentiel dans les pays anglo-saxons, la rhizolyse commence à diffuser dans les services hospitaliers français, comme vient d'en témoigner le premier congrès international qui lui a été consacré en France (1).

La rhizolyse est une méthode visant à détruire les fines ramifications nerveuses qui assurent l'innervation des articulations vertébrales (les articulations postérieures) responsables des douleurs ressenties par certains malades lombalgiques.

Cette destruction est réalisée au moyen d'une électrode thermique (thermocauté). Le malade, allongé sur le ventre, est anesthésié localement. On met d'abord en place des « aiguilles guides » au niveau des articulations responsables de la douleur, puis l'électrode est introduite au moyen d'un trocard.

Participation du malade

Dans un premier temps, l'opérateur effectue une série de neuro-stimulations sensibles de haute fréquence (75 à 100 Hz) et de faible intensité afin de stimuler la branche nerveuse concernée. Ces stimulations permettent en effet de déclencher chez le malade les sensations douloureuses habituelles de la région lombaire de la fesse et de la cuisse.

« La participation du malade est donc indispensable, ce qui interdit de réaliser le geste sous anesthésie générale. Plusieurs thermocoagulations sont réalisées, expliquent les docteurs Didier Pierron et Dominique Robine (service de neurochirurgie, hôpital Beaujon). Un tel traitement est compatible avec une hospitalisation de jour. Le lever du malade est immédiat et un arrêt de travail d'une semaine est généralement suffisant. »

Pour l'essentiel, cette nouvelle technique reprend les vieilles méthodes de destruction de certains trajets nerveux à partir d'anesthésiques ou d'alcool. Il y a une vingtaine d'années, d'autre part, on avait tenté de sectionner par voie percutanée les racines nerveuses des articulations postérieures. Il s'agissait toutefois, selon le docteur Jacques Glowinski (service de rhumatologie, hôpital de Gonesse), d'une méthode quelque peu imprécise et pouvant entraîner l'apparition d'hématomes. La technique actuelle fut mise au point aux États-Unis il y a une quinzaine d'années grâce à la « thermolésion » percutanée par

La rhizolyse ne doit donc pas être utilisée comme traitement d'attaque, pas plus qu'elle ne doit être mise en œuvre chez les personnes souffrant de sciatiques ou de lombagos aigus. La lombalgie chronique se caractérise le plus souvent par une douleur lombaire unilatérale qui peut irradier jusqu'à la fesse ou la cuisse et qui augmente en intensité lorsqu'on se penche en arrière. L'examen clinique montre des points douloureux à la palpation des articulations concernées et l'examen radiologique montre une arthrose diffuse sur les articulations des vertèbres lombaires.

70 % de bons résultats

Les spécialistes disposent aussi d'une technique (le « block-test ») qui permet de préciser de manière objective si le malade pourra bénéficier de ce procédé thérapeutique. Il s'agit d'injecter une substance anesthésique au contact des branches nerveuses concernées. Un résultat positif (sensations de mieux-être, disparition des douleurs) dans les minutes qui suivent l'injection permet de penser que la rhizolyse apportera un soulagement réel.

Lorsque les indications sont parfaitement respectées et qu'une bonne prise en charge de kinésithérapie suit l'intervention, les

spécialistes estiment que de très bons résultats définitifs sont obtenus dans 60 à 70 % des cas. D'autre part, une étude multicentrique réalisée en France sur plus de 1 500 cas a démontré que les complications (brûlures cutanées, infection, déficits neurologiques, accidents d'anesthésie) sont extrêmement rares.

« Quasiment inconnue en France avant les années 80, la rhizolyse est de plus en plus souvent pratiquée, explique le docteur Pierron. Elle est aujourd'hui mise en œuvre tant en milieu hospitalier que libéral par des neurochirurgiens, des chirurgiens orthopédistes et des rhumatologues. » Cette technique commence aussi à être utilisée en d'autres endroits de la colonne vertébrale, qu'il s'agisse du tronc ou de la région cervicale.

Fait tout à fait remarquable en matière de nouvelles thérapeutiques, le consensus auquel sont rapidement parvenues les différentes équipes pratiquant la rhizolyse (2) et l'évaluation multicentrique en cours laissent penser que l'on n'assistera pas, ici, à une inflation des indications, la destruction des racines nerveuses ne devant être, après échec des autres thérapeutiques, considérée que comme un pis-aller.

JEAN-YVES NAU.

BRANCHEZ-VOUS SUR L'EUROPE

36.15 CEE

Le guide pratique de la Communauté européenne

PUBLICITE

MESSAGE AU PREMIER MINISTRE

SONACOTRA est une société nationale d'économie mixte, subventionnée par l'Etat. Sa mission est de loger les travailleurs migrants, français et étrangers, isolés ou en famille.

Depuis trente ans, SONACOTRA a construit et gère 340 foyers qui abritent plus de 70 000 personnes.

Or, depuis 1986, la situation de l'entreprise se dégrade : en trois ans, plus de 1 000 salariés sur un total de 2 300 ont déjà été licenciés, tandis que l'on assiste à un abandon progressif de la mission sociale de SONACOTRA, ainsi qu'à une dérive centralisatrice.

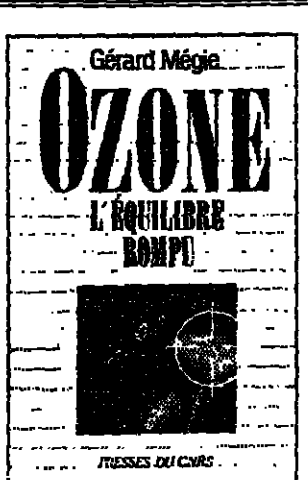
C'est pourquoi les salariés de SONACOTRA, attachés à la mission sociale de leur entreprise, et désireux de contribuer à son développement en partenaires responsables, ont souhaité vous alerter par le biais de leur comité d'entreprise.

- SONACOTRA présente actuellement, dans ses campagnes de communication, une image de l'entreprise divergente de la réalité ;
- Au moment où le gouvernement s'efforce de redresser le marché de l'emploi, SONACOTRA a supprimé plus de 1 000 postes et prévoit d'autres licenciements massifs, au risque d'une plus grande dégradation de la qualité des prestations et de la sécurité dans ses foyers ;
- Malgré les décisions de justice à son encontre, l'employeur continue de ne pas informer le comité d'entreprise des réorganisations en cours, du plan de développement et des orientations de l'entreprise, et cela au mépris de la loi ;
- Alors que sa situation financière le lui permettrait (trésorerie de plusieurs centaines de millions de francs), SONACOTRA ne procède que partiellement aux opérations de gros entretien immobilier et aux améliorations nécessaires, laissant ainsi se dégrader son patrimoine ;
- Par nature entreprise décentralisée, SONACOTRA voit s'affirmer, aujourd'hui, une gestion autoritaire de son personnel ;
- Sans étude de marché préalable, SONACOTRA a décidé de diversifier son activité, alors qu'elle ne maîtrise encore qu'imparfaitement son métier de base.

Les salariés de SONACOTRA s'interrogent sur la mission confiée à leur entreprise au regard de la politique de logement social voulue par le gouvernement ; afin de mettre un terme à une dérive préjudiciable à tous, ils proposent de :

- Rencontrer les représentants des ministères de tutelle et la direction de SONACOTRA, pour analyser avec lucidité la situation et étudier ensemble des perspectives réalistes de développement ;
- Améliorer, à partir d'une réflexion conjointe, la qualité du service rendu aux résidents ;
- Réaliser des études de marché afin d'adapter la stratégie de SONACOTRA à la réalité économique ;
- Consolider la situation du patrimoine en utilisant les disponibilités financières ;
- Construire une véritable politique sociale permettant l'expression des salariés ;
- Promouvoir intelligence et responsabilité, et abolir l'alternative actuelle : soumission ou démission.

Le comité d'entreprise de SONACOTRA
42, rue Cambronne 75015 Paris. Tél. : 45.67.55.40



مجلس إدارة العمل

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Systèmes d'Information : La Banque qui anticipe

Pour participer à la stratégie de diversification et de décentralisation du 1^{er} ensemble sud-européen d'activités bancaires et parabancaires (4300 personnes), notre Direction des Systèmes d'Information s'appuie sur :

- une forte synergie entre les unités chargées de l'Organisation des Etudes et de la Production,
- des méthodes impliquant les utilisateurs (AXIAL),
- l'un des sites informatiques les plus importants de la région Rhône-Alpes.

Au sein de nos Directions : Etudes et Production, nous vous proposons les postes suivants :

CONCEPTEURS- CHEFS DE PROJET

Dans un premier temps, vous prendrez en charge un projet qui vous familiarisera avec notre environnement bancaire. Puis vous pourrez être amenés à manager une équipe et à diriger plusieurs projets simultanés en tant que responsable de domaine. Diplômé de l'enseignement supérieur (École d'Ingénieur, MIAGE...), vous avez acquis en 5 ans une réelle expérience de la conception de systèmes informatiques complexes dans un Système d'Information Global. Votre habitude de travailler dans un cadre méthodologique précis (AXIAL ou MERISE de préférence) vous permet de mener un projet (planification, animation, reporting...). (Réf. CP).

ANALYSTES et A-P débutants et juniors

Dans une équipe-projet, vous vous formerez à nos méthodes (AXIAL, Atelier de Génie Logiciel MAESTRO), et apprendrez à connaître la banque en participant à la réalisation de systèmes de gestion avancés. Diplômé d'une école d'Ingénieurs ou Universitaire (MIAGE, DESSI), avec éventuellement une double formation, ou DUT Informatique + formation à la gestion, vous êtes débutant ou avez déjà 2 à 3 ans d'expérience. Rapidement autonome, vous mènerez vous-même des projets complets. (Réf. A-P).

JEUNE INGÉNIEUR IMS/CICS/DB2

Après 2 à 3 ans d'expérience, vous maîtrisez bien le système IBM. Au sein de notre cellule Technologies Système, vous suivrez les outils transactionnels (IMS, DB2) et relationnels (DB2) et leur évolution. Vous assurerez la prise en compte de CICS et l'assistance à l'exploitation et aux études dans ce domaine. (Réf. JI).

Jeunes Ingénieurs passionnés d'informatique, vous trouverez chez nous un cadre performant :

- IBM : 3090, 308X, 9370, sous MVS/XX et VM/XX.
- DEC : 8530 sous VMS.
- Environnements : IMS, CICS, DB2, TSO, ISPF, SNA/VTAM, GTMOSI, SNI, NETVIEW.
- Atelier de génie logiciel Maestro.
- A Terme : 2600 micros sous OS/2, Token Ring.

Si vous êtes ouverts à d'autres métiers de la banque, vous pourrez saisir des opportunités intéressantes de mobilité professionnelle. Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite et CV) en précisant la référence choisie, à Lyonnaise de Banque, Relations Sociales, Chemin A-Pardon, 69160 Tassin.

LYONNAISE DE BANQUE

INGÉNIEUR SYSTÈME IBM OU DEC

Jeune ingénieur, 2 à 4 ans d'expérience, vous possédez déjà des compétences diverses :

- pour les systèmes IBM, MVS et/ou VM, et vous désirez acquérir rapidement une connaissance du monde DIGITAL,
- ou spécialisé sur DEC, vous voulez approcher et maîtriser l'environnement IBM.

Nous vous confierons, au sein d'une équipe de 3 personnes, la gestion des systèmes d'exploitation DEC et IBM. (Réf. IS).

INGÉNIEUR RÉSEAU

Jeune ingénieur, vous êtes à même, si possible après une première expérience de 2 à 3 ans, de renforcer notre cellule Réseau actuelle sur la gestion de SNA (VTAM, GTMOSI, SNI, NCP, NETVIEW, etc.) et la réalisation de multiples connexions en milieu hétérogène.

Intégré à notre équipe Système, vous participerez aussi à la mise en œuvre de 2600 micros connectés au travers de réseaux locaux Token Ring sous OS/2. (Réf. IR).

INGÉNIEUR TÉLÉCOMMUNICATIONS

Vous participerez à la mise en place de notre schéma directeur, prévoyant la connexion de serveurs régionaux 9370 IBM et de 2600 terminaux. Vous mettrez également en œuvre des moyens de communication (télécoms, télex, télécopie...). Pour cela, vous possédez au moins 2 ans d'expérience en transmission de données et protocoles X25, SDLC, etc. Une connaissance de la téléphonie serait appréciée. (Réf. IT).

Electromagnétisme opportunité rare

Dans un grand groupe industriel d'envergure internationale. Vous traitez les influences indésirables de nature électrique ou magnétique entre un circuit, appareil ou équipement électrique et son environnement ; vous connaissez les moyens de les éviter. Si vous êtes un ingénieur très expérimenté (expert) ou si vous venez de terminer une thèse sur le sujet nous serions heureux de vous connaître. Ces postes sont à pourvoir en régions : Sud-Ouest ou Rhône-Alpes ou Paris.

Merci d'adresser votre dossier (lettre, CV, photo) sous la référence RF 180 B à notre conseil MISSION.



MISSION

91, rue du Faubourg-Saint-Honoré
75008 PARIS

Afin de poursuivre son avance technologique dans des secteurs de pointe (navigation aérienne, équipements spatiaux, traitement de l'information, monétique, télécommunications...) CROUZET propose des postes de premier ordre à des ingénieurs et managers techniques dotés d'une forte motivation.

Ingénieurs haut niveau

destinés à prendre la responsabilité technique de PROJETS IMPORTANTS dans le domaine des Réseaux et Systèmes de Télécommunications.

Votre expérience électronique et informatique de plusieurs années dans les réseaux téléphoniques, les systèmes informatiques et les traitements de données vous permettra de définir avec les commerciaux et le client des spécifications, d'élaborer des conceptions d'architecture et de solutions techniques.

Ces postes offrent intérêt technique et possibilité de management : vous assurerez et évoluerez rapidement vers la responsabilité d'une équipe de jeunes ingénieurs et techniciens. Rejoignez nos équipes à VALENCE.

Envoyez votre dossier de candidature au Responsable du Recrutement - CROUZET S.A. - 25, rue Jules Verne - 26027 VALENCE cedex, sous référence ING/TEL.

Crouzet

jeune ingénieur produits

COMPOSANTS INDUSTRIELS EST

Filiale d'un grand Groupe Européen, nous sommes le premier producteur d'acier mondial. Notre taux de croissance atteint notre rentabilité et notre dynamisme.

Nos activités font appel à des techniques variées : électronique, automatique, mécanique de précision.

Notre Directeur Technique recherche son équipe et recherche un JEUNE INGÉNIEUR PRODUITS.

A la tête d'une petite équipe, vous êtes l'homme technique de nos produits. Vous êtes l'interface entre nos clients (par l'intermédiaire du réseau commercial), notre département technique et la fabrication.

Vous répondez aux appels d'offres ; vous réalisez les études techniques et vous mettez au point les documents nécessaires. Ingénieur de formation ENSAM, INSA, ENI ou équivalent, vous avez mis votre potentiel à l'épreuve lors d'une première expérience réussie.

La maîtrise de la langue allemande est souhaitable (anglais apprécié).

Merci d'adresser votre candidature (C.V., photo et prétentions) sous réf. VF 81 à notre Conseil qui vous garantira la plus stricte confidentialité. 2, rue Louis David - 75782 Paris Cedex 16 11, rue Victor Hugo - 69002 Lyon.



COCEPLAN



Présent en Europe et aux Etats Unis, Atoll propose à ses clients des prestations de service liées à la prospection commerciale.

Notre marché : le secteur informatique (20% du marché des 100 premières sociétés informatiques françaises). Notre outil : une base de données sur les 10.000 premières entreprises mise à jour chaque mois par plusieurs centaines d'enquêtes téléphoniques.

ADJOINT DU DIRECTEUR TECHNIQUE

- Environnement actuel : deux serveurs sous UNIX fonctionnant avec le SGBD UNIFY, le L40 ACCELL et le moniteur vidéo UNISER.

- Nos projets : passage à une machine plus puissante sous UNIX et introduction de systèmes experts. Démarrage de filiales en RFA et UK.

La personne recherchée devra étudier, concevoir ou réaliser tout ou partie des projets induits par notre développement.

- Vous êtes ingénieur ou équivalent.

- Vous êtes débutant ou possédez une première expérience qui vous a donné une connaissance d'Unix et des réseaux.

- Et surtout... vous êtes autonome, enthousiaste, avec le sens du service et prêt à vous plonger dans des domaines techniques nouveaux et variés.

(l'anglais est indispensable).

Envoyer votre CV + lettre manuscrite + photo à notre Conseil sous réf.3545.



FMI RECRUTEMENT
11, rue Liancourt 75014 Paris
- Tél. 43.20.69.29

EXPORTER LE SAVOIR - FAIRE DE LA



PROFESSIONNELS DE LA VENTE

VOTRE DESTIN
PEUT VOUS
SURPRENDRE.

Apportage en toute sécurité de deux super-étendards grâce à un système de guidage par rayon laser.

Traitement journalier de toutes les transactions financières du Crédit Agricole... en toute sécurité au plus fort des heures de pointe.

Contrôle de vitesse du TGV Atlantique... inaltérable sous toutes les conditions atmosphériques. Signalisation des métros de Hong Kong et de Caracas... quelques exemples du vécu quotidien de la CSEE.

Diversité des domaines d'intervention (Divisions Communication et Informatique, Défense, Transport), qualité et fiabilité de nos systèmes électroniques de Sécurité, la performance technique est notre credo.

Communiquer et diffuser cette haute technicité en France et à l'étranger, notre enjeu actuel.

Développer notre force de frappe commerciale, une priorité stratégique.

De formation commerciale (grandes écoles) ou spécialiste du marketing business to business, vous voulez d'entreprendre et une expérience de 3 à 5 ans dans l'industrie ou la haute technologie vous confèrent le professionnalisme nécessaire pour aller de l'avant.

Sortir de votre cadre de référence pour exercer et transmettre votre savoir-faire commercial est pour vous un pari d'avenir.

Fondez votre aventure sur l'excellence technique de nos produits, et sur notre implantation internationale, nous investissons sur votre force de proposition et votre mobilité.

Vos responsabilités à la CSEE seront à la mesure de vos initiatives.

Merci d'adresser votre CV à : Mr USANNAZ
CSEE - 99, avenue Aristide Briand
92542 MONTROUGE CEDEX

La stratégie d'un Groupe International pour être un acheteur qui bouge !

Concurrence accrue, accélération des innovations technologiques..., le Groupe Merlin Gerin doit s'adapter en permanence à un environnement international en plein mouvement.

Pour répondre aux nouveaux défis de leurs marchés, les hommes et les femmes de Merlin Gerin bougent et savent faire évoluer leur métier et leurs fonctions.

Partenaire technique, l'acheteur intervient lors des études et des choix d'industrialisation des produits. Sa connaissance du marché des sous-traitants et fournisseurs (prix, qualité, délais) ainsi que des contraintes techniques de production propres au produit en lui-même et à l'outil industriel du Groupe, lui permet d'avoir un avis déterminant dans les choix industriels.

Son métier implique donc de solides connaissances techniques ainsi qu'une forte culture industrielle.

Partenaire économique, l'acheteur qui doit gérer une part importante du budget du Groupe, intervient en amont de la gestion financière du produit et du contrôle de gestion industrielle.

Son métier fait donc appel à son ouverture sur les questions économiques ainsi que ses talents de négociateur.

La fonction Achat qui gère une part importante du budget du Groupe est ainsi impliquée totalement dans sa stratégie industrielle.

Etre acheteur chez Merlin Gerin, c'est donc dépasser le cadre strict de la mission d'achat pour adopter une véritable dimension de partenaire du développement du Groupe.

Partenaire de communication, l'acheteur qui est impliqué dans des décisions majeures pour le Groupe, intervient en interne pour expliquer et faire appliquer une politique d'achat qui mise sur le long terme et le qualitatif.

Son métier fait appel à des talents de communication et de pédagogie.

Acheteurs confirmés

Vous êtes de formation ingénieur avec une solide expérience en milieu industriel (activité électrique ou électrotechnique), si possible en milieu international.

Vous animez une équipe d'acheteurs, veillez à la bonne information de la hiérarchie, assumez les études de marché (prospections, consultations, demandes de prix et développement du projet chez les fournisseurs), dialoguez avec les services techniques et industrialisation en les informant des possibilités du marché, assurez la bonne gestion Achat du projet (qualité, coût, délais, services)...

- Au sein de notre Division Basse Tension (40% du CA du Groupe), nous recherchons 2 acheteurs confirmés pour les marchés des constituants mécaniques et outillage, plastiques, électrotechniques et électroniques. (réf. 1 F. MOND 177)

- Au sein de notre Division Logistique et Approvisionnement qui fabrique les constituants pour le Groupe, nous recherchons un acheteur confirmé (environ 30 ans) connaissant bien les marchés des métaux (ferreux et non ferreux). (réf. 1 F. MOND 178)

Partenaires de l'avenir du Groupe, l'acheteur qui doit pouvoir évoluer vers d'autres responsabilités, se doit de bouger en permanence pour extrapoler et anticiper l'avenir au quotidien.

Manager d'aujourd'hui et de demain, nous vous remercions d'adresser votre candidature sous référence correspondante au service de recrutement des ingénieurs et cadres Merlin Gerin 38050 Grenoble Cedex.

Acheteurs débutants

Vous possédez une formation ingénieur complétée par une spécialisation Achat (MAI, Bordeaux, Grenoble...). Vous commencez par participer aux études de marché, dialoguez avec les services techniques et l'industrialisation en les informant des possibilités du marché et progressivement assurez la gestion Achat du projet (qualité, coût, délais, services)...

De nombreux postes sont à pourvoir au sein de nos divisions (réf. 1 F. MOND 179)

Un des postes concerne notre Division Systèmes et Electronique de Sécurité et requiert des connaissances en électrotechnique, électromécanique et électronique (formation SUPELEC, IEG...). Vous assurez notamment les achats de commutations électroniques (relais, commutateurs, petits bobinages). (réf. 1 F. MOND 180)

GRUPE SCHNEIDER

la maîtrise
de l'énergie électrique

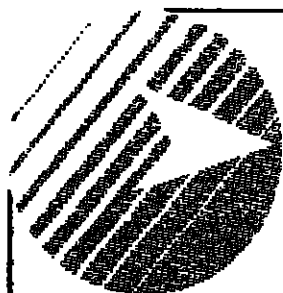


MERLIN GERIN

مكتبة الامن الاصل

**SECTEURS
DE POINTE**

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



**Ingénieur technico-commercial
technologies de pointe :
le talent de la
double compétence**

Electronique, optronique, informatique, systèmes embarqués... les plus marquantes des innovations technologiques sont souvent issues des activités liées à la Défense. Ingénieur de formation, vous avez de solides connaissances en optique instrumentale moderne et possédez une première expérience dans une activité de prototypes et de produits à la demande. Technique, votre compétence est également commerciale : ouvert d'esprit, dynamique, vous savez prendre un contact, négocier à haut niveau. Au sein de notre département électro-optique, vous prenez en charge la prospection commerciale de composants optiques de haute technologie et d'ensembles optico-mécaniques et électro-optiques, principalement à vocation aéronautique et spatiale.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 00344 à Emmanuelle Chedal MATRA DEFENSE - 3 avenue du Centre - Centre de Montigny - 78182 St-Quentin en Yvelines Cedex.

MATRA DEFENSE

IL Y AURA TOUJOURS DES HOMMES DE TALENT

**Jeune Ingénieur
Informaticien**

Région Lyonnaise

Responsable du projet de GAO (GAINCOM) au sein du service informatique, il sera particulièrement chargé de l'administration de la base de données, de l'évolution des logiciels, et du suivi des performances. Bénéficiant si possible d'une expérience en gestion de production, ingénieur informaticien ou généraliste spécialisé en informatique, méthodique, autonome et pragmatique, le candidat retenu s'exprime correctement en anglais et a pratiqué l'environnement IBM-VM/DOS/CICS. D'importantes perspectives de carrière dans d'autres domaines d'activité pourront être offertes à un candidat de valeur. Notre Société, très performante (1,5 Md de CA, 80 % à l'export, 1800 pers., 3 établissements), filiale d'un groupe américain et 1^{er} en Europe dans son domaine d'activité, conçoit, produit et commercialise des biens d'équipement industriel grandes séries.

ORION vous garantit une discrétion absolue et vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence 906 685 M.

35, rue du Rocher 75008 Paris

ADRIANI
UNION
Phonème et l'entreprise

**Systèmes de communication
commutation, réseaux**

**Alcatel Answare
partout où l'informatique est une mission**

**Ingénieurs informaticiens
Télécom (ENST, ESE, ENSEEHT,
ESIEE, ENSI...)**

Alcatel-Answare, c'est 20 ans d'expertise dans les domaines de l'informatique technique et industrielle. Nos atouts : une clientèle exigeante (entreprises de secteur privé ou public de toutes tailles) à qui nous proposons les systèmes d'information les plus performants.

Nos moyens : ceux d'Alcatel dont nous sommes filiale, 800 collaborateurs, une forte implantation nationale et régionale, un large éventail de prestations.

Venez nous communiquer vos projets et rejoindre une équipe dynamique (+ 20 % de croissance par an), filiale n° 1 européenne des Télécommunications, pour participer au développement de réseaux intelligents, radio-téléphone et protocoles de communication.

INGENIEURS CONCEPTEURS

Fort d'une expérience professionnelle dans ce secteur d'activité, vous aurez à prendre en charge la conception et la réalisation de logiciels de communication et exploitation de réseaux.

INGENIEURS LOGICIELS

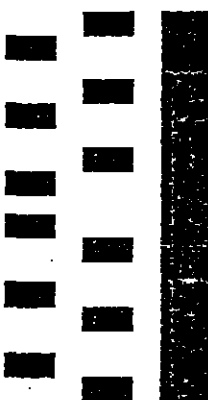
Vous participerez à la réalisation de logiciels au sein d'équipes motivées dans le domaine de la télématique et de la communication publique. Une bonne connaissance du système UNIX sera un atout supplémentaire.

**ALCATEL
ANSWARE**

Merci d'adresser votre dossier avec CV et photo à Marie-Hélène Douvier, Responsable des Ressources Humaines, sous référence M/06/89/2, Alcatel-Answare ITI, Tour Franklin, 92081 Paris-La Défense, Cedex 11.



**Aéronautique - Espace - Défense
Débutez dans
l'informatique de pointe**



Vous êtes diplômé(e) d'une Grande Ecole d'Ingénieurs ou titulaire d'un DEA. Vous avez suivi une filière informatique, ou une filière électronique / automatique complétée par des stages en informatique. Vous êtes libéré des obligations militaires et disponible le 3 juillet 1989 (possibilité de prendre des congés en août et

septembre). Vous serez intégré (e) dans les équipes de notre division "Scientifique, Spatial et Militaire" intervenant dans des secteurs de haute technologie : systèmes de traitement de mesure, simulateurs, systèmes d'armes...

Lieu de travail :
Fontenay-sous-Bois
ou banlieue Sud-Ouest.

SEMA GROUP, fort de 6.500 personnes en France, Grande Bretagne, Allemagne Fédérale, Benelux, Espagne... vous offre toutes les perspectives de carrière du premier groupe véritablement européen de services informatiques.

Si vous souhaitez participer à une réunion d'information, veuillez téléphoner au (1) 43 94 57 56 de 14 h. à 18 h. les 14, 15 et 16 juin 1989, ou adressez votre dossier de candidature sous la référence AEMG à P. PANCHERI SEMA GROUP - Direction des Ressources Humaines - Péripole 103 - 56, rue Roger Salengro - 94126 FONTENAY SOUS BOIS Cedex.

SEMA GROUP



**De l'industrie
à l'Informatique**

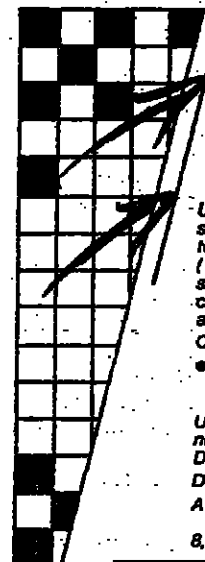
Ingénieur Automaticien

Après une expérience en fabrication, rejoignez notre équipe et devenez l'interlocuteur privilégié de nos clients industriels. SSII reconnue pour la technicité de ses produits, nous avons un savoir-faire important dans l'informatisation des processus de production.

Votre mission sera d'intervenir au moment de la définition des matériels d'automatisation pour comprendre les besoins de l'utilisateur et nous permettre d'établir le cahier des charges. Une fois le processus équipé de notre logiciel pilote, il vous appartiendra d'en assurer la mise en place.

Nous voulons confier ce poste à un ingénieur de formation (ENSAM...) ayant une expérience d'au minimum 3 ans dans une industrie de Process Continu, qui saura se passionner pour la mise au point de projets nouveaux.

Merci d'adresser CV, lettre de motivation et prétentions, sous réf. M/55/8 à notre Conseil MCR, 18 rue de Boulainvilliers, 75016 Paris



**un Ingénieur d'Applications
HF**

Une PME établie à Montpellier, en plein développement, spécialisée dans l'étude et la fabrication de cartes et de systèmes industriels, filiale d'un Groupe industriel français (150 personnes), recherche un ingénieur diplômé, responsable de l'assistance technique (avant vente) auprès d'une clientèle européenne, pour son antenne commerciale située à PARIS.

Ce poste intéresse :
• Un ingénieur électronicien avec une expérience de 3 ans minimum dans l'utilisation des cartes VME, des systèmes temps réel et des langages assembleurs 68 xxx et C.
• Une très bonne pratique de l'anglais, des qualités rédactionnelles et relationnelles sont indispensables pour ce poste. Des déplacements à l'étranger sont à prévoir. Disponibilité rapide souhaitée.

Adressez lettre manuscrite, C.V. et photo à :
M. R. BERGER-LEFEBURE - CELOGIC SA,
8, rue de la Croix-Verte - 34090 MONTPELLIER CEDEX 2

**GRADUATE
CHEMIST/ENGINEER
BP CHEMICALS**

BP CHEMICALS is looking for a graduate in POLYMER SCIENCE OR CHEMISTRY.

Based in Geneva, you will have an assignment within the Wire and Cable Group of our R & D laboratory.

You should have a sound, practical knowledge of polymer additives/polymeric characteristics and processing or in the design and manufacture of cables. Experience from having worked in the Wire and Cable Industry could be advantageous. Fluency in written and spoken English is essential.

The remuneration package and conditions are excellent.

Swiss Nationals or holders of valid work permits are requested to send their application to:

Mrs. E. Machou - Senior Personnel Officer
BP CHEMICALS - 45 A - 47 A, rue de Lausanne - 1211 GENEVA 2



CONTEXTE

REPRODUCTION INTERDITE

SECTEURS
DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Un grand
espace pour
votre talent?

INGENIEURS Centrale, Mines, Ponts, Géologie, PC,... Mesures, Essais, Recherche et Développement.

Nous sommes la principale filiale d'un Groupe mondial très puissant, nous réalisons un CA supérieur à 2 milliards de Francs (60 % à l'export), nous fabriquons des produits de haute technicité équipant l'automobile.

A notre Centre de Recherche et Développement (300 personnes) sont conçus, testés et mis au point des produits soumis à des contraintes d'utilisation sévères.

Vous rejoignez le département chargé de définir, d'évaluer et de tester les performances des produits, leurs caractéristiques physiques et mécaniques (rigidité, géométrie, acoustique, endurance...).

Vous vous appuyez sur des équipes d'ingénieurs et techniciens, travaillez en collaboration avec les labos, le centre d'Essais, la Direction Qualité, et mettez en œuvre des études numériques.

Pour réussir dans cette fonction de haut niveau technique, vous avez acquis une expérience de 5 ans environ en mécanique de l'endommagement ou de la rupture et connaissez les polymères.

Nous sommes situés près d'une ville universitaire de l'Est de la France et tournés vers l'Europe de demain.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier, sous référence BPK 628 M à notre Conseil SEFOR.

SEFOR 11 rue des Pyramides, 75001 Paris.
MEMBRE DE SYNTec

RESPONSABLE ETUDES ET DEVELOPPEMENT GPAO EN REGION SUD-OUEST

Polyrey

Filiale d'Aussedat-Rey, société du premier groupe papeter mondial International Paper, nous sommes le N° 1 en France dans le domaine des panneaux stratifiés décoratifs destinés à l'aménagement intérieur. Dans le cadre de la décentralisation de nos études informatiques industrielles depuis notre siège parisien vers notre usine de Couze Industrielle, nous recherchons pour cette usine, le Responsable

(500 personnes) basé près de Bergerac, nous recherchons pour cette usine, le Responsable Etude et Développement de notre informatique industrielle.

Pour faire face aux prévisions de développement, il aura pour mission, dans un environnement mini-informatique (50 terminaux et 7 PC connectés), la refonte totale du système d'information du site (gestion de production, comptabilité industrielle, budget et suivi budgétaire). Après une étude de l'existant, il réalisera un nouveau schéma directeur usine et participera aux choix matériels et logiciels. Il assurera ensuite la réalisation et la mise en place du nouveau système.

Ce poste, qui suppose une bonne autonomie, s'adresse à un candidat ingénieur de formation, possédant une expérience de 5 à 10 ans de la conception et du développement de systèmes de GPAO de préférence dans un environnement VAX ou DPS6.

Outre la qualité de la vie liée à la région et une rémunération attractive, il pourra bénéficier de réelles possibilités d'évolution.

Votre candidature (CV + prétentions) parviendra à notre Conseil sous la référence 639/LM.



YVES KERNEVEZ CONSULTANTS SA
à l'avenue Franklin Roosevelt 75008 PARIS

La Direction du Développement d'une importante entreprise de formation - conseil à forte croissance européenne recherche pour son Département TECHNOLOGIES EDUCATIVES un :

CHEF DE PROJET H/F

Dans le cadre d'une réelle autonomie, il(elle) prendra en charge la gestion, la réalisation, la mise en œuvre et la commercialisation de produits de formation utilisant les nouvelles technologies. Il jouera aussi le rôle de conseil auprès de leurs utilisateurs.

Vous avez 28-32 ans, une formation d'INGENIEUR et vous êtes compétent en systèmes d'information, électronique, télécommunications.

Vous possédez une expérience de 3 à 5 ans dans la conduite de projets, si possible dans un environnement orienté vers la problématique pédagogique et sa dimension ergonomique. Votre curiosité d'esprit et votre sens de la communication sont complétés par des qualités de gestionnaire rigoureux et de réelles capacités de négociateur. Vous parlez couramment anglais.

Basé(e) à Paris, vous devez être disponible pour des déplacements en France comme à l'étranger.

Dans notre organisation très ouverte et créative, vous trouverez un environnement propice à votre évolution.

Merci de transmettre votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions), en indiquant la référence 1901 M, à notre Conseil ACTIMAN qui vous garantit une entière discrétion.

251 bd Pereire - 75017 Paris

Actiman

**Institut
Telesystemes**

filiale de FRANCE TELECOM,
recherche pour de grandes entreprises des :

INGENIEURS

Débutants : SUPELEC, MINES, CENTRALE...
ou Universitaire (DESS, DEA)

Les candidats sélectionnés intégreront le Programme post-ingénieur du CITCOM de type Master of Sciences sur 7 mois intensifs qui les préparera aux fonctions de :

CHEFS DE PROJET

en informatique et télécom

Le CITCOM (Centre d'Ingénierie des Technologies de la Communication) est implanté à PARIS, NANTES, MONTPELLIER et SOPHIA ANTIPOLIS et rassemble les meilleurs experts en informatique, télécommunication et conception de systèmes.

TELESYSTEMES, les entreprises partenaires et les Régions proposent des Bourses qui couvrent totalement ou partiellement le coût du Programme. Ces bourses peuvent être accompagnées d'une rémunération.

Envoyer CV sous référence MSC/01 à : CITCOM

(Institut TELESYSTEMES)

11-15 rue Sarrette - 75014 PARIS

CITCOM Sélection

GRUPE TELESYSTEMES

مكتبة الامانة

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Schlumberger

LA
CREATIVITE
AU
SERVICE
DES
TECHNOLOGIES
DE POINTE

Division Graphique

■ La Division Graphique, aux premiers rangs mondiaux dans son domaine, conçoit, fabrique et commercialise des périphériques graphiques d'ordinateurs (Traceurs, Digitiseurs, Imprimantes Rapides...).

A Créteil, près de Paris, nos équipes ont joué un rôle déterminant dans les évolutions technologiques de l'informatique graphique.

Leurs productions valorisent les équipements et les travaux de nombreux Bureaux d'Etudes partout dans le monde, et nous préparons aujourd'hui les prochaines générations de produits.

Nous recherchons, pour constituer et renforcer les équipes en charge de ces projets, plusieurs

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES Débutants ou première expérience

Passionnés par l'innovation, vous privilégiez comme nous les environnements de travail pluridisciplinaires, très ouverts sur des contacts fréquents et étroits avec tous les Départements de l'entreprise (autres équipes de la Direction Technique, Marketing, Fabrication..., en France et aux USA).

Votre formation de base, les options et les stages que vous avez choisis, vos compétences techniques ou votre première expérience professionnelle vous ont amené à aborder ou à vous intéresser à l'un des domaines suivants:

ÉLECTRONIQUE

- Conception de dispositifs logiques et analogiques, simulation et test.
- Réseaux de communication (APPLE TALK, ETHERNET).
- Industrialisation et Méthodes (test automatique, mise en production).

MÉCANIQUE

- Conception de dispositifs mécaniques de précision et de hautes performances.
- Calcul des Structures, CAO, Simulation, Pré-industrialisation.

INFORMATIQUE

- Développement d'interpréteurs graphiques, création des outils de test correspondants.
- Développement d'outils logiciels d'évaluation des produits.

Les premiers postes qui vous seront proposés tiendront compte de vos acquis et de vos souhaits. Dans tous les cas, vous participerez activement à la mise en œuvre des technologies d'avenir d'un Groupe Industriel International au sein duquel vous serez appelé à exercer des responsabilités élargies. La pratique de l'anglais est à ce titre indispensable.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V. et photo), sous la référence ISG/136, à la Direction du Personnel.

SCHLUMBERGER GRAPHICS
1, rue Jean Lamoine
94003 Créteil Cedex

La passion de la conquête...

La Division ENGINES TACTIQUES d'aérospatiale, avec son expérience unique dans le domaine des missiles, a su tirer parti des technologies les plus modernes (mises en œuvre pour l'EXOCET, ASTER, ROLAND, AS 30 LASER) et affirme ainsi son premier rang européen parmi les constructeurs. Avec 6.000 personnes, un Centre pour les prototypes, pré-séries et petites séries à CHATILLON et un centre grandes séries à BOURGES, nous mettons en œuvre tous les moyens industriels indispensables à notre tradition de qualité et de savoir-faire.

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

Rejoignez l'une de nos équipes de Chatillon
Vous pourrez participer à l'un des projets suivants :

- **Mise en relation de secteurs spécialisés** en précisant les fonctions et interfaces pour définir, intégrer et optimiser les systèmes d'armes de demain. *Réf. CC*
- **Etude et mise en œuvre de techniques de pointe** aussi variées que l'optique, le traitement de l'image et l'intelligence artificielle pour assurer le guidage de systèmes intelligents. *Réf. JFM*
- **Mise au point de simulation et validation de logiciels de vol** en présence d'éléments réels (calculateur, vérin de gouverne, centrale inertielle). *Réf. CC*
- **Etude de pilotage-guidage**, conception et optimisation de systèmes. *Réf. CC*
- **Gestion des stations de travail** supportant les applications de CAO mécanique, développement des techniques et des moyens associés. *Réf. EG*

Merci de faire part de vos motivations au Service EMPLOI FORMATION - Division ENGINES TACTIQUES - 2 rue Béranger - BP 84 - 92322 CHATILLON Cedex.

AÉROSPATIALE : L'ENTREPRISE QUI DÉPASSE L'IMAGINATION



aérospatiale

Ingénieur développement Grande Ecole - option matériaux + 1^{re} expérience

Notre Société, filiale du Groupe PECHINEY (Département Composants et Systèmes) fabrique des refroidisseurs pour l'électronique. Aujourd'hui nous vous proposons de rejoindre notre équipe en Provence.

A partir de l'analyse des besoins en refroidissement de nos clients, vous déterminerez et vous testerez les technologies appropriées pour les développer industriellement.

De formation supérieure Grande Ecole - option matériaux -, débutant ou avec une 1^{re} expérience, vous possédez une solide culture dans la thermique et la thermodynamique. Pour réussir dans cette mission, vous

maîtrisez parfaitement l'anglais et acceptez les déplacements fréquents tant en France qu'à l'étranger.

Ce poste offre de réelles perspectives d'évolution au sein de notre groupe.

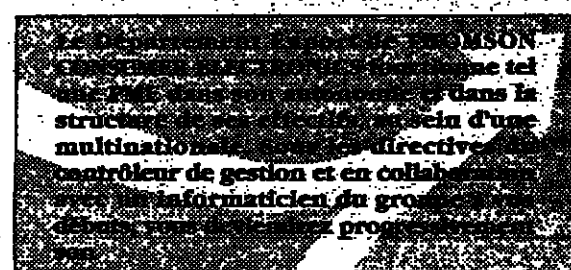
Merci d'adresser votre candidature, (lettre manuscrite, curriculum vitae et photo), sous la référence X07, à notre Service Recrutement - PECHINEY 23, rue Balzac - 75008 PARIS.



Stages 1^{er} emploi : 3814 code PECHINEY

UNE SOCIÉTÉ DU
GROUPE PECHINEY

L'informatique dans un contexte international



JEUNE CHEF DE PROJET INFORMATIQUE

Vous optimiserez la mise en place et le développement du système et assurerez le suivi quotidien de l'exploitation ainsi que la formation des utilisateurs.

Titulaire d'un MAGE ou équivalent, vous avez une expérience en informatique de gestion dans un environnement IBM 38 et des connaissances du domaine micro-informatique.

Bilingue anglais, homme de dialogue, doué d'un fort potentiel, vous êtes motivé à vous investir dans une mission opérationnelle et dans un contexte international.

Adressez votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo, rémunération actuelle et souhaitée) sous référence 89776/M à SELECOM 226, rue du Faubourg St Honoré - 75008 PARIS



THOMSON

STERNICE

Intégrée à VISHAY (Groupe International, 10 000 personnes) STERNICE SA (1 000 personnes, 300 MF), leader européen des composants résistifs recherche pour une de ses divisions situées à NICE (06)

Ingénieur Développement

Vos objectifs : développement des nouveaux produits, simplification des produits existants et amélioration de leurs performances, ceci dans un souci permanent de faisabilité et de qualité.

Ce poste s'adresse à un jeune ingénieur diplômé de préférence en génie physique des matériaux (Etude des céramiques, des matières plastiques...), ayant une première expérience dans un poste similaire, une bonne maîtrise de l'anglais, et souhaitant évoluer à moyen terme vers une fonction de type industrialisation ou production.

Merci d'envoyer votre dossier (lettre + CV) en précisant vos prétentions et la référence 3CJ 04 LM, à notre conseil A.J.C.H., J.J. PERRIN, 3, rue BEAUVAU, 13001 MARSEILLE



Donnez de l'espace à votre talent

Concevoir le cerveau d'ARIANE ou l'informatique spatiale d'HERMES COLUMBUS, assurer la maîtrise d'œuvre des satellites scientifiques (HIPPARCOS), de Télécommunications (TELECOM, INMARSAT...) ou d'observation de la terre (SPOT, HELIOS...), les ingénieurs de MATRA ESPACE jouent un rôle clef dans la conquête du marché de l'espace.

**INGENIEURS GRANDES ECOLES
(X, MINES, CENTRALE, SUPELEC,...)**

Vous êtes spécialisés en électronique, automatique, informatique, mécanique ou télécommunications, nous vous proposons de participer avec nous au développement de nos grands projets spatiaux européens et mondiaux. Une opportunité pour vous de venir développer votre créativité et votre savoir-faire pour évoluer vers des postes à hautes responsabilités. Pour ces postes basés à Toulouse et Vélizy, la pratique de l'anglais est indispensable. Vous souhaitez donner de l'espace à votre talent, contactez-nous sous référence 008.

Marie-Josée Rebeyrat - MATRA ESPACE - 3, avenue de Montigny - 78182 St-Quentin-en-Yvelines

MATRA ESPACE

IL Y AURA TOUJOURS DES HOMMES DE TALENT

Vous cherchez une entreprise dynamique qui vous permettra d'évoluer dans un cadre souple, un style de relation direct et la reconnaissance des compétences :



compagnie nouvelle de conteneurs

Située près de la gare de Lyon et travaillant dans un environnement - temps réel de 300 terminaux (micros PC en réseaux locaux) connectés via Transpac à 2 ordinateurs centraux (UNISYS 1100)

recherche

ANALYSTE

MIAGE OU INSA BAC +4
pratiquant la méthodologie MERISE

Vos qualités relationnelles et personnelles (méthodes, rigueur, implication, dynamisme), vous permettront de prendre rapidement sous votre responsabilité une de nos applications. La connaissance de Pacbase et des bases de données sera un atout supplémentaire.

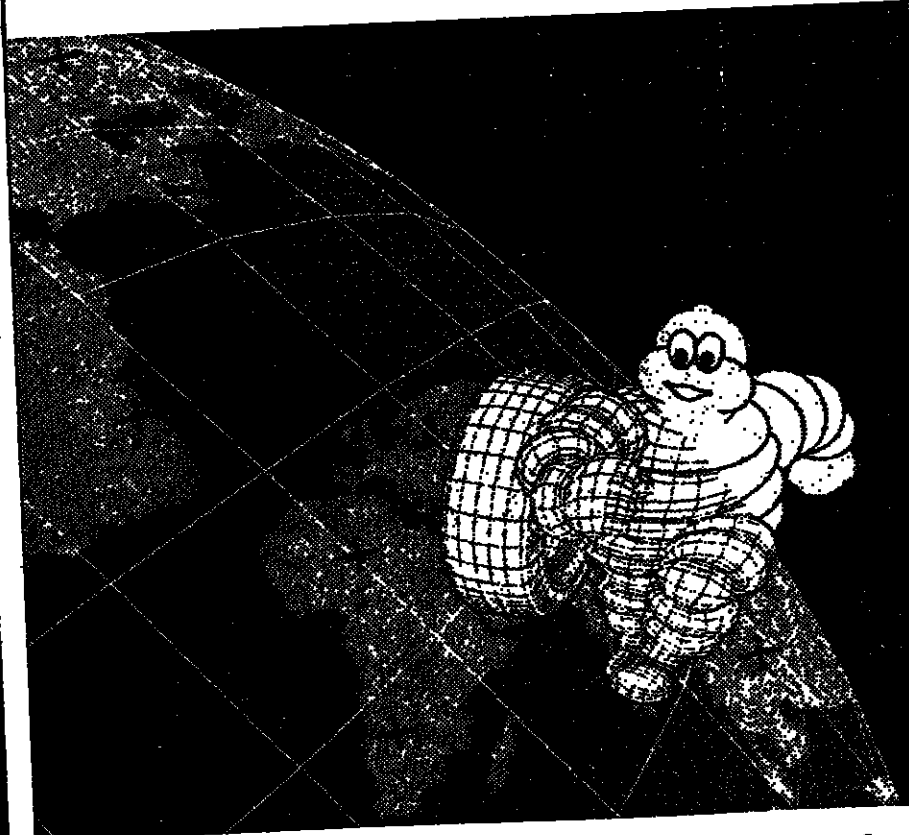
ANALYSTE-PROGRAMMEUR

DUT OU BAC +2

Au sein d'une petite équipe vous participerez au développement de nos applications.

Merci d'adresser vos dossiers de candidature (lettre manuscrite, CV, prétentions) à : M. le Chef du Service des Ressources Humaines, 20 Rue Hector Malot - BP 55 - 75560 PARIS CEDEX 12.

DEA - DESS - MAGISTERES



MICHELIN
Les moyens de se passionner

**Chimie - Physique
Mécanique - Mathématiques
Informatique - Matériaux**

Recherche

Mathématiciens : dans un environnement de haut niveau scientifique vous mettrez au point nos moyens de calcul et de modélisation.

Physiciens, Chimistes, Mécaniciens, Spécialistes des matériaux : au sein d'équipes pluridisciplinaires vous serez chargé de la conception et de l'évolution de produits de haute technologie (polymères, composites, pneumatiques). Vous étudierez les phénomènes complexes régissant leurs comportements et leurs performances.

Informatique

Vous vous verrez confier une responsabilité sur des projets en informatique de gestion, en recherche opérationnelle ou en informatique scientifique. Vous utiliserez les logiciels les plus récents sur une gamme étendue de matériel performant.

Débutants, 1^{re} expérience.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. LM/P1 à MICHELIN Service du Personnel - François PISTER 63040 CLERMONT-FERRAND CEDEX

مكتبة الأستاذ

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

LES CABLES DE LYON

Notre position de N°1 mondial du câble avec 18,5 milliards de CA consolidé se traduit par une réelle dimension internationale (19 000 personnes implantées dans 20 pays, 65% des ventes réalisées hors de France) et s'appuie sur une politique d'indépendance technologique par l'intégration et la compétence (installation de systèmes complets et maîtrise totale du produit). Notre croissance s'effectue pourtant dans le respect de l'identité de chacune des 35 sociétés du groupe dont les structures à taille humaine de nos 60 établissements industriels confèrent à chacun créativité, esprit d'entreprise et sens des responsabilités.

Nous relevons chaque jour de nouveaux défis technologiques et nous souhaitons vous associer à notre expansion.



RELIER LES CONTINENTS ET LES HOMMES

INGENIEUR PROJET INDUSTRIEL

ESE, INPG ou équivalent

Vous êtes âgé d'environ 30 ans et vous avez une première expérience, méthodes ou bureau d'études, ou entretien et maintenance. Dans le cadre de la Direction Industrielle du Groupe, vous aurez à assurer la conduite de projets d'installations de machines de câblage et/ou matériels performants, avec mise au point et suivi. Anglais indispensable. Réf. IPI/UM

INGENIEURS ELECTRONICIEN ET ELECTROTECHNICIEN

Au sein d'une équipe de haute technologie, vous serez chargé d'étudier et d'industrialiser des matériels de mesure de réception. Ingénieur Grande Ecole (ENSI, INSA, ENSEM, ...) ou universitaires (spécialisation hyperfréquence), vous êtes débutants ou vous avez quelques années d'expérience. Réf. IEE/UM

INGENIEURS DEBUTANTS

Arts & Métiers, ENSI...

EQUIPES PROJETS

Au sein d'une équipe projets, vous serez chargé d'étudier des appels d'offres pour des projets exports clés en mains : propositions techniques, évaluation des prix de revient, négociation avec le client. Des déplacements à l'étranger sont à prévoir. Anglais lu, écrit, parlé indispensable. Espagnol souhaité. Réf. IDEP/UM

EQUIPES TRAVAUX

Vous serez d'abord intégré dans des équipes réalisant des chantiers "réseaux de télécommunication" sur le territoire métropolitain, puis vous évoluerez vers des activités internationales comme chef de chantier ou ingénieur de projets exports. Des déplacements permanents en France sont nécessaires. Anglais lu, écrit, parlé indispensable. Espagnol souhaité. Réf. IDET/UM

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à la Direction des Relations Sociales, en précisant la référence du poste choisi à M. CALICO, CABLES DE LYON - 30, rue des Chasses, BP 309, 92111 Clichy Cedex.



La Banque de France

recrute ses

informaticiens

par concours les 16 et 17 septembre 1989

ouvert aux candidats (femmes ou hommes libérés ou non des obligations militaires) âgés de moins de 28 ans (sous réserve de prorogations prévues par les dispositions réglementaires) au 1er janvier 1989 et titulaires :

- d'une maîtrise d'informatique (MAGE, MST, ...)
- d'un diplôme sanctionnant un premier cycle d'études supérieures (DUT, BTS, ...)
- d'un diplôme d'une école supérieure d'un niveau équivalent.

Inscriptions reçues du 26 juin au 26 juillet 1989.

Les fonctions confiées à ces agents d'encadrement portent sur tous les secteurs de l'activité « organisation et informatique » de la Banque de France, principalement dans les services techniques mais aussi utilisateurs, à PARIS, pour l'essentiel, ou dans les principaux établissements en province.

Pour tout renseignement sur ce concours - inscription, programme - sur les conditions offertes et les perspectives de carrière, contacter :

Banque de France - Direction Générale du Personnel - Service du Recrutement et des Concours - 31, rue Croix-des-Petits-Champs - 75049 PARIS CEDEX 01 - Tél. 42.92.40.17

Nous sommes l'un des premiers groupes européens de l'agro-alimentaire, (4400 personnes, 7 milliards de C.A. et 50 établissements). Notre Direction Informatique met en place un important réseau de systèmes IBM AS/400 et recherche :

JEUNES DIPLOMES GRANDES ECOLES

OU EQUIVALENT

Tièrs motivés par l'informatique et dotés d'un excellent relationnel,

• Vous serez formés à nos systèmes d'information sur les plans fonctionnel et technique.

• Vous découvrirez le fonctionnement d'un grand groupe en consultant et assistant les utilisateurs.

• Vous concevrez de nouvelles applications et prendrez rapidement de réelles responsabilités. (Poste basé au sud de Paris)

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, photo, prétentions) sous la référence DP/906 à notre conseil APAX 41, rue Ybry - 92200 NEUILLY-SUR-SEINE



PARIS TOULOUSE RENNES

Le Groupe SODINFORG recherche pour sa filiale SEGIME-INDUSTRIE, spécialisée en Ingénierie Informatique - Télécommunication Télématique

10 INGENIEURS

Pour concevoir et réaliser des logiciels TEMPS REEL sur microcalculateurs et microprocesseurs, dans un environnement UNIX et C.

La QUALITE des relations dans l'entreprise, l'INTERET des projets confiés permettent d'offrir un travail enrichissant, compatible avec les aspirations de chacun.

Envoyer C.V. et prétentions sous réf. M 07 à SEGIME INDUSTRIE 6 bis/8, rue Firmin Gillot - 75015 PARIS.

VALLEE DU RHONE

Importante Société exerçant son activité dans le cycle du combustible (énergie nucléaire) recherche

INGENIEUR ENTRETIEN

PROFIL :

Diplôme d'une grande école (SUPELEC, TOULOUSE, GRENOBLE, etc...), débutant ou avec quelques années d'expérience professionnelle.

Spécialité : électricité avec des bases solides en informatique ou inversement.

MISSION :

Encadrement des équipes chargées de la maintenance des matériels électriques et informatiques industriels.

Etude et réalisation des projets d'amélioration et de développement.

Merci d'adresser votre candidature, CV, photo à CONTESSA PUBLIQUE s/réf. 23.1067 (sur l'enveloppe) 3 rue Pierre Robin 69363 LYON Cedex 07.

SECTEURS
DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

L'explosion d'un marché... du graphique à la station de travail...

La filiale d'un Grand Groupe Américain fortement implanté en France, dont les performances des produits : stations graphiques, terminaux graphiques intelligents et imprimantes couleurs, le positionne comme un leader incontesté et lui vaut d'être placé sur les plus grands marchés aujourd'hui, recherche :

Ingénieur Commercial

Votre mission : commercialiser les produits auprès des Grands Groupes Industriels, animer les ventes chez certains grands comptes nationaux et développer la satisfaction d'une clientèle souvent stratégique. Vos compétences : professionnels confirmés de la vente, vous possédez idéalement une formation scientifique supérieure. Vous connaissez le marché des applications CAO/CFAO, vous avez une expérience dans la vente de produits ou de services dans le domaine de la haute technologie. Réf. 190

Ingénieur Commercial station de travail graphique.

Votre mission : vous êtes le spécialiste de la vente de nos stations graphiques haut de gamme ; vous avez à assurer la maîtrise d'œuvre de projets clients en coordonnant et animant les ressources nécessaires pour mener à bien les missions. Vous êtes le spécialiste des clients et des équipes commerciales. Réf. 183

Ingénieur Commercial Distribution

Pour prendre en charge la commercialisation des imprimantes couleurs dans les environnements Macintosh et IBM PC. Ces imprimantes s'adressent aux professionnels de la Micro-Edition, de la Publicité, de la Cartographie, de l'Image de Synthèse, Imagerie Médicale et Presse. Les applications comme les produits se situent dans le haut de gamme et nécessitent des commerciaux motivés et passionnés par ce domaine. Vous aurez à développer, animer et former un réseau de revendeurs. Vous avez 25/30 ans, une première expérience de vente et connaissez si possible le marché de la distribution. Réf. 182

Ingénieur Technico-Commercial

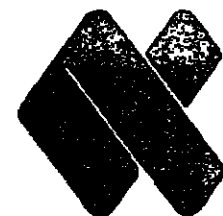
Après 5 semaines de formation aux produits au siège américain de la société, il a la délicate mission d'assister techniquement les commerciaux dans leurs démarches. Il s'agit d'analyser les besoins du client, de définir les solutions et de prendre en charge la rédaction de l'offre technique ; démonstrations et benchmarks appuient bien sûr la proposition. Jeune ingénieur, votre connaissance des operating systems, des réseaux hétérogènes et de l'informatique en milieu industriel, sont les points forts de votre expérience : le graphique est une nouvelle ouverture ! Réf. 180

Ingénieur Support Applications

Il a pour mission d'apporter son expertise auprès de nos partenaires et clients. Il les assiste dans le développement et le portage de leurs logiciels d'applications. Il tient compte des possibilités des produits de la société et des spécificités des marchés approchés ; cette démarche "d'intégration" l'associe constamment à de nouveaux projets. Jeune ingénieur système, vous possédez une réelle compétence UNIX et êtes intéressé par la philosophie du graphique. Réf. 181

Ces postes demandent bien sûr une réelle mobilité géographique ; l'anglais est impératif car une formation est prévue aux Etats-Unis. Le siège de la filiale française est aux Ulis (91). Notre Conseil établira les premiers contacts. Adressez-lui votre dossier de candidature et votre rémunération sous référence du poste choisi à :

ALPHA CDI - 181, avenue Charles de Gaulle - 92200 NEUILLY SUR SEINE.



ALPHA CDI

Hybride de puissance opportunité rare

Dans un grand groupe industriel d'envergure internationale. Votre expérience d'ingénieur en développement et fabrication nous intéresse fortement et nous souhaiterions vous connaître. Vous assurerez un appui technique pour tous les problèmes liés à l'hybride de puissance. Ces postes sont basés en régions : Rhône-Alpes et Sud-Ouest.

Merci d'adresser votre dossier (lettre, CV, photo) sous la référence RF 190 B à notre conseil MISSION.



MISSION

91, rue du Faubourg-Saint-Honoré
75008 PARIS

Ingénieur simulation Grandes Ecoles, ENSI Docteur ingénieur, DESS, DEA...

Côte-d'Azur

Travaillant dans un univers de technique très avancée, notre Entreprise est spécialisée dans l'étude et la réalisation de systèmes sous-marins.

Nous recherchons un jeune ingénieur ou un Universitaire qui, après une période de formation, participera à l'étude en simulation de l'engin, à la qualification du banc de simulation, et à l'évaluation de l'engin sur ce moyen.

Compte tenu des disciplines mises en œuvre, une formation initiale en AUTOMATISME ou INFORMATIQUE TEMPS REEL, ou TRAITEMENT DU SIGNAL est indispensable.

A terme, une évolution est envisageable, soit vers la conception de nouveaux engins, soit vers la simulation d'engins existants afin de répondre aux besoins nationaux et Export.

La pratique de l'anglais et le goût du travail en équipe sont nécessaires.

Merci d'envoyer votre lettre manuscrite + C.V. + photo, sous la référence 8917, à notre Conseil : CAPFOR MEDITERRANEE - Centre d'activités Evoluc La Beside Blanche B6 - 13127 VITROLLES, qui garantit toute confidentialité. Informations MINTEL 3615 Code CAPFOR.

CAPFOR

PARIS - LYON - AIX/MARSEILLE - NANTES - CLERMONT-FERRAND - CASTRES
ANGERS - AUCH/TOULOUSE - BREST - NICE - NORD - QUIMPER - ROUEN - STRASBOURG

Choisissez sans vous tromper

Emettre et réémettre des signaux de télévision
et de son haute qualité,
Concevoir des systèmes de transmission et de diffusion,
Ce sont nos principaux domaines d'intervention.

Forts de 30 ans d'expérience dans le domaine de l'émission, nous sommes aujourd'hui leader mondial sur notre marché. Dans un contexte de très vive concurrence, nous réalisons 50% de notre CA à l'export : une présence internationale dans 110 pays avec 20.000 équipements d'une fiabilité reconnue.

La taille de notre structure et la concentration de ses activités sur un seul site géographique permettent d'appréhender notre Société dans sa totalité. Impliqués à tous les niveaux, nos équipes d'ingénieurs développent les grands projets de demain.

JEUNES INGENIEURS ELECTRONICIENS ou INFORMATIENS

Débutant ou bénéficiant d'une première expérience, vous avez une formation Grande Ecole d'ingénieurs avec une option Télécom.

Vous êtes passionné de techniques télévisuelles et souhaitez vous impliquer dans ce domaine en plein essor.

Selon vos souhaits et vos compétences, vous intégrerez, assisté par un parrain, le domaine de votre choix : études, essais, production, commercial, ... et serez appelé à utiliser de

façon courante l'Anglais et l'Espagnol.

Forts de notre appartenance à un grand groupe, nous vous assurons un réel suivi de carrière et de larges opportunités d'évolution, au sein de la Société ou du Groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous réf. 93845 à : HCA - 1, Place du Palais Royal 75001 PARIS, qui transmettra.

مكتبة ابن خلدون

SECTEURS
DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Depuis le début de 1989, plus de 200 jeunes ingénieurs et cadres ont décidé de venir vivre leur passion avec nous. Ils ont choisi :

- un projet : la QUALITÉ TOTALE.
- une équipe dont la mobilisation a permis le redressement spectaculaire de l'Entreprise.
- un défi : celui de prendre rapidement de fortes responsabilités techniques et humaines.

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES, DIPLÔMÉS DE 3^e CYCLE D'UNIVERSITÉS, REJOIGNEZ NOS ÉQUIPES:

Etudes et essais

Vous assurez le développement et la mise au point d'organes ou de sous-ensembles de nos futurs véhicules. Vos interlocuteurs : Recherche, Achats, Marketing, Fabrication...

Industrialisation

Vous prenez en charge la mise en œuvre des process de fabrication et d'assemblage de nos produits. Vos interlocuteurs : Etude, Fabrication, Informatique, Recherche...

Recherche avancée

Pour préparer les véhicules de demain, vous explorez les différents domaines d'innovations technologiques : électronique, matériaux, moteur...

Vos interlocuteurs : Industriels ou universitaires européens, Etudes, Méthodes...

Hommes et femmes de projet et de communication, nous vous offrons une évolution rapide dans un Groupe conscient que sa performance passe par le développement de ses Ressources Humaines.

Venez nous rejoindre.

Merci d'adresser votre candidature (lettre de motivation et CV) à Philippe Millon - Carré Turenne - 129 rue de Turenne 75003 Paris, sous réf. QUALIT.

RENAULT. LA RAGE DE GAGNER.

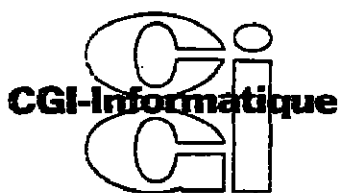


TURBOCARRIÈRES

DIPLÔMÉS DE GRANDES ÉCOLES OU DE L'UNIVERSITÉ

Avec le Groupe CGI, engagez votre carrière sous le signe de la rapidité. En quelques semaines, nous vous aurons donné les bases techniques et méthodologiques qui vous permettront d'être opérationnel au sein de nos équipes. Ensuite, les étapes se succéderont, variées et formatrices. Vous conduirez des missions liées à la gestion et au management des grandes entreprises. Vous aborderez plusieurs milieux. Vous maîtriserez tous les métiers de l'ingénierie, du Conseil et du Développement de produits. Vous apprendrez à animer, à décider, à manager. Vous serez vite prêt à exercer des responsabilités à la mesure d'un Groupe international en croissance régulière de 30 % par an : Plus de 2 000 personnes, un chiffre d'affaires d'un milliard de francs (CGI est une valeur sûre en Bourse). Leader européen du Propriété avec PACBASE* et SIGAGIP* Implanté en France, en Europe et aux USA. Présent dans les domaines de l'informatique de gestion, de l'informatique scientifique et industrielle, du conseil de direction. Les candidatures sont à adresser à Madame D. JAMET, sous la référence : 08-M-889. CGI, 50, rue du Château-des-Rentiers - 75640 PARIS Cedex 13

* PACBASE et SIGAGIP sont des marques déposées de CGI.



Pour ne pas se tromper de carrière.

Amsterdam, Angers, Atlanta, Barcelone, Bordeaux, Brest, Calais, Cannes, Clermont-Ferrand, Cologne, Dallas, Delft, Genève, Grenoble, Intra, Lille, Londres, Lyon, Madrid, Marseille, Milan, Montréal, Nantes, New York, Orléans, Paris, Philadelphie, Rennes, Rome, Saint-Nazaire, San-Sebastien, Strasbourg, Thionville, Toulouse, Turin, Washington, Wayne, Wilmington



Un des premiers groupes mondiaux de la «HIGH TECH» crée pour son site basé en proche banlieue Nord ce poste d'

Ingénieur

Dans le cadre de la politique d'assurance qualité cet ingénieur développera une démarche «clients fournisseurs» en établissant des contrats qualité avec les différents services opérationnels et fonctionnels. Il devra également harmoniser le traitement des données qualité en matière de réparation entre les différents centres de production français. Ingénieur généraliste ayant une expérience qualité, acquise en milieu industriel, vous êtes un homme de communication et pratiquez l'anglais. Prêt à devenir ce leader ? Adressez-nous votre candidature détaillée en toute confidentialité sous réf. 170 M à notre Conseil EUNOSELECTION, 3 rue Troyon 75017 Paris.

EUNOSELECTION

Notre Société développe, fabrique et commercialise des produits très innovants pour l'équipement électronique du bâtiment et de la maison.

LEADER SUR NOTRE MARCHÉ, NOUS METTONS LE CAP SUR L'EUROPE. Nous recherchons, pour accentuer notre avance technologique et industrielle,

un Ingénieur radioélectricien (Réf. Ju 100)

un Ingénieur télécommunications (Réf. Ju 200)

un Ingénieur commande moteur (Réf. Ju 300)

De formation Grande Ecole, la technologie et l'innovation vous passionnent. Quelques années d'expérience vous permettent de concevoir des produits innovants et économiques ainsi que de suivre leur industrialisation.

Intégrés dans une des nos équipes, vous aurez en charge le développement de produits mettant en œuvre les nouvelles techniques et technologies électroniques : micro contrôleurs, intégration sur silicium, radio, optique...

TOUS CES POSTES SONT À POURVOIR IMMÉDIATEMENT À PROXIMITÉ DE GRENOBLE. Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV + photo) en précisant la réf. du poste choisi, à notre Conseil



Cabinet Vitte & Mossan S.A.
15, Bd Maréchal Léclerc 38000 Grenoble

Groupe chimique recrute pour REGION CENTRE son

Directeur
de
Recherches

Responsable du laboratoire (50 personnes), vous serez chargé du maintien de la compétitivité technique de l'entreprise, en synthèse organique, comme pour les procédés de production ou les applications.

Une expérience réussie de 10 à 15 ans en milieu industriel ainsi que la connaissance des méthodes modernes de CAO, bibliographies... sont nécessaires pour ce poste.

Tout en étant créatif et innovateur, vous devrez avoir un bon ascendant sur votre personnel.

Merci d'adresser dossier de candidature (lettre, C.V., photo et prétentions) sous référence DR913 à VALENS CONSEIL - B.P. 359 - 75064 PARIS cedex 02 qui transmettra.



Le groupe des Promoteurs BEL, présent dans 85 pays : 6300 personnes, 5,6 milliards de CA dont 50 % à l'étranger. Son informatique est l'un des outils de sa compétitivité, elle bénéficie de ses puissances, d'une équipe performante et de moyens solides : un centre serveur IBM 4381 et 4341, VM, VSE, CICS, SQL, NOMAD, un réseau d'IBM 36, micro PC/PS... Elle sera encore plus performante si vous coopérez à la mise en place de nouveaux systèmes d'information.

Organisateur

Rattaché à la cellule Organisation de la Direction de l'Organisation et de l'Informatique, vous :

- effectuez des recommandations d'orientations stratégiques informatiques,
- participez à la réalisation des schémas directeurs,
- réalisez les pré-études,
- assurez la coordination informatique des filiales industrielles étrangères (Maroc, Espagne, ...).

Votre formation supérieure et votre expérience d'au moins 5 ans en systèmes d'information et en gestion vous ont donné un solide bagage informatique et un sens du dialogue à toute épreuve. Vous parlez l'anglais et l'espagnol serait apprécié.

Pour prendre contact, merci d'adresser CV et lettre, en précisant la réf. 01/53A, à Agnès Cheuvin.



TEMPS dense
INGÉNIEUR DES CARRIÈRES
3, rue de Liège 75009 Paris.

REPRODUCTION INTERDITE

**SECTEURS
DE POINTE**

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Si vous pensez que le ciel peut attendre...

voici un ciel qui vous fera changer d'avis.

Voici un ciel qui, à bien le regarder, n'est plus du tout ordinaire. Porteur d'avenir, vecteur de notre avance technologique, il est notre espace de recherche, le champ passionné de notre intelligence, de notre créativité technique.

Rechercher et agir pour le secteur spatial et aéronautique, civil et militaire, traduire notre engagement dans la compétition technologique mondiale est l'opportunité que la DIRECTION GENERALE TECHNIQUE souhaite vous confier.

INGENIEURS GRANDES ECOLES

Débutants - Expérimentés Réf. IG/06-89

Vous interviendrez sur les compétences de pointe suivantes :

AVANT PROJETS	CALCUL DE STRUCTURES
BUREAU D'ETUDES	DYNAMIQUE DU VOL
AVIONIQUE	AUTOMATISMES
SYSTEMES	INFORMATIQUE

Nos projets impliquent un travail d'équipe, l'adaptabilité, la créativité et le potentiel pour évoluer, ainsi qu'une bonne connaissance de l'anglais et des déplacements et séjours éventuels à l'étranger.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à :
AVIONS MARCEL DASSAULT - BREGUET AVIATION
Service du Personnel - 78, Quai Marcel Dassault - 92214 ST CLOUD.

AVIONS MARCEL DASSAULT - BREGUET AVIATION
LE CIEL N'ATTEND PAS.

Division d'un Important Groupe Britannique leader mondial du packaging électronique, recherche, pour consolider son développement en Europe du Sud, son :

**DIRECTEUR
DU MARKETING**

Rattaché au Directeur Général, vous serez chargé de créer ce poste pour développer les parts de marché des six lignes de produits du packaging électronique aux bus industriels (VME, multibus...) et aux réseaux locaux.

Véritable conseil de la force de vente, vous aurez à élaborer la politique commerciale à adopter.

Vous avez une expérience de la vente et/ou du marketing dans les domaines de l'électronique. La maîtrise de l'anglais est indispensable tant pour le poste que pour les évolutions au sein du Groupe. Le poste est basé à 70 km au nord de Paris.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à :
21, avenue Saint-Fiacre
78100 Saint-Germain-en-Laye



Le Centre Technique du GROUPE FRAMATOME est spécialisé en Recherche-Développement-Industrialisation. Ses équipes s'efforcent de nouvelles compétences :

**INGENIEUR
ESSAIS NON DESTRUCTIFS**
Confirmé

Vous piloterez des actions de développement technique dans le domaine des Contrôles par Courants de Foucault et/ou par Ultrasons appliqués à nos produits. Vous participerez également au développement d'outillages et méthodes spécifiques ainsi qu'à leur mise en oeuvre en atelier et parfois sur sites.

Ingénieur physicien, vous maîtriserez parfaitement les techniques d'ultrasons, la radiographie, la magnétoscopie, le ressage et le domaine des contrôles par Courants de Foucault pour encadrer une équipe constituée autour d'un projet.

Le poste est basé en Bourgogne, la maîtrise de l'anglais sera appréciée.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous référence END à Éric TURPIN.
GROUPE FRAMATOME, Service Emploi-Formation, Boîte Postale 13,
71380 Saint-Marcel.



GROUPE FRAMATOME

Les technologies de l'essor.

مكتبة الأستاذ

SECTEURS
DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Dans un environnement de haute technologie, SOPRA assure toutes les fonctions reliant l'idée créatrice à la mise en œuvre d'une solution informatique personnalisée.

L'UNION RÉUSSIE

DE LA TECHNIQUE

ET DU MANAGEMENT

Sopra aujourd'hui :
1000 personnes
450 MF de CA
20 % de croissance annuelle.

Jeunes Managers
à fort potentiel commercial...

nous vous offrons la responsabilité d'un centre de profit.

Directeurs d'agences

ATLANTIQUE Réf. ATL
ILE-DE-FRANCE Réf. IDF
RHÔNE-ALPES Réf. RHA

A 30 ans environ, de formation grande école d'ingénieur, vous maîtrisez bien l'univers de l'informatique dans lequel vous avez développé avec talent votre potentiel commercial. Vous souhaitez aborder aujourd'hui de nouveaux horizons.

...venez vivre avec nous l'aventure d'un grand projet de croissance.

Merci de nous contacter en adressant votre candidature à Catherine Carrasset - SOPRA - 3, rue Lauriston 75116 Paris, en précisant la région de votre choix.

SOPRA.
Ingénierie informatique

Jeunes Ingénieurs Diplômés

NCR
Mise sur vous

Savez-vous qu'en 1989, sur 10 ingénieurs qui rejoindront nos équipes, 9 seront comme vous, de Jeunes Diplômés d'Ecoles d'Ingénieurs ou d'Universités. NCR mise sur vous, sur votre potentiel et vos ambitions. 1650 collaborateurs, 1,6 milliard de F. de CA, NCR FRANCE vous propose après formation (UNIX, SGBD, réseaux, télécom) d'accompagner ses équipes logicielles ou techniques commerciales dans leur développement. En liaison avec notre force de vente, vous serez le conseil auprès des utilisateurs en matière de systèmes et de logiciels, vous définirez avec eux les meilleures solutions

et les assisterez dans l'implantation et la mise en route du système.

C'est une mission évolutive, à la pointe de la technologie qui vous permettra d'intervenir dans les domaines industriels, financiers ou gouvernementaux.

Vous souhaitez démarrer votre carrière dans un environnement performant qui reconnaît vos talents, contactez-nous !

Pour ces missions basées à la Défense, adressez votre candidature sous réf. J120 à Christophe Gouriou, NCR FRANCE, Tour Neptune - 92086 Paris la Défense.

NCR
Pour créer la valeur

Jeune Chef
de Produits Polymères
Techniques

Solvay est un groupe chimique mondialement implanté (45000 personnes, CA 36 MF) et fortement représenté en France dans des secteurs aussi variés que la chimie lourde, la transformation de matières plastiques, la pharmacie... des marchés très porteurs !

Votre objectif : développer les marchés de nos polymères techniques dans l'industrie automobile, électronique, électrotechnique... : recherche de positionnement pour les nouveaux alliages, interfacer avec le laboratoire de recherche, fixation d'objectifs de vente et bien sûr, réalisation de ces objectifs.

Diplômé d'une grande école d'ingénieurs - généraliste ou chimiste - vous avez dans l'idéal complété cette formation par un 3^{ème} cycle marketing / gestion. Débutant ou presque, c'est principalement votre tempérament de battant allié à de solides bases techniques complétées par une formation interne - qui feront de vous le candidat idéal.

Le poste basé à Paris implique une bonne disponibilité et la pratique courante de l'anglais.

Merci d'adresser
votre dossier
de candidature à la



Direction du Personnel
12 cours d'Albion 1^{er}
75008 PARIS

Ingénieurs
en organisation
de production

À l'aise dans une équipe intervenant dans tous les domaines d'activité de nos usines, vous serez chargé de missions pour optimiser et développer l'utilisation des concepts et techniques de JUST IN TIME, QUALITE TOTALE et GPAC.

Nous souhaitons intégrer de jeunes ingénieurs généralistes AM, ECL, ENI, INSA, etc., ayant si possible une première expérience, motivés par la vie en usine et les contacts humains. Bonne connaissance de l'anglais souhaitée.

Ces fonctions peuvent déboucher sur des postes à responsabilité après une expérience concluante dans la fonction organisation. Une formation complémentaire est assurée.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite et photo à : 3M FRANCE, Service Recrutement, Avenue Boulé, 95250 BEAUCHAMP.

l'enthousiasme

3M

Jeunes diplômés
ingénieurs
ou universitaires

Groupes de 1300 collaborateurs, nos activités diversifiées concernent la retraite, la prévoyance et l'assurance. Présents dans plus de 50 villes en France, nous sommes en pleine expansion. Notre système informatique IBM

3000 MVS/4, DMS, DB2 représente aujourd'hui notre outil de production.

● VOS MISSIONS : Dans le cadre de nos équipes ETUDES situées à CHARTRES, vous participerez à l'élaboration de nouveaux projets dans un contexte informatique performant. Pour notre équipe SYSTEME/TELECOM, nous recherchons un jeune collaborateur attiré par les techniques de pointe et qui sera plus particulièrement chargé de notre réseau et des connexions réseaux.

● VOS PROFILS : Formation supérieure Bac +4 ou 5 (Ingénieurs, Universitaires ou autres). Motivation et dynamisme seront déterminants pour votre intégration et votre réussite. Une formation informatique est envisagée pour les candidats n'étant pas issus de cette filière.

Merci d'envoyer CV + photo + préférences à Isabelle ARRIVE en précisant la référence.

CAP SESA SELECTION

Tour Matelli, 207 rue de Bercy, 75012 Paris.



L'USINE AUTOMOBILE DANS L'WEST EUROPEEN recherche pour son site industriel de Cartrzy (79), 1 500 salariés :

DES INGENIEURS

DEBUTANTS OU AYANT UNE PREMIERE EXPERIENCE

• Si vous êtes diplômé d'une Ecole d'Ingénieur (généraliste ou à dominante mécanique) nous vous proposons :
- Des postes dans les Services de Production.
- Un poste aux Méthodes.

• Nous souhaitons rencontrer des candidats dynamiques possédant de réelles qualités relationnelles et motivés par la prise de responsabilités techniques et humaines.

• La pratique de l'anglais et/ou de l'allemand sera appréciée.

Merci d'adresser votre dossier complet (C.V. + photo + lettre manuscrite) à notre conseil Bernard CHARTREUX, CP CONSEIL S.A. 1, rue du Rempart - 79000 NIORT.



Recrutement - Communication - Stratégie d'Entreprise

CHEF DE PRODUITS

Nous approchons le marché global de la sécurité et de la protection avec un professionnalisme fondé sur notre culture, notre taille et notre décision d'investir, en hommes et en moyens. La Direction du Marketing est le cœur de cette stratégie. Elle est moderne, efficace et crédible. Un challenge de taille vous y est proposé : LANCER UNE NOUVELLE ACTIVITE INCENDIE, au sein de notre Groupe, en France et Europe.

Grâce à votre expérience du marché et du terrain, vous savez cibler la clientèle, élaborer une gamme de produits, chiffrer des projets. Vous savez communiquer avec notre réseau de distribution et former vos interlocuteurs commerciaux ou installateurs.

Vous avez l'intuition et la compréhension de ce marché. Vous y ajoutez des qualités de rigueur dans l'analyse chiffrée et logique. Vous savez synthétiser ces données pour élaborer des préconisations étayées, rationnelles et convaincantes.

De formation ingénieur (électronique, génie industriel), ou aussi bien école de commerce, avec un goût de la technique, vous avez de préférence une expérience du domaine ingénierie, installation incendie mais d'autres profils pourront être étudiés s'ils comportent une expérience marketing-commercial. L'anglais est un plus.

Nous vous remercions de nous adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et rémunération actuelle) sous réf. 34482 à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

Nous sommes les leaders européens dans notre domaine d'activité avec un CA de 2,3 milliards de francs et 6500 personnes. Nous construisons d'ores et déjà l'Europe avec des hommes d'ambition.

Dans cette perspective, nous recherchons pour notre Département MARKETING STRATEGIQUE un

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Jeune Ingénieur à Fort Potentiel

Futur Chef d'Unité de Production Usinage Haute Précision

AM - INSA - HEI etc...

Après une courte période d'adaptation au produit et aux process, ce jeune ingénieur prendra en charge la fabrication, les méthodes, l'industrialisation et le Contrôle Qualité de cette Unité (une équipe très soudée d'une centaine de professionnels) dont il devra adapter les moyens aux évolutions technologiques et à la croissance de notre activité. Agé d'au moins 25 ans, ingénieur généraliste ou mécanicien, le candidat idéal s'exprime correctement en anglais et justifie d'une expérience spécifique dans le domaine de l'usinage de haute précision. Ses qualités d'enthousiasme, de dynamisme, d'initiative et de relations doivent être à la mesure de ses objectifs très ambitieux. Nous vous offrons de réelles perspectives de carrière. Notre Société (600 personnes), filiale d'un groupe multinational, fabrique des biens d'équipement mécanique Grand Public et grandes séries de haute précision, entièrement exportées.

ORION vous garantit une discrétion absolue et vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. M 9052 LP.

35, rue du Rocher 75008 Paris

ORION
Ingénierie et Entreprise

La branche biscuits : La passion de la recherche, les moyens d'innover.

BSN GROUPE

BSN Groupe, 42,2 Mds de

francs de CA, plus de 2 Mds

de bénéfice, plus de 100

unités industrielles, 40 000

personnes dont

4 000 cadres, une politique

humaine et sociale dynamique

qui s'inscrit dans notre

développement.

Decouvrir, aujourd'hui, les innovations qui feront nos succès de demain, anticiper les besoins de milliers de consommateurs, participer activement à l'industrialisation de nos procédés de fabrication - et donc de notre productivité - voilà la mission stratégique que nous confions à nos équipes de recherche.

Au sein de la branche biscuits, dans un contexte d'innovation permanente, nous souhaitons accueillir un jeune diplômé spécialisé en biochimie (doctorat) ou ingénieur ENSIA, AGRO, ayant affirmé ses compétences dans une première expérience en laboratoire de recherche, dans l'industrie agro-alimentaire (des connaissances dans le domaine de la farine seraient très appréciées).

Au sein du laboratoire de recherche (22 personnes), vous serez pleinement responsable sur vos projets, vous établirez un contact étroit avec nos usines, les services de développement et les fournisseurs et bénéficierez de moyens technologiques puissants pour appuyer vos recherches.

Ce poste, très orienté biochimie, offre par la suite de multiples possibilités d'évolution au sein du groupe, tant dans le secteur de la recherche que vers des responsabilités plus opérationnelles. Poste basé en région parisienne.

Merci d'adresser votre candidature en précisant votre rémunération actuelle sous réf. SD 43 M à BSN, service recrutement cadres, 7, rue de Téhéran 75381 Paris Cedex 08.

BSN GROUPE

LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

Informatique HIGH TECH

TECHNIQUE LOGICIEL
TEMPS REEL, SIMULATION
INTELLIGENCE ARTIFICIELLE
GENIE LOGICIEL

Notre société est présente sur des projets complexes chez des clients prestigieux. Notre notoriété, nos succès et notre développement, nous amènent à rechercher des

Ingénieurs logiciels
(X, centrale, sup elec, ensi...)

Vous êtes jeune, vous pouvez témoigner de trois à cinq ans d'expérience dans nos domaines d'intervention et la maîtrise de notre environnement (Expérience UNIX, Pascal, SPS 7 - SPDX - SPART - MOTOROLA, 68000). Nous vous proposons de rejoindre une équipe de haut niveau, jeune, pointue et sympathique. Les postes sont à pourvoir à PARIS.

Veuillez adresser votre candidature, lettre manuscrite et photo, sous réf. JC 0201 à notre conseil J.C. PICON qui l'étudiera en toute confidentialité au

15, rue de la Paix 75002 PARIS

Informations détaillées Minitel 3615 Code CAPFOR.

CAPFOR

PARIS - LYON - AIX-MARSEILLES - NANTES - CLERMONT-FERRAND - CASTRES
ANGERS - AUCH/TOULOUSE - BREST - NICE - QUIMPER - ROUEN - STRASBOURG

ELECTRONIQUE SERGE DASSAULT

Spécialisée dans l'électronique de points,
militaire, spatiale et civile.

Plus de 4000 personnes dont 2500 ingénieurs et cadres, à l'avant-garde de l'étude, du développement et de la production de matériels de pointe, impliqués dans les grands programmes du futur, recherche pour son

SERVICE DOCUMENTATION

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN RÉDACTEUR

ayant de bonnes aptitudes pour la rédaction et le sens des contacts humains.

Il participera, dans le cadre de marchés de documentation à la conception puis à la réalisation de notices et assurera l'animation d'une petite équipe de rédacteurs.

Lieu de travail : banlieue Ouest.
Les dossiers de candidature (lettre + C.V.) sous référence 3692 M à préciser sur l'enveloppe sont à adresser à Développement qui transmettra.

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris

CENTRE DE RECHERCHE

appartenant à Groupe International
METAUX NON FERREUX

recrute pour son département de Métallurgie Extractive

INGENIEUR CHIMISTE

ou généraliste Grandes Ecoles
Débutant ou première expérience.
Pour étude de procédés d'extraction des métaux par hydrométallurgique.

INGENIEUR DEBUTANT

Art et Métiers, Centrale Lyon
ou équivalent.

Pour participer à la conception de ses futurs outils thermiques industriels.

- Possibilité d'évolution ultérieure vers l'exploitation.
- Lieu de travail : banlieue Ouest.
- Anglais indispensable.

Ecrire avec C.V. sous réf. 31356 à Contesse Publicité
20, av. de l'Opéra - 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

Choisir est le propre de l'esprit humain, Nous savons lui offrir son expression...

Ingénieurs d'essais en vol, conception logiciels, d'études :
nous vous proposons de vous laisser choisir le domaine
d'épanouissement de vos compétences.

- Parce que nous évoluons dans un environnement high tech.
- Parce que nous disposons de moyens considérables en études, développement et production.
- Parce qu'enfin Ambition, Implication, Synergie des compétences sont les moteurs de nos actions : la DIVISION RADARS, CONTRA-MESURES, ELECTRONIQUE DE MISSILES du groupe THOMSON, leader international dans le domaine des équipements électroniques aéroportés, souhaite renforcer ses équipes de conception.

INGENIEURS ELECTRONICIENS

CONFIRMES OU DEBUTANTS

Diplômés d'une école d'ingénieurs (SUPELEC, ENSEEIHT, ...), nous vous offrons d'évoluer au sein de petites équipes, jeunes et hautement qualifiées. Après une formation à nos métiers, vous participez, de la conception à la réalisation, au développement de nos prototypes et produits, intégrant des technologies d'avant-garde telles que : circuits intégrés, hyperfréquences, antennes à balayage électronique, électronique de puissance, optronique ...

Vous bénéficiez bien sûr de tous les moyens d'informatique de pointe : ateliers flexibles, XAO, systèmes experts, IA, simulateurs ...

Outre une expérience de premier plan, nous vous offrons l'opportunité de construire une carrière à la mesure de vos ambitions.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions)
sous référence M/13/06 à : Serge BONNAFFÉ - THOMSON - Division RCM
178, Boulevard Gabriel Péri - 92242 MALAKOFF Cedex.

THOMSON

مكتبة جامعة الأزهر

SECTEURS
DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



La Direction des Applications Militaires du CEA, qui regroupe 7000 personnes, poursuit des études avancées pour la Défense. Son Centre de LIMEIL (94) est spécialisé dans la modélisation et le calcul de processus complexes. La puissance de ses moyens informatiques le place au tout premier rang européen. L'intérêt des travaux est de nature à stimuler des esprits exigeants.

Les postes à pourvoir peuvent déboucher sur une carrière diversifiée au sein du Groupe CEA. Ils demandent de la rigueur, de la créativité et du dynamisme.

Ingénieurs d'études
Calcul scientifique - réf. CDS 1306

Missions :

Participer, au sein d'équipes de scientifiques, à l'étude, au développement, à la maintenance et à la qualification de logiciels de simulations numériques et de leur environnement dans les domaines suivants : mécanique des milieux continus, physique des plasmas, transport de particules, électromagnétisme.

Profil :

- Diplômé d'une grande école d'ingénieurs, titulaire d'un DEA - DESS - Doctorat.
- Débutant ou quelques années d'expérience.
- Bonne pratique de l'analyse numérique, de l'informatique scientifique.
- Compétences en mécanique ou physique appréciées.

Ingénieurs d'études
Informatique - réf. CDI 1306

Missions :

Contribuer à la définition d'une architecture générale de traitements d'applications scientifiques, concevoir, réaliser et assurer l'exploitation des systèmes mis en oeuvre :

- installation, gestion des systèmes d'exploitation des supercalculateurs, serveurs, réseaux et stations de travail,
- adaptation des codes numériques aux stations de travail à l'aide d'outils logiciels, (communication, graphique),
- organisation d'une base de données scientifiques répartie,
- intégration dans ces divers logiciels de techniques d'intelligence artificielle.

Profil :

- Diplômé d'une grande école d'ingénieurs, titulaire d'un DEA - DESS - Doctorat.
- Débutant ou quelques années d'expérience.
- Bonne pratique dans les domaines suivants : UNIX, TCP-IP, ETHERNET, SGBD, Imagerie, 3D, X.A.O., Intelligence Artificielle.

Envoyer dossier de candidature (CV, photo et prétentions) en indiquant la référence choisie à notre Conseil ANY BOULADE PARTNERS - 35/37, avenue Joffre - 94169 SAINT-MANDE Tél. (1) 43.65.09.09.

Any Boulade Partners

Ingénieur chimiste,
Donnez du champ à votre expertise!

CHROMATOGRAPHIE ET SPECTROMETRIE
DE MASSE

En rejoignant HP, n°1 mondial du Test et de la Mesure, vous choisissez de travailler avec une équipe de spécialistes, d'étendre le champ de votre expertise en l'ouvrant à de nombreux secteurs et de maintenir vos connaissances à la pointe de la technologie. Spécialiste en chromatographie et spectrométrie de masse, vous travaillez en support de nos ingénieurs Technico-Commerciaux (tous ingénieurs chimistes). Interlocuteur privilégié des ingénieurs utilisateurs de nos clients, vous définissez les applications spécifiques à chaque marché (pétrochimie, agro-alimentaire, hôpital, parfumerie, pharmacie...). Vous intervenez aussi comme support technique interne auprès de l'équipe après-vente.

Fort de votre connaissance du marché et de ses évolutions, vous positionnez nos produits face à la concurrence et collaborez avec le marketing et la production. Dynamique, vous organisez et participez à des colloques au niveau européen et effectuez des déplacements, tant en Europe qu'aux USA. La dimension internationale de ce poste rend indispensable la maîtrise de l'anglais.

A terme, vous pouvez évoluer vers un poste d'Ingénieur Technico-Commercial ou vers des responsabilités de management au sein de nos différentes divisions.

Merci d'envoyer votre candidature (CV + photo + lettre), sous réf. ANA 1/MO/FR, Hewlett-Packard France, Service Recrutement, 2 avenue du Lac, 91040 Evry Cedex.

HEWLETT
PACKARD

Communication de l'écrit
et de l'image : de jeunes
ingénieurs logiciel temps réel
pleins de talent

Téléphonie, commutation et réseaux d'entreprise, communication de l'écrit et de l'image, radiotéléphonie... : MATRA COMMUNICATION est présent sur tous les grands marchés de la communication d'entreprise. De par son avance technologique, MATRA COMMUNICATION y joue un rôle clé. C'est dans le domaine de la communication de l'écrit et de l'image que vous agirez.

De formation Ecole d'Ingénieur, vous débutez ou avez 2 à 5 ans d'expérience en tant qu'ingénieur logiciel de systèmes temps réel.

La vocation du département que vous intégrerez est d'évoluer vers la communication de l'image. Votre rôle, est, à cet égard, stratégique. Vous êtes chargé du développement logiciel dans le domaine des terminaux et de la télématique, intégré à des équipes jeunes (28 ans environ), qui travaillent sur des projets d'avant-garde, vous exercerez des responsabilités à la mesure de votre expérience. Votre évolution au sein du groupe dépendra de votre compétence.

Les postes sont basés à Guimper.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence IL/M à Isabelle Villetto - MATRA COMMUNICATION - BP 26 - rue Jean Pierre Timbaud - 78392 Bois d'Arçay Cedex.

MATRA COMMUNICATION

IL Y AURA TOUJOURS DES HOMMES DE TALENT

Jeunes Diplômés, vous avez la parole.

Paribas - Recrutement - BP 141 - 75078 PARIS Cedex 02

PARIBAS

Monsieur,
Aujourd'hui, en France et dans le réseau international de Paribas, plus de 400 informaticiens développent les projets les plus sophistiqués dans les domaines bancaire, industriel et financier. Paribas prend également une part active aux grands programmes communs à la profession tels que la réorganisation de la place financière de Paris (RELIF) ou des relations interbancaires (SIT).
Vous voulez rejoindre nos équipes et affirmer vos qualités professionnelles et humaines dans un environnement créatif et performant, sachez qu'à Paribas, tout est mis en œuvre : formation, méthodes... pour permettre aux nouveaux talents de s'épanouir.

Société pour l'informatique industrielle
Nous offrons de réelles perspectives de carrière à de

**JEUNES INGENIEURS
GRANDES ECOLES**
SYSTEME - RESEAU - TEMPS REEL

Vous participerez à des missions en informatique industrielle auprès de nos clients et pourrez diriger, en toute autonomie, des projets d'envergure. Comme nous, vous avez le souci de la qualité, le respect des engagements et le sens du conseil. Vous avez de l'ambition et souhaitez vous impliquer dans un environnement évolutif, aidé par une équipe de professionnels et une structure reconnue. Nous serons heureux de vous accueillir dans une de nos agences. Envoyez votre dossier de candidature à l'adresse correspondante à la région qui vous intéresse.

Société pour l'informatique industrielle

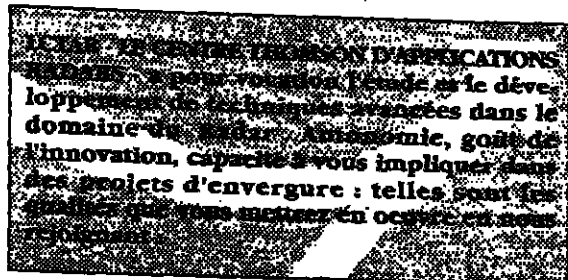
Ile-de-France
Monsieur PONTOTEAU
10/12, rue Andréa Bock
92366 MEUDON-LA-FORET CEDEX

Provence - Côte d'Azur
Monsieur PENCHOLUX
Cap-Vor - 7, avenue Guyonnet
06700 ST-LOURENT-DU-VAR

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Soyez l'avant garde des technologies de pointe



INGENIEURS ELECTRONICIENS

Diplômés d'une grande école, vous êtes débutant ou possédez quelques années d'expérience dans l'un des domaines suivants :

- Conception de matériels électroniques traitement de signal pour développement de systèmes radars. Réf. JI
- Etude et conception générale de systèmes radar. Réf. BZ
- Conception de matériels électroniques (HF, VHF, ...) pour développement de systèmes radars complexes, en conduite de projet. Réf. JI
- Développement de logiciel Temps Réel. Réf. CT

Merci d'adresser votre dossier de candidature, en précisant la référence choisie à : LCTAR - Service des Relations Humaines 6, Rue Nieuport - B.P.16 - 78143 VELIZY VILLACOUBLAY CEDEX

THOMSON

Importante administration recherche

INGENIEUR GRANDE ÉCOLE OU UNIVERSITAIRE

pour prendre en charge au niveau national la coordination d'études techniques (évolution des systèmes, bases de données, génie logiciel, réseaux dans un environnement comportant plusieurs centaines de machines en milieu hétérogène). Une expérience professionnelle minimum de 5 ans ainsi qu'une très bonne connaissance d'UNIX sont indispensables pour ce poste.

Salaire selon potentiel et expérience

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous n° 8378
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessuy, 75007 Paris



LOGICIELS DE BASE,
LOGICIELS SYSTEMES ET
APPLICATIONS TEMPS REEL

INGENIEURS DEVELOPPEMENT

ÉCOLE D'INGENIEURS OU ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Débutant ou 1 à 2 ans d'expérience

Conception et réalisation de projets sous environnements :

- UNIX, VMS, MMT2 (MITRA)
- C, ADA, LTR 2-3, PASCAL
- ASSEMBLEURS 680XX, 680XX...

Les postes sont basés en Région Parisienne.

Pour un premier contact, vous pouvez : • adresser CV avec photo à notre conseil EUROMAN - 100, avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly Cedex sous référence 2606 portée sur la lettre et sur l'enveloppe • téléphoner votre CV au 47.22.00.19 en indiquant la référence 2606.

EUROMAN

EURODATA

Jeune SEI au service d'unités de recherche de l'industrie pour des projets d'audiovisuel interactif, de temps réel, de télécommunications, recherche en création de postes.

INGENIEURS INFORMATIENS

concernés par l'électronique à fort potentiel

Envoyer à EURODATA - 52, rue d'Orléans-sur-Seine - 75015 PARIS
Réponse assurée très rapidement

NEF

Société de conseil, spécialisée dans le transfert de technologie et la formation pour ses agences de PARIS et GRENOBLE

DES INGENIEURS CONSEILS

pour intervenir en entreprises, dans le domaine des technologies de pointe.

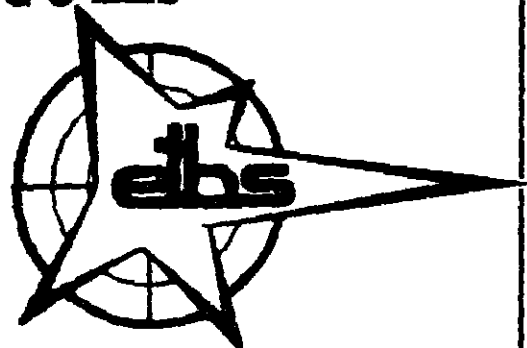
PROFIL RECHERCHÉ : Ingénieur physique-chimie ou diplômé du 3^e cycle avec thèse ou 2 à 3 ans d'expérience. Ce poste implique mobilité, créativité, qualités relationnelles, bonne pratique de l'anglais et aptitudes commerciales.

Merci d'adresser lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions à :
NEF PARIS, 9, rue Eugène-Grave, 78200 MANTES-LA-JOLIE.

INGENIEURS GRANDES ECOLES

(Centrales, Mines, AM, ENSI...)

ETBS, Etablissement Technique de Bourges,
Important Centre de la Délégation Générale
pour l'Armement



Spécialisé dans l'Armement Terrestre
recrute des Ingénieurs Grandes Ecoles pour leur confier différentes missions.

• AU SEIN DU CENTRE D'ESSAIS DES SYSTEMES D'ARMES ET DU CENTRE PYROTECHNIQUE

Physicien ou Opticien

Nous vous proposons la responsabilité du service MOYENS OPTIQUES (30 personnes). Vous y serez chargé de la prise de vue industrielle par des techniques de cinématographie-film (jusqu'à ultra-rapide), de vidéo (classique et rapide) radiographie éclair... Outre le goût du travail en équipe, le sens des contacts humains, de bonnes aptitudes au commandement et des connaissances en électronique, seraient appréciées. Réf. 89/04

Mécanicien

Vous serez chargé de mener, jusqu'au compte-rendu final, des essais d'armes et de munitions mettant en œuvre des techniques pyrotechniques et de mesures. Outre votre sens des réalités, votre esprit méthodique et rigoureux et votre goût du travail en équipe, vous développerez des aptitudes techniques certaines, allées à de bonnes capacités de commandement, commerciales et de gestionnaires. Réf. 89/05

2 Généralistes

Votre 1^{re} expérience acquise en Entreprise, si possible dans des domaines militaires, vous a familiarisé avec la mise en place de la documentation technique et scientifique. Vous serez chargé de la mise en place de cette procédure pour notre activité Poudres et Explosifs. Votre ouverture d'esprit et votre culture générale sont des atouts majeurs. Réf. 89/13

• AU SEIN DU CENTRE TECHNIQUE ARMES ET MUNITIONS

Mécanicien

Avec une expérience de la pyrotechnie et des marchés publics, nous vous confierons l'élaboration, le suivi et la synthèse des programmes d'évaluation d'expertise et de qualification dans le domaine des armes et munitions. Votre sens des relations humaines et votre goût des responsabilités sont complétés par un intérêt certain pour les aspects administratifs. Réf. 89/09

Mécanicien ou Electronicien

Après une expérience acquise vous serez chargé du pilotage des études dans les domaines suivants : balistique extérieure, électronique, efficacité des systèmes. Le sens des contacts humains et une parfaite maîtrise de l'anglais sont un complément indispensable à vos connaissances techniques et scientifiques. Une grande disponibilité pour les déplacements en France et à l'étranger est également exigée. Réf. 89/10

Informaticien

Votre 1^{re} expérience acquise en entreprise d'applications informatiques et multmédia, vous permettra de dominer pleinement la responsabilité de l'implantation et de la maintenance de nos systèmes. La connaissance de l'environnement BULL DPST-GCOS 703, TDS, SGBD CLIO et PAC BASE, les méthodes de conception et d'analyse MERISE sont nécessaires. Sens des relations humaines et du commandement sont autant d'atouts. Réf. 89/07

Physicien

Votre expérience en traitement du signal et méthodologie de centre d'essais, vous permettra de piloter des projets mesures (spécification, coordination, suivi) ainsi que l'étude et la mise au point des méthodes de mesures et traitement numérique. Esprit méthodique, rigoureux, goût du travail en équipe et sens des contacts humains sont nécessaires. Réf. 89/06

Mécanicien

Avec votre expérience de direction d'unité de production ou d'essais, votre sens du commandement et des relations humaines, vous dirigerez un secteur chargé de la préparation, de la mise en œuvre et de l'expertise d'armes de tous calibres et de matériels. Réf. 89/08

Juriste ou Commercial

Avec si possible une 1^{re} expérience des Marchés Publics, vous serez l'adjoint de notre responsable des Marchés. En liaison avec nos techniciens, vous serez chargé des négociations, de la mise en forme des parties administratives et financières de nos Marchés. Une formation juridique, économique ou commerciale, avec un bon sens des relations humaines et le goût de la négociation sont nécessaires pour ce poste. Réf. 89/11

Electronicien

Débutant ou avec une 1^{re} expérience, vous serez chargé de conduire des programmes d'études, de développement de munitions ou éléments de munitions sur le plan national et international. Sens des relations humaines, goût des responsabilités et parfaite maîtrise de l'anglais sont nécessaires pour vos déplacements en France et à l'étranger. Réf. 89/12

Pour tous ces postes, il est nécessaire d'être libéré des obligations militaires. Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo et prétentions de salaire) sous réf. choisie ou :

Service du Personnel Ressources - ETABLISSEMENT TECHNIQUES DE BOURGES
CARREFOUR DE ZERO-NORD - ROUTE DE GUERRY - BP 712 - 18015 BOURGES CEDEX

INGENIEURS HAUT NIVEAU POUR SECTEURS HIGH TECH

Neutronique et spatial

Filiale d'un grand groupe, leader dans deux technologies de pointe : la neutronique et l'optique spatiale, SODERN recherche, pour participer à son développement, des ingénieurs motivés par le travail en équipes pluridisciplinaires.

INGENIEURS PHYSICIENS ET TECHNOLOGUES

Débutant ou avec plusieurs années d'expérience, vous avez une formation ENSI ou équivalente, ou universitaire avec une spécialisation en physique des plasmas, et technologies associées (surface, ultra-vide, mesures...). Vous serez chargé de l'étude et/ou du développement de tubes neutroniques.

INGENIEUR METHODES ELECTRONIQUES

Vous avez plusieurs années d'expérience d'ingénieur, et vous êtes passionné de technologie. Vous serez notre expert en méthodes électroniques grâce à vos connaissances en connectique, implantation de circuits imprimés, câblage, composants.

INGENIEUR SYSTEMES OPTIQUES

Ingénieur Grande Ecole (ENSTA, ECP, ENSAE...), vous êtes passionné de techniques spatiales. Vous serez chargé d'études système, d'études de faisabilité, de conception d'architecture instrumentale et d'évaluation de bilan de performances d'équipements optiques embarqués.

INGENIEUR INFORMATIQUE SCIENTIFIQUE

Ingénieur diplômé ou universitaire, vous êtes familier du matériel et du logiciel utilisés pour les calculs par éléments finis, la modélisation de champs électromagnétiques, la modélisation thermique... Vous serez chargé de l'analyse des besoins, du choix et de la mise en place des logiciels d'informatique scientifique.

Tous ces postes nécessitent une bonne pratique de l'anglais. Ils sont à pourvoir à Jumeil-Brévanne (proximité du RER Boissy-Saint-Leger). Adressez vos propositions de collaboration à : SODERN - Service des Affaires Sociales - 1, avenue Descartes, 94451 Jumeil-Brévanne Cedex. Discretion assurée.

SODERN, 360 personnes, 215 MF de CA, est le prototype de l'entreprise du XXI^e siècle. Neutronique, Espace, Electronique, nos ingénieurs vivent pour l'avenir.



مكتبة الامم المتحدة

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



Leader mondial de systèmes de conditionnements, de matériaux d'emballages et d'équipements de distribution de liquides alimentaires, Tetra Pak est fondé sur une idée unique et des solutions techniques originales.

En France et en Afrique le service technique est assuré par BRIK SERVICE. Nous recherchons pour notre établissement de ROISSY (95)

CHEF DE PROJET IMPLANTATION - LOGISTIQUE

JEUNE INGENIEUR A.M. INSA OU EQUIVALENT

Votre mission consistera, dans le cadre de la politique de service de l'entreprise, à mener à bien les projets d'implantation de nos lignes de conditionnement chez nos clients : Etude du projet, définition des objectifs, établissement du cahier des charges, des plans d'implantation, des analyses technico-économiques...

Vous avez une expérience réussie de 2 à 3 ans dans des fonctions similaires en milieu industriel. La maîtrise de l'anglais et la pratique de l'outil informatique (D.A.O.) seront des atouts indispensables à un candidat motivé.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, c.v. et prétentions) en mentionnant la réf. YZ/2 sur la lettre et sur l'enveloppe à BRIK SERVICE, 125 avenue du Bois de la Pie, Boîte Postale 50049, 95946 ROISSY CHARLES DE GAULLE CEDEX.

Tetra Pak, Tetra Brik, Tetra Classic, Tetra Rec, Tetra King et Tetra Top sont les marques déposées de Tetra Pak.

Jeune Ingénieur

(Centrale - AM - INSA...)

Nous vous offrons le choix...

Proche Côte Atlantique - Commencer votre carrière au sein d'un Service Méthodes ou fabrication d'une Société importante et réputée aussi bien pour le prestige de ses marques que pour la qualité de son management participatif, nous vous offrons le choix. Notre but est de vous familiariser avec notre entreprise avant de vous promouvoir à des fonctions plus importantes en Industrialisation, Production, Développement, ou d'autres domaines, selon vos compétences. Filiale (2000 personnes, 1 Milliard de CA) d'un Groupe Français bien connu, nous concevons, produisons et commercialisons des biens d'équipement "haut de gamme", grand public et grandes séries. L'une des toutes premières dans son domaine d'activité, vous trouverez dans notre Entreprise performante, jeune et dynamique, d'importantes perspectives de carrière.

Venez en parler avec ORION, notre Conseil, et adressez-lui votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 906 682 M.



35, rue du Rocher 75008 Paris



Jeunes ingénieurs

Une opportunité pour un 1er emploi : responsables du pilotage d'essais au service de la qualité.

Diplômé d'une école d'ingénieurs avec une bonne base en mécanique, d'un doctorat, DEA ou DESS, vous êtes débutant et motivé par le dynamisme, la rigueur et la créativité du contrôle qualité.

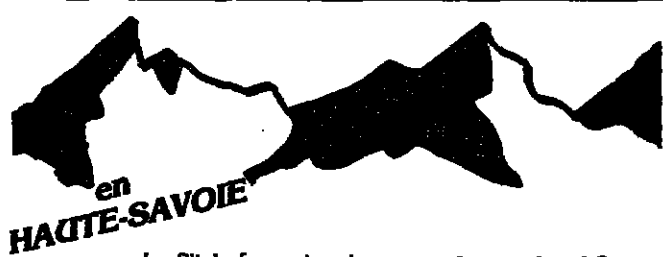
Vous dirigerez des études en collaboration avec les laboratoires et les organismes experts. Vous assurerez le suivi des investigations et analyserez les rapports d'essais avant leur publication dans notre revue.

Vous maîtrisez l'anglais, si possible l'allemand. Vos aptitudes relationnelles et vos qualités d'adaptation vous permettront d'assurer des représentations auprès d'instances techniques françaises et européennes.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé et prétentions s/ réf. 8064/M à Marie-Françoise ALETTI - CEGOS - Département Recrutement Tour Vendôme - 92516 BOULOGNE CEDEX.

cegos

Bruxelles - Lisbonne - Londres - Madrid - Milan - Paris



SICPA

4ème fabricant mondial
d'encres d'imprimerie

La filiale française du groupe international Suisse SICPA recherche son

Futur directeur des achats

Diplômé d'une école d'ingénieurs (chimie de préférence) et après une première expérience réussie dans la fonction achat, vous souhaitez maintenant occuper un poste de direction au sein d'une société jeune et en forte croissance.

Vous intégrez une entreprise qui s'est forgée une réputation de dynamisme et d'excellence : notre C.A. France est passé de 100 M.F. en 1981 à 300 M.F. en 1989.

Henri Debeuret vous remercie de lui écrire (Réf. 1165 M).



DOMINIQUE BARRÉ S.A.

BP 18 - 69131 ECULLY Cedex
LYON - PARIS

MEMBRE DE SYNTec

2 Chefs de projet Informatique Industrielle.

Nous appartenons à un Groupe Français (600 personnes, 350 MF de CA), nous concevons et réalisons de Grands Systèmes Informatiques, appliqués au domaine du tri et de la manutention automatique de charges isolées. Nos automatismes sont réputés pour leur performance et nous équipons en France comme à l'étranger les grands de l'industrie.

Pour faire face à notre développement nous recherchons deux Chefs de Projet Informatique Industrielle.

Vous serez au niveau de l'informatique industrielle responsable en totalité de l'affaire, de l'avant projet à la recette chez le client : rédaction des spécifications, conduite de l'analyse organique, animation d'une équipe de développement logiciel, réception du système chez le client.

Pour ces postes, rapidement évolutifs, situés à Paris Sud, nous recherchons de jeunes ingénieurs (Sup-Elec, ENSTA, INSA, option Génie Logiciel), ayant une très bonne connaissance d'UNIX, une expérience acquise en milieu industriel (conception de process ou de robotique) par exemple et parlant couramment anglais.

Merci d'adresser votre dossier sous référence OCP 625 M, à SEFOP, notre conseil.

SEFOP

11 rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTec

INGENIEURS ECP, MINES, PONTS, A&M...

SOLETANCHE

Avec un CA de près de 1,5 milliard de francs et des références de tout premier plan, nous sommes l'un des leaders incontestés des Travaux Publics (fondations spéciales et génie civil). Notre développement nous conduit à rechercher des ingénieurs de haut niveau à qui nous confierons la réalisation d'études techniques complexes et d'ouvrages.

Ingénieurs diplômés d'une Grande Ecole, ayant éventuellement une spécialisation complémentaire (Master of Sciences, DEA) vous pourrez valoriser votre expérience professionnelle de 3 à 10 ans et exprimer pleinement vos potentialités au sein d'une équipe d'ingénieurs confirmés d'une trentaine de personnes. Vous utiliserez un outil informatique évolué : CAO, DAO, système expert. Vous parlez au minimum l'anglais. Postes basés au siège de la Société à Nanterre (92).

Vous souhaitez rejoindre une équipe de talent et donner un nouvel élan à votre carrière : merci d'adresser sous réf. 5621/M avec CV détaillé photo et salaire actuel à notre Conseil, PELISSIER, GUILLOIN & ASSOCIES, 93, rue Jouffroy - 75017 PARIS.

PELISSIER, GUILLOIN
& ASSOCIES



INGENIEUR PROJET

Au sein du Ministère de la Défense, la DIRECTION DES ARMEMENTS TERRESTRES, a pour mission de concevoir, de définir et de réaliser des armes et systèmes d'armes complexes, caractéristiques du combat aéroterrestre. Elle recherche un : INGENIEUR PROJET Intégré à l'équipe conduisant le programme AMX LECLERC, il participera au suivi technique du développement, de l'industrialisation et de la mise en production du char, INGENIEUR expérimenté, il a un bon esprit de synthèse, le sens de l'organisation et le goût des contacts.

Des compétences en gestion financière et une connaissance du milieu industriel de l'armement seraient appréciées.

Envoyez lettre, C.V., photo et prétentions sous réf. M à DIRECTION DES ARMEMENTS TERRESTRES - Service PE/PC 10, place Georges Clémenceau - 92211 ST CLOUD Cedex.

REPRODUCTION INTERDITE

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

La CAT (1500 personnes, 3 milliards de C.A.) filiale du Groupe RENAULT, recherche pour renforcer son activité de conseil et de mise en place de systèmes logistiques en France et en Europe des

CONSULTANTS EN LOGISTIQUE

Chefs de Projets

Avec une expérience réussie de 5 ans minimum de Conseil ou d'opérationnel en logistique de distribution. Capables d'encadrer une équipe et de développer une action commerciale.

Formation GRANDE ÉCOLE. Profil d'organisateur. Aptitude à communiquer et convaincre. Motivés par l'activité de Conseil et par la mise en place de systèmes logistiques. Le développement rapide des différentes activités du Groupe CAT en Europe offre de réelles perspectives d'évolution aux candidats de valeur.

Adresser candidature à : CAT Logistique
A l'attention de Monsieur J.P. FÉCHERZAC
82, rue du Point du Jour - 92107 BOULOGNE BILLANCOURT



Leader mondial de systèmes de conditionnements, de matériaux d'emballages et d'équipements de distribution de liquides alimentaires, Tetra Pak, est fondé sur une idée unique et des solutions techniques originales. En France et en Afrique le service technique est assuré par BRIK SERVICE. Nous recherchons pour notre établissement de ROISSY (95)

CHARGE D'ETUDES H/F

ESSEC, SUP. DE CO, ESC, MBA

Votre mission consistera notamment à :
- suivre les performances de rendement des équipements Tetra Pak et en assurer les analyses;
- réaliser des études économiques de logistique "hors usine" (coûts des transports, stockage...) de nos systèmes;
- concevoir des modèles économiques à partir des données statistiques recueillies.
Votre goût pour les contacts de terrain, votre qualité d'écoute et de "reporting", votre rigueur professionnelle vous permettront de mener à bien votre mission.
La maîtrise de l'anglais et la pratique de l'outil informatique seront des atouts indispensables à un candidat motivé.
Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, c.v. et prétentions) en mentionnant la réf. YZ/3 sur la lettre et sur l'enveloppe à BRIK SERVICE, 125 avenue du Bois de la Pie, Boîte Postale 50048, 95946 ROISSY CHARLES DE GAULLE CEDEX.

Tetra Pak, Tetra Brik, Tetra Classic, Tetra Flex, Tetra King et Tetra Top sont les marques déposées de Tetra Pak.



UN TRÈS GRAND DU BATIMENT RECRUTE

ESTP, INSA, H.E.I., ECP... Forts potentiels

Vous avez la volonté d'entreprendre. Vous êtes jeune ingénieur diplômé et le bâtiment vous motive. Votre mission : Apprendre la conduite de nos chantiers. Élargir vos compétences aux métiers du bâtiment. Devenir des ingénieurs de haut niveau au sein de notre Groupe. Ces postes sont basés à Paris et en région Parisienne.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 23/05/M à Direction des Ressources Humaines - SAEP - 117 avenue Victor Hugo - 92100 BOULOGNE.



Chefs de projets

Mines, AM, Centrale, ENSI Grenoble/Toulouse, ESE, ECP, ESCI Lyon...

Vous prenez en charge la responsabilité de projet ou de proposition (technique, planning, budget), la coordination d'équipes pluridisciplinaires et participez en

Société d'ingénierie pluridisciplinaire, nous intervenons dans tous les domaines industriels qui font appel à la conception, la recherche, l'étude de matériaux, le suivi, l'organisation de systèmes...

tant que spécialiste, à des équipes similaires conduites par d'autres. Selon votre expérience vous intervenerez dans les domaines suivants :

Electricité / contrôle - commande

Vous justifiez d'une expérience (5 ans) dans la réalisation d'études et/ou de contrats clés en main de génie électrique générale ainsi que d'une bonne connaissance des travaux sur chantiers. Réf. 8962

Thermique / Génie climatique

Vous justifiez d'une expérience (5 ans) dans la réalisation d'études ou de contrats clés en main de génie climatique ou de machines thermiques. Une expérience des travaux neufs en exploitation/production est souhaitée. Réf. 8963

Chimie/Tuyauterie

Vous justifiez d'une expérience (5 ans) dans l'application de génie chimique

à la réalisation d'unités industrielles. Une expérience de la production et/ou des travaux neufs en unités de production est souhaitée. Réf. 8964

Pour tous ces postes basés en proche banlieue sud, anglais nécessaire. Rigueur, méthode et flexibilité intellectuelle seront vos meilleurs atouts de réussite pour remplir votre fonction.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 89... à USSI Ingénierie - Direction du Personnel - 116, av. Aristide Briand 92223 BAGNEUX.

SERVAIR

jeune ingénieur, venez concevoir et conduire nos projets

Filiale d'une compagnie aérienne, et les premiers dans la restauration du voyage en France, nous concevons et organisons des unités d'exploitation gérées par nous-mêmes et par des tiers.

Ingénieur généraliste (ECP, ECL, IDN ou équivalent), après une expérience de 3 à 5 ans en BE ou ingénierie, rejoignez notre équipe de développement industriel. Vous gerez les projets et concevez les process de nos unités pour répondre à nos objectifs : qualité, productivité, et bien sûr service ! Enfin, vous parlez anglais.

Notre consultante, Mme E. PRIMAULT, vous remercie de lui écrire (réf. 5419 LM) à « Carrières d'ingénieurs »



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES - TOULOUSE - STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTec



jeune informaticien, faites le bon choix

Ingénieur ou DEA en informatique, après une première expérience d'un an vous souhaitez rejoindre une entreprise qui fait de son informatique son fer de lance et qui complètera votre savoir-faire dans un environnement technique porteur.

Cela est possible en rejoignant le GIRETICE (Groupement Inter-Régional d'Etudes et de Traitement Informatique des Caisses d'Epargne de l'Île-de-France et des DOM-TOM), 230 p., à L'ISLE ADAM (95). Nous disposons d'un site IBM/MVS, mettons en œuvre DB2, une méthode de conception MERISE et notre AGL est conçu autour de PACBASE.

Dès votre prise de fonction, venez participer à un nouveau projet d'envergure nationale qui va s'échelonner jusqu'en 1991. Nous avons besoin de concepteurs à fort potentiel.

Ecrivez à notre consultante, Mlle K. CHATJIMIKES (réf. 5357LM) à "Carrières d'Informatique"



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES - TOULOUSE - STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTec

Votre passion : l'Informatique...

Ingénieur expert en logistique

Paris - Au sein de la Direction des Constructions Navales (D.C.N.), la Sous-Direction "Flotte en Service" a pour mission d'assurer l'entretien et la maintenance des bâtiments de la Marine Nationale. Elle recherche un ingénieur expert en logistique.

Après analyse de l'existant, et en fonction des objectifs fixés, il a en charge de concevoir le dispositif logistique nécessaire au niveau national. En particulier, il conduit les études qui permettent de définir les méthodes, règles et procédures; il coordonne leur mise en place avec l'assistance d'outils informatiques performants.

Le candidat, âgé de 40 ans environ, est ingénieur diplômé d'une grande école d'ingénieurs (ENSTA, ENSAE, ESE...) et possède une expérience d'au moins dix ans dans un poste de logistique (conception, réalisation et contrôle) dans le domaine industriel, si possible dans un secteur de techniques de pointe. Ce poste de haut niveau exige la pratique de la gestion informatisée des stocks et des méthodes statistiques, le sens de l'organisation ainsi que des qualités relationnelles.

Merci d'adresser CV avec lettre manuscrite, prétentions et photo, sous la référence P 382M, à Bernard BEAUNOIR, SEMA SELECTION, 16 rue Barbès, 92126 MONTROUGE CEDEX.

SEMA SELECTION
Paris - Lyon - Toulouse

Jeune Ingénieur Mécanicien ou Généraliste

AM - INSA ou équivalent

Proche Rouen

Avant d'évoluer vers des responsabilités plus importantes en fabrication, industrialisation, Qualité ou Informatique, ce jeune ingénieur prendra, au sein du service Informatique, la responsabilité des développements en CFAO, CPMO et CAO et de la formation des utilisateurs. Outre ses capacités relationnelles, l'analyse et de synthèse, le jeune candidat retenu, Ingénieur de formation, devra si possible avoir de bonnes connaissances du système d'exploitation VMS en environnement DEC, et du logiciel EUCALD. Notre Société (900 pers., 400 MF de CA), fortement exportatrice, filiale d'un groupe américain, fabrique et commercialise des biens d'équipement à usage industriel et grand public. De réelles perspectives de carrière sont offertes à un candidat de valeur.

ORION vous garantit une discrétion absolue et vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 906 684 M.



35, rue du Rocher 75008 Paris

مكتبة الأصل

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

De l'électromécanique à la vidéo, vaste programme pour un ingénieur... Chef de Projets

Le Directeur de la Recherche et du Développement d'un groupe - 1 100 personnes - spécialisé dans la prestation des Services liés à l'électricité, souhaite confier à un Chef de Projets la mise en œuvre de solutions originales destinées à un marché en mutation : celui des collectivités locales et des grands groupes industriels.

Vaste programme, en effet que la responsabilité technique des projets ! De l'élaboration du cahier des charges aux installations, le Chef de Projets assure la coordination entre le bureau d'études, les sous-traitants associés, les équipes de réalisation et de maintenance : parallèlement, il est le garant de la bonne application des accords technico-commerciaux.

Ingénieur ESME ou équivalent, vous bénéficiez d'une expérience de 3 à 5 ans. Vous possédez une compétence significative dans les domaines de l'électricité, l'électronique et l'automatisme ; vous vous intéressez à l'informatique industrielle et à la Vidéo. Votre démarche pluridisciplinaire, votre esprit entreprenant et vos qualités relationnelles vous assureront une large ouverture vers de plus hautes responsabilités.

Notre Conseil établira les premiers contacts. Adressez-lui votre dossier de candidature et votre rémunération sous référence 143/M :

ALPHA CDI
181, avenue Charles de Gaulle
92200 NEUILLY SUR SEINE.



ALPHA CDI

LA CONQUÊTE DE L'ESPACE (Ariane, Hermès, Systèmes stratégiques...)

La Division des Systèmes stratégiques et spatiaux de l'Aérospatiale recherche pour le centre technique et industriel de son établissement des Mureaux (78) un(e)

INGENIEUR MECANICIEN

Vous serez chargé, en tant qu'adjoint au chef du bureau d'étude mécanique des études de mécanismes spatiaux (pyrotechniques, fluidiques, électromagnétiques...), de la conception, du dimensionnement et de la mise au point mécanique, de l'animation et encadrement d'une équipe d'ingénieurs.

Nous souhaitons rencontrer des candidats de formation d'ingénieur grandes écoles en mécanique (ENSAE, ENSAM, ou équivalent) ayant acquis une expérience minimum de 5 ans en bureau d'étude, avec de solides connaissances en CAO et codes de calcul. Présenter de bonnes capacités relationnelles et une bonne maîtrise de l'anglais seront des atouts supplémentaires.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions) au Service du Recrutement - AEROSPATIALE - BP 2 - Route de Veneuil - 78133 LES MUREAUX Cedex.



AEROSPATIALE : L'ENTREPRISE QUI DÉPASSE L'IMAGINATION

SPECIALISTES UNIX DE HAUT NIVEAU « TRAITEMENT D'IMAGE »

MORPHO Systèmes, 5 ans d'existence, 250 personnes en France et aux Etats-Unis, leader mondial sur ses applications de traitement d'image étroit, aujourd'hui son staff de développement pour aborder de nouveaux marchés. Dans ce cadre elle recherche des :

INGENIEURS ETUDES UNIX

Mission : ils assureront le développement et/ou la maintenance des logiciels de base des systèmes dans un environnement UNIX, SYST. 5 - ETHERNET - X WINDOW - ORACLE.
Compétences : une bonne connaissance de la plate forme UNIX et du langage C nécessaire, du réseau et/ou du Graphique et/ou des SGBD souhaitée. Réf. IELM.

Pour ces postes, nous recherchons des ingénieurs, souhaitant évoluer dans un environnement technologiquement très ardu, les liens avec notre filiale américaine étant très étroits, un bon niveau d'anglais serait apprécié.
Compte tenu de la Croissance de notre

CHEF DE PROJET UNIX

Mission : prise en charge sous tous ses aspects, d'un Projet de développement dans un environnement (UNIX SYST. 5 - ETHERNET - X WINDOW - ORACLE).
Compétences : il doit concilier un bon bagage technique (UNIX - C) avec un sens naturel du management et une très bonne approche relationnelle. Réf. CPM.

Société, des évolutions internes sont envisageables. Nous vous remercions d'adresser lettre, CV et prétentions en précisant la référence choisie à l'attention de Monsieur BOULIN, Société MORPHO Systèmes - 38, avenue Franklin Roosevelt - 77210 AVON.



ORGANISATION SINORG

Organisateurs



LA MUTUELLE GENERALE DE L'EDUCATION NATIONALE (9300 personnes, 150 centres de travail en France) souhaite étudier sa Direction Organisation et Méthodes en intégrant 2 Organisateurs, l'un SENIOR, l'autre JUNIOR.

VOTRE MISSION :

En tant que Senior, vous prendrez en charge d'importantes projets recouvrant des aspects très diversifiés que ce soit dans le domaine des technologies nouvelles, de prospectives ou autres. Vous encadrerez ainsi des équipes composées d'Organisateurs Juniors.

VOTRE PROFIL :

De formation supérieure (Grande École ou Université), vous bénéficiez comme Senior d'une expérience particulièrement significative (3 à 5 ans), et comme Junior d'une première expérience (1 à 2 ans) dans l'organisation et le conseil.

Merci d'envoyer CV, photo + prétentions en précisant la référence, à Xavier BAS

CAP SESA SELECTION

Tour Matif, 207 rue de Bercy, 75012 Paris.

Ingénieur débutant Bureau d'Etudes

L'entreprise forte d'une longue expérience (créée au siècle dernier) et d'un renom incontesté a rejoint dernièrement un grand groupe de dimension internationale. Ses moyens n'en sont que plus grands. A sa clientèle traditionnelle (le bâtiment) elle a ajouté l'automobile. C'est dans ce domaine, à la technologie évolutive que se situe l'activité du jeune Ingénieur recherché pour son Bureau d'Etudes...

A partir d'un cahier des charges et en relation avec les constructeurs, assisté par une équipe de techniciens, il élabore un projet, réalise un prototype, dépose un brevet (si nécessaire) et suit l'affaire jusqu'au lancement en fabrication.

Bien sûr ceci suppose des relations étroites et suivies avec les méthodes, la production et toutes les partenaires concernés...

Voilà un poste qui peut convenir à un jeune ingénieur débutant, généraliste mais possédant de bonnes notions d'électronique. Ce peut être pour lui l'occasion de concilier les études et les contacts et d'intégrer une structure qui doit lui permettre d'élargir son domaine de responsabilité.

Le poste se situe en Picardie, proche de la Mer, à mi-chemin entre Paris et Lille.

Merci d'adresser votre dossier à SEFOP, notre Conseil, sous réf. MBE 622 M.



11 rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTHEC

Division Électricité et Nucléaire

La Division Electricité et Nucléaire de Spic Batignolles (3,5 milliards de CA, 5 500 personnes), étudie et réalise des projets nationaux et internationaux dans les secteurs de l'énergie, du transport, de l'industrie, du bâtiment tertiaire et du nucléaire. Elle renforce son activité fondations spéciales en métropole et dans le marché commun.

INGENIEURS TRAVAUX PUBLICS FONDACTIONS SPECIALES

L'Opéra de la Bastille, la Géode, l'Institut du Monde Arabe : en matière de fondations spéciales, voilà quelques-unes de nos références. Nos projets sont nombreux et nous voulons y associer des Ingénieurs Grandes Ecoles (ECP, ENPC, ESTP, ENSAM, IDN...) débutants ou première expérience, qui souhaitent mettre en application leurs connaissances entre autres de génie civil, de résistance de matériaux, de mécanique des sols, tout en prenant progressivement une responsabilité de chargé d'affaires. Des postes d'ingénieurs mécaniciens y sont associés. Vous serez intégré dans une unité opérationnelle performante dotée d'une large autonomie de décision où vous pourrez exprimer votre savoir-faire technique ainsi que vos qualités humaines et relationnelles dans un métier d'entrepreneur. Postes basés à Asnières.

Pour un premier contact, adressez votre candidature à SPIE BATIGNOLLES, Monsieur Guinier, Edison 1, Parc Saint-Christophe, 95861 Cergy-Pontoise Cedex.

Spic Batignolles

UN ESPRIT D'ENTREPRISES



AU CŒUR DES GRANDES RÉALISATIONS TECHNOLOGIQUES

Lorsque les grandes entreprises des secteurs de la haute technologie veulent inventer les logiciels associés à leurs systèmes les plus novateurs, c'est à COFRAMI qu'elles s'adressent.

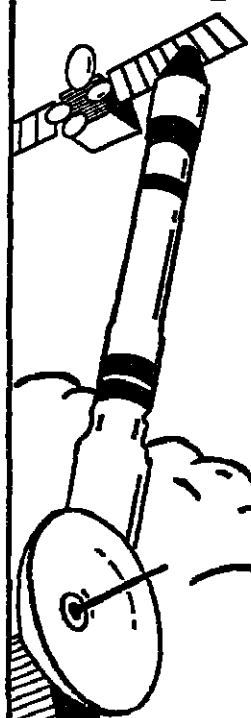
Aéronautique et Spatial, Robotique, Télécommunications, Process Control, Systèmes d'armes...

autant de domaines qui évoluent rapidement et qui mobilisent nos 100 ingénieurs Informaticiens, notre Direction Technique et nos centres de compétences spécialisés (ADA, UNIX...)

INGENIEURS GRANDES ÉCOLES ECP, ESE, SUPAÉRO, ENST, N7, ENSIMAG...

Débutants ou déjà opérationnels en informatique industrielle et scientifique, nous vous proposons d'associer votre nom à celui des plus grandes entreprises (Paris, Sud de la France) et à leurs réalisations les plus avancées. Vos missions prendront compte de vos compétences, de vos souhaits professionnels, des étapes et des expériences que vous devrez acquies pour réaliser une carrière évolutive au cœur des technologies de demain. Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence M/400, à

COFRAMI
5, rue Vernet - 75008 PARIS



B R E T A G N E

La Caisse d'Épargne du Morbihan Ouest développe sa stratégie informatique et définit une mission

d'organisation et d'informatisation. Ce projet ambitieux nous conduit à créer le poste d'

ORGANISATEUR INFORMATICIEN

Le but de votre mission sous la responsabilité de la Direction Générale est de définir et mettre en place l'organisation des différents services de la caisse.

Dans ce cadre, vous avez comme activités principales :
- concevoir et développer des actions d'organisation et de grande envergure accompagnant la mise en place d'un outil d'informatique locale ;
- optimiser et adapter les tâches, circuits, procédures et documents afin d'améliorer la productivité administrative et commerciale ;
- contribuer au suivi des règles de

fonctionnement des produits et services.
De formation supérieure (Bac + 4), 5 ans d'expérience dans le secteur tertiaire, de préférence dans la Banque ou l'Assurance, vous ont permis d'acquies une bonne culture informatique, en particulier dans le domaine de la micro-informatique. Vos qualités personnelles, dynamisme, implication, sens de la communication, large autonomie, sont essentielles pour vous permettre de vous affirmer et d'évoluer au rythme de notre expansion.
Le poste est basé à Lorient.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la réf. OI/060 à Monsieur le Directeur Général de la Caisse d'Épargne du Morbihan-Ouest, 5 avenue Anatole France, 56103 LORIENT CEDEX.



NO communication

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Ingénieur support produit UNIX

A Paris comme en régions, chez nos clients ou par téléphone, votre rôle consistera, au sein d'une équipe de 5 personnes, à assurer le support de notre réseau technique (G 50, G 100, multipostes). Vous serez également chargé de rédiger les documentations d'installation destinées aux techniciens de maintenance réseau. Enfin, en prise directe avec les ingénieurs développement, vous intégrerez la responsabilité technique complète des nouveaux produits, de la documentation jusqu'au support final.

Profil : formation ingénieur ou équivalent + 1^{re} expérience.
Compétences Oracle, Informix, Ingres appréciées.

Ingénieur support produit TELECOM

RN15, X25, X400, Transcom, cartes XSTAR et XETHER, connexions hétérogènes sur Bull, IBM... C'est l'environnement que nous vous proposons pour prendre en charge des responsabilités fonctionnelles support. Vos compétences Télécom/réseaux locaux vous permettront de conseiller et d'assister efficacement nos clients.

Profil : Ingénieur Télécom débutant ou DES + Expérience confirmée de ce domaine d'activité.

Ingénieur qualité

C'est une fonction fondamentale sur laquelle repose l'image de l'entreprise que nous vous confierons ! Dans l'esprit d'améliorer constamment nos prestations en la matière, vous participerez au développement du **Système Qualité** : réalisation de plans qualité et rédaction des protocoles ; réaliserez des missions d'audit interne et externe pour en vérifier la stricte application auprès des partenaires et fournisseurs.

Interface entre le Développement, la Production et le Réseau de Maintenance, vos qualités d'écoute et votre sens des contacts humains vous permettront de mener à bien votre mission.

Profil : Maîtrise ou expérience équivalente ou DESS Assurance Qualité + 2 à 3 ans d'expérience de la fonction. Anglais indispensable. Véhicule personnel et fréquents déplacements à prévoir.

SMT Goupil, 2^e constructeur informatique français, se diversifie et se développe dans de nombreux domaines : mini, micro, télécom... en France comme à l'étranger. Filiale "Service" du groupe, SMT Technologies propose des solutions globales : études d'ingénierie, développements spécifiques, conception et mise en place d'architectures et de communication, maintenance et formation. Merci d'adresser CV, lettre manuscrite en précisant la fonction choisie à SMTT - Service des Ressources Humaines - 27, rue Olaf-Palme - 94000 Créteil.

Goupil

la performance comme état d'esprit

SUD - OUEST

200 PERSONNES
COMPOSANTS
ELECTROMECANIQUE

Appartenant à un groupe leader, de plusieurs milliers de personnes dans la conception et la fabrication de composants électromécaniques, nous recherchons un

Ingénieur Qualité MF 240.000 F

Diplômé d'une grande école d'ingénieurs électromécanique, (Arts et Métiers, ENSI...), vous avez déjà une première expérience industrielle de 3 ou 4 ans acquise dans la production de séries. Vous êtes fortement attiré par la fonction "qualité" dont vous connaissez la rigueur et l'exigence.

Agissant en véritable consultant interne, vous serez en prise directe avec le Directeur de l'usine dont vous dépendrez.

Vous aurez pour objectif d'atteindre "l'Assurance de Qualité Totale" en faisant accéder l'entreprise à un niveau élevé de certification.



Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre + CV + photo) en précisant la référence 2731 et un numéro de téléphone à Guy POSTEL Conseil, BP 19, 06480 LA COLLE SUR LOUP. Discretion assurée.

Guy Postel

SYSTEMES ET PILOTAGE

(mécanismes pour le spatial, commande de robots)

BERTIN, leader européen des Sociétés de SERVICES TECHNOLOGIQUES recherche pour sa Division Systèmes et Pilotage

CHEF DE PROJET

Vous prenez la responsabilité technique et financière de réalisations de pilotage de systèmes. Ingénieur Grande Ecole à option automatique, vous pouvez vous prévaloir d'une expérience réussie de 5 à 10 ans. Votre fort potentiel technique, vos qualités humaines vous permettront d'évoluer vers des responsabilités plus larges. Réf. 80/1

INGENIEUR D'ETUDES

Vous prenez les responsabilités techniques dans le développement de systèmes embarqués. Ingénieur généraliste (E.C.P., A.M., etc.), vous avez une première expérience de 3 à 5 ans dans le domaine des essais de préférence. Vous évoluerez rapidement vers des fonctions de chef de projets. Réf. 80/2



LES GRANDS PROGRAMMES TECHNOLOGIQUES

Associez la Technique au Relationnel pour devenir Ingénieur d'Affaires

Division d'un grand Groupe industriel d'envergure internationale, nous sommes implantés à l'Ouest de Paris (350 personnes).

Nous concevons et réalisons des systèmes informatiques et électroniques destinés à un large marché civil et militaire (aéronautique et véhicules) pour la France et l'Export.

Notre progression nous conduit à renforcer notre Direction des Programmes.

Au sein d'une petite équipe autonome, vous aurez pour responsabilités :

- d'analyser des réflexions sur l'évolution des produits
- d'élaborer et soumettre auprès des clients les propositions techniques en liaison avec le concepteur et le commercial.

Diplômé d'une Grande Ecole d'ingénieur, vous avez une première expérience dans la conduite de projets importants, comme responsable Produits ou Etudes, par exemple.

Votre capacité à synthétiser des architectures complexes, votre goût pour les relations commerciales, une bonne pratique de l'anglais et/ou de l'allemand, vous permettront, dans un environnement de haute technologie, de réussir avec nous et d'évoluer vers d'autres fonctions.

Adressez CV, photo et prétentions à notre conseil : M.A. MOREL, AFL Sélection, 12 Avenue Victor-Hugo, 75116 Paris. Confidentialité assurée.

AFL SELECTION

Responsable informatique

Servair

Filiale d'Air France, SERVIR (3000 personnes, 1,1 milliard de CA) est le premier groupe français de la restauration du voyage. Pour faire face à son expansion, elle donne un nouvel essor à son informatique et en recherche le Responsable.

Dépendant du secrétariat général, il a pour mission d'assurer le bon fonctionnement et l'évolution de l'informatique : en liaison étroite avec les services utilisateurs et après analyse de l'existant, il organise le système d'information, élabore et met en place le schéma directeur. Il veille à la cohérence et la qualité des matériels et des applications. Il dirige et anime le département informatique.

Le candidat, âgé d'au moins 33 ans et de formation supérieure (grandes écoles d'ingénieurs, 3^{ème} cycle), possède une bonne expérience en conception et réalisation de systèmes d'information ; il a encadré des équipes, si possible dans un environnement Bull. Il est animateur, ouvert et dynamique. Anglais souhaité.

Merci d'adresser CV avec lettre manuscrite, prétentions et photo, sous la référence P 381/M, à Bernard BEAUNOIR, SEMA SELECTION, 16 rue Barbès, 92128 MONTRouGE CEDEX.

SEMA SELECTION

Paris - Lyon - Toulouse

Rhône-Alpes

Centre de profits autonome, à taille humaine, nous concevons et fabriquons des produits industriels de haute technicité à base d'électronique et d'opto-électronique. Destinés au marché international, ils connaissent un développement accéléré qui nécessite la création de 2 postes en relation directe avec notre Directeur Général.

Responsable qualité Réf. 505

Vous mobilisez tous les acteurs de l'entreprise autour de notre démarche de qualité totale et initiez les actions nécessaires à l'obtention du label 3AQ.

JEUNE INGENIEUR bénéficiant d'une première expérience industrielle en méthodes, production ou qualité. Maîtrise de l'anglais.

Notre GROUPE INTERNATIONAL offre une rémunération motivante et des perspectives d'évolutions personnelles propres à satisfaire tout candidat de valeur.

DIACONSEILS
ETUDES, RECRUTEMENT ET FORMATION

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et salaire actuel en précisant la réf. choisie, à Diaconseils, 24, rue du Cdt Fauzax, 69006 Lyon. Confidentialité assurée.

Directeur technique Réf. 504

INGENIEUR ELECTRONICIEN, vous fournissez à l'équipe du bureau d'études les nouvelles orientations technologiques, élaborez et mettez en place les plans d'investissements. Maîtrise de l'anglais impérative, de l'allemand si possible.

INGENIEUR R & D

HYDRAULIQUE DE PRECISION

EQUIPEMENTIER AUTOMOBILE

Oise

Filiale d'un grand groupe international, n°1 des amortisseurs, nous réalisons en France un C.A. de 200 MF avec 350 personnes.

Dans le cadre d'un important plan de développement, nous souhaitons renforcer notre équipe R & D qui comprend déjà une vingtaine de spécialistes.

Nous vous proposons d'intégrer cette équipe et d'y prendre la responsabilité de projets. Vous participerez activement à notre programme d'investissements dans le cadre d'un partenariat étroit avec nos clients et notre maison mère, dans un contexte européen.

Jeune ingénieur, A & M ou équivalent, vous avez des connaissances réelles en hydraulique de précision et systèmes de mesure et avez une expérience d'au moins 3 ans dans une structure R & D. Anglais ou allemand nécessaire.

Possibilité d'évolution à court terme.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature sous la référence 72/902 M (référence à rappeler sur l'enveloppe) à notre Conseil KEY MEN, Tour Winterthur - Cedex 18 - 92085 PARIS LA DEFENSE.

KEY MEN

GROUPE DANIEL PORTE CONSULTANTS

مناصب العمل

**SECTEURS
DE POINTE**

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Division d'un groupe industriel international de premier plan, nous concevons et réalisons des systèmes de contrôle du trafic aérien civil. L'ampleur de nos projets nous conduit à rechercher :

Ingénieurs réseau

(réf. A/241.89)

Dans le cadre d'un service logiciel, intégré à une équipe système, vous serez chargé de développer et de mettre en place les logiciels de télécommunications et réseaux des grands systèmes de contrôle du trafic.

Diplômé d'une grande école d'ingénieurs (ESE, ENST, etc...) vous possédez 2 à 3 ans d'expérience de développement de systèmes ou de réseaux (modèle ISO).

Ingénieurs projet

(réf. A/242.89)

Dans le cadre du service logiciel et intégré à une équipe projet, vous serez chargé de la conception de nos systèmes de contrôle jusqu'à la mise en place chez le client. Ce poste implique de nombreux déplacements à l'étranger et une bonne maîtrise de l'anglais. Diplômé d'une grande école d'ingénieurs (ESE, ENST, etc...) vous êtes débutant ou avez une première expérience dans le secteur électronique ou informatique (PASCAL, ADA, Temps réel).

La taille de nos projets et notre envergure internationale sont les garants d'une progression de carrière motivante. Merci d'adresser votre candidature en mentionnant la référence à notre Conseil Critère 4, rue Général Lanrezac 75017 PARIS.



REGARDONS
LES CHOSES EN FACE



EN INFORMATIQUE
POUR GAGNER, IL FAUT
SAVOIR JOUER
LES BONNES CARTES !

INGENIEURS METHODES

Partout où technologie, expérience, professionnalisme sont nécessaires, les 1300 hommes et femmes d'IN2 sont au rendez-vous. Une expérience affirmée dans 15 pays, 6 filiales européennes, un centre de formation à Montpellier, la conduite du projet Altair dans le cadre du programme Euréka, 10 % du CA consacrés au développement des nouveaux produits, ses filiales industrielles LEANORD et FERMA : voilà de solides atouts que vous offre IN2.

Au sein de la Direction des Méthodes de notre service Clients, votre mission sera de connaître de manière approfondie et de faire connaître aux opérationnels de la maintenance les règles d'utilisation et d'exploitation de l'ensemble de nos systèmes. Vous définirez les méthodes de diagnostic et d'intervention et les communiquerez en établissant une base de documentation technique de haut niveau. Dans le cadre de votre fonction, vous établirez d'étroites relations avec la Direction des Etudes en particulier lors de l'homologation de nouveaux produits.

Ingénieur d'école ou universitaire, une première expérience en développement matériel et logiciel et de bonnes connaissances en transmissions et réseaux seront appréciées. Notre position de constructeur en forte évolution vous offre de nombreuses opportunités selon vos compétences et vos affinités dans le métier de votre choix.

Jouez une carte maîtresse et adressez votre candidature s/réf. MSC-15 à IN2, Eric BUREAU Direction du Personnel, BP 63, 78373 PLAISIR Cedex.



UNE TOUCHE DE GENIE...

Spécialistes du génie logiciel depuis 1982, nous formons une équipe dynamique d'experts techniques dans une structure à taille humaine. Nos prestations de Formation, Conseil, Assistance Technique et les outils que nous diffusons, permettent à nos clients de mettre concrètement en oeuvre les techniques les plus avancées de développement logiciel sur leurs projets. Pour accélérer notre développement sur un marché en forte croissance, nous recherchons des :

CONSULTANTS JUNIORS EN GENIE LOGICIEL

Ingénieur de formation, vous avez une expérience de développement logiciel (3 à 5 ans). Vous avez des connaissances et un fort attrait pour les techniques du Génie Logiciel (SADT, Merise, SART, COO... ; normes de qualité logiciel, CAMT 17, IEEE, DOD, Gestion de Projet...). Vous êtes apprécié pour votre sens du contact et pour votre capacité à travailler en équipe.

Au sein du Département Conseil-Formation, vous bénéficierez d'un contexte technique très riche pour développer une compétence d'expert en Génie Logiciel. Vous effectuerez des missions de transfert de technologie par des interventions de formation et de conseil auprès de clients très divers.

Ces postes sont à pourvoir à Paris et à Toulouse.

Merci d'envoyer CV, lettre manuscrite à J.P. BERTRAND, IGL-Technology, Groupe THOMSON, Tour Manhattan - Cedex 21 - 92095 Paris La Défense - Tél. 47.73.11.00

INGÉNIEUR TELECOM

PRENEZ LE
POUVOIR
DE DIRE OUI.

Débutant ou possédant une première expérience professionnelle, vous possédez de bonnes connaissances en Téléphonie et en communication d'entreprise.

Au sein de notre service TELECOMMUNICATION, vous serez chargé d'étudier, de proposer et de mettre en place les moyens techniques propres à satisfaire les besoins internes du CREDIT LYONNAIS.

Vous assurerez :

- la définition des besoins avec les utilisateurs,
- les contacts et négociations avec les fournisseurs,
- le montage du dossier technico-économique de prise de décision,
- la conduite du chantier de mise en place avec les sous-traitants,
- l'assistance aux utilisateurs lors du démarrage.

Votre goût pour les contacts, votre talent de négociateur, votre sens du concret allié à une grande autonomie de travail vous permettront de parfaitement réussir dans ce poste.

De courts déplacements en France et à l'étranger sont à prévoir.

Merci d'adresser votre dossier de candidature au
CREDIT LYONNAIS - Françoise de Givendy
25, rue du 4 Septembre 75002 PARIS.



Un grand dans la chimie
dans le monde.
Une équipe à taille humaine
en France.

Grâce à la qualité de nos produits et au dynamisme de notre équipe de vente, nos clients ont technologiquement progressé, ils attendent encore beaucoup de nous.

INGENIEUR

ASSISTANCE TECHNIQUE ET VENTE

Préparez en milieu professionnel, après une solide formation pratique, une gamme de produits spécialisés dans l'industrie du papier, généralement leaders sur leur marché.

Informez vos clients sur nos produits actuels et nouveaux, assistez-les et évaluez-les en conduisant vous-même des essais sur lignes de production, développez vos ventes, assurez les relations client-vendeur.

Jeune ingénieur (chimie, papeterie, mécanique...) ou équivalent, parlant anglais, vous êtes prêt à assumer des responsabilités importantes dans une fonction ouverte, formatrice et autonome.

Adresser lettre, CV, rémunération, sous réf. M 425 à M. J.P. Schuller, Direction du Personnel Hercules France 3, rue Peugeot, 92250 Rueil Malmaison



Holden Europe

Membre du Groupe ICI No 1 mondial de la
peinture recherche à proximité de ROUEN



INGENIEUR PRODUCTION

Ce poste est une création.

En tant que bras droit du Directeur de Production, vous animerez 4 ateliers représentant 80 personnes, veillerez à l'amélioration constante de la productivité, serez en liaison constante avec les laboratoires, les services commerciaux et les sociétés sœurs européennes.

Ingénieur chimiste ou équivalent, vous avez au moins 5 ans d'expérience similaire en fabrication dans l'industrie chimique et parlez l'anglais.

Notre groupe offrant de réelles perspectives d'évolution, nous privilégierons votre mobilité et potentiel.

Merci d'adresser CV + lettre manuscrite + prétentions sous réf. 5567/LM à notre conseil Ressources & Développement, 6, rue Casimir-Delavigne, 75006 Paris ou transmettez-le par Minitel en composant le 3618 Code CV PLUS.

TOULOUSE

Société Secteur Aérospatial
recherche dans le cadre du
développement de sa division
"ETUDES INGENIERIE" un

Ingénieur

Specialiste en analyse dynamique
des structures

5 ans d'expérience avec utilisation de grands
logiciels par éléments finis (ex NASTRAN) et pré-
post processeurs associés, et si possible
développement de méthodes d'analyse dynamique.
Anglais courant.

Envoyer dossier complet de candidature sous réf. 70340 à
Média-System, 18 rue Lafayette, 31000 TOULOUSE,
qui transmettra.



IMPORTANTE SOCIÉTÉ
D'INGENIERIE A
VOCATION INTERNATIONALE,
recherche

**INGENIEURS D'ETUDES EN STRUCTURES
METALLIQUES**

• Diplômés Grande Ecole, débutants ou ayant quelques années d'expérience.

Au sein du Service Structures de la Société ils participeront à la CONCEPTION et aux CALCULS de GRANDS OUVRAGES, tels que :

- plateformes offshore, bâtiments industriels lourds.

Utilisation de moyens informatiques (ordinateur central IBM, logiciels, tels que STRUOL).

La connaissance de l'anglais serait fortement appréciée. Poste basé à Paris, + déplacements à prévoir éventuellement.

Merci d'adresser C.V. détaillé + lettre manuscrite, sous réf. M 184 à SOFRESID Direction des Relations Sociales - 59, rue de la République 93100 MONTREUIL.

BUREAU D'ETUDES AGRICOLES

recherche

pour son siège parisien

INGENIEUR AGRONOME

compétence micro-informatique et statistique indispensables. Réalisation d'études technico-économiques. Création, maintenance, administration et promotion de banques de données. Animation d'un réseau d'ingénieurs.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions à :
S/n° 8379 LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

Recherchons pour
AFRIQUE DE L'OUEST

INGENIEUR A.M.

pour Direction et Gestion Atelier Mécanique Générale et Chaudronnerie, employant environ 150 personnes.

Le poste est à pourvoir très rapidement.

Rémunération et avantages liés à l'expatriation.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo, sous réf. 12892 à CONTESSE PUBLICITE, 20 av. de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

REPRODUCTION INTERDITE

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Au sein d'un établissement de la Défense Nationale
situé près de Nantes :

LE LABORATOIRE D'ETUDES ET DE CONTROLES DES MATERIAUX recherche un :

JEUNE INGENIEUR

d'essais mécaniques de la rupture et de la fatigue.

- nationalité française, • titulaire d'un doctorat ou d'une expérience,

pour procéder à des mises au point de méthodes et réalisation d'essais, appliqués au domaine
de la construction navale en général, et en particulier de la propulsion nucléaire.

Les candidatures + CV + copie des diplômes sont à faire parvenir pour le 25 juin 89, au :
SERVICE DU PERSONNEL - BPCC - ECAN D'INDRET, 44220 La Montagne.

Participez à des projets d'envergure européenne

JEUNES INGENIEURS MATERIAUX

Universitaires Niveau Doctorat

Cette importante société industrielle française - 3 centres de recherche - occupe la place de leader européen sur son marché
(60 % du CA réalisé à l'export). Pour satisfaire les exigences techniques de sa clientèle, elle propose à des spécialistes des
matériaux de haut niveau de débiter leur carrière dans la recherche et le développement.

Véritable chefs de projet, ils prendront intégralement en charge le développement et la mise au point de nouveaux pro-
duits : analyse du cahier des charges chez le client, essais et réalisations avec les techniciens du laboratoire, suivi de la mise
en fabrication et du contrôle de la qualité avec les usines. A terme, ils pourront évoluer vers une fonction production, qualité
ou marketing.

Les postes conviendront à des ingénieurs Grandes Ecoles (X - ECP - Mines...) spécialisés dans les matériaux et la
métallurgie (thèse appréciée) ou bien des universitaires titulaires d'un doctorat dans ce même domaine. Grâce à leur
efficacité et à leurs capacités de contacts, ils font aboutir rapidement leurs projets. Bon Anglais - Postes basés en
Province.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet + photo et rémunération actuelle sous réf. M 11/2038 A à :

EGOR TECHNOLOGIES
125, avenue des Champs-Élysées 75008 PARIS

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL UNITED KINGDOM

NOUS AVONS

L'ART DE REVELER LES TALENTS

Dans le cadre de son expansion, LOGISTA recrute des ingénieurs in-
formaticiens débutants ou possédant une première expérience profes-
sionnelle. Si une telle opportunité vous attire, envoyez lettre, CV et
photo à LOGISTA : 33, quai de Dion-Bouton, 92814 Puteaux Cedex.

LOGISTA
DES HOMMES D'ENTREPRISES

CAP SESA
BON D'EMPLOI

LA DIRECTION GENERALE TECHNIQUE

recherche pour sa Division des Etudes Avancées - Département Dynamique du Vol à St CLOUD

JEUNES INGENIEURS

Diplômés Grandes Ecoles

Vous aurez la possibilité d'exercer votre sens des responsabilités au sein d'une équipe
chargée de l'étude des systèmes de contrôle du vol les plus avancés (commandes de vol
numériques, systèmes de guidage automatique...).

Que votre orientation soit études théoriques ou application, vos idées et votre sens pratique
vous permettront de rendre opérationnelles des techniques issues de recherches avancées.

Votre formation d'ingénieur spécialisé peut être complétée par une première expérience
professionnelle (un à deux ans).

Merci d'envoyer votre CV sous référence DGT 01 au Service du Personnel.
AVIONS MARCEL DASSAULT BREGUET AVIATION
78, Quai Marcel Dassault - 92214 SAINT-CLOUD

de l'union aéronautique

AVIONS MARCEL DASSAULT - BREGUET AVIATION

**DEBUTEZ
EN ALLIANT
EVOLUTION,
HIGH TECH ET
RESPONSABILITES !**

L'AIR LIQUIDE

Mettre à la disposition de
l'industrie transformatrice
de métaux, de nouveaux
matériaux et techniques
de soudage et de coupe-
ge, c'est notre métier.

Notre expansion en
France et à l'export, notre avance technologique sont le résultat
d'un large investissement en Recherche et Développement. Il
nécessite des équipes motivées et responsables et des moyens
importants : 7 laboratoires de recherche, 20 plate-formes de
manipulation...

INGENIEUR RECHERCHE

SUPELEC, ENSEEHT, INSA...

Au sein de notre centre de recherche parisien, vous êtes d'emblée
responsable dans votre domaine d'activité : l'électronique de puis-
sance, de la conduite d'études en collaboration avec des orga-
nismes extérieurs (écoles et universités, centres de recherche, ...).
Formé pour évoluer, vous disposerez des moyens de vos
ambitions : des responsabilités rapides d'encadrement, une
carrière évolutive et un environnement de très haute technicité.

Merci d'adresser lettre manuscrite et
CV détaillé avec photo et salaire actuel
sous référence 2355/SIM à notre conseil :
17, rue Courmeaux - 51100 REIMS

MORENO CONSULTANTS
REIMS - PARIS - LYON

CNET I

INGENIEURS GRANDES ECOLES

Option Informatique

Confronté à un
monde bancaire en
pleine mutation, le
réseau des Caisse
d'Epargne et de
Prévoyance a engagé une réforme de
ses structures et de ses produits.
Son Centre Informatique National, LE
CNETI, aide le réseau bancaire à relever
ce défi.

Misant sur la qualité, il met en œuvre
des techniques avancées et assure des
applications bancaires de pointe.

Vous êtes débutants ou souhaitez valoriser votre pre-
mière expérience informatique.
Préparant son avenir et le vôtre, le CNETI vous assure une
formation personnalisée.

Il vous offre l'opportunité d'entrer dans le monde de
l'informatique bancaire et propose une évolution de
carrière attractive dans le contexte du réseau des
Caisse d'Epargne.

Lieu de travail : MONTMARTRE.

Frédérique JACLOT vous remercie de lui adresser votre
candidature (lettre manuscrite, CV, photo et préten-
tions) sous référence ING/89, au CNETI - Tour Maine
Montmartre - BP 6 - 75755 PARIS CEDEX 15.

LEADER EUROPEEN ELECTRONIQUE PROFESSIONNELLE

Chef de Projets Equipements

Formation INSA - ENST
Poste basé à Paris. (Réf 970)

Votre expérience :
5 ans minimum dans une branche électronique professionnelle comme respon-
sable de la conception de produits de type radiologie, laser.
La maîtrise de la technique des fluides serait un plus.

Votre mission :
Créer et développer une gamme d'équipements haute puissance.
Diriger une équipe d'ingénieurs motivés par ce challenge mondial.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, CV + lettre manuscrite à :

**ETATS MAJORS
CONSULTANTS**
2729 rue Wagram ST-Henri, 75008 PARIS
Ressources Humaines High Tech

Présents dans le monde entier,
les 44.000 collaborateurs du groupe BULL ont réalisé en 1988
un chiffre d'affaires de près de 32 milliards de francs.

Cette dimension place aujourd'hui BULL
parmi les dix leaders mondiaux de l'informatique.

INGENIEURS LOGICIELS DEVEZ-VOUS PREMIER CLIENT

Nous comptons sur vous pour participer à
l'expertise de l'offre Bull avant sa mise en disposition
en clientèle.

Pour cela vous mettrez en œuvre en avant
première les fonctions, vous mesurerez les capacités
de nos nouveaux produits (DPS 7000, DPS 6,
Réseaux ISO/OSA, applicatifs...) et proposerez des
améliorations qui contribueront à la satisfaction de nos
clients.

Diplômés de Grandes Ecoles et Universitaires
(débutants ou 1^{ère} expérience), spécialisés en infor-
matique, si ce challenge vous tente n'hésitez pas à
nous contacter.

Merci d'adresser votre dossier de candidature
(CV + lettre) sous référence 13/6 M à G.HIRSCH
- Bull SA - rue Jean Jaurès - 78360 - Les Clayes-
sous-Bois.

Bull

مكتبة الامم المتحدة

SOMMAIRE

■ « Nous vivons dans le Royaume d'Absurdie », déclare M. Jacques Calvet, président de Peugeot SA, après les décisions européennes sur la « voiture propre » (lire ci-dessous).

■ Le CNPF est opposé au projet de suppression de l'autocritère tel qu'il a été décidé par le Sénat (lire page 44).

■ La santé, le logement et le transport : ces trois postes continueront de progresser dans les dépenses de consommation des Français à l'horizon de l'an 2000, selon le rapport présenté par M. Méraud au Conseil économique et social (lire page 44).

FISCALITÉ

Report du 15 juin au 19 juin des déclarations sur l'ISF

La date limite de dépôt des déclarations pour les personnes soumises à l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) est reportée du jeudi 15 juin au lundi 19 juin à minuit, indique le ministère de l'économie et des finances. Le communiqué précise que ce report a été décidé, compte tenu des « incertitudes qui ont pu apparaître à la suite des commentaires relatifs à l'initiative d'un récent arrêt de la Cour de cassation » sur la répartition de l'impôt entre l'usufruitier et le nu-propriétaire.

Le ministère invite les contribuables concernés par l'ISF à ne pas tenir compte de cet arrêt et à « prendre connaissance des instructions qui viennent d'être adressées aux services fiscaux par la voie du bulletin officiel de la direction générale des impôts ». L'arrêt de la Cour de cassation ne paraît pas conforme à la loi, estime-t-on au ministère des finances, et, en attendant de savoir s'il sera ou non confirmé par le parlement.

AFFAIRES

La guerre mondiale des micro-processeurs

L'Etat français accorde 3 milliards de francs au programme européen JESSI

Le gouvernement français a donné, lundi 12 juin, à l'issue d'une réunion interministérielle, son accord pour un financement public de 2,9 milliards de francs du programme européen JESSI (Joint European Submicron Silicon). Ce dernier rassemble cinq pays (France, Italie, RFA, Grande-Bretagne, Pays-Bas) et trente-deux firmes et instituts de recherche autour d'un objectif commun : développer des « puces » du futur pouvant concurrencer les produits japonais.

Les trois piliers de JESSI (SGS-Thomson, Philips et Siemens) sont en effet d'une taille modeste par rapport aux géants nippons : à eux trois, ils produisent autant de semi-conducteurs que le troisième japonais, Hitachi.

JESSI, qui coûtera près de 29 milliards de francs d'ici à 1996, doit être financé en partie par des fonds publics. Déjà sur les 3 milliards de Deutschmarks (environ 10 milliards de francs) que les Allemands estiment pouvoir consacrer, 1 milliard de DM proviendra de fonds publics. La France s'apprête au total à consacrer 5 milliards de francs à JESSI, plus 1 milliard pour le centre opérationnel de Grenoble réalisé par SGS-Thomson, France Telecom et le Commissariat à l'énergie atomique. Outre les 2,9 milliards de francs que le gouvernement a décidé de consacrer au programme de recherche, il a accepté — comme le demandait SGS-Thomson — de financer la moitié du coût de l'unité de Grenoble.

Un rapport au Conseil économique sur les besoins des Français

La réduction des inégalités peut être un facteur de croissance, selon Jacques Méraud

Sous le titre « Les besoins des Français », un rapport de Jacques Méraud, président du Conseil économique et social, a été remis au Conseil des aménagements de l'économie à l'Assemblée nationale. Ce rapport, qui s'efforce d'être le plus complet possible, recense les

attentes des quelque 20,5 millions de ménages pour chacun des huit postes de consommation de la nomenclature INSEE (alimentation, logement, équipement du foyer, santé, habillement, loisirs-transport et télécommunications, biens et services divers).

Le rapport s'intéresse également aux aspirations des Français en matière de services collectifs (éducation, sécurité, crèches, aides ménagères) et leurs désirs d'amélioration des conditions de vie quotidienne.

Après avoir rappelé que le besoin d'emploi doit être satisfait prioritairement par une politique de croissance, car sa satisfaction conditionne celle des autres, le rapport signale les biens et services pour lesquels la demande potentielle est particulièrement forte. L'ensemble loisirs-culture, le secteur des transports et télécommunications, le logement et la santé semblent ainsi présenter les perspectives de croissance les plus élevées, dans les dix années à venir. Malgré le niveau d'opulence relative atteint par notre économie (le ménage français moyen ne classe au septième rang des pays de l'OCDE par son niveau de vie), les besoins non satisfaits apparaissent considérables. L'ampleur et la diversité des attentes s'expliquent en grande partie par les restrictions qui se sont imposées aux ménages pendant la phase aiguë de la crise (1979-1985). Ces restrictions ont joué dans le sens d'un renforcement des inégalités de consommation, précise le rapport.

Disposant d'une épargne suffisante, les ménages de cadres supérieurs ont vu leurs dépenses de consommation augmenter plus vite (+ 0,5 % par an) que celle des ménages ouvriers (+ 0,3 %) entre 1979 et 1985, malgré la diminution de leur revenu. Aussi

n'est-il pas étonnant de trouver cette catégorie en tête par ses dépenses de consommation pour chacun des huit groupes de produits de la nomenclature INSEE. En 1987, le niveau de vie moyen d'un ménage de cadres supérieurs restait supérieur de 85 % à celui d'un ménage ouvrier.

Fils d'attente

Les familles nombreuses, les ménages affectés par le chômage, les succédant à la propriété et les ménages d'immigrés maghrébins (leur niveau de consommation est inférieur de 8 % à celui du ménage français correspondant), d'opinions critiques de la part des usagers (enseignement du second degré, crainte de l'insécurité par exemple), et de rythmes de croissance de la demande particulièrement élevés (soins médicaux).

Les besoins en matière d'alimentation, de logement et de santé paraissent les mieux satisfaits, du moins pour la majorité de la population. Les perspectives de la demande adressée à ces trois secteurs devraient donc être modestes. C'est surtout vrai pour l'alimentation, indique le rapport : les dépenses par tête qui lui sont consacrées ne devraient croître que de 0,9 % par an en moyenne d'ici à l'an 2000 (contre + 2,5 % pour l'ensemble des dépenses). En revanche, la demande en matière de santé sera plus vigoureuse : sa croissance devrait être de l'ordre de 3,6 %. D'ores et déjà, les cadres supérieurs dépensent en soins médicaux davantage qu'ils ne perçoivent en remboursement.

Loisirs, santé, transports...

L'augmentation du nombre des ménages (23 millions prévus en l'an 2000 contre 20,5 millions actuellement) devrait dopper les dépenses de logement et d'équipement du foyer (+ 2,8 % par an).

Le phénomène de rattrapage le plus marqué devrait concerner les dépenses liées aux loisirs, à la culture et aux vacances : ce sont elles qui ont été sacrifiées en priorité par les ménages les plus modestes. C'est également le

poste pour lequel les disparités de consommation sont les plus importantes (écart de un à quatre entre un ménage de cadres supérieurs et un ménage d'ouvriers pour les dépenses consacrées aux vacances, de un à trois pour celles consacrées aux spectacles et aux journaux).

Le rapport pronostique ainsi une croissance soutenue de 4,6 % par an des dépenses de loisir et culture avec les progrès de la scolarisation (en la matière, le revenu est un critère moins discriminant que le diplôme). Les dépenses de transport (évolution plus prononcée vers le multi-équipement automobile) et de télécommunications (accélération de la diffusion du minitel) progresseraient également de manière vigoureuse (+ 3,4 % par an).

Loisirs, santé, transports, équipement du foyer, logement et services collectifs sont les secteurs qui bénéficieront en priorité d'un afflux de la demande, en cas d'accélération de la croissance du revenu durant les années quatre-vingt-dix. La contrainte extérieure s'en trouvera-t-elle pour autant

desserrée ? On peut le penser puisque, comme le souligne le rapport, cette contrainte joue peu, par exemple, pour le bâtiment et les travaux publics ou les services collectifs.

Cependant, l'expérience a montré que si l'économie française dispose d'une capacité insoupçonnée à satisfaire la demande dans les secteurs où la demande intérieure est forte (c'est pour ces secteurs que le taux de pénétration intérieure a le moins progressé entre 1977 et 1987), elle témoigne d'une faible résistance dans les secteurs où la demande est plus ténue. Dès lors le rapport conclut à la neutralité, pour la contrainte extérieure, de l'évolution de la consommation. Les nouveaux besoins des Français ainsi ébauchés ne vont pas manquer en tout cas de poser de sérieux problèmes d'équilibre des finances publiques.

Les besoins de logement, de santé et de services collectifs répertoriés par le rapport Méraud parmi « les besoins les plus pressants » mettent en jeu des financements collectifs, que ce soit par le biais de transferts sociaux ou de crédits budgétaires.

L'industrie française sur des mauvais créneaux ?

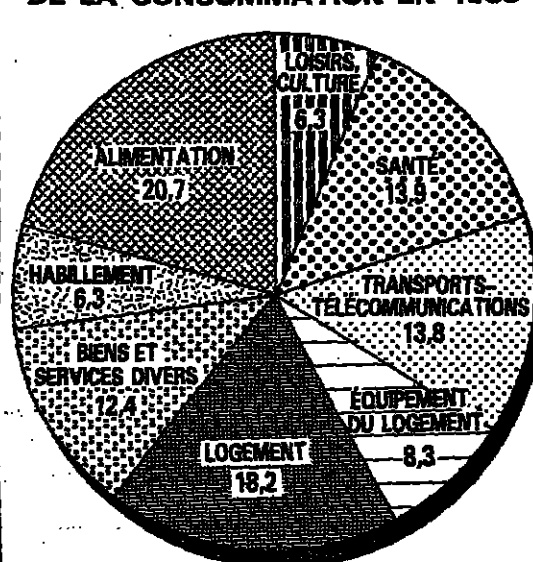
Au détour d'un paragraphe consacré aux perspectives de croissance de la consommation d'ici à l'an 2000, le rapport Méraud s'attaque à l'un des arguments les plus fréquemment invoqués pour expliquer le déficit persistant de nos échanges extérieurs. L'appareil productif français serait insuffisamment spécialisé dans les secteurs qui bénéficient d'une demande intérieure particulièrement forte.

Or, relève le rapport, les taux de pénétration étrangère (le part de la consommation nationale couverte par des importations), ont le moins progressé précisément dans les secteurs d'activité jouissant d'une demande intérieure vigoureuse. Jacques Méraud fonde son propos sur les données fournies par l'INSEE. Alors que la variation moyenne du taux de pénétration étrangère s'est élevée à 19,1 points entre 1977 et 1987, cette variation se serait limitée à 6,1 points dans

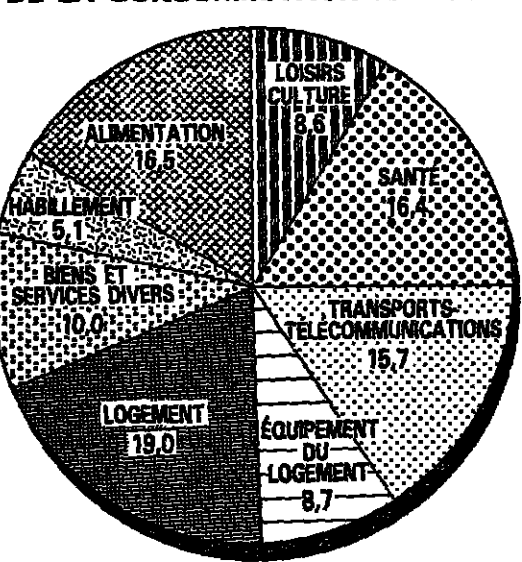
les secteurs dont la demande intérieure progressait de plus de 3 % chaque année. On ne peut donc conclure à une spécialisation inadéquate de l'appareil de production français, semble indiquer le rapport.

Ce qui fait problème, explique Jacques Méraud, ce sont des capacités de production par trop limitées. En cas de demande intérieure élevée, les entreprises françaises servent en priorité le marché national (d'où une faible progression de la pénétration étrangère), au détriment des débouchés étrangers. Dans cette optique, une politique de soutien à la croissance par relance de la consommation est possible — précise une fois de plus Jacques Méraud — si elle est précédée d'un effort soutenu dans les secteurs identifiés comme les plus dynamiques. Jacques Méraud propose, en outre, de lier une partie des salaires à l'évolution de la productivité nationale.

PART (EN %) DANS LE TOTAL DE LA CONSOMMATION EN 1985



PART (EN %) DANS LE TOTAL DE LA CONSOMMATION EN 2000



Un entretien avec M. Jacques Calvet, président de Peugeot SA

L'accord européen sur la « voiture propre » : « Nous sommes dans le royaume d'Absurdie »

(Suite de la première page.)

— Que reprochez-vous aux décisions du Douze ?

— Elles ont été d'abord très mal préparées. Il faut savoir, en effet, que personne ne disposait au départ, en 1985, des éléments scientifiques suffisants pour affirmer avec certitude que les plus acides sont ceux au gaz d'échappement des automobiles. Tout est parti sur ces bases non fondées.

— Or on sait aujourd'hui que les forêts souffrent bien plus à cause des sécheresses, d'incendies et d'autres multiples raisons que des rejets industriels. Mais la preuve est désormais faite que, pour la part de responsabilité industrielle, l'automobile n'intervient que faiblement. On l'accuse pourtant, oubliant les rejets des centrales au charbon que les écologistes allemands se gardent de dénoncer parce qu'ils les préfèrent au malfaçon. En outre, les décisions sur les émissions polluantes ont été prises en ignorant complètement leurs retombées sur d'autres éléments tels que l'accroissement des émissions d'oxyde de carbone qui entraînent le réchauffement de la terre.

« Le pot catalytique date »

— Fragiles scientifiquement, les conclusions du 9 juin sont aussi illogiques. Car on sait que plus les voitures sont grosses plus elles consomment, plus elles roulent vite, plus elles parcourent de kilomètres, et donc, plus elles émettent de gaz d'échappement. Or en l'état actuel des choses ce sont les plus petites voitures, inférieures à 1,4 litre de cylindre, qui se voient appliquer les normes les plus sévères. Nous sommes dans le royaume d'Absurdie.

— Pourquoi avoir ainsi remis en cause les compromis précédents des gouvernements, à la suite d'un tête-à-tête entre le commissaire chargé de l'environnement, M. Ripe Di Meana, et le Parlement de Strasbourg à deux mois de sa réélection ? Et ce sans contact aucun avec les gouvernements. C'est illogique et inquiétant, d'autant que cette décision



va arrêter les recherches de technologies plus modernes. Le pot catalytique date beaucoup et reste une solution fragile. Savez-vous que, d'après l'EPA américaine (Environnement Protection Agency), 40 % des pots en service sont défectueux.

— Le groupe PSA cherche, pour sa part, dans la voie du « moteur propre ». Il est en effet préférable d'éviter l'émission de gaz nocifs plutôt que de les traiter à l'échappement. Je peux vous dire que nous allons présenter, à l'automne, un moteur prototype de moyennes cylindrées qui respecte les normes fixées en 1985 par Bruxelles. Mais avec ces nouveaux bouleversements récents et à venir, nous risquons d'être condamnés au pot catalytique et je crains que cela ne ferme la porte au véritable progrès.

— Pourtant Renault se félicite. Après révision des normes pour les moyennes et les grosses voitures, on retrouvera un règlement simple et le même pour tous.

— Il n'en sera pas ainsi, car le Conseil a accepté le principe d'incitations fiscales, même

contrôlées, pour les petites cylindrées : elles sont déjà offertes par le gouvernement des Pays-Bas. La RFA avait même décidé en avril dernier, quelles que soient les décisions du Conseil de la CEE, d'appliquer les normes américaines dès le 1^{er} octobre 1991, et elle a été autorisée le 9 juin à anticiper ainsi les dates de 1992 adoptées à Bruxelles. Le marché automobile restera découpé en rondelles, chaque Etat faisant comme bon lui semble. Nous sommes loin de l'unité recherchée. Quant aux moyennes et grosses cylindrées, nous sommes revenus au début d'un nouveau processus. Tout est à refaire. Qui nous garantit de nouvelles surenchères ?

Les questions essentielles évitées

— La pression politique pour l'écologie n'est-elle pas une réalité des sociétés occidentales modernes même si elle peut avoir ce caractère partiellement illogique, l'écobélitisme, que vous dénoncez ?

— Je ne veux pas être tenu pour responsable dans quelques années de décisions qui vont, je le crains, se révéler dangereuses pour l'économie des pays européens. J'aurais pu me taire : certains, quand ils ne se jugent pas assez forts pour s'opposer, collaborent. Ce n'est pas mon cas.

— Vous prenez le risque de faire apparaître PSA comme un constructeur pollueur ?

— Ce serait au comble. Quel est le groupe le plus avancé au monde dans les véhicules électriques ? PSA. Quel est le groupe le plus en pointe pour les moteurs économiques ? PSA, avec notre petit diesel. De 1981 à 1988, la consommation moyenne de nos gammes Peugeot et Citroën est passée de 7,32 à 6,21 litres aux 100 kilomètres. Quel est le groupe qui a le plus d'avance en matière de moteur propre ? PSA.

— Certaines concessions ne sont-elles pas inévitables pour réunir l'impératif européen ?

— Hélas, l'environnement n'est qu'un exemple des risques que font courir les organisations et les pratiques communautaires. J'ai de très profondes craintes sur l'avenir de l'Europe, et à cet égard je suis déçu des débats de la campagne pour les élections de dimanche prochain. A éviter les questions essentielles, on prépare mal nos compatriotes à ce qui va réellement se passer en 1993, et après ce seuil symbolique plus que réel. L'Europe actuelle fait preuve, en effet, d'impréparation des décisions et parfois d'irresponsabilité, par lassitude, par recherche de compromis illogiques, par complaisance devant les modes et les campagnes médiatisées, alors que sur les douze pays, il en est toujours un en campagne électorale.

— En face de nous, les chefs d'entreprise, il n'y a que des commissaires non élus, des fonctionnaires non soumis à une impulsion politique, ou des parlementaires élus mais sans pouvoir autre que d'amendement. Or le dossier de la pollution a montré comment des décisions des gouvernements responsables ont été tournées par des parlementaires en campagne électorale et une Commission qui n'a pas hésité à surenchérir.

— A l'évidence, on ne peut rester dans une situation aussi ambiguë, en termes de répartition des responsabilités et de traitement au cas par cas des dossiers sans la vision globale que permettrait une adhésion renouvelée des Douze à l'Europe et la définition précise du type d'Europe souhaité : supranationale ou non, ouverte au grand vent des exportations asiatiques ou recherchant une réelle réciprocité garantissant l'emploi européen.

Limiter les Japonais à 9 % du marché européen

— Un autre dossier devra être examiné bientôt concernant les importations de voitures japonaises. Quelle doit être l'attitude de la France, selon vous ?

— Les Douze ne sont pas tous d'accord sur une même attitude commerciale à l'égard du Japon. Certains se disent libéraux, d'autres plus protectionnistes. Il nous faut, en Europe, définir une politique extérieure commune dans le domaine commercial également. Pourtant, M. Bangemann, commissaire chargé du marché intérieur, dont je ne sais s'il exprime le sentiment de la Commission tout entière, va à Tokyo dire que l'Europe est prête à baisser ses légitimes protections, sans rien demander de précis en échange.

— Ce n'est pas acceptable. Tous les constructeurs sont d'accord sur ce point : limiter les Japonais à 9 % du marché européen tant qu'un rééquilibrage des échanges n'aura pas été réalisé sur la base d'une voiture européenne vendue au Japon pour deux japonaises vendues en Europe, en raison de la taille respective des marchés. D'ici là, il faut maintenir les quotas nationaux.

— On assiste, en outre, à une véritable foire d'empoigne entre les gouvernements européens pour attirer les usines japonaises. Or, là aussi, nous sommes d'accord pour considérer que ne sont européens que les véhicules intégrant au moins 80 % de parts locales contrôlées, y compris les organes nobles.

— Les Douze, aujourd'hui, ne me semblent pas d'accord sur la même conception de l'Europe et peut-être même pas sur le principe : savoir défendre l'emploi, le niveau de vie et le développement européens. Chacun tire à hue et à dia — j'espère que les Français et les autres européens, devant les conséquences néfastes pour, dans quelques mois ou quelques années, des décisions d'aujourd'hui, ne diront pas un jour : l'Europe de 1993 était un leurre. Ce serait, pour un européen convaincu, la pire chute d'une grande espérance.

Propos recueillis par ERIC LE BOUCHER.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



L'Assemblée Générale Ordinaire de PUBLICIS réunie le 9 juin 1989 sous la Présidence de M. Marcel BLEUSTEIN BLANCHET, Président du Conseil de Surveillance, a approuvé les comptes annuels 1988.

Le GROUPE PUBLICIS, avec un chiffre d'affaires consolidé de F. 8 606 746 000, en progression de 19%, a réalisé un bénéfice net consolidé de F. 142 013 000, la part revenant à PUBLICIS S.A. étant de F. 123 107 000.

La Société-mère, PUBLICIS S.A., a réalisé, pour sa part, un bénéfice courant après impôt de F. 36 678 873, en progression de 7%.

Après constatation de produits exceptionnels, nets d'impôt, de F. 354 726 386, produits dégagés à la suite des opérations de restructuration du Groupe (création de PUBLICIS COMMUNICATION et réalisation de l'alliance entre PUBLICIS et FCB), le bénéfice net de PUBLICIS S.A. s'est établi à F. 391 405 259.

L'Assemblée a décidé que le dividende de F. 40 par action, auquel s'ajoute un avoir fiscal de F. 20, sera mis en paiement à compter du 19 juillet 1989.

L'Assemblée Générale Extraordinaire a, ensuite, décidé d'augmenter le capital social par attribution gratuite de deux actions nouvelles pour une ancienne, et ensuite de l'aménager en divisant la valeur du titre par deux. Après la réalisation de ces opérations, le capital social de PUBLICIS S.A. sera composé de 3 217 722 actions de F. 50 nominal.

CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CNT: OBLIGATIONS 10,50 % - 1979

Les intérêts courus du 21 juin 1988 au 20 juin 1989 seront payables à partir du 21 juin 1989 à raison de 196,80 F par titre de 2 000 F nominal contre détachement du coupon n° 10 après une retenue à la source de 10 % sur le montant net de 21,20 F.

En cas d'option pour le régime de prélevement d'impôt forfaitaire, le complément du prélevement libératoire sera de 36,02 F, soit un net de 154,78 F.

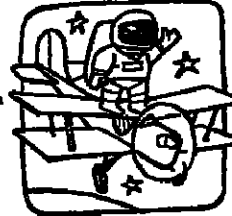
A compter de la même date, les obligations comprises dans la série de numéros 316 955 à 348 706 sortis au tirage au sort du 19 avril 1989 cesseront de porter intérêt et seront remboursables à 2 000 F, coupon n° 11 au 21 juin 1990 attaché.

Le paiement des coupons et le remboursement des titres seront effectués sans frais auprès des intermédiaires financiers habituels.

Il est rappelé que les titres compris dans les séries de numéros 370 069 à 383 957, 393 571 à 407 429, 415 364 à 431 141, 442 253 à 458 911, 468 246 à 484 134, 494 001 à 509 875, 519 742 à 535 614, 546 485 à 562 357, 573 228 à 589 100, 599 971 à 615 843, 626 714 à 642 586, 653 457 à 669 329, 680 200 à 696 072, 706 943 à 722 815, 733 686 à 749 558, 760 429 à 776 301, 787 172 à 803 044, 813 915 à 829 787, 840 658 à 856 530, 867 401 à 883 273, 894 144 à 910 016, 920 887 à 936 759, 947 630 à 963 502, 974 371 à 990 243, 1 001 112 à 1 016 984, 1 027 855 à 1 043 727, 1 054 608 à 1 070 480, 1 081 359 à 1 097 231, 1 108 112 à 1 123 984, 1 134 855 à 1 150 727, 1 161 608 à 1 177 480, 1 188 359 à 1 204 231, 1 215 112 à 1 230 984, 1 237 855 à 1 253 727, 1 264 608 à 1 280 480, 1 287 359 à 1 303 231, 1 314 112 à 1 330 984, 1 337 855 à 1 353 727, 1 380 608 à 1 396 480, 1 403 359 à 1 419 231, 1 426 112 à 1 441 984, 1 449 855 à 1 465 727, 1 482 608 à 1 498 480, 1 505 359 à 1 521 231, 1 528 112 à 1 543 984, 1 551 855 à 1 567 727, 1 584 608 à 1 600 480, 1 607 359 à 1 623 231, 1 630 112 à 1 645 984, 1 653 855 à 1 669 727, 1 686 608 à 1 702 480, 1 709 359 à 1 725 231, 1 732 112 à 1 747 984, 1 755 855 à 1 771 727, 1 788 608 à 1 804 480, 1 811 359 à 1 827 231, 1 834 112 à 1 849 984, 1 857 855 à 1 873 727, 1 900 608 à 1 916 480, 1 923 359 à 1 939 231, 1 946 112 à 1 961 984, 1 969 855 à 1 985 727, 2 002 608 à 2 018 480, 2 025 359 à 2 041 231, 2 048 112 à 2 063 984, 2 071 855 à 2 087 727, 2 114 608 à 2 130 480, 2 137 359 à 2 153 231, 2 160 112 à 2 175 984, 2 183 855 à 2 199 727, 2 226 608 à 2 242 480, 2 249 359 à 2 265 231, 2 272 112 à 2 287 984, 2 295 855 à 2 311 727, 2 338 608 à 2 354 480, 2 361 359 à 2 377 231, 2 384 112 à 2 399 984, 2 407 855 à 2 423 727, 2 450 608 à 2 466 480, 2 483 359 à 2 499 231, 2 506 112 à 2 521 984, 2 529 855 à 2 545 727, 2 572 608 à 2 588 480, 2 605 359 à 2 621 231, 2 628 112 à 2 643 984, 2 651 855 à 2 667 727, 2 700 608 à 2 716 480, 2 723 359 à 2 739 231, 2 746 112 à 2 761 984, 2 769 855 à 2 785 727, 2 812 608 à 2 828 480, 2 835 359 à 2 851 231, 2 858 112 à 2 873 984, 2 881 855 à 2 897 727, 2 924 608 à 2 940 480, 2 947 359 à 2 963 231, 2 970 112 à 2 985 984, 2 993 855 à 3 009 727, 3 036 608 à 3 052 480, 3 059 359 à 3 075 231, 3 082 112 à 3 097 984, 3 105 855 à 3 121 727, 3 148 608 à 3 164 480, 3 171 359 à 3 187 231, 3 194 112 à 3 209 984, 3 217 855 à 3 233 727, 3 260 608 à 3 276 480, 3 283 359 à 3 299 231, 3 306 112 à 3 321 984, 3 329 855 à 3 345 727, 3 372 608 à 3 388 480, 3 405 359 à 3 421 231, 3 428 112 à 3 443 984, 3 451 855 à 3 467 727, 3 500 608 à 3 516 480, 3 523 359 à 3 539 231, 3 546 112 à 3 561 984, 3 569 855 à 3 585 727, 3 612 608 à 3 628 480, 3 635 359 à 3 651 231, 3 658 112 à 3 673 984, 3 681 855 à 3 697 727, 3 724 608 à 3 740 480, 3 747 359 à 3 763 231, 3 770 112 à 3 785 984, 3 793 855 à 3 809 727, 3 836 608 à 3 852 480, 3 859 359 à 3 875 231, 3 882 112 à 3 897 984, 3 905 855 à 3 921 727, 3 948 608 à 3 964 480, 3 971 359 à 3 987 231, 3 994 112 à 4 009 984, 4 017 855 à 4 033 727, 4 060 608 à 4 076 480, 4 083 359 à 4 099 231, 4 106 112 à 4 121 984, 4 129 855 à 4 145 727, 4 172 608 à 4 188 480, 4 205 359 à 4 221 231, 4 228 112 à 4 243 984, 4 251 855 à 4 267 727, 4 294 608 à 4 310 480, 4 317 359 à 4 333 231, 4 340 112 à 4 355 984, 4 363 855 à 4 379 727, 4 406 608 à 4 422 480, 4 429 359 à 4 445 231, 4 452 112 à 4 467 984, 4 475 855 à 4 491 727, 4 518 608 à 4 534 480, 4 541 359 à 4 557 231, 4 564 112 à 4 579 984, 4 587 855 à 4 603 727, 4 630 608 à 4 646 480, 4 653 359 à 4 669 231, 4 676 112 à 4 691 984, 4 699 855 à 4 715 727, 4 742 608 à 4 758 480, 4 765 359 à 4 781 231, 4 788 112 à 4 803 984, 4 811 855 à 4 827 727, 4 854 608 à 4 870 480, 4 877 359 à 4 893 231, 4 899 112 à 4 915 984, 4 923 855 à 4 939 727, 4 966 608 à 4 982 480, 4 989 359 à 5 005 231, 5 012 112 à 5 027 984, 5 045 855 à 5 061 727, 5 088 608 à 5 104 480, 5 111 359 à 5 127 231, 5 134 112 à 5 149 984, 5 157 855 à 5 173 727, 5 200 608 à 5 216 480, 5 223 359 à 5 239 231, 5 246 112 à 5 261 984, 5 269 855 à 5 285 727, 5 312 608 à 5 328 480, 5 335 359 à 5 351 231, 5 358 112 à 5 373 984, 5 381 855 à 5 397 727, 5 424 608 à 5 440 480, 5 447 359 à 5 463 231, 5 469 112 à 5 485 984, 5 493 855 à 5 509 727, 5 536 608 à 5 552 480, 5 559 359 à 5 575 231, 5 582 112 à 5 597 984, 5 605 855 à 5 621 727, 5 648 608 à 5 664 480, 5 671 359 à 5 687 231, 5 694 112 à 5 709 984, 5 717 855 à 5 733 727, 5 760 608 à 5 776 480, 5 783 359 à 5 799 231, 5 806 112 à 5 821 984, 5 829 855 à 5 845 727, 5 872 608 à 5 888 480, 5 905 359 à 5 921 231, 5 928 112 à 5 943 984, 5 951 855 à 5 967 727, 5 994 608 à 6 010 480, 6 017 359 à 6 033 231, 6 040 112 à 6 055 984, 6 063 855 à 6 079 727, 6 106 608 à 6 122 480, 6 129 359 à 6 145 231, 6 152 112 à 6 167 984, 6 175 855 à 6 191 727, 6 218 608 à 6 234 480, 6 241 359 à 6 257 231, 6 264 112 à 6 279 984, 6 287 855 à 6 303 727, 6 330 608 à 6 346 480, 6 353 359 à 6 369 231, 6 376 112 à 6 391 984, 6 399 855 à 6 415 727, 6 442 608 à 6 458 480, 6 465 359 à 6 481 231, 6 488 112 à 6 503 984, 6 511 855 à 6 527 727, 6 554 608 à 6 570 480, 6 577 359 à 6 593 231, 6 599 112 à 6 615 984, 6 623 855 à 6 639 727, 6 666 608 à 6 682 480, 6 689 359 à 6 705 231, 6 712 112 à 6 727 984, 6 735 855 à 6 751 727, 6 778 608 à 6 794 480, 6 801 359 à 6 817 231, 6 824 112 à 6 839 984, 6 847 855 à 6 863 727, 6 900 608 à 6 916 480, 6 923 359 à 6 939 231, 6 946 112 à 6 961 984, 6 969 855 à 6 985 727, 7 012 608 à 7 028 480, 7 035 359 à 7 051 231, 7 058 112 à 7 073 984, 7 081 855 à 7 097 727, 7 124 608 à 7 140 480, 7 147 359 à 7 163 231, 7 170 112 à 7 185 984, 7 193 855 à 7 209 727, 7 236 608 à 7 252 480, 7 259 359 à 7 275 231, 7 282 112 à 7 297 984, 7 305 855 à 7 321 727, 7 348 608 à 7 364 480, 7 371 359 à 7 387 231, 7 394 112 à 7 409 984, 7 417 855 à 7 433 727, 7 460 608 à 7 476 480, 7 483 359 à 7 499 231, 7 506 112 à 7 521 984, 7 529 855 à 7 545 727, 7 572 608 à 7 588 480, 7 605 359 à 7 621 231, 7 628 112 à 7 643 984, 7 651 855 à 7 667 727, 7 694 608 à 7 710 480, 7 717 359 à 7 733 231, 7 740 112 à 7 755 984, 7 763 855 à 7 779 727, 7 806 608 à 7 822 480, 7 829 359 à 7 845 231, 7 852 112 à 7 867 984, 7 875 855 à 7 891 727, 7 914 608 à 7 930 480, 7 937 359 à 7 953 231, 7 960 112 à 7 975 984, 7 983 855 à 8 000 727, 8 024 608 à 8 040 480, 8 047 359 à 8 063 231, 8 070 112 à 8 085 984, 8 093 855 à 8 109 727, 8 136 608 à 8 152 480, 8 159 359 à 8 175 231, 8 182 112 à 8 197 984, 8 205 855 à 8 221 727, 8 248 608 à 8 264 480, 8 271 359 à 8 287 231, 8 294 112 à 8 309 984, 8 317 855 à 8 333 727, 8 360 608 à 8 376 480, 8 383 359 à 8 399 231, 8 406 112 à 8 421 984, 8 429 855 à 8 445 727, 8 472 608 à 8 488 480, 8 505 359 à 8 521 231, 8 528 112 à 8 543 984, 8 551 855 à 8 567 727, 8 594 608 à 8 610 480, 8 617 359 à 8 633 231, 8 640 112 à 8 655 984, 8 663 855 à 8 679 727, 8 706 608 à 8 722 480, 8 729 359 à 8 745 231, 8 752 112 à 8 767 984, 8 775 855 à 8 791 727, 8 814 608 à 8 830 480, 8 837 359 à 8 853 231, 8 860 112 à 8 875 984, 8 883 855 à 8 899 727, 8 926 608 à 8 942 480, 8 949 359 à 8 965 231, 8 972 112 à 8 987 984, 9 005 855 à 9 021 727, 9 048 608 à 9 064 480, 9 081 359 à 9 097 231, 9 104 112 à 9 119 984, 9 127 855 à 9 143 727, 9 170 608 à 9 186 480, 9 193 359 à 9 209 231, 9 216 112 à 9 231 984, 9 239 855 à 9 255 727, 9 282 608 à 9 298 480, 9 305 359 à 9 321 231, 9 328 112 à 9 343 984, 9 351 855 à 9 367 727, 9 394 608 à 9 410 480, 9 417 359 à 9 433 231, 9 440 112 à 9 455 984, 9 463 855 à 9 479 727, 9 506 608 à 9 522 480, 9 529 359 à 9 545 231, 9 552 112 à 9 567 984, 9 575 855 à 9 591 727, 9 614 608 à 9 630 480, 9 637 359 à 9 653 231, 9 660 112 à 9 675 984, 9 683 855 à 9 699 727, 9 726 608 à 9 742 480, 9 749 359 à 9 765 231, 9 772 112 à 9 787 984, 9 795 855 à 9 811 727, 9 834 608 à 9 850 480, 9 857 359 à 9 873 231, 9 880 112 à 9 895 984, 9 903 855 à 9 919 727, 9 946 608 à 9 962 480, 9 969 359 à 9 985 231, 1 002 112 à 1 017 984, 1 025 855 à 1 041 727, 1 068 608 à 1 084 480, 1 091 359 à 1 107 231, 1 114 112 à 1 129 984, 1 137 855 à 1 153 727, 1 180 608 à 1 196 480, 1 203 359 à 1 219 231, 1 226 112 à 1 241 984, 1 249 855 à 1 265 727, 1 292 608 à 1 308 480, 1 315 359 à 1 331 231, 1 338 112 à 1 353 984, 1 361 855 à 1 377 727, 1 404 608 à 1 420 480, 1 427 359 à 1 443 231, 1 450 112 à 1 465 984, 1 473 855 à 1 489 727, 1 516 608 à 1 532 480, 1 539 359 à 1 555 231, 1 562 112 à 1 577 984, 1 585 855 à 1 601 727, 1 624 608 à 1 640 480, 1 647 359 à 1 663 231, 1 670 112 à 1 685 984, 1 693 855 à 1 709 727, 1 736 608 à 1 752 480, 1 759 359 à 1 775 231, 1 782 112 à 1 797 984, 1 805 855 à 1 821 727, 1 844 608 à 1 860 480, 1 867 359 à 1 883 231, 1 890 112 à 1 905 984, 1 913 855 à 1 929 727, 1 956 608 à 1 972 480, 1 979 359 à 1 995 231, 1 999 112 à 2 015 984, 2 022 855 à 2 038 727, 2 072 608 à 2 088 480, 2 105 359 à 2 121 231, 2 128 112 à 2 143 984, 2 151 855 à 2 167 727, 2 194 608 à 2 210 480, 2 217 359 à 2 233 231, 2 240 112 à 2 255 984, 2 263 855 à 2 279 727, 2 306 608 à 2 322 480, 2 329 359 à 2 345 231, 2 352 112 à 2 367 984, 2 375 855 à 2 391 727, 2 414 608 à 2 430 480, 2 437 359 à 2 453 231, 2 460 112 à 2 475 984, 2 483 855 à 2 499 727, 2 526 608 à 2 542 480, 2 549 359 à 2 565 231, 2 572 112 à 2 587 984, 2 595 855 à 2 611 727, 2 634 608 à 2 650 480, 2 657 359 à 2 673 231, 2 680 112 à 2 695 984, 2 703 855 à 2 719 727, 2 746 608 à 2 762 480, 2 769 359 à 2 785 231, 2 792 112 à 2 807 984, 2 815 855 à 2 831 727, 2 854 608 à 2 870 480, 2 877 359 à 2 893 231, 2 899 112 à 2 915 984, 2 923 855 à 2 939 727, 2 966 608 à 2 982 480, 2 989 359 à 3 005 231, 3 012 112 à 3 027 984, 3 035 855 à 3 051 727, 3 074 608 à 3 090 480, 3 107 359 à 3 123 231, 3 130 112 à 3 145 984, 3 153 855 à 3 169 727, 3 200 608 à 3 216 480, 3 223 359 à 3 239 231, 3 246 112 à 3 261 984, 3 269 855 à 3 285 727, 3 312 608 à 3 328 480, 3 335 359 à 3 351 231, 3 358 112 à 3 373 984, 3 381 855 à 3 397 727, 3 424 608 à 3 440 480, 3 447 359 à 3 463 231, 3 470 112 à 3 485 984, 3 493 855 à 3 509 727, 3 536 608 à 3 552 480, 3 559 359 à 3 575 231, 3 582 112 à 3 597 984, 3 605 855 à 3 621 727, 3 648 608 à 3 664 480, 3 671 359 à 3 687 231, 3 694 112 à 3 709 984, 3 717 855 à 3 733 727, 3 760 608 à 3 776 480, 3 783 359 à 3 799 231, 3 806 112 à 3 821 984, 3 829 855 à 3 845 727, 3 872 608 à 3 888 480, 3 905 359 à 3 921 231, 3 928 112 à 3 943 984, 3 951 855 à 3 967 727, 3 994 608 à 4 010 480, 4 017 359 à 4 033 231, 4 040 112 à 4 055 984, 4 063 855 à 4 079 727, 4 106 608 à 4 122 480, 4 129 359 à 4 145 231, 4 152 112 à 4 167 984, 4 175 855 à 4 191 727, 4 218 608 à 4 234 480, 4 241 359 à 4 257 231, 4 264 112 à 4 279 984, 4 287 855 à 4 303 727, 4 330 608 à 4 346 480, 4 353 359 à 4 369 231, 4 376 112 à 4 391 984, 4 399 855 à 4 415 727, 4 442 608 à 4 458 480, 4 465 359 à 4 481 231, 4 488 112 à 4 503 984, 4 511 855 à 4 527 727, 4 554 608 à 4 570 480, 4 577 359 à 4 593 231, 4 599 112 à 4 615 984, 4 623 855 à 4 639 727, 4 666 608 à 4 682 480, 4 689 359 à 4 705 231, 4 712 112 à 4 727 984, 4 735 855 à 4 751 727, 4 778 608 à 4 794 480, 4 801 359 à 4 817 231, 4 824 112 à 4 839 984, 4 847 855 à 4 863 727, 4 890 608 à 4 906 480, 4 913 359 à 4 929 231, 4 936 112 à 4 951 984, 4 959 855 à 4 975 727, 4 994 608 à 5 010 480, 5 017 359 à 5 033 231, 5 040 112 à 5 055 984, 5 063 855 à 5 079 727, 5 106 608 à 5 122 480, 5 129 359 à 5 145 231, 5 152 112 à 5 167 984, 5 175 855 à 5 191 727, 5 218 608 à 5 234 480, 5 241 359 à 5 257 231, 5 264 112 à 5 279 984, 5 287 855 à 5 303 727, 5 330 608 à 5 346 480, 5 353 359 à 5 369 231, 5 376 112 à 5 391 984, 5 399 855 à 5 415 727, 5 442 608 à 5 458 480, 5 465 359 à 5 481 231, 5 488 112 à 5 503 984, 5 511 855 à 5 527 727, 5 554 608 à 5 570 480, 5 577 359 à 5 593 231, 5 599

Économie

Le 38^e Salon du Bourget



AÉRONAUTIQUE

En prévision du programme Rafale

Dassault fait peau neuve

Dassault fait peau neuve, avec un nouveau logo apparu au Salon du Bourget : à l'intérieur d'une aile en delta, pointée vers le ciel mais ouverte vers le bas en signe de main tendue à la coopération, un trèfle à quatre feuilles. Tout un programme que ce logo. Une double référence. Au passé, d'abord, avec le testament de ce trèfle à quatre feuilles, véritable talisman scotché que Marcel Dassault, déchu dans les camps de la mort, avait réussi à emprisonner en son portefeuille et qui lui a toujours porté chance. A l'avenir, ensuite, avec l'aspiration à la technologie, symbolisée par le rappel du Rafale et les formes futuristes de la navette spatiale Hermès, dont Dassault a la maîtrise d'ouvrage.

Et pourtant, ce nouveau logo fait table rase d'un certain passé : sous l'aile en delta et le trèfle à quatre feuilles, un seul nom en lettres noires, Dassault, sans prénom et, surtout, sans accompagnement depuis 1967, Breguet, lorsque les deux illustres sociétés eurent fusionné.

La société Dassault 89, dit l'industriel, Serge Dassault, qui en est devenu le « patron » il y a deux ans et demi, est en tous points différente de la société Dassault 87. L'opinion qu'on peut en avoir est en général dépassée par rapport à la situation réelle. Par exemple, lorsque la société allait mal en réalité, tout le monde pensait qu'elle allait très bien et personne ne disait rien. Seulement, on ne faisait rien. Maintenant que j'ai pris les mesures de redressement indispensables, on considère que ça ne va pas, précisément parce que j'ai pris de telles initiatives. Or cela va mieux. Seulement, on feint de ne pas s'en rendre compte.

Dans ces propos, aucune acrimonie. Surtout pas à l'encontre de la

gestion du temps de son père. Simplement, un constat. « Le creux des commandes de 1986 va se résorber, prédit Serge Dassault. Ce fut une mauvaise année pour tous. »

La fin d'un « règne »

L'année 1986, avec ses prises de commandes à l'exportation en chute libre (8 812 millions de francs, au lieu de 19 642 l'année précédente), marque la fin du « règne » de Marcel Dassault et de son complice de toujours, M. Benno-Claude Valières, le président-directeur général officiel de la société de l'époque. A son arrivée, Serge Dassault découvre l'ampleur de la crise, qu'il ne soupçonnait pas parce que son père ne lui avait pas mis le pied à l'étrier. L'année 1987 (avec 13 430 millions de francs de prises de commandes) et l'année 1988 (avec 15 963 millions de francs) donnent l'apparence d'une convalescence après le déclin.

« Il a fallu nous adapter à la conjoncture », diagnostique Serge Dassault. En réduisant les coûts de fabrication, car la société avait la réputation d'être chère. « Faux », rétorque l'intéressé, c'est l'ensemble de l'industrie française qui est chère par rapport à ses concurrents, qui ne supportent pas les mêmes charges salariales. « En fermant des usines, comme la dernière en date, celle de Colombiers, en Haute-Garonne. » Nous avons fermé des sites dont nous n'avions plus l'usage, assure Serge Dassault et, maintenant, nous nous sommes spécialisés, notre plan industriel est achevé. « En évitant la monoproduction militaire. » Nous développons le Rafale, dit le constructeur aéronautique, qui est un programme bien accroché, mais nous avons la

série des avions d'affaires Falcon, qui se vend bien, et nous nous sommes lancés dans l'espace avec Hermès, les systèmes logistiques, l'électronique, les simulateurs et l'automobile.

Bref, insiste Serge Dassault, c'est aujourd'hui un groupe qui, certes, a produit 6 500 avions de combat, soit 15 % du marché mondial à ce jour, mais qui a un chiffre d'affaires de 24 milliards de francs pour 23 000 personnes et dont la société mère, Dassault aéronautique, distribue à ses 13 800 salariés une prime de participation de 247 millions de francs. Soit quinze mois de salaires en 1989. « quand les actionnaires, dit l'Etat, observent le président-directeur général de la société, se contenteront de 46 millions de francs de dividendes. »

Mais c'est sur le Rafale que Serge Dassault est intarissable. Un programme qui fait travailler, d'ores et déjà, sept cents autres entreprises et sur lequel « planchent » cinq cents ingénieurs du constructeur. « Lorsqu'on a lancé le Mirage-2000, observe-t-il, on n'a pas fait à l'époque un tel tintamarre sur le coût. Or, en francs courants, le coût total du Mirage-2000 n'est pas tellement inférieur à celui, supposé, du Rafale. Et, pourtant, on change de réacteur, le système d'armes, les contre-mesures et les missiles. Tout est nouveau et c'est un peu plus cher. »

S'ensuit alors un long développement sur la coopération menée en Europe, en matière d'avion de combat, avec l'existence de deux produits, le Rafale et l'Eurofighter (EFA) des Anglais, des Allemands, des Italiens et des Espagnols.

Une profession de foi, d'abord. Serge Dassault refuse qu'on puisse l'accuser de ne pas aimer pratiquer la coopération avec autrui. Il cite d'abondance les exemples de collaboration avec l'Allemagne fédérale, l'Italie, l'Espagne, la Suisse, la Belgique, les Etats-Unis, l'Inde, la Yougoslavie et, même, le Japon sur quantité d'autres produits. « Ce qui fait peut-être croire que nous sommes en arrière de la main, comble-t-il, c'est que nous avons le cœur de bien faire et, ayant la maîtrise totale de la technologie aéronautique, nous voulons imposer nos solutions, parce que nous les croyons les meilleures. Mais, nous ne sommes pas opposés à la coopération. C'est un mauvais procès. »

Les yeux de Chimène

Reste, ensuite, le problème particulier de l'avion de combat européen et de son concurrent, le Rafale français. « Le coût de l'EFA, constate Serge Dassault, n'est pas maîtrisé, autour de 80 milliards de francs de développement. Si l'on met de côté la version navale, qui apporte des coûts supplémentaires, la mise au point du Rafale est de 35 milliards de francs. En prenant 30 % du programme EFA à sa charge, qui aurait été son ticket d'entrée dans le projet européen, la France aurait dû lui consacrer entre 24 et 27 milliards de francs. On n'aurait pas dépensé beaucoup moins, mais on aurait fabriqué beaucoup moins. Maitre à 100 % de notre programme national, on dépense 5 à 7 milliards de francs de plus en dix ans. Est-ce hors de notre portée ? »

Serge Dassault a les yeux de Chimène pour son Rafale. Le plus dur demeure d'en convaincre le gouvernement à chaque fois. Il faut donc tenir. Un peu comme il y a quelques années les gouvernements étaient effrayés devant l'addition à payer pour le réacteur CFM-56, qui se vend aujourd'hui comme des petits pains grâce à son avocat d'alors, René Ravand.

JACQUES ISNARD.

McDonnell Douglas pourra vendre aux Etats-Unis des missiles de Matra

Le groupe français Matra et le groupe américain McDonnell Douglas ont conclu un accord de coopération dans le domaine des armements, a annoncé, lundi 12 juin, au Bourget, le PDG de Matra, M. Jean-Luc Lagardère.

Un premier accord permettra à McDonnell Douglas de proposer à ses clients de l'avion F-16 les missiles air-air d'interception de Matra, le Magic-2 et le futur Mica.

Le deuxième accord donne à McDonnell Douglas la responsabilité de promouvoir aux Etats-Unis la vente du missile sol-air de défense aérienne Mistral. En particulier, ce missile pourra être monté sur des hélicoptères américains.

La Compagnie générale d'électronique (CGE) a cédé à Aérospatiale ses activités d'optique laser, au terme d'un accord qui devra être approuvé par le gouvernement. (Nos dernières éditions datées du 13 juin.)

Selon cet accord, la CGE devra transférer à Aérospatiale les activités optiques de son laboratoire de Marcoussis (Yvelines) et cédera 40 % du capital de la société CILAS-Alcatel (détenue par une filiale de la CGE). Le laboratoire de Marcoussis est spécialisé dans la recherche optronique, civile et militaire, et la CILAS-Alcatel, dont le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) et le groupe SAGEM détiennent chacun 20 % du capital, produit des sources laser et des sous-systèmes optroniques, qui ont des applications civiles et militaires (notamment pour tout ce qui concerne le combat tout temps et de nuit avec des armements guidés avec grande précision).

Aérospatiale contrôle déjà la société de laser Quantel. Elle vient, en outre, de participer avec le CEA à la création de la société LISA, spécialisée dans les lasers pour applications industrielles.

La SNECMA contrôlera les activités « moteurs » de la FN belge

La Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'avion (SNECMA) va prendre le contrôle de la division « moteurs » de la Fabrique nationale d'armes de guerre (FN) en Belgique, au terme d'un accord où la société française prendra 51 % du capital de l'entreprise belge qui appartient au groupe de la Générale de Belgique.

Employant mille six cent cinquante salariés dans la région de Liège, la division « moteurs » de FN a réalisé en 1988 un chiffre d'affaires de 1 020 millions de francs français. Cet accord avec la SNECMA a été facilité par la décision de principe des autorités locales de la Wallonie de prendre, elles aussi, une part du capital de FN.

Air Liberté renforce sa flotte

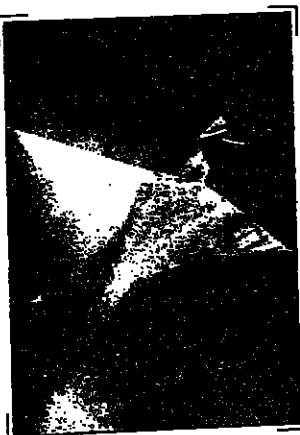
La compagnie de charters Air Liberté, qui opère depuis le mois de mars 1988, a décidé de renforcer sa flotte actuelle de quatre biréacteurs McDonnell Douglas MD83. Créée par le groupe Aquarius qui vient de s'associer avec la Garantie mutuelle des fonctionnaires (Go Voyages, Fnac Voyages), Air Liberté a réalisé en un an 210 millions de francs de chiffre d'affaires et transporté 720 000 passagers.

M. Lotfi Belhassine, PDG d'Aquarius, a annoncé, le 12 juin qu'en raison de la création de filiales en Tunisie et en Turquie, Air Liberté avait besoin de vingt-cinq avions supplémentaires, qui lui seront loués par une société commune constituée par la banque Indosuez et l'américain ILFC. Sur ces vingt-cinq appareils, onze sont en option.

D'autre part, M. Belhassine a reconnu que l'accord qu'il avait signé, le 23 mai, avec les dirigeants de Corsair, pour la reprise de cette autre compagnie de charters en difficulté, avait du mal à s'appliquer. Le PDG d'Aquarius s'était porté acquiescent pour éviter que Corsair (trois jets en location) et ses droits de trafic ne tombent sous la coupe du britannique Air Europe.

BANQUIERS DEPUIS 1818
LE RESPECT DE LA TRADITION
LE SENS DE L'INNOVATION

UNE PALETTE DE
99 MONNAIES ÉTRANGÈRES
À TIRE-D'AILLE



MARKET MAKER
EN BILLET DE BANQUE

Die Erste Österreichische
Sparkasse - Bank
First Austrian Bank

Siège central:
GRABEN 31, 101 VIENNE, AUTRICHE
Succursales à L'ÉTRANGER:
LONDRES - ZÜRICH
MILAN - VIENNA - SYDNEY

EN BREF

● Incarcération du directeur d'une compagnie responsable d'un accident d'avion. — M. Bernard Levy, PDG de la société JC Air, dont un Cessna 441 s'était écrasé en novembre 1988, à Toussus-le-Noble (Yvelines), provoquant la mort de sept personnes, a été inculpé d'homicide involontaire et d'exercice illégal de l'activité de transport aérien par le juge d'instruction d'Evry et écroué. L'enquête du ministère des transports avait fait apparaître que JC Air n'avait pas le droit d'assurer du transport public à la demande et que les contrôles de l'appareil n'avaient pas été rigoureusement effectués.

● Douze Boeing britanniques suspendus de vol pour cause d'ennuis de moteurs. — L'administration de l'aviation civile britannique a interdit de vol douze Boeing 737-400 à la suite d'incidents survenus à des ailettes de leurs réacteurs. En effet, un avion de la compagnie Dan Air et un autre de la compagnie British Midlands ont dû se poser d'urgence, au cours du week-end dernier, en raison de bris d'ailettes. Il semble que le Boeing de British Midlands tombé en janvier dernier près de l'aéroport des Midlands ait connu le même problème. Quarante-sept personnes avaient été tuées. Le pilote avait coupé par erreur le réacteur fonctionnant normalement.

● La commission d'enquête blanchit le pilote du Mig-29. — Le pilote Anatoly Kvotchouk, dont le Mig-29 s'est écrasé jeudi 8 juin au Salon du Bourget, n'a commis « aucune indisciplinerie » et a accompli sa démonstration « en parfaite conformité avec le programme de vol prévu et approuvé », a estimé la com-

mission d'enquête franco-soviétique désignée après l'accident, selon un communiqué officiel.



UNION COMMERCIALE
DE CRÉDIT MULTISERVICES

Le 31 mai 1989, l'Assemblée générale des actionnaires de l'UCCM (Union commerciale de crédit multiservices), société financière du Groupe GMF spécialisée dans le crédit à la consommation, a approuvé les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 1988, qui font apparaître un bénéfice net de 3 537 700,53 F.

L'Assemblée a décidé, en conséquence, de verser avant le 31 juillet 1989 un dividende de 7 F par action assorti d'un avoir fiscal de 3,50 F.

Au terme de l'Assemblée, après avoir rendu un hommage ému à la mémoire de M. Harris Puisseis, son président récemment décédé, le Conseil d'administration de l'UCCM a nommé M. André Neurisse à la présidence de la société.



L'HERMÈS Editeur

13 rue Séguier 75006 PARIS Tél. (1) 46.34.05.25

préparations aux B.T.S.
100 publications:

manuels, outils de...
Annales thématiques: énoncés et corrigés.
droit, économie, gestion,
comptabilité, langues des affaires

Catalogue et spécimen sur simple demande écrite

Diffusion exclusive:
MEDILIS SA, 9 rue Séguier 75006 PARIS Tél. (1) 46.34.07.70
EDILIS SARL, 29 rue Garibaldi JUNIS Tél. 353795

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Le 26 juin 1989, Assemblée Générale de MATRA

Premières commandes du nouveau missile sol-air Mistral...
Lancement réussi d'Ariane 4... Premiers contrats européens pour le radiotéléphone cellulaire numérique...

Le Val en Asie, à Taipei... Lancement de la Renault Espace Quadra...

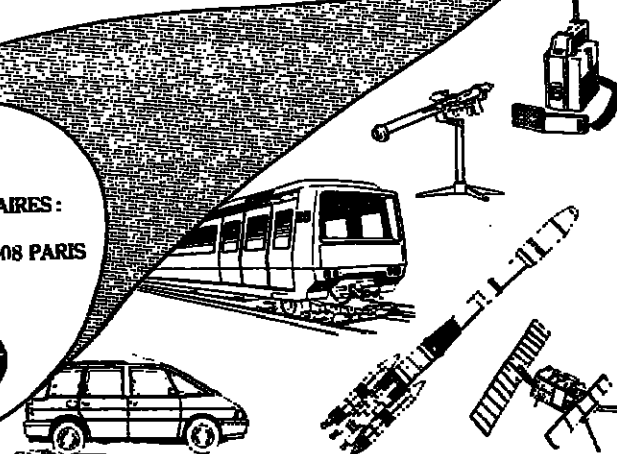
Nous vous proposons d'en savoir plus sur les événements qui ont marqué votre société en 1988 et d'assister à notre Assemblée Générale Ordinaire annuelle qui se tiendra le lundi 26 juin 1989 à 10 h 00 à la Cité des Sciences et de l'Industrie, Centre International de Conférences, 30 avenue Corentin-Cariou, 75019 Paris.

Si vous êtes actionnaires NOMINATIFS de MATRA, vous avez reçu par courrier l'avis de convocation et les divers documents vous permettant de participer ou d'être représentés à l'Assemblée Générale: demande de carte d'admission, formulaires de pouvoir ou de vote par correspondance.

Si vous êtes actionnaires au PORTEUR de MATRA et si vous désirez participer à l'Assemblée Générale, adressez-vous à l'établissement financier (banque, société de bourse, intermédiaire financier...) auprès duquel vos actions sont inscrites en compte. Vous devrez avoir déposé 5 jours au moins avant la date de l'Assemblée un certificat d'immobilisation de vos actions auprès du service TITRES MATRA: ARJIL-SOCIÉTÉS - 9, rue Beaujon, 75008 PARIS
Tél.: (1) 47 66 01 36, qui vous fera parvenir une carte d'admission.

RELATIONS ET INFORMATIONS ACTIONNAIRES:
Service Minitel 36.16 code MATRA
bureau d'accueil permanent 5, rue Beaujon, 75008 PARIS
Tél.: (1) 47 66 03 06

MATRA



ماترا للأصول

PARIS, 12 juin ↓
Fléchissement

La Banque des règlements internationaux plaide pour une meilleure concentration monétaire

Pour la B.R.I., « assouplir les arrangements officiels en matière de taux de change » s'impose. Les objectifs des principaux gouvernements pourraient ainsi prévoir explicitement « en fonction des différentiels d'inflation », le « seul fait que de tels ajustements soient possibles tendrait à réduire l'influence prépondérante des écarts de taux d'intérêt nominaux » qui rendent artificiellement attrayantes certaines monnaies, et surtout, le dollar.

La direction de Saab-Voitures affirme, par ailleurs, qu'elle poursuivra la fabrication seule, sans s'associer à un autre constructeur, et qu'elle devra économiser et rationaliser. En attendant, M. Karnsund annonce la sortie d'un nouveau modèle... d'ici à trois ans.

Né en Egypte de parents libanais et naturalisé Brésilien, M. Nahas n'est pas un inconnu. En 1963, la Société Générale, soucieuse de l'immense marché arabe, avait créé une banque locale, la Sogéral, en association avec M. Nahas. L'affaire tourne mal, l'homme d'affaires s'aventurant dans des opérations spéculatives ruineuses. En 1983, la Société Générale a dû verser à son associé un provision de 314 millions de francs.

qu'on critique l'autocontrôle, mais il me semble que les dispositions en vigueur qui le limitent à 10 %, permettent d'en faire un usage raisonnable. Je m'interroge sur l'opportunité de supprimer cette disposition à un moment où l'on s'efforce de consolider l'actionnariat des sociétés françaises ».

L'initiateur de l'amendement, le sénateur Daillly, rappelle, quant à lui, dans un entretien à *Libération*, qu'il avait déjà présenté cet amendement lors de la discussion de la loi Badinter en 1985. A l'époque, la limitation à 10 % de l'autocontrôle avait été préférée à sa suppression. Ce projet avait déjà rendu le CNPF « furieux », affirme M. Daillly.

firmes qui faisaient l'objet d'OPA ou de rumeurs d'OPA, pour les revendre ensuite avec des gains substantiels.

BOURSE DU 12 JUIN

Règlement mensuel										VALEURS									
Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Précéder cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Précéder cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Précéder cours	Dernier cours	%		
3089	C.M.P. 375 *	3820	3820	3830	+ 0.26	2100	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36	626	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36		
3090	B.M.P. 375 *	1120	1112	1112	+ 0.36	627	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36	627	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36		
3240	C.M.P. 375 *	1120	1112	1112	+ 0.36	628	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36	628	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36		
1192	Ed. Lefebvre	1122	1132	1132	+ 0.7	629	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36	629	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36		
1844	Ed. Lefebvre	1122	1132	1132	+ 0.7	630	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36	630	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36		
1329	Ed. Lefebvre	1122	1132	1132	+ 0.7	631	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36	631	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36		
1982	Ed. Lefebvre	1122	1132	1132	+ 0.7	632	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36	632	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36		
625	Ed. Lefebvre	1122	1132	1132	+ 0.7	633	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36	633	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36		
2602	Ed. Lefebvre	1122	1132	1132	+ 0.7	634	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36	634	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36		
2180	Ed. Lefebvre	1122	1132	1132	+ 0.7	635	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36	635	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36		
3070	Ed. Lefebvre	1122	1132	1132	+ 0.7	636	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36	636	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36		
2600	Ed. Lefebvre	1122	1132	1132	+ 0.7	637	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36	637	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36		
1089	Ed. Lefebvre	1122	1132	1132	+ 0.7	638	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36	638	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36		
610	Ed. Lefebvre	1122	1132	1132	+ 0.7	639	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36	639	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36		
625	Ed. Lefebvre	1122	1132	1132	+ 0.7	640	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36	640	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36		
2100	Ed. Lefebvre	1122	1132	1132	+ 0.7	641	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36	641	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36		
626	Ed. Lefebvre	1122	1132	1132	+ 0.7	642	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36	642	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36		
116	Ed. Lefebvre	1122	1132	1132	+ 0.7	643	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36	643	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36		
2250	Ed. Lefebvre	1122	1132	1132	+ 0.7	644	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36	644	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36		
2250	Ed. Lefebvre	1122	1132	1132	+ 0.7	645	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36	645	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36		
2250	Ed. Lefebvre	1122	1132	1132	+ 0.7	646	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36	646	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36		
2250	Ed. Lefebvre	1122	1132	1132	+ 0.7	647	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36	647	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36		
2250	Ed. Lefebvre	1122	1132	1132	+ 0.7	648	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36	648	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36		
2250	Ed. Lefebvre	1122	1132	1132	+ 0.7	649	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36	649	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36		
2250	Ed. Lefebvre	1122	1132	1132	+ 0.7	650	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36	650	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36		
2250	Ed. Lefebvre	1122	1132	1132	+ 0.7	651	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36	651	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36		
2250	Ed. Lefebvre	1122	1132	1132	+ 0.7	652	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36	652	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36		
2250	Ed. Lefebvre	1122	1132	1132	+ 0.7	653	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36	653	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36		
2250	Ed. Lefebvre	1122	1132	1132	+ 0.7	654	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36	654	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36		
2250	Ed. Lefebvre	1122	1132	1132	+ 0.7	655	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36	655	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36		
2250	Ed. Lefebvre	1122	1132	1132	+ 0.7	656	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36	656	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36		
2250	Ed. Lefebvre	1122	1132	1132	+ 0.7	657	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36	657	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36		
2250	Ed. Lefebvre	1122	1132	1132	+ 0.7	658	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36	658	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36		
2250	Ed. Lefebvre	1122	1132	1132	+ 0.7	659	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36	659	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36		
2250	Ed. Lefebvre	1122	1132	1132	+ 0.7	660	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36	660	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36		
2250	Ed. Lefebvre	1122	1132	1132	+ 0.7	661	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36	661	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36		
2250	Ed. Lefebvre	1122	1132	1132	+ 0.7	662	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36	662	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36		
2250	Ed. Lefebvre	1122	1132	1132	+ 0.7	663	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36	663	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36		
2250	Ed. Lefebvre	1122	1132	1132	+ 0.7	664	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36	664	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36		
2250	Ed. Lefebvre	1122	1132	1132	+ 0.7	665	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36	665	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36		
2250	Ed. Lefebvre	1122	1132	1132	+ 0.7	666	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36	666	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36		
2250	Ed. Lefebvre	1122	1132	1132	+ 0.7	667	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36	667	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36		
2250	Ed. Lefebvre	1122	1132	1132	+ 0.7	668	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36	668	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36		
2250	Ed. Lefebvre	1122	1132	1132	+ 0.7	669	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36	669	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36		
2250	Ed. Lefebvre	1122	1132	1132	+ 0.7	670	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36	670	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36		
2250	Ed. Lefebvre	1122	1132	1132	+ 0.7	671	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36	671	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36		
2250	Ed. Lefebvre	1122	1132	1132	+ 0.7	672	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36	672	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36		
2250	Ed. Lefebvre	1122	1132	1132	+ 0.7	673	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36	673	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36		
2250	Ed. Lefebvre	1122	1132	1132	+ 0.7	674	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36	674	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36		
2250	Ed. Lefebvre	1122	1132	1132	+ 0.7	675	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36	675	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36		
2250	Ed. Lefebvre	1122	1132	1132	+ 0.7	676	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36	676	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36		
2250	Ed. Lefebvre	1122	1132	1132	+ 0.7	677	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36	677	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36		
2250	Ed. Lefebvre	1122	1132	1132	+ 0.7	678	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36	678	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36		
2250	Ed. Lefebvre	1122	1132	1132	+ 0.7	679	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36	679	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36		
2250	Ed. Lefebvre	1122	1132	1132	+ 0.7	680	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36	680	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36		
2250	Ed. Lefebvre	1122	1132	1132	+ 0.7	681	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36	681	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36		
2250	Ed. Lefebvre	1122	1132	1132	+ 0.7	682	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36	682	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36		
2250	Ed. Lefebvre	1122	1132	1132	+ 0.7	683	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36	683	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36		
2250	Ed. Lefebvre	1122	1132	1132	+ 0.7	684	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36	684	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36		
2250	Ed. Lefebvre	1122	1132	1132	+ 0.7	685	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36	685	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36		
2250	Ed. Lefebvre	1122	1132	1132	+ 0.7	686	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36	686	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36		
2250	Ed. Lefebvre	1122	1132	1132	+ 0.7	687	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36	687	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36		
2250	Ed. Lefebvre	1122	1132	1132	+ 0.7	688	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36	688	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36		
2250	Ed. Lefebvre	1122	1132	1132	+ 0.7	689	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36	689	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36		
2250	Ed. Lefebvre	1122	1132	1132	+ 0.7	690	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36	690	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36		
2250	Ed. Lefebvre	1122	1132	1132	+ 0.7	691	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36	691	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36		
2250	Ed. Lefebvre	1122	1132	1132	+ 0.7	692	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36	692	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36		
2250	Ed. Lefebvre	1122	1132	1132	+ 0.7	693	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36	693	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36		
2250	Ed. Lefebvre	1122	1132	1132	+ 0.7	694	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36	694	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36		
2250	Ed. Lefebvre	1122	1132	1132	+ 0.7	695	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36	695	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36		
2250	Ed. Lefebvre	1122	1132	1132	+ 0.7	696	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36	696	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36		
2250	Ed. Lefebvre	1122	1132	1132	+ 0.7	697	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36	697	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36		
2250	Ed. Lefebvre	1122	1132	1132	+ 0.7	698	Bourgeois S.A.	3000	2082	3042	+ 0.36	6							

Comptant (selection)										SICAV (selection)									
VALEURS			% du revenu	% de cession	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Emission Frais incl.	Rechat net	VALEURS	Emission Frais incl.	Rechat net	VALEURS	Emission Frais incl.	Rechat net
Obligations										Etrangères									
Exp. 8,00 % 77	128 36	0 482	C.I.C. France 4 1/2	220	Luko	1342	d	Veiyet	1330		A.A.A.	1017 60	382 78	France-Obligat.	452 48	447 98	Parade	689 20	
9,00 % 78/93	101 86	0 286	C.I. Modine	894	Machinon Bull	100 10		Vicat	135 90		Action	234 96	228 38	France	480 87	468 96	Parade	247 48	
10,00 % 78/94	106	0 316	C.I. Modine	1450	Machinon Bull	133		Westerman S.A.	801		Action France	538 61	520 11	France France	1108 22	1104 24	France Invest.	730 87	
13,25 % 80/90	104 69	0 327	Chem (B)	1603	Machinon Bull	100 10		Westerman S.A.	801		Action France	647 12	623 73	France Algérie	1193 28	1193 47	Parade	1124 20	
16,20 % 82/90	106 89	0 308	Comp. Ind. Ind.	1180	Machinon Bull	389 50		Westerman S.A.	801		Action France	614 67	592 45	France Algérie	28 85	28 85	Parade	2024 22	
16 1/2 % 82	106 89	0 182	Comp. Ind. Ind.	1180	Machinon Bull	389 50		Westerman S.A.	801		Action France	614 67	592 45	France Algérie	28 85	28 85	Parade	2024 22	
16 1/2 % 82	106 89	0 182	Comp. Ind. Ind.	1180	Machinon Bull	389 50		Westerman S.A.	801		Action France	614 67	592 45	France Algérie	28 85	28 85	Parade	2024 22	
16 1/2 % 82	106 89	0 182	Comp. Ind. Ind.	1180	Machinon Bull	389 50		Westerman S.A.	801		Action France	614 67	592 45	France Algérie	28 85	28 85	Parade	2024 22	
16 1/2 % 82	106 89	0 182	Comp. Ind. Ind.	1180	Machinon Bull	389 50		Westerman S.A.	801		Action France	614 67	592 45	France Algérie	28 85	28 85	Parade	2024 22	
16 1/2 % 82	106 89	0 182	Comp. Ind. Ind.	1180	Machinon Bull	389 50		Westerman S.A.	801		Action France	614 67	592 45	France Algérie	28 85	28 85	Parade	2024 22	
16 1/2 % 82	106 89	0 182	Comp. Ind. Ind.	1180	Machinon Bull	389 50		Westerman S.A.	801		Action France	614 67	592 45	France Algérie	28 85	28 85	Parade	2024 22	
16 1/2 % 82	106 89	0 182	Comp. Ind. Ind.	1180	Machinon Bull	389 50		Westerman S.A.	801		Action France	614 67	592 45	France Algérie	28 85	28 85	Parade	2024 22	
16 1/2 % 82	106 89	0 182	Comp. Ind. Ind.	1180	Machinon Bull	389 50		Westerman S.A.	801		Action France	614 67	592 45	France Algérie	28 85	28 85	Parade	2024 22	
16 1/2 % 82	106 89	0 182	Comp. Ind. Ind.	1180	Machinon Bull	389 50		Westerman S.A.	801		Action France	614 67	592 45	France Algérie	28 85	28 85	Parade	2024 22	
16 1/2 % 82	106 89	0 182	Comp. Ind. Ind.	1180	Machinon Bull	389 50		Westerman S.A.	801		Action France	614 67	592 45	France Algérie	28 85	28 85	Parade	2024 22	
16 1/2 % 82	106 89	0 182	Comp. Ind. Ind.	1180	Machinon Bull	389 50		Westerman S.A.	801		Action France	614 67	592 45	France Algérie	28 85	28 85	Parade	2024 22	
16 1/2 % 82	106 89	0 182	Comp. Ind. Ind.	1180	Machinon Bull	389 50		Westerman S.A.	801		Action France	614 67	592 45	France Algérie	28 85	28 85	Parade	2024 22	
16 1/2 % 82	106 89	0 182	Comp. Ind. Ind.	1180	Machinon Bull	389 50		Westerman S.A.	801		Action France	614 67	592 45	France Algérie	28 85	28 85	Parade	2024 22	
16 1/2 % 82	106 89	0 182	Comp. Ind. Ind.	1180	Machinon Bull	389 50		Westerman S.A.	801		Action France	614 67	592 45	France Algérie	28 85	28 85	Parade	2024 22	
16 1/2 % 82	106 89	0 182	Comp. Ind. Ind.	1180	Machinon Bull	389 50		Westerman S.A.	801		Action France	614 67	592 45	France Algérie	28 85	28 85	Parade	2024 22	
16 1/2 % 82	106 89	0 182	Comp. Ind. Ind.	1180	Machinon Bull	389 50		Westerman S.A.	801		Action France	614 67	592 45	France Algérie	28 85	28 85	Parade	2024 22	
16 1/2 % 82	106 89	0 182	Comp. Ind. Ind.	1180	Machinon Bull	389 50		Westerman S.A.	801		Action France	614 67	592 45	France Algérie	28 85	28 85	Parade	2024 22	
16 1/2 % 82	106 89	0 182	Comp. Ind. Ind.	1180	Machinon Bull	389 50		Westerman S.A.	801		Action France	614 67	592 45	France Algérie	28 85	28 85	Parade	2024 22	
16 1/2 % 82	106 89	0 182	Comp. Ind. Ind.	1180	Machinon Bull	389 50		Westerman S.A.	801		Action France	614 67	592 45	France Algérie	28 85	28 85	Parade	2024 22	
16 1/2 % 82	106 89	0 182	Comp. Ind. Ind.	1180	Machinon Bull	389 50		Westerman S.A.	801		Action France	614 67	592 45	France Algérie	28 85	28 85	Parade	2024 22	
16 1/2 % 82	106 89	0 182	Comp. Ind. Ind.	1180	Machinon Bull	389 50		Westerman S.A.	801		Action France	614 67	592 45	France Algérie	28 85	28 85	Parade	2024 22	
16 1/2 % 82	106 89	0 182	Comp. Ind. Ind.	1180	Machinon Bull	389 50		Westerman S.A.	801		Action France	614 67	592 45	France Algérie	28 85	28 85	Parade	2024 22	
16 1/2 % 82	106 89	0 182	Comp. Ind. Ind.	1180	Machinon Bull	389 50		Westerman S.A.	801		Action France	614 67	592 45	France Algérie	28 85	28 85	Parade	2024 22	
16 1/2 % 82	106 89	0 182	Comp. Ind. Ind.	1180	Machinon Bull	389 50		Westerman S.A.	801		Action France	614 67	592 45	France Algérie	28 85	28 85	Parade	2024 22	
16 1/2 % 82	106 89	0 182	Comp. Ind. Ind.	1180	Machinon Bull	389 50		Westerman S.A.	801		Action France	614 67	592 45	France Algérie	28 85	28 85	Parade	2024 22	
16 1/2 % 82	106 89	0 182	Comp. Ind. Ind.	1180	Machinon Bull	389 50		Westerman S.A.	801		Action France	614 67	592 45	France Algérie	28 85	28 85	Parade	2024 22	
16 1/2 % 82	106 89	0 182	Comp. Ind. Ind.	1180	Machinon Bull	389 50		Westerman S.A.	801		Action France	614 67	592 45	France Algérie	28 85	28 85	Parade	2024 22	
16 1/2 % 82	106 89	0 182	Comp. Ind. Ind.	1180	Machinon Bull	389 50		Westerman S.A.	801		Action France	614 67	592 45	France Algérie	28 85	28 85	Parade	2024 22	
16 1/2 % 82	106 89	0 182	Comp. Ind. Ind.	1180	Machinon Bull	389 50		Westerman S.A.	801		Action France	614 67	592 45	France Algérie	28 85	28 85	Parade	2024 22	
16 1/2 % 82	106 89	0 182	Comp. Ind. Ind.	1180	Machinon Bull	389 50		Westerman S.A.	801		Action France	614 67	592 45	France Algérie	28 85	28 85	Parade	2024 22	
16 1/2 % 82	106 89	0 182	Comp. Ind. Ind.	1180	Machinon Bull	389 50		Westerman S.A.	801		Action France	614 67	592 45	France Algérie	28 85	28 85	Parade	2024 22	
16 1/2 % 82	106 89	0 182	Comp. Ind. Ind.	1180	Machinon Bull	389 50		Westerman S.A.	801		Action France	614 67	592 45	France Algérie	28 85	28 85	Parade	2024 22	
16 1/2 % 82	106 89	0 182	Comp. Ind. Ind.	1180	Machinon Bull	389 50		Westerman S.A.	801		Action France	614 67	592 45	France Algérie	28 85	28 85	Parade	2024 22	
16 1/2 % 82	106 89	0 182	Comp. Ind. Ind.	1180	Machinon Bull	389 50		Westerman S.A.	801		Action France	614 67	592 45	France Algérie	28 85	28 85	Parade	2024 22	
16 1/2 % 82	106 89	0 182	Comp. Ind. Ind.	1180	Machinon Bull	389 50		Westerman S.A.	801		Action France	614 67	592 45	France Algérie	28 85	28 85	Parade	2024 22	
16 1/2 % 82	106 89	0 182	Comp. Ind. Ind.	1180	Machinon Bull	389 50		Westerman S.A.	801		Action France	614 67	592 45	France Algérie	28 85	28 85	Parade	2024 22	
16 1/2 % 82	106 89	0 182	Comp. Ind. Ind.	1180	Machinon Bull	389 50		Westerman S.A.	801		Action France	614 67	592 45	France Algérie	28 85	28 85	Parade	2024 22	
16 1/2 % 82	106 89	0 182	Comp. Ind. Ind.	1180	Machinon Bull	389 50		Westerman S.A.	801		Action France	614 67	592 45	France Algérie	28 85	28 85	Parade	2024 22	
16 1/2 % 82	106 89	0 182	Comp. Ind. Ind.	1180	Machinon Bull	389 50		Westerman S.A.	801		Action France	614 67	592 45	France Algérie	28 85	28 85	Parade	2024 22	
16 1/2 % 82	106 89	0 182	Comp. Ind. Ind.	1180	Machinon Bull	389 50		Westerman S.A.	801		Action France	614 67	592 45	France Algérie	28 85	28 85	Parade	2024 22	
16 1/2 % 82	106 89	0 182	Comp. Ind. Ind.	1180	Machinon Bull	389 50		Westerman S.A.	801		Action France	614 67	592 45	France Algérie	28 85	28 85	Parade	2024 22	
16 1/2 % 82	106 89	0 182	Comp. Ind. Ind.	1180	Machinon Bull	389 50		Westerman S.A.	801		Action France	614 67	592 45	France Algérie	28 85	28 85	Parade	2024 22	
16 1/2 % 82	106 89	0 182	Comp. Ind. Ind.	1180	Machinon Bull	389 50		Westerman S.A.	801		Action France	614 67	592 45	France Algérie	28 85	28 85	Parade	2024 22	
16 1/2 % 82	106 89	0 182	Comp. Ind. Ind.	1180	Machinon Bull	389 50		Westerman S.A.	801		Action France	614 67	592 45	France Algérie	28 85	28 85	Parade	2024 22	
16 1/2 % 82	106 89	0 182	Comp. Ind. Ind.	1180	Machinon Bull	389 50		Westerman S.A.	801		Action France	614 67	592 45	France Algérie	28 85	28 85	Parade	2024 22	
16 1/2 % 82	106 89	0 182	Comp. Ind. Ind.	1180	Machinon Bull	389 50		Westerman S.A.	801		Action France	614 67	592 45	France Algérie	28 85	28 85	Parade	2024 22	
16 1/2 % 82	106 89	0 182	Comp. Ind. Ind.	1180	Machinon Bull	389 50		Westerman S.A.	801		Action France	614 67	592 45	France Algérie	28 85	28 85	Parade	2024 22	
16 1/2 % 82	106 89	0 182	Comp. Ind. Ind.	1180	Machinon Bull	389 50		Westerman S.A.	801		Action France	614 67	592 45	France Algérie	28 85	28 85	Parade	2024 22	
16 1/2 % 82	106 89	0 182	Comp. Ind. Ind.	1180	Machinon Bull	389 50		Westerman S.A.	801		Action France	614 67	592 45	France Algérie	28 85	28 85	Parade	2024 22	
16 1/2 % 82	106 89	0 182	Comp. Ind. Ind.	1180	Machinon Bull	389 50		Westerman S.A.	801		Action France	614 67	592 45	France Algérie	28 85	28 85	Parade	2024 22	
16 1/2 % 82	106 89	0 182	Comp. Ind. Ind.	1180	Machinon Bull	389 50		Westerman S.A.	801		Action France	614 67	592 45	France Algérie	28 85	28 85	Parade	2024 22	
16 1/2 % 82	106 89	0 182	Comp. Ind. Ind.	1180	Machinon Bull	389 50		Westerman S.A.	801		Action France	614 67	592 45	France Algérie	28 85	28 85	Parade	2024 22	
16 1/2 % 82	106 89	0 182	Comp. Ind. Ind.	1180	Machinon Bull	389 50		Westerman S.A.	801		Action France	614 67	592 45	France Algérie	28 85	28 85	Parade	2024 22	
16 1/2 % 82	106 89	0 182	Comp. Ind. Ind.	1180	Machinon Bull	389 50		Westerman S.A.	801		Action France	614 67	592 45	France Algérie	28 85	28 85	Parade	2024 22	
16 1/2 % 82	106 89	0 182	Comp. Ind. Ind.	1180	Machinon Bull	389 50		Westerman S.A.	801		Action France	614 67	592 45	France Algérie	28 85	28 85	Parade	2024 22	
16 1/2 % 82	106 89	0 182	Comp. Ind. Ind.	1180	Machinon Bull	389 50		Westerman S.A.	801		Action France	614 67	592 45	France Algérie	28 85	28 85	Parade	2024 22	
16 1/2 % 82	106 89	0 182	Comp. Ind. Ind.	1180	Machinon Bull	389 50		Westerman S.A.	801		Action France	614 67	592 45	France Algérie	28 85	28 85	Parade	2024 22	
16 1/2 % 82	106 89	0 182	Comp. Ind. Ind.	1180	Machinon Bull	389 50		Westerman S.A.	801		Action France	614 67	592 45	France Algérie	28 85	28 85	Parade	2024 22	
16 1/2 % 82	106 89	0 182	Comp. Ind. Ind.	1180	Machinon Bull	389 50		Westerman S.A.	801		Action France	614 67	592 45	France Algérie	28 85	28 85	Parade	2024 22	
16 1/2 % 82	106 89	0 182	Comp. Ind. Ind.	1180	Machinon Bull	389 50		Westerman S.A.	801		Action France	614 67	592 45	France Algérie	28 85	28 85	Parade	2024 22	
16 1/2 % 82	106 89	0 182	Comp. Ind. Ind.	1180	Machinon Bull	389 50		Westerman S.A.	801		Action France	614 67	592 45	France Algérie	28 85	28 85	Parade	2024 22	
16 1/2 % 82	106 89	0 182	Comp. Ind. Ind.	1180	Machinon Bull	389 50		Westerman S.A.	801		Action France	614 67	592 45	France Algérie	28 85	28 85			

Cote des changes				Marché libre de l'or			
MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 12/6	COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 12/6
			Achat	Vente			
Exco-Unit (5 \$)	8 746	8 677	8 600	7 088	Or fin (à la livre)	80800	79400
ECU	7 023	7 034			Or fin (à la livre)	80800	79400
Allemagne (100 DM)	339 200	338 000	328	348	Pièce française (20 \$) ..	480	485
Belgique (100 F)	18 182	18 178			Pièce française (10 \$) ..	388	400
Portugal (100 \$)	301 140	300 800	18 850	18 850	Pièce italienne (20 \$) ..	480	485
Denemark (100 kr)	57 100	57 122	88 800	91 800	Suède (100 \$)	480	485
Norvège (100 kr)	53 730	53 820	90 800	91 800	Pièce de 50 dollars	2886	2886
Grande-Bretagne (10 £)	10 538	10 520	10 520	4 800	Pièce de 10 dollars	1512 30	1503 30
Canada (100 dollars)	3 882	3 882	2 782	4 800	Pièce de 5 dollars	485	485
Inde (1 000 roupies)	3 881	3 885	4 400	4 800	Pièce de 50 patacas	277	277
Suisse (100 \$)	100 580	100 900	97 800	48 800	Pièce de 10 florins	477	477
Italie (100 \$)	48 200	48 125	48 800	48 800	Or Londres		
Autriche (100 sch)	5 228	5 268	5 150	5 750	Or Zurich		
Espagne (100 pes.)	4 070	4 078	3 900	4 800	Or Hongkong		
France (100 francs)	5 857	5 716	5 850	5 850	Argent Londres		
Canada (50 \$)	1 857	1 857	4 470	4 480			
Japan (100 yens)							

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

— coupon détaché — p : offert — * : droit détaché — d : demandé — ♦ : prix précédent — ★ : marché continu

هذه امانة الاصل

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	INFOS SERVICES	TÉLÉMATIQUE
2 Le gouvernement chinois sort de l'ombre. 3 Un entretien avec M. Itzhak Rabin. 4 Argentine : M. Alfonsín démissionnera le 30 juin. — M. Gorbatchev en RFA. 6-7 La préparation des élections européennes.	8 Le scrutin du 18 juin : M. Mauroy en tournée en Guyane et aux Antilles. 9 Faut-il des villes ou des régions de taille européenne ? 10 Après les élections en Nouvelle-Calédonie.	11 La suppression des écoles normales. — La grève dans les crèches parisiennes. 12 Selon son avocat, Paul Touvier est atteint d'un cancer. — Le Paris du Bicentenaire : un casse-tête policier. 42 Sports.	13 Théâtre : Laphi chasseur, de Jérôme Deschamps, à Chaillot. — Photo : regroupement de cinq galeries. — Art : une exposition Tal-Coat à Paris. 16 Musique : Armin Jordan et Alicia de Larrocha. — Ventes.	43 Un rapport du Conseil économique sur les besoins des Français. — La guerre mondiale du micro-processeur. 44 Le financement des retraites. 45 Aéronautique : le 38 ^e Salon du Bourget. 46-47 Marchés financiers.	Abonnements : 4 Annonces classées : 22 à 42 Campus : 18 Carnet : 19 Météorologie : poursuite de la grève : 19 Mots croisés : 17 Radio-télévision : 17 Spectacles : 16	• Les admissibilités aux grandes écoles : 165 • La Chine en direct : 24 h/24 h : ETR 3615 tazes LEMONDE • Les corrigés du bac philo : 3615 tazes LMBAC • Les offres d'emploi du Monde : EEMPL 3615 tazes LMB

Au Sénat

Rejet du projet de loi d'amnistie

Le Sénat a examiné, lundi 12 juin, cinq textes. Il en a adopté quatre et repoussé un, celui portant amnistie pour les indépendantistes de Guadeloupe et, à la suite de deux amendements votés par l'Assemblée nationale, pour ceux de Martinique et certains objectifs de conscience (le Monde du 7 juin).

A Marseille

M. Vigouroux reçoit le président de l'Assemblée nationale mais ignore le candidat Fabius

MARSEILLE de notre correspondant régional

En campagne dans les départements du Gard et des Bouches-du-Rhône, M. Laurent Fabius a été reçu, lundi 12 juin, à Marseille par le maire (ex-PS), M. Robert Vigouroux. Il n'a pas, toutefois, été accueilli par son hôte en qualité de tête de liste socialiste aux élections européennes mais comme... président de l'Assemblée nationale. M. Vigouroux s'est abstenu de toute prise de position en indiquant simplement qu'il votera « en son âme et conscience », sachant que l'on « connaît [son] âme et [sa] conscience ».

Après avoir durement critiqué le choix de M. Frédéric Rossini, trésorier fédéral, comme représentant marseillais sur la liste socialiste, où il aurait souhaité voir figurer un membre de sa majorité municipale, M. Vigouroux ne pouvait, d'ailleurs, apporter sa caution à celui qui la conduit.

M. Fabius a donc seulement eu droit à la présentation, à huis clos, des élus de Majorité Marseille. La brève conférence de presse donnée, ensuite, par le maire de Marseille et par son hôte s'est terminée en des propos de la plus grande banalité.

Le chef de file de la liste socialiste d'autre part, en demeurant, tout à fait perdu son temps. Une photo dans les colonnes du *Provençal* a quelque peu rentabilisé, électoralement, sa rencontre avec le maire de Marseille, M. Vigouroux ayant eu, lui-même, la satisfaction de se voir « reconnaître », en son lieu, par l'un des principaux responsables nationaux du PS.

A la fédération, où M. Fabius a achevé sa visite à Marseille, on lui a fait sentir une certaine irritation pour une démarche jugée « normale mais, en même temps, susceptible de créer une confusion chez les militants ». Les dirigeants du PS marseillais avaient publiquement constaté, trois jours auparavant, l'impossibilité d'une conciliation avec M. Vigouroux.

G. P.

• ITALIE : M. De Mita chargé de former le nouveau gouvernement. — Le président de la République, M. Francesco Cossiga, a chargé mardi 13 juin M. Ciriaco De Mita, démocrate-chrétien et président du Conseil démissionnaire, de former le nouveau gouvernement.

M. De Mita, a-t-on précisé à la présidence, « a réservé ses réponses », selon l'usage. Il appartient en effet au chef du gouvernement pressenti de négocier avec ses futurs partenaires la formation de ce gouvernement, avant d'annoncer son acceptation formelle. (AFP.)

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT
avec la garantie d'un grand maître tailleur
COSTUMES MESURE
à partir de 2 150 F
PANTALONS 880 F VESTES 1 450 F
3 000 classes
Luxueuses draperies anglaises
Fabrication traditionnelle
TAILLEURS, JUPES, VESTES
COSTUMES LÉGERS
UNIFORMES ET VÊTEMENTS MILITAIRES
LEGRAND Tailleur
27, rue de 4-Septembre, Paris - Opéra
Téléphone : 47-42-70-61.
Du lundi au samedi de 10 h à 18 h

Rompant avec la politique de son prédécesseur

Le président Bush présente un plan ambitieux contre la pollution atmosphérique

Le président George Bush a présenté, lundi 12 juin à Washington, un ambitieux plan de lutte contre la pollution atmosphérique. S'il est adopté par le Congrès, il représentera pour les États-Unis une dépense annuelle comprise entre 14 et 19 milliards de dollars (de 95,2 à 129,2 milliards de francs). Pour les citoyens américains, qui devront payer leur électricité plus cher et, pour certains, rouler dans des voitures fonctionnant au méthanol, ce sera une petite révolution.

En matière de protection de l'environnement, le successeur de M. Ronald Reagan est un iconoclaste. Rompant avec dix ans de « dérégulation » et de politique de laisser-faire avec les industriels, M. Bush se lance dans un ambitieux programme de lutte contre la pollution de l'air, qui va coûter des milliards de dollars au gouvernement fédéral, aux États, aux industriels et aux consommateurs. « Nous n'avons pas fait assez ces dix dernières années », a reconnu le président devant ses hôtes de la Maison Blanche — un parterre de gouverneurs, hommes d'affaires, militants écologistes et le nouvel administrateur de l'EPA (Environmental Protection Agency), l'équivalent du ministère de l'Environnement, M. William Reilly, lui-même ancien président du WWF américain (Fonds mondial pour la nature).

Le Louvre fermé du 10 au 16 juillet

Le Louvre sera fermé pendant une semaine, du 10 au 16 juillet, en raison de la réception des chefs d'État des pays industrialisés.

Les touristes qui viendront, sans doute nombreux, pour assister aux fêtes du Bicentenaire, seront donc privés du Musée, ouvert pour la première fois au public il y a un peu moins de deux cents ans. Curieuse façon de célébrer un anniversaire.

Echange d'administrateurs entre la BNP et la Dresdner Bank

Le *Journal officiel* qui publie un décret renouvelant les membres du conseil d'administration de la BNP (Banque nationale de Paris) consacre une nouveauté avec la nomination comme personnalité qualifiée, de M. Jürgen Sarrazin, membre du directoire de la Dresdner Bank, numéro deux des banques allemandes.

En contrepartie — et c'est l'autre nouveauté — M. Jacques Wahl, directeur général de la BNP, en charge de l'international, entrera prochainement au conseil de surveillance de la Dresdner Bank. Cet échange d'administrateurs, voulu par les pouvoirs publics, s'inscrit dans la ligne de coopération établie de longue date entre la BNP et son homologue allemande. M. René Thomas, l'actuel président de la BNP, est reconduit comme administrateur et devrait être confirmé à la tête de l'établissement à l'occasion d'un prochain conseil des ministres.

Le numéro du « Monde » daté 13 juin 1989 a été tiré à 574 620 exemplaires

LOCATIONS
1.400 LOCATIONS
PARIS ET REGION
PARISIENNE
7 jours / 7
24 Heures sur / 24
36.15 LOCAT

Pour combler ce retard, le président américain met donc les bouches doubles. Trop timide, le Clean Air Act de 1977, que M. Reagan jugeait pourtant trop contraignant ! D'ici à l'an 2000, les centrales thermiques au charbon devront réduire leurs émissions de dioxyde de soufre et d'oxyde d'azote de 10 millions de tonnes à 2 millions. Cette exigence, destinée à régler le problème des pluies acides, devrait coûter aux fabricants d'électricité la bagatelle de 7,3 milliards de dollars (environ 49,6 milliards de francs) et entraîner une augmentation d'environ 2 % de la facture d'électricité (qui atteint aujourd'hui 160 milliards de dollars, au plan national, soit environ 1 068 milliards de francs).

Neuf villes dans le collimateur

S'agissant de la pollution urbaine, le plan Bush est tout aussi drastique. L'objectif est de réduire de 40 % les émissions des cheminées et celles de gaz d'échappement. Les usines polluantes, qui rejettent actuellement quelque 1,5 million de tonnes de produits toxiques dans l'atmosphère — et sont tenues pour responsables de 1 500 à 3 000 cas de cancer mortel par an — devront réduire leurs émissions toxiques de 75 % en dix ans. Les vingt villes américaines qui souffrent du smog — mélange de fumées et d'ozone — à l'action du soleil sur les particules en suspension — devront s'arranger pour réduire cette pollution de 3 % par an.

Pour sauvegarder les poumons des citadins, les constructeurs d'automobiles sont appelés à une conversion précoce aux États-Unis : ils devront mettre sur le marché, à partir de 1995, des véhicules à carburant « propre » (méthanol, éthanol ou gaz naturel). Ces voitures, destinées aux neuf villes les plus polluées

(Los Angeles, Houston, New-York, Milwaukee, Baltimore, Philadelphie, San-Diego, Chicago et la courbature du Connecticut), devront être au nombre de cinq cent mille en 1995 et 1996, puis un million à partir de 1997. Si le plan est respecté, toutes ces villes devraient satisfaire aux normes d'hygiène fédérales en l'an 2000, à l'exception des trois cas les plus difficiles (Los Angeles, Houston et New-York), qui ne devraient retrouver une qualité d'air acceptable que vers 2010.

M. Reagan, lui, avait commencé en 1981 par réduire de 25 % les subventions à la recherche contre la pollution industrielle et de 72 % le budget du Conseil de la qualité de l'environnement. A l'époque, son secrétaire à l'intérieur, M. James Watt, voulait livrer aux industriels les domaines fédéraux encore vierges de toute exploitation ! Certes, M. Bush n'oublie pas qu'il est lui-même un ancien « pétrolier » du Texas, et reste dans la ligne républicaine : l'administration fédérale ne dicte pas les moyens de satisfaire aux normes. Un industriel pourra, s'il n'est pas prêt, acheter le droit de polluer plus longtemps à un autre, plus rapide à mettre en place sa technologie propre.

Le plan Bush a été naturellement bien accueilli au Canada, traumatisé par les pluies acides, qui stérilisent ses lacs et endommagent ses forêts. En revanche, les pétroliers et les producteurs de charbon ont estimé que le président Bush faisait « trop et trop tôt ». Quant aux consommateurs américains, qui devront, pour certains, payer 300 dollars de surcoût pour une voiture à carburant propre, ils attendent le vote du Congrès, où les lobbies de toutes sortes, pro et anti-plan Bush ne vont pas manquer de se déchainer.

ROGER CANS.

(Lire en première page l'entretien avec M. Jacques CALVET, président de Peugeot S.A.)

Soudan

Accord de principe sur la tenue d'une conférence constitutionnelle

Le gouvernement soudanais et les représentants de l'APLS (Armée populaire de libération du Soudan), réunis depuis samedi dernier à Addis-Abeba, ont fixé au 18 septembre la tenue de la conférence constitutionnelle qui doit déterminer l'avenir politique du pays. Les deux parties se réuniront à nouveau le 4 juillet pour vérifier si les termes de l'accord du 16 novembre 1988 — conclu entre l'APLS et le Parti démocratique — unioniste de M. Osman el-Mirghani — ont été appliqués de façon satisfaisante pour tous. Cet accord, qui a été ratifié par le gouvernement soudanais en mars dernier, prévoit le gel de la loi islamique (la charia), l'abrogation des traités militaires qui lient le Soudan à l'Égypte et à la Libye, la levée de l'état d'urgence, un cessez-le-feu et une conférence constitutionnelle.

L'APLS insiste, en effet, pour que cette mesure de gel soit inscrite dans une loi approuvée par le Parlement. — (AFP, Reuters, UPI.)

Vietnam

Un bonze japonais affirme avoir rencontré des Américains en prison

Tokyo. — Des diplomates américains ont eu un entretien, le 11 juin, avec un moine japonais rentré chez lui en janvier après avoir passé quatorze ans dans les prisons vietnamiennes, où il affirme avoir rencontré des prisonniers de guerre américains. Selon des responsables de l'Agence japonaise de Sapporo de Hokkaido, où le moine, Iwanobu Yoshida, âgé de soixante-cinq ans, a été admis depuis son retour du Vietnam, l'entretien a duré une heure. Selon la fille aînée de M. Yoshida, Kieko Takatsuka, le moine a raconté qu'il avait partagé une cellule avec trois prisonniers de guerre américains jusqu'à ce qu'il soit autorisé à quitter le Vietnam.

Les États-Unis n'excluent pas que des prisonniers de guerre américains soient toujours détenus au Vietnam, malgré de multiples démentis du gouvernement de Hanoi. M. Yoshida avait émigré au Vietnam du Sud, en 1966, et avait rejoint un monastère bouddhique.

Sur le vif

Concurrence déloyale

Moi, tous les matins au réveil, je me dyspnoie, bras en croix dans mon lit et je rends grâce à mon Rocky. Merde, ô roi des rois, de te pencher, au risque de tomber de ton nuage, sur mon bien-être et me sécuriser ! Non, c'est vrai, je suis touché. Il a de ces situations pour moi, vous n'imagineriez pas. Il est en train de nous concocter un nouveau projet de loi, un énorme coup de tonnerre. Les quatre malheureux flics lâchés sur 302 kilomètres de couloirs dans les bas-fonds du métropolitain vont être piétés de sévir.

Contre qui, contre les voleurs, les braqueurs, les violateurs, les drogués ? Quelle idée ! Contre les petits vendeurs à la sauvette qui étaient des fruits, des fleurs, des foulards et des bijoux de trois sous dans un perpétuel renouveau et qui défilent à la moindre alerte. Moins vite qu'un malin armé d'un couteau à cran d'arrêt, mais assez vite pour les obliger à trotter derrière. Un peu de jogging matinal et soir, c'est bon pour la ligne. En, qui promènent, nostalgiques, une image totalement ringarde, un vieux cliché écoulé de leur mission : protéger la veuve et l'orphelin, ça va leur remonter le moral.

Faut reconnaître, c'est une œuvre de salubrité publique. Ils en avaient marre de cette concurrence déloyale les pauvres vendeurs essouffés, impuissants, qui ont pignon sur trottoir dans une vingtaine de stations. Allez, chassez-moi cette racaille !

La travail clandestin, ça met peut-être de l'huile dans les épaves de l'économie au Portugal et en Italie. Pas dans notre grand et beau pays. Les huit cent mille autoproclamés qui tiennent au noir, et qui paient 1 milliard de nos francs payés de la main à la main, ni vu ni connu, chaque année, on va les obliger à passer à la caisse de l'État.

Par ici les retraités. Les femmes de ménage non déclarées, les chauffeurs, les petits fonctionnaires qui arrondissent leurs fins de mois en remplaçant des careaux, en remplaçant des appartements, en passant la serpillière ou en remplaçant des salades. Et par là, les flics, il y en a des tas qui cherchent pas non plus sur les petits boulots. Laver les vitres, ça les attire, ça les change de leur costume souterrain à la poursuite de tous ces expéditeurs de bonnet en règle.

CLAUDE SARRAUTE.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 13 juin

Hésitante

A l'issue de la veille, la journée a débuté sur une note hésitante. L'indice instantané perdait 0,19 %. Parmi les plus fortes hausses figuraient CSBE (+ 3,2 %), Luchaire (+ 2,8 %) et Accor (+ 2,7 %). En baisse, on notait Ingénierie (- 3,1 %), BP France (- 3 %) et CFI (- 2,8 %).

M. Valéry Giscard d'Estaing invité mercredi 14 juin du « Grand Jury RTL-Le Monde »

Dans le cadre de la campagne pour les élections européennes, « Le grand Jury RTL-Le Monde » recevra mercredi 14 juin, de 18 h à 19 h 30, M. Valéry Giscard d'Estaing, qui conduit la liste UDF-RPR.

L'invité principal de la République française sera également M. André Fontana et de Daniel Courton de Marseille, et de Jacques Truffaut et de Paul Joly, de RTL. Le débat sera dirigé par Olivier Mercadier.

HORS SERIE SCIENCE & VIE AVIATION 1 9 8 9

Des carnets de commandes d'avions civils remplis, des aéroports embouteillés, des flottes vieillissantes, plus d'un milliard de passagers par an, une aéronautique militaire en panne de crédits... Ce sont là quelques caractéristiques de l'aviation aujourd'hui. Ce numéro HORS SERIE de SCIENCE & VIE fait le point complet.

- CIEL EUROPEEN : VERS LA CONGESTION
- BOEING ENTRE NOIR ET ROSE
- L'AÉRONAVAL MANQUE D'AVIONS
- LES COPILOTES ÉLECTRONIQUES

UN NUMÉRO HORS SÉRIE DE SCIENCE & VIE

GÉREZ VOTRE PORTFEUILLE SUR MINUTEL

LE MONDE DE LA BOURSE

Pour suivre en direct l'évolution de chacune de vos valeurs et le montant global de votre portefeuille

BOURSE

36.15 LEMONDE

A B C D E F G